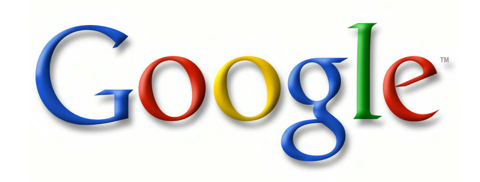
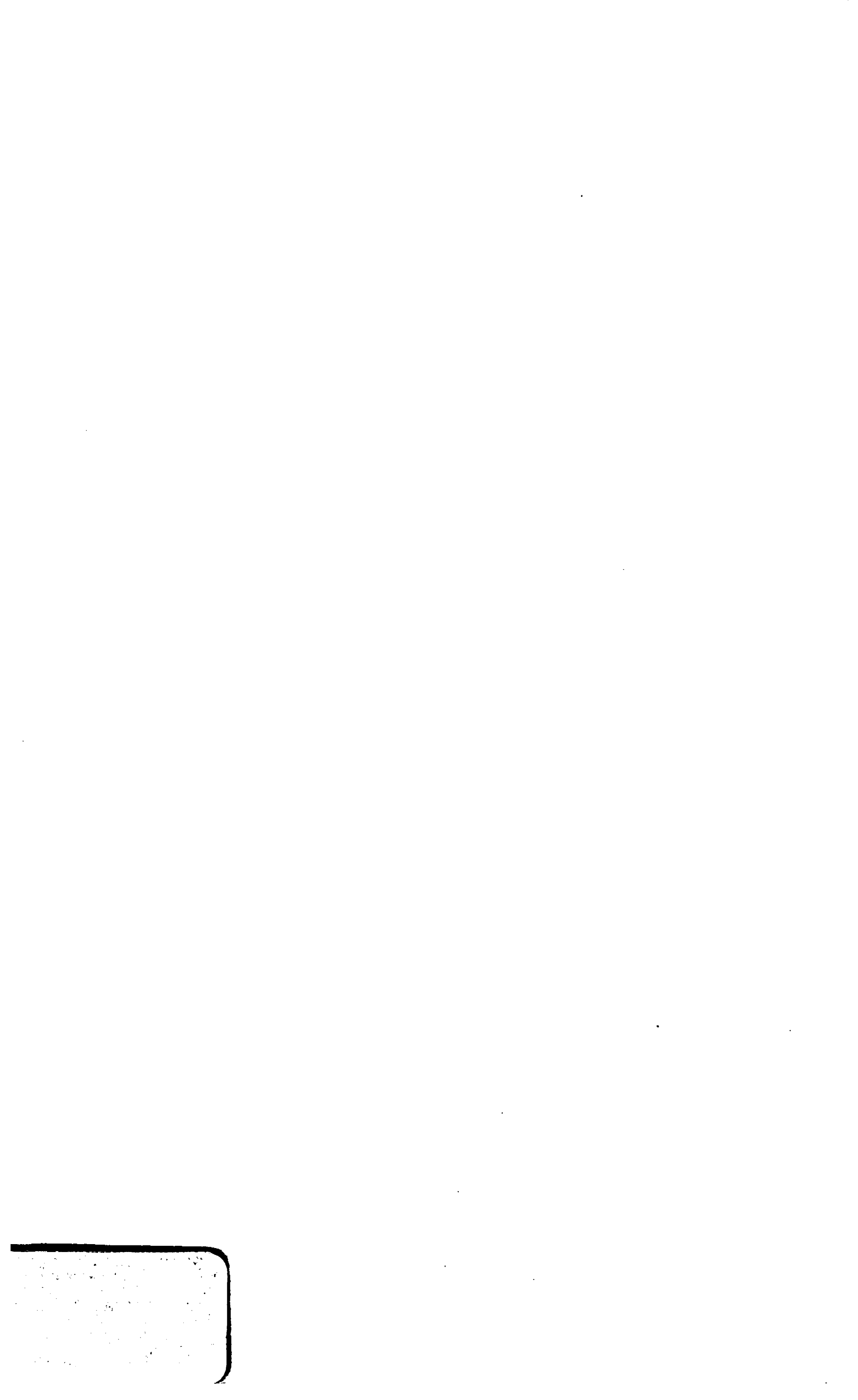




HISTOIRE

DU CONSULAT

ET DE L'EMPIRE.

IMPRIMERIE DE Ve DONDEY-DUPRÉ,
Rue Saint-Louis, 46, au Marais.

HISTOIRE
DU CONSULAT
ET
DE L'EMPIRE

PAR

Jean Charles

M. CH. DE LACRETELLE,

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

I

PARIS.

LIBRAIRIE D'AMYOT, ÉDITEUR,

6, RUE DE LA PAIX.

1846

INTRODUCTION.

Je reviens, après une longue interruption et dans une vieillesse avancée, à l'histoire contemporaine, dont j'ai connu tous les dangers, et qui peut troubler la fin paisible de ma carrière. Je n'ai encore osé aborder celle du règne de Napoléon. L'aspect guerrier qui domine dans cette époque m'épouvantait. Mes études se sont plus portées sur la morale publique que sur la stratégie. Je n'ai connu cet art ni par l'usage ni par inspiration. Je le crois peu utile pour la félicité commune. De telles leçons pouvaient avoir un objet patriotique chez les Grecs et les Romains, peu-

ples voués aux conquêtes, et dont la langue était inconnue même à leurs voisins. La nôtre est entendue de toutes les nations civilisées. De telles leçons, même sous la plume du plus habile interprète, peuvent agir contre nous aussi bien que pour nous, et former des Eugène, des Marlborough, aussi bien que des Turenne et des Condé, et rendre enfin l'art de la guerre plus séduisant et plus meurtrier. Le grand maître de cet art, Napoléon, sera toujours le meilleur historien de ses campagnes; non que je croie à la parfaite véracité de ses bulletins et de ses Mémoires, mais on ne peut guère les contredire qu'avec des récits non moins suspects et beaucoup plus obscurs. Le vaincu se console en doublant le nombre des ennemis qu'il a tués, et le vainqueur se glorifie en le triplant. L'orgueil applaudit et l'humanité soupire.

Rien n'est stable dans l'art de la guerre. L'audace et le coup d'œil du moment déroutent souvent les combinaisons les plus savantes. N'avons-nous pas vu les vétérans, les grands capitaines de Frédéric, les tacticiens des revues de Potsdam, céder au choc impétueux de nos soldats novices, inspirés par *la Marseillaise?* L'art de Napoléon lui-même a fini par être compris de ceux qu'il avait tant de fois vaincus, et, à son

tour, il a vu sa capitale envahie, tandis qu'il croyait encore poursuivre les rangs rompus de ses ennemis.

Ce luxe de meurtres héroïques, après avoir d'abord ébloui l'imagination, finit par navrer le cœur. Je reconnais que la guerre, malgré ses cruels effets, offre le plus sublime élan des passions généreuses. L'éloquence et la poésie y puisent de sublimes inspirations. L'histoire, quoique plus réfléchie, se laisse entraîner par la noblesse de ces dévouements accomplis pour la patrie; mais quand ils sont trop multipliés, l'imagination voit moins l'ardeur du combat que l'horreur nocturne des champs de bataille, et l'agonie tourmentée des jeunes héros qui donnent un dernier soupir aux champs qui les ont vus naître, à leurs amours, à leurs mères. Quand l'extermination s'agrandit des deux côtés par les progrès de l'art, quand le sang versé à grands flots vient colorer la neige d'un sinistre éclat, l'admiration s'assombrit, se glace. L'homme s'épouvante de l'homme; la philosophie recueille les plaintes de l'humanité : ne lui demandez plus une approbation servile, elle n'a plus que des frémissements et des larmes.

Eh bien! voilà ce que nous avons éprouvé jusque dans le cours de nos triomphes. Si nous

avions été des Romains, des Tartares ou des Arabes, nous n'aurions pas cessé d'applaudir à ces exploits merveilleux et lointains. Mais nous étions des chrétiens, des Français, et, grâce à des lumières nouvelles, nous comprenions fort bien que le rôle de maîtres et d'oppresseurs du monde ne vaut pas celui d'en être les bienfaiteurs par de sages leçons et d'utiles exemples. Je sais que cette impression douloureuse s'est beaucoup affaiblie depuis des revers accablants. Nous aimons le souvenir de celles mêmes de ces victoires qui ont le plus souvent navré notre cœur ; quand les fruits nous en échappent, les trophées nous en deviennent plus chers. Le Français est fier par instinct et sage par étude. Les hommes passionnés sont un peuple, les sages sont un groupe.

Dans un âge où nous voyons en scène des hommes auxquels leur nature et leur destinée ont imposé le rôle de conquérants, nous éprouvons quelque chose de l'agitation fiévreuse qui les entraîne. Nos éloges n'ont plus de borne, lorsque, comme Napoléon, ils ont fait le salut de l'État. Nos blâmes sont emportés lorsque, comme lui, ils en ont fait la ruine. J'ai cédé à ce dernier sentiment dans la catastrophe de 1814, qu'il lui était si facile d'éviter, et mes paroles

ont manqué de mesure; j'en ai toujours gardé un profond regret, et j'ai cherché toutes les occasions de réparer ce tort. L'histoire m'offre un champ plus large et de plus hauts aspects, et c'est un de mes motifs pour rentrer dans l'histoire.

L'unité nous subjugue et nous repose. Nous aimons à résumer une époque, dès qu'elle est un peu éloignée, dans un seul homme. Les compagnons d'Alexandre nous seraient mal connus, s'ils n'avaient eu le funeste avantage d'en être les successeurs. Charlemagne absorbe la gloire de ses plus vaillants capitaines, et ce n'est plus l'histoire, c'est la fable qui nous fait connaître les noms et les exploits de ses paladins. Il ne faut pas qu'il en soit ainsi du règne de Napoléon. Cet immortel guerrier eut d'illustres prédécesseurs dans les Dumouriez, les Hoche, les Jourdan, les Pichegru et les Dugommier.

Il y eut une époque où Moreau atteignit de près sa gloire. Plusieurs de ses lieutenants furent quelquefois ses rivaux et même ses sauveurs; ainsi apparaissent Desaix et Kellerman aux champs de Marengo, et Masséna sur le champ de bataille d'Essling, et Ney sur celui de la Moscowa, et bien plus encore dans cette retraite où il poussa jusqu'au sublime le courage, la

constance d'âme et le génie, qui luttent à la fois contre des forces quadruples et le courroux des éléments.

Si de là nous passons à l'un des suprêmes titres de gloire de Napoléon, à celui qui, aux yeux du philosophe, l'emporte peut-être sur tous les autres, je veux parler de ses institutions, il est admirablement secondé par plusieurs hommes que l'expérience de nos malheurs ont amenés ou rendus à l'esprit positif après un siècle d'audacieuses et séduisantes hypothèses, tels que les Talleyrand, les Rœderer, les Gaudin, les Mollien, les Fontanes et beaucoup d'autres dont j'aurai à signaler les travaux.

Depuis plus d'un siècle, c'est-à-dire depuis l'apparition simultanée de Voltaire et de Montesquieu, suivie bientôt de celle de J. J. Rousseau, la scène historique s'est beaucoup élargie et reçoit même au nombre des principaux personnages des acteurs nouveaux, des hommes de lettres dont l'histoire ne faisait auparavant qu'une mention superficielle et incomplète. Avec eux intervient, non la société tout entière, mais l'élite de la société. Les gouvernés y sont en un dialogue perpétuel avec les gouvernants, et s'y établissent comme un tribunal qui souvent casse ou dicte leurs arrêts. La société, ou du moins

l'esprit public qui la représente, n'est pas réduite au rôle des chœurs passifs du théâtre d'Athènes.

Cet esprit public ne se borne pas à déplorer les infortunes des rois ou des héros, et à leur donner des conseils que leur passion n'écoute guère. Les rois ont des armées; l'esprit public, que je ne confonds pas avec les passions populaires, a la presse et la tribune, qui retentissent au delà des pays qui ont éprouvé leur influence.

Il est heureux pour moi que l'ordre de mes travaux historiques m'ait permis de suivre la naissance et les progrès de cet esprit nommé philosophique. Je conviens que son action est beaucoup moins apparente sous le règne de Napoléon; mais, certes, il était beaucoup plus difficile de la reconnaître sous le règne de la Convention et même sous celui du Directoire.

Ne vous semble-t-il pas voir un large fleuve qui, après avoir roulé sur la terre avec un grand fracas et en désolant ses rivages, se voit arrêté par une voûte de rochers, bouillonne sur un abîme, disparaît et en sort pour recommencer son cours avec moins de bruit et plus de bienfaisance?

L'histoire ainsi considérée n'est plus seulement celle d'un grand peuple; elle devient un

chapitre important de celle de la société humaine. Heureuse la nation qui peut y présider non-seulement par des lumières nouvelles et trop longtemps confuses qu'elle a lancées impétueusement dans le monde, mais par les fautes et les désastreux châtiments d'un orgueil indiscret, et qui, après avoir réformé de vieux abus, a su rectifier aussi ses nouvelles erreurs! Elle lègue les unes et les autres aux générations suivantes pour leur donner d'utiles enseignements ou pour en faire leur acte d'accusation. Navigateurs hardis, mais imprudents, nous dressons après maint naufrage la carte des écueils qui nous ont été funestes.

Il convient sans doute de rapporter à l'établissement du christianisme la régénération de la société humaine qui se poursuit aujourd'hui. Mais, pendant dix siècles, son influence politique, traversée par le despotisme des empereurs de Rome, soit païens, soit chrétiens, par l'irruption des Barbares et par l'invasion non moins désastreuse du règne féodal, a été presque nulle. On ne commence à la retrouver que depuis l'abolition graduelle de la servitude. La philosophie se reconnaît aujourd'hui fille de la charité évangélique, et marche avec sagesse, grandeur et liberté sous l'appui de sa mère.

Plusieurs historiens m'ont précédé dans le vaste tableau que je vais retracer. M. Bignon l'a présenté avec des vues d'homme d'État, un style élégant et ferme ; il s'est particulièrement attaché à l'histoire des actes diplomatiques. M. Thibeaudeau s'est plus occupé des opérations de l'intérieur, et s'est efforcé d'unir un grand zèle pour la liberté même républicaine avec une vive admiration pour le grand homme qui lui a porté des coups mortels. M. Capefigue me paraît avoir pénétré plus avant dans la disposition des esprits au milieu des événements si variés de ce règne. Aujourd'hui tous les esprits sérieux lisent l'important ouvrage de M. Thiers, et le suivent dans ses vastes études.

Sans faire descendre l'histoire de sa hauteur, on ne peut plus la considérer aujourd'hui comme un tribunal suprême, où un juge unique prononce un arrêt irrévocable. Notre civilisation actuelle admet et même exige la pluralité des historiens. C'est un procès qui se plaide encore et qui se plaidera longtemps. Les aspects historiques sont multipliés et de nature souvent très-divergente. Un seul auteur ne peut les embrasser tous ; au coup d'œil de l'homme d'État peut succéder celui du philosophe. La politique usuelle et la morale offrent trop souvent un contraste

pénible. Le contemporain peut parler des événements qui l'ont affecté lui et tous les siens avec un intérêt plus pénétrant, avec un coloris plus vif que l'homme d'une génération suivante. Il m'est permis de réclamer cet avantage, puisque c'est le seul que je puisse revendiquer sur un historien accrédité, qui est à la fois un de nos plus brillants orateurs et un homme d'État qui a pris part à de grands événements. Voilà ce qui me fait rentrer en scène plus aiguillonné qu'intimidé par un succès fait pour étourdir de téméraires rivaux.

On me permettra d'indiquer ici quelques-uns des résultats politiques et moraux qui se présentent à la méditation dans cette grande chaîne d'événements que j'aurai parcourue tout entière, si le ciel le permet, et de partir du point où nous en sommes, en 1845, pour apprécier mieux notre situation et celle des autres États de l'Europe, après des commotions si longues et si violentes.

Le destin prit plaisir à châtier son favori dès qu'il voulut se déclarer son représentant. De là de grands désastres, la perte de nos conquêtes, et même de celles qui, remportées auparavant par les généraux Jourdan, Pichegru et Moreau, nous formaient un empire compacte, et qui sem-

blait tracé par la nature. De là, enfin, la perte momentanée de notre indépendance. Voici un prodige tout nouveau qui semble plus propre à frapper le philosophe qu'à éblouir le vulgaire.

C'est en présence des rois et d'un million de soldats ennemis que nous osons et que nous savons réorganiser enfin la liberté constitutionnelle. Napoléon lui-même nous l'avait rendue possible par la reconstruction de l'ordre et par l'esprit positif dont il avait été l'habile et ferme propagateur. Plusieurs de ses institutions, qui n'étaient favorables qu'à l'autorité absolue, tombaient d'elles-mêmes; mais d'autres nous offraient un rempart contre l'anarchie. D'un autre côté, l'excès de son despotisme avait réconcilié avec la monarchie beaucoup d'hommes imbus des préjugés républicains. Le souvenir de ses victoires, et de celles mêmes qui avaient été remportées avant lui, modérait chez les rois l'arrogance d'un triomphe difficile, d'un étrange triomphe, où la gloire du vaincu éclipsait celle des vainqueurs; où les conquérants de Paris sortaient des humiliations profondes de Montmirail, de Champaubert et de Montereau. Ils restaient étonnés de leurs succès. A leur tête se trouvait un généreux autocrate qui exerça sur eux l'ascendant de sa belle âme. Ce fut le moment que nous choisîmes

pour nous dédommager de nos conquêtes perdues, en reconquérant la liberté, qui certes vaut bien une extension de territoire.

Tout ce que Napoléon avait cru faire pour sa dynastie, il l'avait fait en réalité pour la cause des Bourbons. Un despotisme d'autant mieux rivé qu'il avait été créé par un grand homme, avait fait oublier les excès et les faiblesses du vieux régime et d'une autorité qui se croyait absolue, lorsqu'elle variait ou pliait sous tous les vents de l'opinion publique. Les princes exilés se reproduisaient à notre esprit avec toute la faveur du martyre de Louis XVI. Nous étions des vaincus qui tendions les bras à des proscrits. Il y avait entre nous conformité de malheur, et nous devions les uns et les autres en avoir reçu, en avoir médité les sévères leçons. Jamais pacte constitutionnel ne fut formé sous de plus touchants auspices. Nous donnions une couronne plutôt que nous ne recevions la loi. Louis XVIII le comprit beaucoup mieux que sa cour, fière d'une fidélité signalée par sa ruine, et que les cruelles blessures de son cœur et même de sa vanité excitaient à la vengeance. Il s'efforça de lui opposer des hommes sages, des Français de l'intérieur qui continrent sa turbulence. Le funeste retour de l'île d'Elbe et le désastre de

Waterloo rendirent à cette cour l'ardeur de ses ressentiments.

Louis XVIII, après y avoir cédé, comprit qu'il fallait redevenir roi de France au lieu d'être un roi de la Ligue. Il soutint ce rôle avec un discernement fin et subtil qui lui tint lieu d'un caractère ferme et décidé, et il put dormir au milieu des tombes dépouillées de ses aïeux. Sous ce règne et même sous celui de Napoléon, se rouvrit entre les doctrines du dix-huitième siècle et celles des siècles précédents un combat systématique que la Convention avait terminé en imposant aux deux partis le silence de l'échafaud. Dans cette lutte nouvelle, les armes des adversaires de la philosophie avaient recouvré, sinon plus de force, du moins plus d'éclat, par le talent de leurs défenseurs. Cependant l'esprit public leur résistait; la tribune et la presse périodique parlaient plus directement au peuple. C'était le pacte constitutionnel qui paraissait menacé, et avec lui périssaient les conquêtes les plus sages et les plus salutaires de la révolution.

Charles X était plus qu'un arbitre dans ce débat; il se croyait le chef du parti dont il était l'esclave beaucoup plus que l'idole. Il méditait un coup d'État contre les doctrines de tout un siècle et les forces de toute une nation. Il le tenta,

renfermé dans son cabinet de Saint-Cloud, et en se confiant au génie d'un ministre dont tout le mérite était d'adorer les volontés de son maître. L'explosion du peuple fut terrible, et une défense assez valeureuse en augmenta le prix. L'exploit de la Bastille, quoiqu'il ébranlât l'univers, ne peut soutenir le parallèle avec celui des trois journées. L'un semble tenir à la fougueuse adolescence d'une nation et l'autre à son âge viril. Le peuple respecta sa victoire. Plus de têtes coupées! plus de vengeances féroces! Le mouvement du dix-huitième siècle reprit son cours, non sans agitation, non sans combats. L'esprit de 1789, sagement modifié par l'expérience et par de plus fortes études, eut à se défendre contre l'esprit de 1793, qui tendait à renaître, avec moins d'atrocité, mais avec plus de vaillance, et en portant des attaques plus directes au principe de la propriété, base de l'état social. La victoire resta aux défenseurs de l'ordre et de la seule liberté jusqu'à présent praticable. Le mouvement philosophique et politique du dix-huitième siècle reprit son cours avec plus de calme et de majesté, et sans le secours d'une propagande armée ou révolutionnaire. Plusieurs peuples de l'Europe, et même plusieurs rois, ont subi cette heureuse influence.

Ici l'histoire recouvre son plus magnifique et plus consolant aspect ; ici se continue le tableau de la société humaine qui cherche à s'améliorer, et qui tend à diminuer les maux faits par l'homme à ses semblables en redoublant de discernement et d'activité pour les secours qu'il peut leur prêter et les saines jouissances qu'il peut leur procurer : tableau digne des regards du ciel, et qui semble nous en rapprocher.

Il n'était donc point chimérique l'espoir que les hommes du dernier siècle avaient conçu d'améliorer le sort de leur patrie et de l'état social. Le dévouement des sages amis de la liberté et de nos intrépides guerriers ne fut pas stérile pour le monde ; l'esprit public ne s'est pas arrêté parmi nous parce qu'il s'est éclairé, ni parce que la fougueuse ardeur des réformes a cédé à un sentiment de conservation fort éloigné de l'inertie et de la stagnation politique ; le temps nous a fait expier assez cruellement la fureur que nous avons eue d'accélérer sans mesure le cours de ses bienfaits et de ne pas attendre la maturité des fruits que la Providence fait lentement éclore.

Aujourd'hui les merveilleux progrès de l'industrie concourent à la fois au repos et à l'amélioration de grandes sociétés. Il est vrai que ce

genre de préoccupation a le grave inconvénient d'attiédir le sentiment moral; mais j'espère que l'esprit positif n'aura jamais en nous assez de froideur pour glacer notre reconnaissance envers le ciel. Pour moi, quand j'écris l'histoire d'un règne où le désastre le plus accablant, le plus inattendu, est venu clore une scène d'actes réparateurs, malheureusement suivi d'un cours immodéré de conquêtes, j'aime à me recueillir dans la pensée d'un règne qui termine avec vigilance, adresse et fermeté, les fléaux de la discorde et ceux de la guerre. Il faut maintenant que je montre quels ont été pour les autres puissances belligérantes les résultats d'une lutte aussi terrible et aussi prolongée.

Les grands potentats avaient vu avec peu d'ombrage le gouvernement représentatif établi un siècle auparavant dans une île fière qui se souciait peu de communiquer à d'autres peuples ce principe de sa puissance; mais introduit en France, quoique sur des fondements peu solides encore, il acquérait un pouvoir central, une force d'impulsion faite pour effrayer des rois engourdis dans le pouvoir absolu. Le détruire était l'objet de tous leurs manifestes; leurs soldats tant de fois vaincus, leurs états tant de fois envahis ont fourni un ample con-

tingent à ces millions d'hommes, moissonnés moins encore par les combats que par le cortége de fléaux que traîne à sa suite une guerre universelle. On ne peut calculer quels eussent été les effets de cette dépopulation, si le ciel compatissant n'eût alors suscité l'inventeur et les propagateurs de la vaccine. On frémit à la pensée du désastre qu'aurait produit l'apparition du choléra-morbus, si ce fléau, dont nous avons si cruellement subi les rigueurs, quand les armes se reposaient partout, eût sévi au milieu des horreurs d'une guerre universelle. N'aurait-il pas pu les décupler, en passant sur des champs de bataille jonchés de tant de cadavres, et qui étaient eux-mêmes des foyers de maladies contagieuses; si, pénétrant dans les hôpitaux encombrés de malades et de blessés, il fût devenu le terrible auxiliaire du typhus qui déjà les dévastait? Les rois ont engagé et dissipé dans cette guerre les trésors dus à l'économie assez rare de leurs prédécesseurs. Ils ont été forcés de recourir, à leur tour, au papier-monnaie, sinistre et infaillible précurseur de la banqueroute. Leurs peuples ont été écrasés d'impôts, auxquels se sont jointes les contributions de guerre, plus ruineuses encore, levées par les Français vainqueurs. Commerce, agriculture,

industrie, tout a langui, tout a dégénéré dans leurs États pendant un quart de siècle. L'active Angleterre, leur alliée, avait seule accru ses ressources et merveilleusement avancé les inventions de son industrie, en sorte que ces malheureux peuples ont eu autant de tributs à payer à leurs amis qu'à leurs ennemis mêmes. Ces souverains n'ont point manqué de constance dans leurs revers, ni leurs peuples de fidélité, ce qui prouve qu'ils en étaient respectés et chéris. Leurs soldats ont montré une discipline sévère et cette sorte de courage que le devoir impose; et pourtant ces princes se sont vus chassés de leurs capitales, et quelques-uns de leurs États. Les renommées militaires de leurs généraux, et même celles des compagnons du grand Frédéric, ont fléchi dans cette lutte. Le salut, et ce qu'on peut appeler la restauration des souverains, ne datent que de l'incendie de Moscou, brûlé par les ordres de son maître. Un acte si déplorable, ce coup d'un désespoir si rigoureux, mais d'un si redoutable à-propos, peut-il être considéré comme une victoire? Non certes, mais son résultat fut supérieur à celui de vingt batailles qui eussent été gagnées sur les Français. C'est ici que se révèle l'énormité des deux fautes commises par Napoléon : celle d'avoir affronté

et attendu l'hiver implacable de la Russie, et celle de n'avoir pas vu quelles fureurs s'étaient allumées chez des peuples si longtemps écrasés sous le poids de ses armées et de ses contributions de guerre.

Pressé de résoudre la question de savoir si la coalition, enfin victorieuse en 1814 et en 1815, deux fois maîtresse de Paris et de nos plus belles provinces, a pu atteindre le but qu'elle s'était proposé, de renverser la liberté constitutionnelle, je ne parlerai ici ni des efforts par lesquels Napoléon parvint, même au milieu de la dépopulation guerrière de la France, à se recomposer trois armées, l'une assez puissante qui le reconduisit jusqu'à Dresde; une seconde plus admirable encore, avec laquelle il surpassa tous les prodiges de son génie dans les plaines de la Champagne; enfin une troisième, qui subit, après plusieurs heures de victoire, le désastre de Waterloo.

Eh bien! quels ont été les résultats d'un triomphe si difficile et qui paraissait si complet? Le gouvernement représentatif, qui n'avait été depuis la fin de l'assemblée constituante qu'une porte ouverte à la tyrannie populaire, et depuis, qu'une ombre mensongère prêtée au pouvoir absolu, a pris en France une forme aussi réelle

qu'imposante. Il s'est consolidé par une révolution merveilleuse, puisqu'elle n'a duré que trois jours. Bien plus, il s'est étendu, sous des formes imparfaites, mais paisibles et régulières, dans plusieurs états d'Allemagne.

Le voilà qui règne en Portugal après de pénibles oscillations, et enfin dans la vaste et généreuse Espagne après des commotions beaucoup plus violentes dont on nous annonce aujourd'hui ou la trêve ou le terme. La Belgique et la Hollande, maintenant séparées à la suite d'un hymen malencontreux, qui ne détruisait ni l'incompatibilité d'humeur entre les deux peuples, ni celle de leurs principes religieux, suivent très-paisiblement les lois du système représentatif. C'est la sagesse des souverains et leur judicieuse économie qui, dans deux grands États, l'Autriche et la Prusse, détournent ou suspendent sa rapide propagation. Des républiques nouvelles, formées sur un sol si cruellement dépeuplé par les Cortès et les Pizarre, fourmillent aujourd'hui dans le Nouveau Monde, et n'offrent rien jusqu'à présent qui ne démontre la supériorité de la liberté constitutionnelle et monarchique sur des républiques fédérales, imitées des républiques brillantes, mais éphémères, de l'antiquité. Un résultat aussi évident

et tellement inespéré prouve la force de l'esprit public créé par la philosophie du dix-huitième siècle, quoique traversé si cruellement par la Convention et par l'anarchie directoriale. Il prouve aussi que tous les peuples aspirent à sortir de leur minorité; c'est aux rois, c'est aux sages à diriger et contenir leurs efforts.

Il est deux fléaux pour le monde moral et politique que notre âge a vus se porter à un degré de violence et d'universalité incónnu jusqu'à lui : le premier, c'est une révolution féconde en révolutions nouvelles qui, dès leur naissance, aiguisent leurs dents contre leur mère, qu'elles accusent de faiblesse et de pusillanimité; le second, c'est une guerre d'où sortent une foule de guerres nouvelles, tantôt civiles, tantôt nationales, qui élargit toujours son théâtre et ne cesse d'accroître le nombre de ses acteurs et de ses victimes. Ces deux fléaux, sous l'air de se combattre, restent alliés. Ils sympathisent par l'ardeur de détruire; l'un dit à l'autre : arrête-toi, si tu veux que je m'arrête ; je suis cruel, il est vrai, mais c'est toi qui me rends atroce et je t'impute mes forfaits.

Il arrive un moment où tous deux paraissent épuisés dans leurs fureurs et leurs ravages, mais l'heure du repos ne sonne pas encore. Si les

deux fléaux ne sont plus des mobiles pour les peuples, ils deviennent des instruments pour les cabinets. Les garanties et les indemnités se poursuivent, et les deux fléaux se rallument; ici l'on veut envahir telle province, et là subjuguer tel empire. La révolution change de forme et de principe, mais il y a toujours des princes détrônés, des peuples foulés aux pieds, et pour conclusion, des états faibles, sacrifiés à l'ambition des grands potentats. La république semblait devoir tout dévorer, et les républiques sont partout dévorées elles-mêmes.

Ce ne sont point les efforts si prolongés des rois de l'Europe, qui ont arrêté la propagation des principes de la révolution française dans leurs États; c'est Napoléon seul. En s'établissant légataire universel de cette révolution, il ne lui a pas permis de survivre et de s'étendre, sinon au gré de ses calculs personnels. Supposons que Vienne, Berlin, Madrid, Lisbonne ou Moscou même, eussent été occupés par ce même Bonaparte, soldat encore fidèle de la république, comme il le fut en Italie sous le Directoire, ou par tout autre général républicain. Est-ce que ces États n'auraient pas bientôt été transformés en républiques qui auraient reçu ce levain, ainsi que l'Italie, la Belgique, la Hollande, la Suisse,

et tant d'États situés sur les deux rives du Rhin en ont offert longtemps le spectacle confus? L'esprit philosophique et plus ou moins révolutionnaire qui se formait en Allemagne, et dans la Péninsule hispano-lusitanienne eût saisi avidement des formes si séduisantes pour la fierté castillane et la fierté teutonique; ces deux peuples, loin de réagir contre nous avec la violence qui a causé nos désastres, eussent d'abord embrassé nos principes et secondé nos armes, au moins jusqu'au moment où nous leur aurions fait sentir une protection trop tyrannique. Doit-on s'étonner de la tiédeur avec laquelle les différents peuples ont défendu les rois vassaux, que Napoléon leur avait imposés, ou même de l'empressement avec lequel ils ont ouvert les portes de leur ville à une coalition qui leur parlait d'indépendance et leur faisait des promesses de liberté? En eût-il été de même si la France victorieuse eût secondé ce qui pouvait fermenter en eux d'esprit révolutionnaire? Nos armées se fussent avancées dans la Pologne et dans la Russie même, en se faisant un cortége de ces millions de serfs dont ils auraient brisé les chaînes et armé les bras. Avec de tels alliés on pouvait attendre l'hiver à Moscou, et les flammes de l'incendie qui devait nous être si fatal eus-

sent été étouffées par des hommes qui nous eussent regardés comme leurs libérateurs.

Puissants monarques qui régnez aujourd'hui paisiblement sur des peuples soumis, dont votre modération judicieuse augmente le bien-être et contient les pensées inquiètes, vous avez détrôné Napoléon, vous l'avez emprisonné dans une île lointaine, et cependant c'est à Napoléon, à ce destructeur de la république et des principes qui l'avaient amenée parmi nous, que vous devez d'avoir été mis à couvert de la révolution française.

Ce ne sont point les rois, ce sont les grands qui, soit au dehors, soit au dedans, ont le plus irrité les fureurs du lion démocratique. Le vulgaire leur appliquait la commune désignation d'aristocrates, mais ils n'avaient qu'en Angleterre la force d'une aristocratie constituée, et surtout celle d'une aristocratie fière, rusée, possédant à la fois les plus vastes ressources et les secrets les plus habiles d'une domination qui échappait aux reproches de la tyrannie. Dans toutes les autres monarchies, les aristocrates étaient tombés au rang de privilégiés, et vivaient de la faveur incertaine et flottante qui appartient aux courtisans. Je n'en excepte que la Hongrie, car la Pologne était déjà indignement mutilée.

L'alliance nouvelle des nobles avec les prélats et les moines, partout dépouillés et menacés, doublait ses fureurs sans la rendre beaucoup plus puissante. En France elle tenta le réveil de l'esprit chevaleresque, seul rameau florissant du système féodal, mais qui tenait au tronc de l'arbre; or cet arbre était chez nous déraciné, et partout ailleurs il manquait de sève.

La chevalerie était aussi une brillante et fantastique émanation de l'amour et de l'exaltation religieuse. Voltaire avait supprimé celle-ci, et les premiers coups lui avaient été portés par une cour que son extrême licence portait à l'irréligion. Quant à l'amour, la facilité des intrigues galantes l'avait fort énervé. Il arriva pourtant que la chevalerie trouva dans un coin de la France un sol favorable pour renaître, et même pour opérer des prodiges supérieurs peut-être à ceux de ses plus beaux jours, mais d'une durée éphémère. Ce fut l'enthousiasme religieux des paysans du Poitou, qui dans le Bocage en ranima la flamme chez des gentilshommes épris de l'honneur et bouillants d'indignation. Mais son théâtre resta circonscrit, malgré l'éclat multiplié de ses victoires, et la chevalerie alla bientôt s'éteindre, se corrompre et s'avilir dans les brigandages de la chouannerie.

L'émigration voulut et ne put être même un pâle reflet de l'esprit des croisades. Cependant ces nouveaux croisés qu'armait l'honneur, ne cédèrent point en désintéressement à ceux qui s'étaient ligués pour délivrer le tombeau du Christ. Les trois électeurs eclésiastiques, et plusieurs autres princes d'Allemagne, avaient accueilli et même provoqué leur enthousiasme; mais il devait bientôt se glacer sous la discipline allemande, la plus mortelle ennemie de l'esprit chevaleresque. D'ailleurs la cour de Versailles en avait été une trop froide école. Un seul des frères du roi qu'il s'agissait d'abord de délivrer et trop tôt de venger, paraissait animé de cet esprit; il en possédait toutes les grâces, tous les dons extérieurs, mais son cœur ne cédait point à de sublimes élans. Après un essai déplorable, tenté dans la Champagne, les gentilshommes en qui brillait le plus l'ardeur guerrière, furent forcés de se ranger sous les drapeaux du prince de Condé, de son fils, et de son petit-fils, vaillants comme leur père et leur aïeul; mais ces princes et ces gentilshommes enrégimentés dans la coalition tombèrent à un rang subalterne. Leur discipline et leur bravoure les rendirent recommandables aux yeux de leurs impérieux alliés, mais on ne leur

permit qu'une fois l'honneur de l'avant-garde.

Dès lors, tout fut disgrâce, humiliation et ruine pour les princes allemands qui s'étaient présentés avec un zèle indiscret et un peu fanfaron, comme les vengeurs de l'aristocratie européenne. Les premiers souffles de la guerre emportèrent les trois électeurs ecclésiastiques, malgré la puissance de quelques-unes de leurs forteresses. Ils disparurent et pour toujours de la scène politique. Leurs États furent en vain reconquis à diverses reprises, par leurs puissants alliés, ceux-ci semblaient prendre plaisir à les punir d'avoir provoqué une guerre si fatale pour tous. Coblentz, qu'on avait représentée comme la ville sainte de l'émigration, fut traitée par ses libérateurs d'un jour, avec autant de dédain que par les Français irrités.

Autant il en arriva à une foule de princes sécularisés, médiatisés, et dont les États furent mis à l'encan par le congrès de Vienne avec les âmes de leurs sujets.

Le sort des villes libres impériales fut encore plus fâcheux, l'opulence de quelques-unes d'entre elles les fit rançonner impitoyablement par les Français. On s'était armé pour la liberté teutonique, et des villes anséatiques qui avaient donné aux peuples de l'Europe un premier essor

de liberté, perdirent, à l'exception de trois, jusqu'au nom de villes libres. Le cri des grands potentats délivrés de leurs alarmes fut : Malheur aux faibles!

L'aristocratie constituée en république fut partout la victime de la révolution française et de la guerre. Nous lui avions porté les premiers coups, et d'ambitieux monarques, sous le nom de protecteurs, les écrasèrent et les anéantirent. Venise en est un déplorable exemple. Longtemps elle avait paru faire revivre les grands jours des républiques anciennes; mais dès qu'elle eut perdu, par le déclin de son commerce et de sa puissance militaire, le ressort de sa grandeur, elle crut s'affermir, et s'avilit par une politique astucieuse. Jamais on ne poussa plus loin le génie de la délation; mais elle ne sert le gouvernement qu'en dépravant les sujets et en brisant leurs forces morales. Quand Venise, pour des griefs assez légers, fut attaquée par les armes de Bonaparte, elle ne trouva plus ni citoyens ni soldats pour la défendre.

Mais il me reste à parler d'une aristocratie bien autrement formidable, bien plus habilement constituée, c'est-à-dire de l'aristocratie anglaise.

Il faut que je résume ici les griefs de l'hu-

manité, de la morale publique et de l'histoire qui en doit être l'organe, contre le gouvernement qui dirigea l'Angleterre dans cette crise effroyable des trônes et des peuples. Je vais articuler des reproches sévères contre le parti tory qui, aujourd'hui rendu au pouvoir, en use avec une modération prévoyante, et le plus judicieux, le plus humain patriotisme. Quels qu'aient été leurs torts, il ne faut pas oublier qu'ils furent provoqués par les fureurs et les crimes révolutionnaires dont la France fut la plus malheureuse victime, par les mesures barbares de la Convention, et surtout par ce décret atroce qui ordonnait à nos soldats victorieux d'égorger sur le champ de bataille les Anglais prisonniers; décret si glorieusement enfreint par l'honneur qui animait nos généraux et nos soldats. J'ajouterai encore que Napoléon menaça de si près et par des moyens si formidables l'existence du gouvernement anglais, que la politique de Pitt ne se fit plus scrupule de recourir aux armes machiavéliques; mais il importe à l'historien comme au moraliste de les condamner avec rigueur. Je crois que la politique de Fox, substituée à celle de Pitt, eût épargné bien des malheurs à la France, à l'Angleterre et au monde.

La guerre qu'entreprit le gouvernement bri-

tannique en 1793, après le meurtre barbare de Louis XVI, n'eut jamais pour but le rétablissement de l'ordre monarchique en France, ni d'un ordre quelconque. Il échauffa, réveilla et solda les passions contre-révolutionnaires, avec un grand fond d'indifférence pour la restauration. Il ne s'acquitta envers les princes fugitifs que par des dons qui ressemblaient peu à la magnifique hospitalité de Louis XIV envers Jacques II; c'était de la pitié, rien de plus. Sa froideur fut extrême envers les héroïques Vendéens; et il fut prodigue de perfides secours pour les chouans, réduits aux ressources des embuscades, des assassinats et du vol des caisses et des diligences publiques.

Un ennemi peut profiter sans doute des guerres civiles qui désolent un pays, en favorisant le parti qui a le plus de sympathie avec ses opinions, ou qui sert le plus ses intérêts politiques. Mais il convient que ce parti ait une armée organisée, des chefs et des principes avoués par l'honneur. Tout gouvernement compromet le sien en s'alliant avec des bandes indisciplinées et furibondes, pour lesquelles toute espèce de crime est un moyen de combat. La journée du 9 thermidor nous avait délivrés de la plus sanguinaire tyrannie qui eût encore pesé sur nous,

et qui eût épouvanté le monde, lorsque le gouvernement anglais, au risque de lui rendre des forces, ranima les feux presque éteints de la guerre civile de l'Ouest, par la fatale descente de Quiberon. Une glorieuse élite de nos marins qui, dans la guerre d'Amérique, avaient quelquefois abaissé l'orgueil britannique, implora, il est vrai, cet armement avec toute l'ardeur des passions désespérées. Une forte escadre, après les avoir jetés sur nos côtes, resta immobile, soit pendant le combat qu'ils livrèrent, soit pendant les implacables supplices qui suivirent leur défaite. Jamais coup ne fut plus fatal pour la marine française. Je ne veux pas voir ici une atroce combinaison de la politique, mais c'était un grand tort que de la laisser soupçonner par cette contenance impassible.

Pendant que tous ses alliés subissaient des défaites que partageaient ses armées, avec un grand dommage pour leur renom militaire, il semblait se consoler par la conquête de quelques îles à sucre, il fondait en vautour sur des possessions lointaines de la Hollande et de l'Espagne, qui venaient de succomber sous sa fatale alliance.

Ce gouvernement eut le tort de vouloir traiter Napoléon, restaurateur de l'ordre public, comme s'il avait encore à combattre la Convention na-

tionale, lorsqu'elle en sapait tous les fondements. Il fit tout pour ranimer des troubles intérieurs qui s'éteignaient par la sagesse et la fermeté du grand homme et du puissant législateur. Il ne reçut qu'avec un mépris glacial les ouvertures du premier consul, qui, traitant au nom de l'humanité, se montrait comme le représentant ou le résurrecteur de cet esprit philosophique que l'Angleterre comme la France se vantaient d'avoir propagé. Plus de retenue, plus de scrupule; il usa ouvertement de ces trames criminelles qui méritèrent à Philippe II le surnom de démon du midi, et enfin de ces assassinats à grands retentissements qu'avait inventés, avant ce monarque, *le Vieux de la Montagne*. Si l'histoire ne peut l'accuser d'avoir commandé ces grands crimes, elle atteste du moins qu'il en avait soldé les auteurs. Depuis, il renouvela hautement cette fatale entreprise par le débarquement de Georges et de Pichegru, qui se flattaient en vain de colorer un coupable attentat par un héroïsme odieusement employé. Le grand ministre de l'Angleterre laissa sans sincérité conclure le traité d'Amiens, qui promettait du repos aux nations épuisées de sang, exténuées de fatigues et de misères. La guerre, bientôt renouvelée, s'annonça par un redoublement de fureur poli-

tique. Le fanatisme fut remplacé par tout ce que le préjugé de haines nationales peut avoir de plus atroce et de plus implacable.

C'est alors que fut proféré, au sein du parlement d'Angleterre et à plusieurs reprises, ce cri barbare : *nous voulons une guerre d'extermination* ; et le gouvernement ne le modifia que par ces mots : *nous voulons une guerre viagère*. C'était exprimer une pensée que deux tentatives odieuses avaient manifestée : c'était la guerre dirigée contre la vie d'un homme.

L'invasion de l'Espagne, cette énorme faute de Napoléon, ne servit qu'à relever l'honneur des armes de l'Angleterre, et rendit même à sa politique un air plus loyal. La guerre contre la Russie, où le même homme alla si loin chercher le seul abîme qui pût engloutir sa puissance et la plus belle armée du monde, fut le triomphe inespéré et immérité de la politique anglaise. Il ne fut pas donné au ministre Pitt de recevoir ce prix de ses efforts, où il porta une constance indomptable, mais où il montra et expia trop imparfaitement son défaut de générosité et de bonne foi. Un homme médiocre, lord Castelreagh, dut sa fortune aux deux fautes irrémissibles de Napoléon. Au dénouement de la guerre, l'empereur Alexandre fit prévaloir l'ascendant

d'une belle âme sur les plus savants artifices de la politique anglaise.

L'Angleterre victorieuse sentait cruellement le poids de ses gênes intérieures. Son cabinet dut céder à l'ascendant qu'avait pris l'empereur Alexandre, par une politique et un caractère plus magnanime; mais cela ne l'empêcha pas de garder les conquêtes qu'elle avait obtenues sur ses premiers alliés, l'Espagne et la Hollande, forcées de céder à la puissance de nos armes. Sa situation en est-elle devenue plus florissante? Non. Plus de vingt-cinq années de souffrances peuvent paraître une cruelle expiation de la politique arrogante et artificieuse de Pitt et du torysme. La misère a pénétré dans une île qui l'avait combattue si énergiquement par l'activité de son industrie, à la fois agricole et commerciale; mais cette activité, poussée à des efforts violents et gigantesques, devint elle-même une source de misère. Cet état de gêne était aggravé par la concurrence qui se rouvrait. Il fallut tout le génie du commerce pour supporter un accroissement épouvantable d'une dette déjà effrayante, avant l'ouverture des hostilités contre la France. Mais ce qui a sauvé surtout l'Angleterre, ç'a été la force de son esprit public. Le torysme a fait une admirable révolu-

tion sur lui-même, il a senti la nécessité des concessions, et il a surpassé le sénat romain dans l'art de les faire à propos, avec mesure et vigueur. Il est resté le maître de ses bienfaits, et les a consolidés par d'énormes sacrifices continués jusqu'aujourd'hui, sacrifices qui eussent sauvé tout en France, si nos privilégiés se les fussent imposés avec prudence et grandeur en 1789. Gloire en soit rendue à sir Robert Peel, aidé du duc de Wellington.

Un des principaux résultats de ce tableau comparatif, c'est qu'en dépit de tant d'efforts, de tant de coalitions entreprises contre le système représentatif, et malgré les fureurs désastreuses auxquelles nous fûmes livrés, il s'est consolidé en France d'une manière qui paraît permanente et progressive, si l'on continue d'écouter la sagesse. Tout dans les deux mondes gravite autour de ce système. A quoi bon devancer l'œuvre du temps et lui faire violence par des propagandes armées ou séditieuses? A quoi bon jeter dans le gouffre des révolutions l'élite d'une génération florissante, ses amis, sa famille, tout ce qu'on aime et respecte, pour hâter l'entreprise que le temps ou plutôt que Dieu peut seul amener à son heure, et sans secousse, comme il a fait pour l'abolition de la servitude?

Je ne me fais point une idée exagérée du système représentatif; je place ses inconvénients à côté de ses bienfaits; qu'on me permette de l'exprimer par une image. C'est un édifice imposant et bizarre, percé par cent mille fenêtres, palais sonore où retentissent cent mille voix. Il est bâti sur un roc escarpé et dans une région qui semble d'abord fantastique, et posé sur d'immenses catacombes de martyrs. L'air trop vif que vous y respirez oppresse votre poitrine; sortez-en, l'air vous manque ou vous paraît de plomb. On y est fort importuné d'être trop vu, et souvent fort affligé de trop voir. Sortez-en, vous n'avez plus qu'un faux jour, plus fâcheux que les ténèbres. L'oreille y est obsédée du jeu de machines criardes. Les organes de la publicité ne se piquent pas de bercer votre repos d'images flatteuses. Le ciel est-il chargé de nuages? vous êtes réveillé par ces cris : « Hâtez-vous de sortir, la maison va être foudroyée! » Le ciel est-il calme et resplendissant? on vous crie : « La maison penche et va s'écrouler! N'entendez-vous pas le bruit du torrent souterrain qui la mine? » Les uns en condamnent l'architecture comme trop hardie, et voudraient le faire redescendre dans la plaine pour l'asseoir sur les décombres du vieux palais et sur des poutres vermoulues ou calcinées par

la flamme. D'autres, en plus grand nombre, trouvent un luxe insolent dans les colonnes qui le supportent et dans son exhaussement; rien ne leur paraît plus beau qu'un niveau qui n'existe pas plus dans la nature physique que dans l'ordre intellectuel, moral et politique.

Mais ce gouvernement, quels qu'en soient les conflits, développe dans une nation plus de principes de vie et de force qu'elle ne croyait en posséder; elle ne les laisse pas languir; c'est le règne du travail, et le travail est le règne de l'homme.

Sans doute les passions égoïstes y jouent leur rôle, mais elles se déguisent et cèdent souvent à l'amour de la patrie, et chez quelques belles âmes à une sympathie universelle. L'homme y apparaît dans toute la force de l'âge mur. La tutelle des gouvernements absolus, suivant qu'elle est plus ou moins dure et violente, décèle à différents degrés chez les peuples la minorité de l'âge.

Je ne puis écrire l'histoire du règne de Napoléon sans me convaincre que son désastreux dénouement eût été évité s'il eût accordé à la France une image plus sérieuse du gouvernement représentatif. Pense-t-on que des réclamations et des avertissements sévères ne fussent pas

partis du sénat et du corps législatif, si ces deux corps eussent possédé un pouvoir réel, lorsqu'il entreprenait et continuait avec un orgueil inflexible la guerre d'Espagne et celle de Russie? lui eût-on permis de refuser à Dresde une paix qui nous conservait des possessions dont la perte nous est encore aujourd'hui si douloureuse?

Je termine ici une excursion où l'histoire, envisagée dans la période d'un demi-siècle, fournit par tous ses résultats une protestation solennelle contre le fanatisme politique, contre l'aveuglement qui repousse les améliorations amenées par le temps, contre les guerres de coalitions et les guerres de conquêtes. Mais avant d'entrer dans ce récit, qui réveille tant de souvenirs de grandeur et de tristesse, je crois devoir tracer une première esquisse du caractère de l'homme étonnant qui doit y présider.

La vie de Napoléon est un long drame tissu de cent drames divers. Les contrastes s'y multiplient aussi bien que les grandes catastrophes. Homme multiple par la diversité de ses talents et de ses destins, il est toujours un par la force indomptable de sa pensée ambitieuse. Voyez ce jeune Corse, jeté par une conquête récente au sein de notre patrie, cet élève ignoré de l'école militaire de Brienne, au front méditatif, ce jeune officier d'ar-

tillerie, qu'un républicanisme encore sincère élève en quelques mois à des grades supérieurs, ce jeune vainqueur des Anglais, qu'il chasse des forts de Toulon démantelés par ses feux, cet habile défenseur de la Convention nationale expirante; c'est lui qui remplira le trône de Louis XIV et qui nous rendra plus que l'empire de Charlemagne. Annibal en Italie, Alexandre en Égypte, il touche d'une main à l'empire d'Orient et de l'autre à celui d'Occident. Une fuite prospère lui donne la France à défaut de l'Asie, et toute une nation harassée d'interminables désordres lui ouvre les bras comme à un libérateur. Destructeur de la république, il est le dompteur de l'anarchie. Sous sa toge de dictateur, vous trouvez un suprême arbitre de nos discordes, qu'il enchaîne à ses pieds. La haine, la fureur et la vengeance n'ont plus de paroles devant lui. La souveraineté du peuple vient se fondre dans la sienne, dénouement ordinaire des folles démocraties; et le peuple aime celui qui le délivre d'un pouvoir tyrannique dont il a été l'instrument et la victime. Le système représentatif ne devient plus sous sa main qu'un insolent fantôme; et cependant il crée une harmonie inconnue jusqu'à lui dans les lois civiles, dans l'ordre judiciaire et dans l'ordre administratif. Ce sont

les biens précieux qu'il nous lègue ; et ses lois viennent l'absoudre de ses conquêtes.

La lucidité de son esprit n'est jamais plus éclatante qu'au milieu de la fumée des champs de bataille, qu'au bruit du roulement des tambours, qu'au sifflement des balles, qu'à la détonation de trois mille pièces d'artillerie. La victoire n'est pour lui qu'un commencement de fatigues et d'inspirations nouvelles; il est conjuré contre son repos et contre celui de ses plus vaillants capitaines ; il ne veut plus de rois que dans sa famille ; c'est qu'il espère y trouver et n'y trouve pas toujours des vassaux obéissants.

Il communique d'en haut avec les hommes, et même avec les femmes. Sa familiarité est asservissante ; sa galanterie offense, ou du moins pourrait offenser celles qui en sont les objets. Il aime à transporter dans sa politique les stratagèmes dont il use dans l'art militaire. Avez-vous affronté en lui le plus redoutable des guerriers ? vous avez à craindre encore le plus redoutable des diplomates. Ceux qu'il ne peut terrasser d'abord, il les cajole pour les subjuguer ensuite.

Il n'est ni cruel ni vindicatif, mais la gloire voile pour lui le sang versé. On dirait qu'il est sûr d'envoyer ses guerriers qui succombent dans

le paradis nuageux d'Ossian, dont la mythologie a charmé sa jeunesse. L'habitude des calculs lui permet rarement l'emploi de la magnanimité ; elle lui eût épargné de grands torts et un véritable crime. Sans être orateur, il a de beaux mouvement d'éloquence ; sans être poëte, il a quelques sublimes éclairs de poésie. Puissent tous les ambitieux, tous les conquérants se souvenir un jour dans leurs méditations des saules de Sainte-Hélène !

HISTOIRE

DU CONSULAT

ET DE L'EMPIRE.

CHAPITRE PREMIER.

SITUATION DE LA FRANCE AVANT LE 18 BRUMAIRE.

SOMMAIRE.

Anarchie qui résultait d'une constitution deux fois violée par ses auteurs. — Vœux de l'opinion favorables à Bonaparte. — Le directeur Sieyès pouvait mal lui disputer le pouvoir après le 18 brumaire. — Désolation intérieure. — Affreux progrès de la *chouanerie*, qui menaçait d'envahir toute la France. — Ces maux accrus par les lois mêmes qui devaient leur porter remède. — Lois des otages et de l'emprunt forcé. — Vice de l'administration. — Déficit toujours croissant des finances après trois banqueroutes. — Ressources des biens nationaux près d'être épuisées. — Toutes les routes infestées par le brigandage. — Morne aspect de la capitale.

Au 18 fructidor, le Directoire avait eu recours à la force armée pour renverser l'autorité législative; au 18 brumaire, la force armée venait de

renverser le Directoire. C'était le directeur Sieyès qui avait ourdi pendant plusieurs mois une conspiration pour chasser ses trois collègues et pour remplacer une constitution défaillante par une autre dont il serait l'unique auteur, et dans laquelle il se réservait un poste qui tenait un peu de l'autorité monarchique; mais il lui fallait un appui militaire pour cette opération nécessairement violente. Il s'était d'abord adressé au général Joubert, dont la gloire brillait d'un assez vif éclat depuis ses campagnes dans le Tyrol. Jeune, impétueux, mais ennemi du désordre et de l'anarchie, ce modèle des braves avait cédé à l'ambition. L'intrigue, qui le rendit confident et auxiliaire des projets de Sieyès, paraît avoir été conduite par l'ex-ambassadeur Sémonville, sorti depuis peu des cachots d'Olmuts. C'était un ancien magistrat doué d'un esprit flexible, aimable et brillant, d'une douce nature, plus empressé d'entrer dans les partis politiques qu'habile à les conduire au dénouement : on le nommait un demi-Talleyrand. Il était assez bien caractérisé par ce mot que lui dit un jour ce grand personnage politique : « Pends-toi, Sémonville ; il y a cinq intrigues et tu n'es que de quatre. » Joubert ne voulait point agir politiquement avant d'avoir acquis l'éclat, le renom et l'ascendant d'un suc-

cès définitif. Battre Souvarow et reconquérir l'Italie, c'eût été le seul titre fait pour le rapprocher de Bonaparte. On lui confia le commandement de l'armée d'Italie ; son ardeur l'emporta trop loin ; il fut tué à la fatale bataille de Novi.

Déconcerté de ce malheur, Sieyès s'était adressé ensuite à Moreau. Le crédit de ce général était ébranlé, chez les uns, parce qu'il avait livré la correspondance coupable de Pichegru, et chez les autres, parce qu'il l'avait livrée tard. Envoyé à l'armée d'Italie, mais subordonné à un général malencontreux, Schérer, il parvint à sauver cette armée, mais sans pouvoir la ramener à la victoire. Il se défia de ses forces et refusa la proposition de Sieyès avec sa modestie habituelle.

Ce fut avec un mélange d'espérance et de crainte que Sieyès apprit le retour du général Bonaparte ; son coup d'œil politique était trop exercé pour ne pas sentir que l'impérieux vainqueur de l'Italie et de l'Égypte revenait avec des projets analogues aux siens. La difficulté était de faire d'un tel homme un instrument docile. Tous deux s'abordèrent avec ombrage et se cachèrent de leur mieux l'un de l'autre. Bientôt un intérêt commun et des craintes communes les rapprochèrent. Leur union éphémère fut

appuyée par une dissimulation réciproque. Le général devait avoir l'avantage dans cette lutte secrète, parce qu'on le croyait trop grand pour dissimuler, et parce qu'il s'y entendait fort bien.

La conspiration qui devait éclater à Saint-Cloud avait été conduite par Sieyès avec dextérité et même avec courage ; mais il ne parut pas dans l'action, et laissa cet avantage à un général qui en avait tant d'autres sur lui : ce fut une double faute. Ce général se compromit par son inexpérience oratoire, et encore plus par l'appareil militaire avec lequel il entra au conseil des Cinq-Cents. Le courage, la prudence d'esprit et le dévouement fraternel de Lucien Bonaparte, et celui des généraux Lefebvre et Murat, le sauvèrent, et il sauva la France d'une anarchie qui pouvait être aussi vivace que celle de la Pologne. Ce fut surtout l'opinion publique qui lui assura les vastes fruits de la victoire. L'opinion dans cette circonstance n'empruntait point le secours dangereux de la multitude ; celle-ci resta spectatrice irrésolue de la lutte qui se livrait à Saint-Cloud. Elle avait perdu la confiance en elle-même et n'avait plus de chefs assez puissants pour l'entraîner. Les vieux Jacobins étaient décriés par leurs défaites, non moins que par leurs excès. Les amis de l'ordre restaient par là maîtres du terrain ;

ordre au dedans et victoire au dehors, tels étaient les besoins urgents de la nation et de l'armée. Ainsi, l'état civil et l'état militaire conspiraient dans les mêmes vœux, et tous deux s'appuyaient sur un général de trente ans, objet de leur commun enthousiasme.

Nous périssions, faute d'avoir rencontré depuis la Révolution un homme qui pût l'accomplir et la dominer. Cet espoir s'était éteint, et n'avait pu se renouveler depuis la mort de Mirabeau. Céder au torrent et renverser les barrières qui se trouvaient encore sur son passage, tel avait été le seul art des hommes qui avaient signalé leur énergie révolutionnaire. L'amour de l'ordre s'était montré sans puissance chez ceux qui avaient mieux compris la liberté. Plusieurs n'avaient fait qu'un retour tardif vers des principes de stabilité. L'effervescence de 1789, la magie de ses illusions, et un respect aveugle pour des théories qui devaient renouveler le genre humain, se faisaient encore sentir, même chez les hommes victimes de leur inexpérience audacieuse. D'autres, égarés par leur repentir, se précipitaient dans une marche rétrograde, et cherchaient un abri jusque dans les décombres de la royauté absolue, qu'ils avaient démolie. Cette impulsion, quoique peu générale encore,

avait amené la catastrophe du 18 fructidor, ou lui avait servi de prétexte. Des esprits plus calmes et des cœurs plus fidèles aux sentiments généreux avaient compris qu'il fallait se garder de chercher le salut au dehors. Il n'était aucune des puissances liguées contre nous qui n'eût trahi à la fois son impuissance et son cupide égoïsme.

L'Angleterre voulait tout au moins nous laisser sans colonies, sans commerce, et, dans l'ardeur de sa rivalité nationale, nous tenir humiliés, appauvris, et hors d'état de soutenir avec elle un parallèle dont son orgueil se tenait offensé. L'Autriche voulait nous réduire aux proportions de la France sous Charles IX, et s'adjuger, pour prix de ses efforts mal concertés et soutenus sans vigueur, la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté, la Flandre française, rentrer victorieuse dans les Pays-Bas, et enfin disposer à son gré de la rive gauche du Rhin, pour nous tenir bloqués de toute part.

Dans toutes ces combinaisons politiques, nul souci des Bourbons, pitié dédaigneuse pour leur infortune. On semblait ne leur réserver qu'un trône avili par d'humiliants sacrifices, et toujours chancelant sous les ressentiments d'un peuple fier. L'Angleterre, il est vrai, avait mon-

tré quelques égards pour les émigrés qui s'étaient voués à une misère profonde, par le sentiment de fidélité et par l'entraînement de folles espérances. Son hospitalité n'avait pas manqué de noblesse pour les évêques français, pour quelques grands noms de la monarchie, et pour quelques illustres magistrats. Mais partout ailleurs ils avaient dévoré les plus cruelles humiliations. N'avait-on pas lu sur un infâme poteau, dans quelques principautés de l'Allemagne, cette inscription : *Il est défendu aux émigrés et aux Juifs de séjourner dans nos États!* Qu'attendre de libérateurs qui montraient une si barbare insolence? Les princes français avaient-ils su se créer par eux-mêmes à l'étranger une position qui soutînt l'espoir de leurs partisans? Ils ne tenaient aucun rang, ni dans les conseils, ni dans les armées des puissances. Au tourment de l'exil les fils de Henri IV ajoutaient celui de l'inaction qui leur était imposée et contre laquelle ils réclamaient faiblement. La lice des combats n'avait été ouverte qu'au seul prince de Condé, mais à des conditions peu flatteuses pour le descendant du vainqueur de Rocroi. Sa légion, composée en grande partie de gentilshommes, portait, il est vrai, le nom d'armée, mais égalait à peine la force de tel régiment autrichien. On les plaçait

si peu aux postes de la gloire, que leur courage seul pouvait les conquérir dans l'extrême péril de leurs froids auxiliaires.

L'Espagne et la Prusse s'étaient retirées du combat, après de graves échecs pour leur gloire. Frédéric Guillaume, rendu à ses penchants voluptueux entremêlés des chimères de l'illuminisme, se repentait de l'effort chevaleresque qu'il avait tenté d'abord, et où il avait dissipé les trésors de son glorieux prédécesseur, et compromis le renom des héros de la guerre de sept ans. Presque tous les autres États de l'Italie et de l'Allemagne ne comptaient plus au nombre des puissances. On se servait de leurs troupes, sans les consulter. Elles subissaient tous les désastres de la défaite et n'espéraient aucun prix de la victoire. Plusieurs de ces princes s'étaient vus chassés de leurs États et cruellement rançonnés par les Français victorieux. L'œuvre laborieuse et savante du traité de Westphalie était complétement détruite; tous avaient passé à l'état de princes tributaires.

Il est vrai qu'une grande puissance avait depuis deux ans montré du zèle pour la cause oubliée des Bourbons : c'était la formidable Russie. Le czar Paul Ier s'était piqué du point d'honneur d'accomplir un peu tard les pro-

messes fanfaronnes que l'impératrice sa mère avait prodiguées, soit aux princes français, soit à leurs équivoques protecteurs, bien résolue de n'en garder aucune et de tenir toujours ses regards fixés sur l'Orient. Violent, mais sincère, il faisait un bizarre mélange de ses principes despotiques avec des idées chevaleresques. Tartare dans le fond, il voulait rivaliser avec *Louis XIV*, cet ardent et magnifique protecteur des Stuarts. Son esprit, plus perçant, plus caustique qu'on ne l'a cru, démêlait les principes perfidement intéressés des rois qui prétendaient s'armer pour relever le trône des Bourbons. Il parlait avec mépris de leurs personnes, suspectait leurs principes, faisait profession de détester leur machiavélisme, et appelait les hordes barbares de l'Asie à relever parmi nous la civilisation. Le général Souwarow, qu'il employait à cette œuvre, en semblait fort peu digne par les actes d'extermination qu'il avait exercés sous les murs de Varsovie et à la prise d'Ismaïlow ; mais le génie ne manquait pas à ce guerrier, fanatique adorateur des volontés de ses maîtres. A son ton d'inspiration, vous eussiez dit un prophète armé du glaive. Il avait rempli ses troupes de son enthousiasme à la fois servile et belliqueux. L'espoir d'égaler le

nom de Bonaparte dans cette même contrée que celui-ci avait remplie de merveilles guerrières, l'avait prodigieusement exalté. Mais plus il s'approchait par ses victoires de nos frontières, plus nous restions épouvantés des résultats d'une conquête confiée à celui qui avait fait couler des flots de sang dans les villes soumises à ses armes. Les victoires de Masséna à Zurich et dans le pays des Grisons firent pour nous presque le même effet que celle du maréchal de Villars à Denain.

Quelle chance plus favorable pour nous, dans l'extrémité des misères où nous étions réduits, que d'obtenir notre salut d'un général qui, appelé au pouvoir, frémirait d'exercer parmi nous les vastes pillages dont il nous avait maintes fois garantis, auquel tout défendait de réchauffer des haines atroces, de réveiller des préjugés vieillis, et qui couvrirait enfin d'une gloire aussi intacte que brillante des jours de discorde et de crimes!

Dans nos murs, tout baissait un front humilié; dans nos camps, tout levait un front superbe. La liberté profanée au dedans resplendissait au dehors. Le mot de patrie prononcé à la tribune de la Convention annonçait des exécutions sanglantes; prononcé à l'armée, il an-

nonçait de la gloire ou une constance héroïque dans les revers. *La Marseillaise*, chantée dans nos rues, avait été souvent un signal de massacres; chantée par nos soldats, elle donnait un élan irrésistible au pas de charge. Cet enthousiasme n'avait jamais eu un essor plus vif, plus triomphant qu'après le 9 thermidor, qui l'avait dégagé de la discipline des proconsuls de la Convention et de l'horreur de voir la guillotine et le bourreau dominant sur le champ de bataille. Il avait résisté aux malversations des fournisseurs, aux inepties et à l'incurie directoriale. Il avait enflammé nos soldats jusque dans les combats que les calculs avides d'un gouvernement maladroit les avaient forcés de livrer aux enfants de Guillaume Tell, et venait de renaître avec sa plus noble impulsion dans les victoires de Masséna et de Brune. Notre orgueil national ne trouvait que là son refuge.

Mais c'était l'armée d'Italie et d'Égypte qui nous passionnait jusqu'à l'ivresse. Les bulletins de Bonaparte nous paraissaient illuminés de gloire et de génie. Comme il se piquait peu de modestie républicaine, nous trouvions jusque dans son ambition un motif d'espérer en lui un libérateur. Il se subordonnait les généraux les plus habiles et ceux même dont le ca-

ractère semblait un peu farouche. En s'arrêtant sur le chemin de Vienne, il avait dicté la glorieuse paix de Campo-Formio. La faveur du ciel qui se déclarait toujours pour lui semblait le désigner comme le réparateur de nos profondes calamités, nées des fureurs ou du désordre de nos gouvernements. Le merveilleux le suivait partout. N'est-ce pas un pouvoir divin qui venait de le rendre invisible aux escadres anglaises ?

Sans doute, notre imprudence était grande de nous confier à un gagneur de batailles pour le maintien de nos lois, nées de l'esprit philosophique. Une foule d'exemples historiques nous condamnaient. Il n'en était pas de plus analogue à notre situation que celui de Jules César, qui fit succéder aux jours glorieux et agités de la république romaine, les jours, quelque temps tutélaires, mais si souvent surchargés de crimes et d'infamies, de l'empire romain. Mais Bonaparte, enfant de notre siècle et de la révolution, pouvait-il se saisir des principes de l'un pour réprimer les excès de l'autre? Nous avions essuyé des tyrannies atroces mais passagères, et nous ne pouvions croire à un despotisme permanent. La gloire et la magnanimité nous semblaient presque deux mots synonymes. Nous

avons de graves reproches à faire à ce grand homme ; il serait cruel d'en adresser à une nation qui, dévorée par l'anarchie, craignait de retomber dans les temps barbares. Notre apologie exige que je fasse un tableau d'une situation aussi désespérée.

Où donc pouvions-nous placer notre espoir d'ordre et de stabilité? Était-ce dans la constitution de l'an III, éventrée par le 18 fructidor? Loin de la dénigrer, je prétends qu'elle se rapprochait bien plus des principes du gouvernement représentatif que la constitution créée par cette grande assemblée constituante que décoraient de si grands talents et un patriotisme si noble et si désintéressé. Les conceptions de Daunou et de Boissy d'Anglas, ses principaux rédacteurs, étaient en plusieurs points d'heureux résultats d'une expérience funeste. Le pouvoir exécutif, confié à cinq plébéiens, n'était plus un point de mire pour toutes les attaques. Le pouvoir de Rewbell et de ses collègues surpassait celui où l'assemblée constituante avait relégué l'héritier de la monarchie de quatorze siècles. On avait enfin compris qu'une chambre uniquement destinée à dominer un pouvoir exécutif énervé n'était autre chose qu'un despotisme multiple. On avait créé deux conseils

entre lesquels le privilége de l'âge établissait seul une ligne de démarcation. On procédait moins violemment à la confection des lois.

Sans doute, une telle constitution résolvait mal le problème insoluble d'une république de vingt-cinq millions d'hommes, prodigieusement inégaux en lumières et en richesses. La propriété, mère et gardienne de l'état social, y restait exposée à des attaques qui pouvaient chaque jour devenir plus habiles et plus désastreuses.

Cette constitution pouvait être considérée comme un abri provisoire assez judicieusement imaginé. Mais existait-elle encore? Ce n'était pas assez pour elle que d'avoir été, dès sa naissance, accouplée à un code de lois révolutionnaires qui en ruinait tous les principes. L'attentat du 18 fructidor l'avait désarmée et vraiment abolie. Existait-il encore une représentation nationale quand la majorité avait été cassée par une minorité turbulente et impérieuse, quand, sur cinq directeurs, deux avaient été condamnés, sans jugement, aux déserts pestilentiels de la zone torride? Bientôt, cédant à des alarmes d'un autre genre, et sévissant avec plus de mollesse contre des ennemis plus dangereux, le Directoire s'était encore joué des élections, et avait fait prévaloir une minorité

plus ou moins faible, sur une majorité bien constatée qui les alarmait. Enfin, un moyen si insolemment arbitraire d'élimination avait réagi contre les directeurs eux-mêmes. Des cinq auteurs du 18 fructidor, Barras restait seul au pouvoir, et c'était celui qui l'avait le plus dégradé par la licence de ses mœurs et les variations suspectes de sa politique.

L'immense service du 9 thermidor n'avait pu faire oublier les mitraillades de Toulon. On prétend savoir que depuis quelques mois il était en correspondance avec Louis XVIII. Je ne puis regarder comme certain un fait dont il est impossible de deviner le but. C'était un homme d'action; mais c'était encore plus un homme de plaisir, et de quels plaisirs? Son nouveau collègue Sieyès s'offrait à des titres plus recommandables, entremêlés d'un grave reproche; c'était un des deux vainqueurs du 18 brumaire. Mais il y avait trop d'obscurité dans ses doctrines pour qu'il pût inspirer beaucoup de confiance dans un moment où l'on prenait dans un juste dégoût toutes les théories aventureuses.

Il venait de montrer plus de courage et de résolution que l'on n'en attendait de lui; mais ses deux qualités étaient bien plus éminentes

dans son auxiliaire de la veille, qui devenait son rival pour être bientôt son vainqueur. Les trois autres directeurs, Roger Ducos, Gohier et Moulin, étaient de trop obscurs et de trop médiocres personnages pour que l'attention publique daignât s'en occuper.

On peut remarquer, dans tout le cours de l'histoire, que les républiques n'ont guère d'existence que par les grands hommes; que cette forme de gouvernement était, surtout dans les temps anciens, plus habile que toute autre à produire ceux qu'à des titres divers, mais trop arbitraires sans doute aux yeux du philosophe, nous appelons grands hommes. Tantôt la république finit avec eux, comme il arriva pour Athènes, tantôt ils la font disparaître, comme il arriva pour Rome. Jamais république ne fut plus acharnée à dévorer ses hommes remarquables que la nôtre. L'échafaud lui tenait lieu d'ostracisme. La plèbe turbulente et sauvage des parleurs de nos assemblées n'avait cessé de viser à la tête non-seulement des orateurs qui la dominaient par leurs talents et leur renommée, mais encore de ces hommes qui savaient illustrer par des vertus et par de précieuses connaissances le courage de la modération. *Les principes sont tout, et les hommes ne sont rien*, telle

était la maxime favorite du vulgaire de nos assemblées ; et l'on ne songeait pas que les principes périssent bientôt avec les hommes éminents dont ils émanent, qui seuls savent les coordonner en système et les introduire, soit avec force, soit avec ménagement, dans la vie politique. Voilà ce qui devint évident, quand la Convention d'abord et ensuite le Directoire firent les deux grands holocaustes du 31 mai et du 18 fructidor. La tribune y perdit son principal honneur et sa puissance. Il était instant de redemander à l'exil et même aux forêts de la Guyane quelques hommes éminents qu'ils nous avaient conservés.

Après le 31 mai, l'essor des passions pouvait encore produire quelques effets d'éloquence ; après le 18 fructidor, tout paraissait frappé de stupeur et d'impuissance. Rien de plus triste à lire que les débats de cette époque. C'est un misérable conflit de phrases furibondes et devenues insignifiantes par leur banalité, et de raisonnements secs, abstraits, péniblement exprimés. Non-seulement l'éloquence avait disparu, mais l'on cherchait en vain dans ces débats quelques étincelles de cet esprit qui forme la physionomie française, et dont l'Assemblée constituante avait fait jaillir des éclairs si redoublés.

Pour tout dire, nous vivions dans une atonie agitée; nous recevions le mouvement, nous ne savions plus le donner. La foi, principe de tout enthousiasme, s'éteignait pour la révolution même; les doctrines cédaient aux intérêts. Les positions nouvelles se débattaient avec fureur, mais avec désordre, contre les positions anciennes. Il était évident qu'un pouvoir quelconque qui protégerait avec vigueur ces intérêts, et surtout ceux des acquéreurs de biens nationaux, trouverait une grande faveur dans une nation harassée. Tel était surtout l'esprit des campagnes, enrichies des dépouilles des monastères, du clergé et des nobles émigrés. Les cultivateurs ne jouissaient qu'avec beaucoup de trouble de leurs acquisitions nouvelles. Ils restaient encore accablés sous le fléau du *maximum* qui les avait forcés à vendre leurs denrées à bas prix. Dans un grand nombre de départements, ils avaient à craindre le meurtre et l'incendie. Ils ne pouvaient plus jouir des biens que la révolution leur avait livrés, sans l'établissement d'un ordre qui mettrait fin aux excès de cette révolution. Aussi vous les verrez rester indifférents et immobiles pendant tous les développements rapides du pouvoir absolu de Bonaparte. Alors même que sa faveur décroissait dans les villes,

et surtout à Paris, elle se maintenait dans les campagnes, malgré les cruels tributs que les familles lui payaient par la conscription.

Quant aux hommes plus éclairés, qui, ayant moins abusé de la liberté, en conservaient mieux le sentiment, ils reconnaissaient aussi le besoin d'une dictature et s'en formaient une idée très-vague et mêlée de beaucoup d'inquiétudes. La combinaison la plus simple, et celle qui diminuait le plus les alarmes, eût été que Bonaparte fût élevé à un pouvoir analogue à celui que Washington avait exercé pendant six ans, pour le bonheur de sa nation, et qu'il avait abdiqué pour sa gloire. On eût voulu en faire un président du Directoire, avec une autorité fort supérieure à celle de ses collègues. Par ce moyen on laissait subsister de la constitution de Daunou tout ce qu'elle pouvait offrir de tutélaire pour la liberté. C'était une transition; et certes, elles sont aussi indispensables dans l'ordre politique que dans l'art littéraire. Cette constitution exigeait l'âge de quarante ans pour être membre du Directoire, et l'heureux général n'en avait que trente; mais ses victoires et le 19 brumaire lui avaient assez donné dispense d'âge.

L'orgueil de Sieyès qui voulait créer une con-

stitution originale et qui lui appartînt en propre, brouilla cette combinaison, accéléra sa chute et ne mit plus de borne au pouvoir de son collègue. L'Europe venait de voir pendant dix années le phénomène d'un État qui se soutient, s'accroît et se rend la terreur de tous ses voisins, tandis qu'il survit à un énorme *déficit*, à la comptabilité la plus confuse, à trois banqueroutes, d'abord celle des assignats, dont le chiffre terrifiant s'élevait à vingt-huit millions, à celle des mandats territoriaux qui leur ont succédé, et enfin, même après le retour du règne métallique, à la banqueroute des deux tiers de la rente de l'État, en consolidant un autre tiers, qui bientôt tomba presque à rien, c'est-à-dire, à huit ou dix pour cent. Mais ce phénomène s'explique par trois causes de différente nature : 1° l'acquisition plus ou moins violente de biens qui pouvaient représenter près des deux tiers de la propriété en France ; 2° la terreur, qui fit recevoir longtemps, sous peine de mort, des assignats décriés ; 3° nos victoires et nos conquêtes, particulièrement en Italie. La terreur avait cessé et ne pouvait renaître, telle du moins qu'elle avait existé sous le règne le plus sanguinaire de nos annales. Nos conquêtes étaient tout au moins suspendues, et le retour de Bonaparte pouvait seul

nous permettre l'espoir d'en reprendre le cours. Nous restions partout sur la défensive, et nous n'avions plus de place qui ne fût horriblement dégarnie.

La puissante mais déplorable ressource des biens nationaux était consumée, moins une partie qu'on pouvait évaluer à quatre ou cinq cents millions. Il ne restait plus rien des biens du clergé, dont la vente avait été plus facile et plus fructueuse. De ceux des émigrés, il ne restait guère de disponible que leurs forêts et leurs hôtels réservés aux besoins des services publics. Quelques radiations s'opéraient encore, et la justice, si on eût daigné l'écouter, en réclamait un bien plus grand nombre. Le revenu de l'État, en y comprenant toutes les provinces conquises, s'élevait à peine à cinq cents millions, très-inexactement perçus! Le mot de crédit public pouvait être effacé de notre langue financière. Sa mort venait d'être proclamée par un emprunt de cent millions qui avait reçu l'odieuse dénomination d'emprunt forcé, et qui, de plus, était progressif pour porter un dernier coup aux principes de la propriété. Les fonctionnaires puissants, c'est-à-dire les directeurs, les ministres et les membres des deux conseils, étaient seuls payés avec exactitude; tout le reste était

soumis à des retards qui équivalaient à des réductions plus ou moins fortes. C'est avec ce déplorable état de finances qu'il fallait faire contrepoids à celles de l'Angleterre, dont le crédit, par une espèce de prodige, restait intact, malgré l'épouvantable accroissement de sa dette publique. A son revenu qui surpassait un milliard, il fallait ajouter des emprunts de trois ou de quatre cents millions de francs, toujours facilement remplis. Elle pouvait ainsi tenir à sa solde des puissances obérées que la misère, le dépit et l'ambition forçaient à recevoir encore d'humiliants subsides.

Tout en France offrait un aspect désolé. Mais nulle part le tableau n'était plus horrible que dans les départements de l'Ouest livrés à un brigandage trop puissamment organisé, et qui menaçait d'envahir tout au moins les départements fort irritables du Midi, où le souvenir réchauffé des haines religieuses ajoutait à la fureur des haines révolutionnaires. Un ami de la civilisation, un ami de la patrie, pouvait-il se former un tableau plus affreux que de voir ce que nous nommions avec tant d'orgueil et d'amour notre belle France dévastée, incendiée, stérilisée, dépeuplée, inondée du sang de ses habitants, par leurs propres concitoyens, se

façonnant chaque jour à ces éternelles et odieuses guerres des temps féodaux, cette guerre permanente où l'on substituait de lâches embuscades à de plus nobles exercices de la valeur, où les uns attaquaient d'humbles presbytères et des fermes isolées, et les autres des châteaux dont les maîtres s'étaient absentés pour voler à d'infâmes exploits; toutes les campagnes soulevées contre toutes les villes; et celles-ci ne pouvant organiser une défense commune, par l'acharnement de leurs divisions politiques, de leurs haines invétérées, de leur fanatisme ou religieux ou révolutionnaire; enfin tel gentilhomme, volant des voitures publiques et tâchant de se distinguer de ses compagnons par quelque air de courtoisie envers les dames, dont les maris ou les fils étaient dépouillés ou meurtris. Et représentez-vous le gouvernement anglais, je ne veux pas dire le peuple anglais, excitant par ses guinées, ces crimes, ces brigandages, avec autant de sang-froid qu'il pouvait lancer des Hurons contre des Iroquois.

Les guerres civiles, lorsqu'elles ont des chefs connus, dont les noms et les armes se balancent, peuvent se terminer par des victoires définitives comme celles de Pharsale, de Philippe ou d'Actium. Il n'en est pas ainsi des guerres

où des bandes remplacent les armées; elles se propagent ou se perpétuent d'elles-mêmes; point de trêve qui ne soit insidieuse, pas un moment de sécurité pour le cultivateur actif, pour le promeneur paisible. On n'ose pénétrer dans une forêt; chaque buisson fait craindre un ennemi embusqué. La religion, l'honneur, la morale, changent de noms et voient leurs principes pervertis. Les mots d'assassins et de braves se confondent. La cruauté n'est plus que fidélité au prince ou à la patrie; la pitié se traduit en faiblesse d'âme; le vol n'est plus qu'une restitution. Tout le code des lois disparaît devant la loi qu'impose un chef ou une société de chouans. Le viol couronne le meurtre et sert à l'égayer. Et si le nombre des dépouilles et celui des victimes sont satisfaisants, une bande à cocardes blanches, couverte de rapine, de poussière et de sang, entre dans l'église, pour y entonner un *Te Deum* sacrilége; quelques jours après, une bande à cocardes tricolores se précipite dans cette même église pour la dépouiller de ses ornements, de ses vases sacrés et y répandre le sang du prêtre, prélude d'autres massacres.

Que si l'on voulait adoucir l'horreur de ce tableau ou du moins en distraire la pensée en

disant qu'alors notre situation à l'extérieur était bien plus magnifique qu'elle ne l'est aujourd'hui, que nous possédions pour prix de nos victoires la Belgique, la Hollande, cette rive gauche du Rhin qui est encore aujourd'hui l'objet de nos soupirs impuissants, que nous occupions toute la Suisse, et enfin, que, par l'état de Gênes, nous pouvions encore nous ouvrir un accès victorieux dans l'Italie; je répondrai que le sort de ces belles conquêtes pouvait dépendre de deux ou trois batailles perdues, et, qu'après l'expérience de la dernière campagne, ce danger paraissait probable; que ces pays, pour la plupart fertiles et florissants, fatigués de nos exactions, nous étaient assez ouvertement hostiles et appelaient un libérateur, quoiqu'il pût leur apporter un joug aussi dur. Ce n'est pas tout de conquérir, il faut organiser, et les cupides agents de la révolution française ne savaient que bouleverser.

On a vu, par l'état sommaire que j'ai tracé de nos finances, que rien ne rentrait au trésor de ces belles provinces de la Belgique ou du Rhin, qui, sagement régies, auraient augmenté d'un tiers ou d'un quart notre revenu. Les fripons marchent à la suite des conquérants, ce sont les oiseaux de proie, qui héritent et s'engraissent

du carnage opéré par les combattants. Ne croyez pas que le centre de la France offrît un aspect plus satisfaisant. Que trouvait partout le voyageur, et plus particulièrement en s'approchant des frontières? Des routes dévastées, défoncées sous le poids des chariots, des convois d'artillerie et des troupes qui se frayaient un passage imprévoyant et barbare à travers des terres ensemencées. Jusque près des murs de Paris le brigandage était à un état d'épreuve, comme pour arriver aux honneurs de la chouannerie. On ne pouvait plus se rendre dans des voitures publiques de Paris à Orléans, à Dijon, à Troyes, sans une escorte de gendarmes déguisés, prêts à faire feu sur les assaillants, ce qui ajoutait pour les voyageurs, à la crainte du vol, les chances d'un combat dont des femmes et des enfants pouvaient être les victimes.

La chouannerie avait créé un nouveau genre de scélérats que l'on appelait les chauffeurs, et qui exerçaient leurs atrocités jusque près de la capitale. Ils s'emparaient d'une demeure et surtout d'une ferme isolée, liaient la famille et les domestiques avec des cordes, apportaient un brasier et brûlaient les pieds de leurs victimes jusqu'à ce qu'ils en eussent obtenu le secret d'un trésor souvent introuvable. Mais Paris, ce cen-

tre d'activité, ce siége du gouvernement, cet épouvantail des rois, était-il du moins à l'abri de tels fléaux? Il était en proie à un genre d'alarme plus vaste et plus cruel encore que tous ces actes de brigandage. Tous ceux qui avaient intérêt à l'ordre, privés d'armes et de défenseurs depuis la suppression sanguinaire de la garde nationale au 10 août et au 2 septembre, et rentrés dans une crainte servile après le 18 fructidor, attendaient en frémissant quelle serait l'issue de la lutte que le Directoire paraissait soutenir avec crainte et mollesse contre les survivants, les satellites et les vengeurs de Robespierre, réunis en grand nombre dans le *club* du manége, à côté du palais des Tuileries. Ces survivants de la terreur infestaient de leur hideuse présence, et troublaient par leurs vociférations cette belle promenade où Paris vient oublier les fatigues et les sollicitudes du jour. Rien n'était changé dans la politique furibonde et impitoyable de ces *vieux Jacobins*, de ces *vieux Cordeliers*, fidèles encore au culte de Marat. Comme ils avaient beaucoup de vengeances à exercer, on ne pouvait plus prévoir où s'arrêteraient leurs listes de proscription. Tout faisait craindre que, victorieux, ils ne se borneraient pas à un massacre collectif, limité à quelques

jours, et qu'ils auraient recours à cette perpétuité d'échafauds que le 9 thermidor avait interrompue. Un coup de vigueur heureusement concerté entre le directeur Sieyès et le ministre de la police Fouché, exécuté par ce dernier avec une heureuse audace, nous avait délivrés de ces horribles craintes deux mois avant le 18 brumaire. Mais notre sécurité ne pouvait renaître quand la tribune du conseil des Cinq-Cents retentissait perpétuellement de menaces moins violentes dans leur expression, mais qui n'auraient pas manqué d'amener les mêmes résultats. Déjà elles étaient réalisées par les lois des otages de l'emprunt forcé; Paris se retrouvait sous l'empire de la loi des suspects, et la France allait se couvrir encore d'innombrables bastilles. Aussi quelle tristesse dans les murs de Paris! On reprenait par degrés les mêmes habitudes, les mêmes déguisements que sous la terreur. Les familles opulentes et pour la plupart royalistes, préféraient encore le séjour inquiet de leurs châteaux à cette résidence où elles étaient observées de plus près. Paris n'avait guère que la moitié de la population qu'il offre aujourd'hui. La prudence y défendait le luxe et coupait les vivres à tant de professions qui ne subsistent que par lui. Plus de réunions élégantes, plus

de bals, plus de banquets. Le peuple paisible et indolent des rentiers voyait sa misère égale, tout au moins, à celle des familles d'émigrés. Il fallait chercher les heureux du jour parmi une troupe d'agioteurs qui assiégeaient le perron du Palais-Royal et y faisaient un perpétuel trafic d'escroqueries légales ou du moins impunies; parmi des hommes aventureux qui se créaient d'eux-mêmes agents de changes ou banquiers; parmi des fournisseurs au cœur dur, au front joyeux, qui riaient tandis que les marches et les nuits du bivouac moissonnaient par milliers les victimes de leurs fournitures frauduleuses, et enfin parmi des usuriers qui, maîtres de leur argent et le tenant bien serré, étaient les véritables rois de ces troupes pillardes. Je dois dire ici que le plus riche propriétaire ne pouvait emprunter à moins de douze pour cent. Jugez de ce que les fournisseurs qui avaient recours à eux faisaient payer d'intérêts au gouvernement dont ils étaient les créanciers. Plusieurs dévoraient dans un faste gauche, dans des plaisirs intempérants ou débordés d'immenses bénéfices dont ils étaient éblouis. Aussi tombaient-ils promptement. Ceux qui leur survivaient et dont on évaluait assez arbitrairement la fortune à huit ou dix millions, n'avaient pas honte de se

faire assigner à mainte reprise pour les dépenses de leur table, de leur mobilier. L'énorme intérêt qu'ils tiraient de leurs usures couvrait largement les poursuites des huissiers; on en citait quelques-uns qui étaient accusés de crimes.

Des jardins somptueux, confisqués sur les propriétaires pour fait d'émigration ou par des arrêts du tribunal révolutionnaire, étaient les seuls lieux ouverts aux plaisirs et à des réunions élégantes. On y étalait les futiles merveilles de la pyrotechnie avec toute la variété des jeux de bateleurs. Avant le 18 fructidor, ces promenades offraient de l'élégance et quelquefois un charme poétique. Les artistes y présidaient, et les femmes, trop dociles à leurs leçons, bravaient avec intrépidité une température inégale et souvent rigoureuse, pour paraître sous le costume léger, et diaphane des déesses de l'Olympe ou des courtisanes d'Athènes. On leur pardonnait cet excès de simplicité, parce que plusieurs d'entre elles intéressaient le cœur par d'admirables faits de dévouement. Mais depuis deux ans, et surtout depuis le 18 fructidor et les grandes déportations, depuis que le Directoire, chaque fois qu'il voulait faire sonner la demi-terreur, principe de son gouvernement,

en tirant de prison quelques pauvres émigrés, pour les faire fusiller sur la seule identité de leur personne; enfin, depuis les lois si ouvertement révolutionnaires, des otages et de l'emprunt forcé, tout s'était assombri. On craignait d'être dénoncé par son luxe et par sa généalogie. L'artifice commun était d'affecter l'insouciance lorsqu'on se mourait de peur. Dans cet isolement des sociétés, les spectacles devenaient l'unique ressource. Ils étaient assez suivis, et l'on se plaisait surtout aux images de tout ce qui retraçait la légèreté et la galanterie de la société d'autrefois. On se délectait aux comédies de Marivaux, rendues avec une finesse exquise par Molé, Fleuri et mademoiselle Contat. L'observateur pouvait voir dans ce penchant une impatience de revenir aux manières élégantes et au bon ton, fût-il recherché, pour les opposer à la rudesse du jour.

Il y avait cependant alors une espèce de cour qui rappelait assez bien, par l'absence des scrupules, celle de la régence. C'était la cour du directeur Barras. Ses collègues vivaient sobrement et à l'écart. On ne peut leur refuser la vertu du désintéressement. Le seul qu'on eût accusé de cupidité, Rewbel, n'a laissé à ses enfants qu'une médiocre aisance. Laréveillère-Lépaux se piquait

de la simplicité la plus philosophique, et il ne cessa de la manifester dans sa retraite. Malheureusement son esprit faux répondait assez à sa taille contrefaite. Il avait voulu renouveler l'entreprise tentée par Robespierre, d'établir la religion naturelle pour le seul culte des Français. Il semblait que la tolérance dût être la base fondamentale de cette religion un peu froidement chantée par Voltaire, mais à laquelle J. J. Rousseau semblait avoir consacré tout ce que son éloquence avait de plus nerveux et de plus ravissant. Robespierre l'avait proclamée au milieu des hécatombes révolutionnaires dont ce rhéteur aussi cruel que poltron n'avait pas su arrêter ni modérer le cours pour donner crédit à ses principes. Laréveillère-Lépaux s'annonça dans ses persécutions comme un nouveau Galerius. Prêtres assermentés ou insermentés devenaient les objets de ses rigueurs impitoyables dès qu'ils demeuraient fidèles à leur foi. Il est vrai qu'il avait substitué la déportation à la mort; mais pour ces malheureux prêtres, âgés, infirmes, dénués de tout secours, jetés sur un mauvais bâtiment comme sur un vaisseau négrier, la déportation à Synamary ne faisait qu'ajouter aux horreurs de la mort une agonie de quelques semaines ou de quelques mois. Il n'a-

vait pu recruter son culte, former son troupeau de fidèles que parmi les hommes qui avaient fait leurs études et leurs épreuves de philanthropie dans les comités et les tribunaux révolutionnaires.

CHAPITRE II.

CONSTITUTION DE L'AN VIII.

SOMMAIRE.

La commission constituante nommée par les deux conseils s'assemble au Luxembourg. — Confiance extrême qu'elle montre dans le génie législatif de Sieyès.—Il n'a point écrit son plan.—Daunou le rédige. —La rivalité se déclare entre l'abbé Sieyès et le général Bonaparte. —Création proposée par Sieyès d'une magistrature de grand électeur, qui tiendrait de l'autorité monarchique. — Sieyès n'ose se l'arroger et Bonaparte la refuse.—Création d'un Sénat, d'un Corps législatif, d'un Tribunat et d'un Conseil d'État. — Vices des trois premières institutions, utilité de la dernière. — Oubli complet de toute garantie pour la liberté. — Hommage dérisoire rendu à la souveraineté du peuple dans les listes électorales. — Sieyès et Roger-Ducos se retirent. — Bonaparte est investi de tout le pouvoir sous le nom de premier consul.— Le second et le troisième, Cambacérès et Lebrun, ne sont que le conseil du premier. — La constitution de l'an VIII présentée au suffrage du peuple est adoptée par la presque unanimité des Votants.

C'était après les scènes violentes de l'orangerie de Saint-Cloud, et lorsque l'épée d'un général venait de froisser et de traîner dans la boue la toge des législateurs, que l'on allait s'occuper de créer une législation nouvelle. Le moment était mal choisi pour affermir la liberté; mais le premier besoin était alors de se délivrer de

l'anarchie. Malheureusement elle s'était tellement enlacée à la constitution, qu'il était difficile d'extirper l'une sans toucher aux racines de l'autre. La conscience des législateurs encore attachés de cœur à la république restait tranquille, parce qu'ils se flattaient que Sieyès allait résoudre le problème par un coup de génie. Ils avaient souffert que la constitution de 1795 fût accablée d'outrages par le général Bonaparte, sans savoir sous quel abri la liberté pourrait encore se réfugier. Cette constitution, rédigée surtout par Daunou et Boissi d'Anglas, était pourtant une œuvre non de génie, mais de bon sens, et réformait beaucoup d'erreurs révolutionnaires sur la distribution des pouvoirs.

Les moments étaient comptés. Depuis dix ans on faisait des lois d'urgence, et maintenant il fallait faire au même titre une constitution que la première et la plus brillante de nos assemblées avait élaborée pendant deux ans et demi, en la laissant fort défectueuse.

La victoire du 19 brumaire semblait pour le moment assez affermie, mais tout signe d'hésitation, d'incertitude et surtout de discorde entre les vainqueurs, pouvait rendre l'espoir à des vaincus auxquels une bouillante audace avait tant de fois réussi.

Maintenant les membres les plus fougueux du conseil des Cinq-Cents, après avoir jonché le parc de Saint-Cloud des insignes de leur dignité, venaient chercher à Paris ou dans des asiles obscurs un refuge contre les baïonnettes dont ils se croyaient encore poursuivis; la même désertion s'opérait parmi les trois directeurs. Barras, cet homme d'action, avait dès le matin abandonné son poste, pour aller jouir dans sa terre de *Grosbois* de ses délices accoutumées. Il était parti en faisant un appel à la reconnaissance du général Bonaparte, qui lui devait et son titre et sa gloire. Mais ces appels sont faiblement entendus dans les événements politiques. Les deux autres directeurs, Gohier et le général Moulins, gardés à vue dans le palais par le général Moreau, chargé fort à regret d'une si déplorable mission, n'avaient cessé de fulminer contre la défection de Barras dans lequel ils avaient espéré trouver leur Achille. Et pourtant ils n'étaient peut-être pas fâchés d'être réduits à cet état d'impuissance, faute d'une majorité. Comme ils n'avaient pas encore prouvé beaucoup d'énergie, on peut douter qu'ils eussent vaillamment soutenu la lutte contre Bonaparte. Ils respiraient enfin parce qu'on leur permettait de regagner leur modeste foyer.

Quant à Bonaparte, quelques pensées importunes gâtaient pour lui la joie d'un triomphe éclatant; il s'avouait à lui-même qu'il avait peu brillé comme orateur. A trois heures du matin, il rentra dans sa maison de la rue de la Victoire. Après quelques moments d'entretien avec madame Bonaparte, qui était à peine revenue de ses terreurs, il se sentit maître de ses pensées, comme il l'était de la France. « Asseyez-vous là, Bourienne, et écrivez cette proclamation, qui demain fera grand bruit à Paris et dans toute l'Europe. » Il y traça moins l'histoire que le roman dramatiquement arrangé des journées du 18 et 19 brumaire. Les périls qu'il avait courus à la barre du conseil des Cinq-Cents y étaient fort exagérés, ainsi que le dévouement des deux grenadiers qu'il nommait ses sauveurs.

Il est aujourd'hui bien reconnu que les poignards n'avaient été levés ni sur sa poitrine ni sur celle de ses défenseurs; mais les menaces avaient été furibondes, et si la scène se fût prolongée, parmi tant de Brutus fanfarons, il pouvait s'en trouver quelques-uns qui tinssent parole. L'opinion publique était tellement favorable au général, qu'elle accepta sans scrupule un récit fort suspect.

La séance orageuse de l'orangerie de Saint-

Cloud s'était terminée de cette manière expéditive et tranchante, qui allait caractériser le nouveau règne. Comme plusieurs députés qui favorisaient la révolution nouvelle avaient suivi dans leur fuite ceux qui venaient de la combattre avec tant de violence, il était devenu difficile de les rallier; on avait cependant le besoin le plus urgent de leur présence; car les fruits de la victoire pouvaient être fort compromis si l'on n'obtenait quelques actes législatifs d'une vigueur commandée par les circonstances.

On parvint à en former un noyau peu imposant. Leur petit nombre ne les effraya point, et d'abord ils décernèrent le plus large pouvoir aux trois consuls Sieyès, Roger-Ducos et Bonaparte; puis ils prononcèrent leur propre dissolution, à l'exemple du conseil des Anciens, et enfin ils nommèrent, comme l'avaient fait ceux-ci, une commission de vingt-cinq membres pour créer une constitution nouvelle.

Chacun sentait le besoin d'une dictature, et personne n'osait prononcer ce mot. Sylla l'avait rendu trop odieux, et César l'avait expié par vingt-trois coups de poignards. D'un autre côté, on frémissait ou plutôt l'on affectait de frémir au nom de roi, même constitutionnel. C'était pour-

tant le vœu caché au fond des cœurs; mais qui eût osé l'exprimer? On cherchait une autorité analogue à celle de dictateur ou de roi constitutionnel, mais on voulait un titre nouveau; celui de protecteur ne pouvait être accepté, Cromwell l'avait rendu à peu près équivalent à celui de maître absolu. Les hommes publics qui avaient encore confiance dans le génie politique de Sieyès, et qui à leur grand étonnement découvraient dans ce personnage taciturne et amèrement dédaigneux, un conspirateur habile, espéraient trouver en lui la solution du problème; mais le plus grand nombre s'effrayaient de ses principes abstraits et tranchants. On était harassé de métaphysique. Ce qu'on attendait avec impatience, ce qu'on avait trouvé dans Bonaparte, c'était un grand caractère appuyé sur un esprit positif.

Sieyès avait conçu la pensée du 18 brumaire, Bonaparte en avait dirigé l'action. Ce n'était pas celle de ses victoires où il avait déployé le plus de talent et de présence d'esprit, sa fortune et son frère Lucien Bonaparte y avaient suppléé. La réputation de l'abbé Sieyès était fondée principalement sur la fameuse brochure *Qu'est-ce que le tiers-état?* mais ce titre pouvait-il entrer en parallèle avec la gloire militaire et politi-

que de son jeune concurrent, élevée au niveau de celle des plus grands hommes de l'antiquité et des temps modernes! L'opinion publique n'hésitait pas, et Bonaparte hésitait encore moins à faire pencher la balance.

La question de tout notre avenir allait être décidée par cinquante commissaires chargés de tout le pouvoir constituant, dans l'absence et par le choix des deux conseils.

Tout était nouveau, tout pouvait paraître choquant et arbitraire dans le travail clandestin de ces nouveaux législateurs. Qu'étaient devenus ce grand bruit et ce mouvement à la fois solennel et tumultueux de douze cents membres de l'assemblée constituante délibérant en présence d'un public encore plus passionné qu'eux-mêmes, et dont les rumeurs circulaient comme l'éclair de Versailles à Paris, et de Paris jusqu'aux extrémités de la France; ces grands combats, des doctrines nouvelles luttant contre les institutions, les préjugés, les croyances de quatorze siècles, et la grande voix de Mirabeau tonnant contre les passions, les intérêts et les fureurs de tant d'hommes puissants, qui ne se présentaient plus qu'à titre de victimes, mais de victimes indignées et souvent éloquentes? Maintenant on délibérait à huis clos au milieu de l'apathie gé-

nérale, dans un appartement du Luxembourg, en présence et par les ordres des deux maîtres ou plutôt du maître unique qu'on allait se donner. La révolution pouvait-elle être plus humiliée et plus cruellement punie de ses fautes?

Il était facile de prévoir l'étrange métamorphose qu'allait subir la république française, et sa brusque transition au régime du pouvoir absolu. Certaine pudeur arrêtait encore quelques-uns de ceux qui la veille avaient renouvelé leur serment à la constitution. Le grand coup de hache qui lui avait été porté au 18 fructidor venait d'être suivi du coup mortel; cependant l'illusion durait encore chez plusieurs des commissaires chargés de créer une constitution nouvelle. C'était la quatrième depuis huit ans, c'est-à-dire depuis 1791. Ils ne se décourageaient pas; la confiance qu'ils avaient dans le génie de Sieyès leur faisait espérer enfin une constitution formée d'un seul jet, et qui allait sortir tout armée du cerveau d'un seul homme. Le profond dédain de Sieyès pour les constitutions précédentes semblait aux yeux de ses admirateurs révéler une conception originale et forte, comme celles de Moïse, de Minos et de Lycurgue. Ceux-là étaient bien résolus de n'en troubler en rien la savante harmonie. Il restait

à savoir ce qu'en penserait le général victorieux, et quelle part lui serait faite.

Dès que la commission fut assemblée, Bonaparte, que ses deux collègues avaient nommé président, fit sentir la nécessité de sortir le plus tôt possible d'un provisoire qui allait ouvrir une nouvelle et large porte à l'anarchie. Il félicita les commissaires du bonheur de trouver une constitution toute faite et profondément méditée par un homme devant lequel s'inclinait le génie de Mirabeau. Il pria, dans les termes d'une humble condescendance, le citoyen Sieyès de faire connaître son plan dans toute son étendue. Ce fut un premier désappointement pour l'assemblée, quand Sieyès déclara que ce plan n'existait encore que dans sa tête et n'était point rédigé.

« N'importe, dit le général, veuillez nous » faire connaître toutes les bases de votre gouver» nement. » Il paraît que Sieyès s'acquitta de cette tâche d'une manière très-spécieuse. Ses admirateurs dévoués ne lui firent pas faute ; ils s'extasiaient sur l'originalité, la grandeur et l'ensemble de ses conceptions. Bonaparte s'expliqua plus laconiquement : — C'est fort beau, dit-il ; j'aurais pourtant quelques objections à faire, accordez-moi un jour pour y réfléchir.

Sieyès avait annoncé depuis longtemps, et

même à l'époque où tout paraissait marcher vers la république, que son édifice constitutionnel affectait la forme pyramidale et *se terminait en pointe* : c'étaient ses propres expressions.

Les commissaires constituants pouvaient se sentir arrêtés tout court par une telle déclaration. Qu'est-ce qu'une constitution qui n'est point encore rédigée, sinon un fantôme? est-ce que dans les lois qui organisent toute une société un seul mot peut être indifférent? Ne dépend-il pas d'un rédacteur plus ou moins habile d'en changer tout l'esprit? Était-ce l'irrésolution, la paresse ou la crainte qui avaient pu arrêter pendant des années la plume de ce penseur profond? Aucune de ces causes n'était justifiable, et toutes trois pouvaient faire mal augurer d'une œuvre si imparfaitement élaborée. Bonaparte pouvait seul en tirer parti pour ses desseins.

Pour remédier au grave inconvénient de la rédaction qui manquait à ce plan, le général chargea Daunou de ce soin. C'était un des meilleurs esprits, un des caractères les plus droits et une des âmes les plus desintéressées de ce temps; mais son admiration pour Sieyès était alors sans bornes; il n'hésita point à lui sacrifier la constitution dont il était le principal auteur. Il nous rappelait Agamemnon sacrifiant sa fille.

On juge que la principale attention de Bonaparte s'était dirigée vers une forme semi-monarchique qui coïncidait, quoique très-imparfaitement, avec ses vues; mais ce qui lui déplaisait souverainement, c'est que la place du chef n'avait pas été faite pour lui; qu'elle correspondait fort mal avec son caractère et ses desseins, et qu'elle ne convenait qu'à un seul homme, c'est-à-dire à l'abbé Sieyès. Celui-ci, sous le titre modeste de grand-électeur s'établissait en monarque qui présidait à tout le mouvement, en conservant lui seul son immobilité, comme un espèce de dieu d'Épicure. Au-dessous de ce puissant et mystérieux personnage, Sieyès plaçait deux consuls nommés par lui et révocables à sa volonté; l'un était chargé de la paix et l'autre de la guerre. On devinait sans peine que le second de ces emplois était réservé pour Bonaparte et l'autre pour Roger-Ducos, malgré la prodigieuse inégalité qui existait entre leurs talents et leur renommée. Ainsi les trois Directeurs trouvaient leur place, en supposant que le conquérant de l'Italie et de l'Égypte fût devenu tout à coup un modèle de désintéressement et de modestie.

Bonaparte, bien résolu de renverser surtout par le sommet cet échafaudage compliqué et fantastique, laissa quelque temps la discussion

se porter sur des articles d'un intérêt inférieur, mais où l'on était arrêté à chaque pas par la confusion et la bizarrerie des idées prétendues créatrices de Sieyès. L'admiration tombait à l'examen. Bonaparte, par la netteté de ses vues et par leur mérite pratique, faisait facilement crouler toutes les théories de son rival ; car dès le lendemain de la victoire on ne pouvait plus voir en eux que des rivaux. « Il est temps, disait-il à » ses familiers, de faire tomber l'abbé du trône » qu'il s'est formé dans les nuages de sa méta- » physique. »

Le coup d'œil pénétrant de Sieyès discernait fort bien que son ambition secrète n'échappait pas et déplaisait à Bonaparte. Sans doute il regrettait alors de n'avoir pu employer comme instrument de ses projets des hommes aussi modestes que les généraux Joubert et Moreau. Il se résigna ou parut se résigner, et offrit à Bonaparte le poste du monarque déguisé, c'est-à-dire du grand-électeur. Cette proposition fut accueillie avec un amer dédain, et Bonaparte résolut de la combattre sans ménagement au sein de la commission (1).

(1) Tous les esprits se trouvaient d'accord pour ne célébrer dans l'événement du 18 brumaire que le général Bonaparte. On se plaisait à croire aux dangers qu'il avait courus

L'éclair sort de ses yeux; il peint, en traits de flamme et avec l'expression d'un cœur navré, tous les périls et toutes les humiliations de la République qu'il a laissée victorieuse et maîtresse de la paix. « Est-ce avec un roi Soliveau ou » un personnage métaphysique que vous préten- » dez nous tirer de ce chaos?... »

En écoutant cette allocution véhémente, saccadée, mais pleine de pensées fortes et d'images hardies, chacun comprend qu'on ne pourra jamais condamner à l'immobilité un homme qui aurait créé le mouvement perpétuel s'il était possible. Il tourne en ridicule la concession répu-

à la barre du conseil des Cinq-Cents, le nom de Sieyès était à peu près oublié. Tous les spectacles retentissaient, soit de pièces de vers, soit de couplets improvisés pour la circonstance.

L'idée dominante était que la fuite en Égypte avait protégé le sauveur du monde et que le retour d'Égypte venait de sauver la France. Mille saillies piquantes circulaient dans la société et plusieurs étaient fort offensantes pour la république. On disait qu'on l'avait trouvée noyée aux filets de Saint-Cloud. Ces plaisanteries déplaisaient fort à Sieyès et à ses amis; ils arrêtèrent un moment les couplets chantés au théâtre. Celui du Vaudeville, qui en avait pris l'initiative, en conserva longtemps le privilége. Le Vaudeville se trouvait comme autrefois l'expression de l'opinion publique. Seulement sa malice ne s'exerçait plus contre le pouvoir, mais contre ceux qui voulaient l'arrêter ou le borner.

blicaine de Sieyès qui a imaginé le plus doux des ostracismes pour se délivrer du *grand-électeur* s'il inquiétait la liberté publique, en le faisant absorber par le sénat, c'est-à-dire en le faisant descendre dans son sein.

Quant aux deux consuls de la paix et de la guerre, il n'y voit qu'une sorte de manichéisme politique. — « Pensez-vous que le consul de la » guerre et le consul de la paix vivront ensem- » ble le plus paisiblement du monde; tous deux » songeant à se perpétuer, celui-ci par des fléaux » et celui-là par un sommeil qui énerverait » l'état? Je vais, ajouta-t-il, vous présenter une » observation qui vous prouvera mon désintéres- » sement et mon zèle civique. Croyez-vous qu'il » ne serait pas facile au consul de la guerre, » s'il était ambitieux et victorieux, d'absor- » ber tout à la fois son collègue le consul de la » paix et même son souverain, le grand élec- » teur? »

Tandis que Bonaparte s'exprime avec feu et précision, les membres des deux conseils se demandent si c'est là cet homme qu'ils ont vu balbutier devant eux à Saint-Cloud. Personne n'ose plus lui disputer la victoire; Sieyès est atterré, un dépit rongeur se peint dans toute sa personne; et en sortant du conseil il dit à

ses amis : *Messieurs, nous avons un maître.* Eh quoi ! dit Fouché à qui ce propos fut rapporté, venez-vous seulement de vous en apercevoir ? Suivant une version que M. Thiers a suivie, Sieyès aurait dit : *Nous avons un maître qui veut, qui peut et qui sait tout faire.* Je ne crois pas que ce dernier mot soit sorti de la bouche de Sieyès, très-peu prodigue d'éloges, surtout pour un rival (1).

Il fut résolu de substituer à cette bizarre ma-

(1) J'ai été à portée d'observer de très-près le mouvement des hommes politiques qui se détachèrent assez brusquement de l'abbé Sieyès pour se tourner vers le général Bonaparte et s'attacher sans retour à ses destinées. Peu de jours après le 18 brumaire, la joie de cet événement libérateur donna lieu à une réunion politique qui se continua pendant près de deux mois. On y remarquait Joseph, Lucien et Louis Bonaparte ; plusieurs des hommes d'état qui avaient eu une grande part aux mouvements du 18 brumaire, tels que MM. Talleyrand, Rœderer et Regnaud (de Saint-Jean d'Angely) ; des généraux, tels que Murat ; des marins, tels que l'amiral Bruix ; des banquiers et des hommes de lettres auxquels on attribuait de l'influence sur l'opinion. Ce fut à ce titre et comme une victime échappée au 18 fructidor que j'y fus admis. C'était un dîner qui se donnait à frais communs chez un restaurateur sur le boulevard ; mais comme on s'éloigna bientôt de cette simplicité première, ce dîner fut remplacé par des repas plus somptueux dont des personnages devenus puissants étaient les amphitryons. Ils étaient précédés et suivis de discussions politiques d'un très-vif

gistrature trois consuls, et bientôt leurs fonctions furent organisées de manière que le premier consul avait tout le pouvoir, et que les deux autres étaient ses discrets conseillers. Or ce premier consul était nommé d'avance par la gloire, par l'opinion et par la nécessité.

On venait d'obtenir une grande et redoutable simplification; Bonaparte, assuré de son pouvoir, pouvait s'accommoder assez bien de toutes les autres parties de l'organisation imaginée par Sieyès. Il l'avait caractérisée par un mot ingé-

intérêt, et qui toutes tendaient à faire pressentir une dictature ferme, bienveillante et réparatrice. Il fut bientôt aisé de voir que ces réunions avaient pour principal objet de faire prévaloir l'ascendant du général Bonaparte sur l'abbé Sieyès. On comptait d'abord quelques partisans de ce dernier; mais on les voyait faiblir par des gradations peu scrupuleusement observées. Les noms des deux consuls avaient été réunis dans des toasts communs; mais, dès la seconde réunion, le nom du premier fut seul salué avec acclamation, et celui du second expira sans honneur et presque sans écho. On y plaidait vivement pour toutes les victimes frappées par le Directoire et par la Convention. Les frères du général accueillaient ces vœux avec le sourire le plus bienveillant. Déjà il se formait une cour autour d'eux; les ambitions privées se faisaient jour. C'était à qui se ferait inscrire, soit pour occuper un ministère, soit pour remplir les emplois peu difficiles et assez lucratifs de sénateur et de membre du Corps législatif. On y faisait assaut de dévouement pour l'autorité dictatoriale.

nieux : *Je n'y vois*, disait-il, *que des ombres : ombre de sénat, ombre de corps législatif, ombre de tribunat, ombre d'assemblée électorale.* Lui et ses plus fermes adhérents, tels que Lucien Bonaparte, Rœderer, Règnier, Le Brun, et Boulay de la Meurthe, tous réservés à des emplois plus ou moins éminents, se gardèrent bien de donner force vitale à toutes ces ombres. Seulement on leur laissa très-largement le pouvoir de sanctionner et même d'agrandir l'autorité du premier consul. Chénier, Daunou et Chazal firent de vains efforts pour donner une véritable existence à ces corps politiques.

Mais il n'était pas vrai de dire que Sieyès eût voulu faire une ombre de son Sénat. Il en faisait au contraire l'âme de son gouvernement, et paraissait le placer même au-dessus du grand électeur, puisqu'il pouvait l'absorber. On voit qu'au lieu de la constitution originale qu'on attendait de lui, il n'avait songé qu'à fortifier, en la déguisant, la constitution de Venise, avec un sénat plus impérieux et un doge plus imposant. Bonaparte, en remontant plus haut dans l'antiquité, songeait à la constitution romaine sous les empereurs, si l'on peut donner à un tel régime le nom de constitution. Il y avait tout un empereur dans le premier consul, tel que le créa la constitution

de l'an VIII, et dans cet empereur il y avait un Jules César joint à un Auguste. Malheureusement, c'était l'homme de guerre et de conquêtes qui dominait; et voilà ce qui lui devint fatal! Il se chargea d'aplatir l'autorité exubérante du Sénat de Sieyès et y réussit à merveille. Ce fut lui qui en fit véritablement une ombre, mais une ombre douée d'un grand pouvoir apparent, et qui était couverte d'or et de pourpre.

Le Sénat devait être le plus imposant de ces corps ; on lui donnait le titre de Sénat conservateur, qu'il rendit dérisoire en changeant perpétuellement cette constitution de l'an VIII au gré des volontés du maître. De plus, il devait être le conservateur des libertés individuelles et religieuses et de la liberté de la presse. Telle était la confiance que l'on affectait dans l'indépendance, le courage et le zèle civique de ce corps, que l'on aurait cru l'offenser en stipulant des garanties expresses, ou même des conditions, pour ces trois libertés qui font la vie d'un peuple. Il n'était plus question ni de la responsabilité des ministres ni de l'indépendance des corps judiciaires. On se piquait d'une sécurité complète. N'avait-on pas un Sénat conservateur? L'on assigna à chacun de ses membres un traitement de vingt-cinq mille francs, qui fut depuis

beaucoup augmenté, pour les plus complaisants, par l'établissement de sénatoreries et par d'autres genres de munificence.

Venait ensuite le Corps législatif composé de trois cents membres; leur traitement ne s'élevait qu'à dix mille francs ; mais il faut convenir que leurs occupations étaient des plus faciles. La parole leur était interdite. Sieyès, pour donner plus de dignité à ce corps, l'avait rendu muet. Lui-même s'était fait longtemps une arme de son silence pour ajouter à sa considération ; il y avait pris goût, parceque Mirabeau s'était avisé de dire que *le silence de Sieyès était une calamité publique*. Le Sénat devait également observer cette loi du silence ; on n'opinait que par scrutins et par boules. A qui donc était réservé le privilége exclusif de la parole qui, jusque-là, avait été si puissant, quelquefois un nouveau titre de gloire pour la nation, et à certaines époques si désastreux ?

Sieyès avait créé un antagonisme de commande entre un Conseil d'état qui représentait les intérêts du pouvoir et un Tribunat qui était supposé représenter ceux du peuple. Les tribuns, au nombre de cent, étaient nommés par les sénateurs, et recevaient un traitement de quinze mille francs; ce qui modifiait un peu leur indé-

pendance et leur fougue tribunitienne, car ils étaient nommés par le Sénat et les sénateurs par le premier consul. Cette institution et le nom qu'on lui avait donné déplaisaient à Bonaparte ; mais il s'était cru obligé de faire cette faible concession. Il avait même accepté avec assez de complaisance les tribuns dont Sieyès avait fourni la liste, et qui pour la plupart étaient des amis assez chauds de la révolution, tels que Joseph Chénier, Daunou, Benjamin Constant, Andrieux, etc. Mais il se réservait de les surveiller et de les réprimer assez arbitrairement. En attendant, il leur opposait les membres du Conseil d'état, chargés de plaider soit concurremment, soit contradictoirement avec eux devant le Corps législatif, juge immobile et taciturne de leurs débats. Bonaparte avait employé toute sa sagacité à choisir les membres de son Conseil d'état. C'étaient pour la plupart des hommes habiles, versés dans les affaires et très-portés à venir en aide au pouvoir le plus fort, ou pour mieux dire au pouvoir unique. Leur admiration pour Bonaparte était sincère, parfaitement motivée, mais excessive. Un seul mot justifiait alors tous les hommages qui lui étaient rendus; *c'est un si grand homme!* disait-on, et on lui sacrifiait les principes pour lesquels on avait montré

souvent un zèle immodéré. Il est juste de dire que les membres du Conseil d'état ne les sacrifiaient pas complétement, et que sous les yeux du maître ils plaidèrent quelquefois pour les faibles débris de nos libertés.

Cet essor d'admiration et de reconnaissance emportait la plupart des tribuns eux-mêmes; en sorte que, remplissant assez mal leur mission, ils rivalisaient d'ardeur et d'éloquence officielle, pour les lois proposées et pour le panégyrique du premier consul. Quelque disposé que l'on fût à partager leurs sentiments, on était quelquefois assommé de cette fastidieuse concordance, et l'on regrettait jusqu'aux jours orageux où la parole se montrait plus libre, plus fière et rappelait mieux les temps de Rome et d'Athènes, et même les débats du parlement britannique.

Les tribuns s'impatientaient d'un rôle si passíf et si peu digne de leur titre menaçant. Dès qu'ils parurent se concerter pour une opposition méthodique, mais calme et réservée, le premier consul affecta de voir dans quelques-uns d'entre eux des Gracques ou des Saturninus.

La base de ce bizarre édifice était encore réputée la souveraineté du peuple. Je ne crois pas qu'aucun gouvernement lui ait jamais porté

une atteinte plus directe et plus complète. Qui faut-il en accuser? est-ce l'abbé Sieyès, principal auteur de cette constitution de l'an VIII? est-ce Bonaparte? sont-ce des législateurs trop complaisants à deviner et seconder ses pensées? Comme des débats si importants n'ont pas été rendus publics, nous pouvons plutôt partager le reproche entre ceux que nous venons de nommer, que de l'attribuer tout entier à un seul. Quoi qu'il en soit, voici quel fut le respect gardé à cette majesté du peuple, invoquée avec tant de bonne foi par l'Assemblée Constituante, et tant de tyrannie par la Convention. Dans l'origine, tous les emplois, depuis les plus élevés jusqu'aux plus humbles, avaient été réservés à la nomination du peuple ; aussi en était-il saturé jusqu'au point de regarder un si noble droit comme un fardeau. Les ambitieux intrigants se formaient en coterie, qui, le plus souvent, n'avait point de rivale. Il y eut un grand zèle pour soulager le peuple de ce fardeau. On ne lui laissa rien, seulement on lui permit de faire des listes d'éligibles que l'on appelait notables; en d'autres termes, c'était lui permettre de faire des listes d'exclusions et de borner à un petit nombre le droit d'éligibilité qui jusque-là était commun à tous. Tous ceux qui depuis la révolution avaient

été promus à des emplois quelconques demeuraient en tête de la liste des notables, quoiqu'un assez grand nombre n'eussent été notables que par leurs excès et même par leurs crimes. Dans les arrondissements, tous les citoyens étaient appelés à former une liste de ceux qui pouvaient être nommés à des fonctions publiques de tout genre. Cette liste devait être égale au dixième des votants. Ce dixième d'électeurs se réduisait à un autre dixième par la formation des listes départementales, et enfin, ces dernières listes subissaient encore une réduction de neuf dixièmes pour devenir la liste nationale. C'était sur cette dernière que le sénat élisait les membres muets du Corps législatif. Il est vrai que cette liste devait être renouvelée tous les trois ans; mais pendant trois ans ceux qui n'y étaient point compris restaient exclus de toute fonction publique, quel que fût l'éclat de leurs services. Par l'effet de cette triple opération l'on trouva six cent mille notables éligibles pour les fonctions municipales, soixante mille pour les fonctions départementales, et enfin six mille aux fonctions législatives. Il est évident que des listes si nombreuses proclamaient vainement les préférences que ces assemblées accordaient à leurs élus. Le peuple ne conserva d'autre pou-

voir que celui de former une espèce d'ilotes parmi ceux qu'il omettait. Et voilà ce que l'on appelait le suffrage universel! Ce mot que nous entendons encore invoquer, ne paraît propre qu'à couvrir des déceptions aussi cruelles. Je ne crois pas qu'on ait jamais formé une aristocratie plus impertinente. Mais comme on n'avait proposé aucun moyen sérieux pour une vérification si difficile, si compliquée, chargée de tant de noms obscurs, tous ceux que protégeait l'autorité ou qui avaient formé une coalition puissante devaient rester seuls éligibles. C'est ce qui arriva avec la facilité la plus scandaleuse.

Je ne crois pas qu'en aucune occasion les scrutins aient été vérifiés avec plus d'improbité politique. La morale allait toujours se pervertissant sur ce point comme sur beaucoup d'autres.

Vous voyez que la constitution de l'an VIII n'avait paru créer qu'un seul pouvoir qui s'était créé de lui-même par les baïonnettes, à Saint-Cloud. Ainsi elle ne servait qu'à donner une sorte de pérennité à une dictature jugée nécessaire. N'eût-il pas mieux valu la déclarer franchement? L'hypocrite respect que l'on gardait pour la liberté en achevait ainsi la ruine complète.

Pourtant cette constitution qui, sous de mau-

vais semblants, ne savait substituer que le despotisme à l'anarchie, a vécu ou paru vivre pendant quatorze ans. Ce despotisme, il est vrai, fut beaucoup moins tyrannique et beaucoup moins oppressif pour la liberté civile que ne l'avaient été toutes les institutions émanées depuis le 10 août, du génie violent de cette insurrection que couronnèrent les massacres du 2 septembre. Il fallut en rendre grâces à l'esprit judicieux et profond d'un général que la force de sa volonté et la netteté de ses conceptions élevaient au-dessus d'un siècle longtemps amolli, et depuis enthousiaste jusqu'au délire et jusqu'à la fureur. Mes lecteurs m'excuseront si je les entretiens peu des débats qui eurent lieu dans ces assemblées prétendues délibérantes, sous ce simulacre effronté du gouvernement représentatif. Nous en faisons depuis trente ans une épreuve et une étude trop sérieuses, pour que de si gauches fictions ne paraissent pas insupportables. L'ordre était le besoin dominant. Sous l'inspiration de Bonaparte, les esprits distingués en reçurent le vif et profond discernement, ainsi qu'il arriva sous Louis XIV, après la Fronde et la mort de Mazarin. On verra, dans le cours de cette histoire, que, lorsque l'ordre fut rétabli, la passion de la liberté rentra

par degré dans les âmes, et ce qu'il y eut d'heureux, c'est qu'on la connaissait mieux après un si rude apprentissage. Bonaparte avait voulu se mettre à l'abri de toute résistance ; il y réussit, mais saurait-il résister à ses propres passions et à l'ivresse de la fortune? Donnez une voix à son Corps législatif, donnez une voix à l'opinion publique, rendez-lui l'organe de la presse, et je vois Napoléon affranchi de tous les désastres qui terminèrent son règne et qui pesèrent si cruellement sur nos prospérités, sur notre indépendance et notre gloire.

La constitution de l'an VIII fut soumise à l'acceptation du peuple ; eh bien, cet hommage illusoire ne fut qu'un moyen de plus d'aggraver le despotisme. Le peuple, qui ne nommait plus à aucune fonction, avait sinon nommé, du moins reconnu son premier magistrat ; celui-ci pouvait donc se déclarer l'unique représentant du peuple.

Cette constitution qui sapait par la base toutes nos libertés fut acceptée par trois millions de citoyens et rejetée seulement par onze mille six cents ; c'était presque le triple des suffrages donnés à la constitution de l'an III et presque le double de ceux qu'avait obtenus l'œuvre si vantée de l'Assemblée Constituante. Je vois dans un tel

Un acte des trois consuls parut à l'opinion publique l'heureux prélude de plusieurs actes réparateurs. Ils ordonnèrent la mise en liberté de plusieurs émigrés naufragés à Calais, à la tête desquels se trouvait le duc de Choiseul, qui depuis montra toujours un zèle aussi pur que désintéressé pour la cause de nos libertés nationales. Depuis trois ans, ces infortunés gentilshommes erraient de cachots en cachots, toujours menacés du glaive des commissions militaires. Leur naufrage était interprété comme un acte d'agression sur notre territoire. Cet attentat contre l'humanité, contre les droits du malheur, jetait quelque trouble dans la conscience des législateurs. Ils n'osaient prononcer ni leur mort ni leur absolution.

Portalis, au conseil des Anciens, avait redoublé de vigueur pour protester contre une barbarie qui arrache du cœur de l'homme le sentiment inné de la pitié. Le public avait gardé une profonde impression de ses éloquentes paroles qu'enfin les nouveaux consuls entendirent.

L'opinion obtint alors une victoire plus signalée, et cette fois elle fut remportée sur les trois consuls eux-mêmes. Ils s'étaient réunis pour condamner au supplice de la déportation

à Synamari, un assez grand nombre d'hommes qui étaient alors les objets d'une réprobation générale. Un ressentiment immodéré avait fait porter sur cette liste quelques-uns des députés du conseil des Cinq-Cents, que l'on avait signalés pour la violence de leurs clameurs contre le général Bonaparte, dans la journée de Saint-Cloud. On a vu que, dans des proclamations officielles, ils étaient accusés d'avoir voulu l'assassiner à la barre du conseil des Cinq-Cents. Quoique le fait fût peu prouvé, on l'avait admis sans peine. Cependant cette façon de procéder contre eux ressemblait trop à celle qu'on avait employée à la journée du 18 fructidor, contre des hommes, honneur de la tribune, de la magistrature et de l'armée.

Il s'était formé une sainte ligue contre les lois révolutionnaires. On ne pouvait en trouver une qui fût plus antijuridique ni qui portât un coup plus mortel à cette liberté civile, première égide du citoyen.

Les réclamations furent unanimes, pressantes, et partirent surtout des rangs de ceux-là mêmes qui voyaient tout leur salut dans la nouvelle révolution. Il leur paraissait odieux de faire tourner contre leurs ennemis des armes condamnables dont ceux-ci leur avaient montré

l'usage. Plusieurs de ceux qui étaient portés sur la liste nouvelle, avaient été signalés comme massacreurs du 2 septembre; mais leur crime n'avait pas été légalement constaté; d'autres avaient rempli le même office de bourreaux dans les comités et des tribunaux révolutionnaires; mais on n'admettait pas que l'on pût après un assez long intervalle, après des amnisties successives, mettre hors la loi ceux mêmes qui s'étaient mis hors l'humanité.

La prudence venait confirmer ces réclamations qui n'étaient pas sans générosité. Dans ce choc perpétuel de mouvements révolutionnaires, ne voyait-on pas que les amis de la veille pouvaient le lendemain être traités comme des ennemis? Le plus sûr était de briser cette arme funeste à tous. Bonaparte craignait d'irriter un parti modéré dont l'appui lui devenait plus que jamais nécessaire. Sieyès, chez qui la haine avait plus de tenacité, parut d'abord se montrer inflexible, mais son pouvoir déclinait tellement qu'il était dangereux pour lui de paraître le seul provocateur des proscriptions en masse. Il céda, et la déportation fut commuée en un exil dans des villes de France.

CHAPITRE III.

CONSEILLERS ET FAMILLE DE BONAPARTE.

SOMMAIRE.

Retraite de Sieyès et de Roger-Ducos.—Élévation des consuls Cambacérès et Lebrun.—Portraits des deux ministres Talleyrand et Fouché et de deux personnages qui vont avoir de grandes influences sur les événements, Rœderer et Regnault (de Saint-Jean d'Angely).—Famille du premier consul.— Ses frères Joseph et Lucien. — Ses sœurs, son épouse et sa mère. — Anecdotes diverses. — Quelques aperçus sur l'esprit français à cette époque.

(1800.)

Sieyès avait compris l'impossibilité d'une lutte avec un général qui se trouvait à la fois l'homme du peuple et de l'armée. Il avait vu ses amis, j'aurais plutôt dû dire ses partisans, l'abandonner et courir au-devant de son rival, dès que celui-ci eut fait connaître sa ferme volonté. Il assistait encore aux séances de la commission constituante; mais il était rentré dans ce silence boudeur par lequel il avait cru souvent témoigner la supériorité de son génie. Il voyait avec une impassibilité dédaigneuse son ouvrage semi-monarchique, semi-aristocratique, servir de base au régime absolu le plus complet.

Bonaparte, satisfait de cette soumission chagrine qui le délivrait d'une concurrence incommode, la payait avec assez de munificence. Il lui abandonnait ce qui restait en caisse du traitement personnel des directeurs, et de plus il voulait lui faire décerner, à titre de récompense nationale, un magnifique domaine, la terre de Crosne, située à la proximité de Paris. L'offre fut acceptée avec une jubilation secrète. Tel fut le salaire d'un homme qui avait, non sans habileté et sans courage, préparé une révolution dont un autre recueillait les fruits (1).

L'autre consul, Roger-Ducos, modeste comme il lui convenait de l'être, se contenta de la dignité assez lucrative de sénateur. Sieyès, qui avait imaginé le système d'absorption pour son magistrat suprême, se laissa tranquillement, mais non sans humeur, absorber dans le sénat ; il en avait nommé presque tous les membres, et pourtant il ne put amener ce corps à une opposition d'une couleur un peu décidée.

(1) Ce marché donna lieu à une épigramme qui fut attribuée au poëte Le Brun, mais qu'il n'osa pas trop avouer, la voici :

Sieyès à Bonaparte à fait présent d'un trône,
Sous un débris pompeux, il crut l'ensevelir.
Bonaparte à Sieyès à fait présent de Crosne,
Pour le payer et l'avilir.

Il est vrai que ses tentatives pour cet objet furent faibles et suivies sans vigueur. Il parut se résigner à une vie indolente, mais trop chagrine pour être épicurienne ; ce que l'on conçoit peu, c'est que, dans une si longue retraite, il ne s'occupa pas même d'écrire des mémoires pour recommander son nom à la postérité. Dès lors fut établie une démarcation tranchante entre le premier consul qui fut tout, et deux autres consuls, qui ne rappelèrent pas même le faible pouvoir des consuls romains sous les empereurs (1).

Bonaparte choisit avec un profond discernement les deux magistrats dont il allait faire son bureau de consultation.

L'un fut Cambacérès, qui, déjà sous la Convention, s'était exercé à toutes les sinuosités de la ligne oblique. Elle lui avait servi à passer à travers les écueils que présentait cette assemblée

(1) Ce triumvirat de consuls, si prodigieusement inégal en pouvoirs, fut à Paris l'objet de mille plaisanteries : en voici une assez piquante. Mademoiselle Contat, excellente et spirituelle comédienne, jouait à la bouillote dans une société : trois cartes de même valeur, trois as, trois dames, trois rois, trois valets, y forment ce qu'on a nommé un brelan. Un des joueurs accuse un brelan de dames : « J'ai gagné ! s'écrie l'actrice ; j'ai brelan de consuls ; » et elle montre un roi accompagné de deux valets. Ce mot fut rapporté au premier consul ; il ne put s'empêcher de lui accorder un sourire.

si funeste à tous ceux qui voulaient y jouer un rôle. Il y avait eu de l'ambiguité jusque dans son vote sur la mort du roi. Bonaparte aimait à le railler sur ce sujet et lui disait quelquefois avec une gaieté blessante : « J'en suis fâché, » mon pauvre Cambacérès; mais si les Bour- » bons revenaient, vous seriez pendu. » J'imagine que le sourire du second consul était alors un peu forcé. Il n'en jouit pas moins d'une faveur inaltérable sous le consulat et sous l'empire, ce qui prouve que Bonaparte reconnaissait en lui une sagacité rare et qu'il en recevait des conseils judicieux, il y ajoutait d'habiles expédients. Par une élocution nette et précise qui rencontrait quelquefois l'élégance, il résumait fort bien une discussion compliquée. Comme les idées et les images affluaient dans les paroles saccadées du premier consul, il était difficile d'y mettre de l'ordre. C'était un soin que remplissait à merveille Cambacérès, aussi bien que le secrétaire d'état Maret, ingénieux et immuable interprète des volontés du premier consul.

Cambacérès, que nous allons bientôt appeler le prince, avait pour premier don d'être un jurisconsulte distingué et surtout d'avoir une prudence pleine de finesse; par là, il contribua beaucoup à l'une des premières gloires de ce rè-

gne, le Code civil. La gravité un peu empesée de ses manières répondait à son nouveau titre; mais il s'en éloignait beaucoup par ses mœurs et même par quelques ridicules. Je n'ai point vu d'homme d'esprit et de sens jouir avec une béatitude plus niaise des décorations extérieures du pouvoir. Il se pavanait dans son brillant costume jusque sous les galeries du Palais-Royal, alors inondées d'un flot de beautés mercenaires. Cependant trois ou quatre de ses amis, qui s'étaient transformés pour lui en chambellans officieux, tâchaient de faire bonne garde autour de sa dignité (1).

Sa table splendide et délicate contribuait à grossir le nombre de ses courtisans. Il ménageait son crédit, l'employait avec discernement, souvent avec équité. Il avait fait respecter sa fidélité dans l'accomplissement de ses promesses.

(1) Un journaliste d'humeur satirique, Isidore Langlois, avait fait un tableau assez plaisant, mais fort leste, de la première apparition du consul Cambacérès, avec l'habit rouge qui tenait à son costume, dans sa promenade favorite du Palais-Royal. Le journal fut supprimé le lendemain. Il est juste de dire que ce personnage montra depuis beaucoup plus de tolérance. Ce qu'il y a de certain, c'est que les plaisanteries et les quolibets le suivirent dans tout le cours de sa gloire consulaire ou princière.

Le second consul d'un ordre inférieur était Lebrun, ancien membre de l'Assemblée Constituante et vétéran du parti modéré. Dans le commencement de sa carrière, il avait prêté sa plume correcte, élégante et précise, aux préambules des édits du chancelier Maupeou, pour la dissolution des parlements. Ce n'était pas là un titre de faveur auprès de l'opinion publique, mais c'en était un aux yeux du premier consul, exempt, comme on peut le croire, de tout préjugé contre l'autorité absolue. C'était un littérateur recommandable; sa traduction de la *Jérusalem délivrée* brillait par l'élégance et le naturel; celle de l'*Iliade* avait le défaut d'une emphase recherchée, fort antipatique au génie simple et vigoureux du prince des poëtes. Ses mœurs étaient pures, ses manières aimables et distinguées. Il venait de montrer du courage dans le conseil des Anciens contre les fauteurs de l'anarchie et les résurrecteurs du *terrorisme*. La qualité éminente de son esprit était une rédaction facile, élégante et noble. Rien de plus brillant que les résumés qu'il traçait souvent des opérations et des bienfaits du premier consul. Son style vif et précis les rendait présents à la reconnaissance publique. Comme il avait dirigé le comité des finances sous l'Assem-

blée Constituante, il était alors un des hommes les plus versés dans cette science. Il contribua beaucoup à y rétablir un ordre qui devint la source des prospérités du consulat. Il était habilement secondé dans ce soin par le ministre des finances Gaudin. Il trouva un auxiliaire encore plus distingué dans M. Mollien, qui fut créé plus tard ministre du trésor public. Comme Bonaparte avait évidemment le génie de l'ordre. et la capacité des détails administratifs, il est juste de lui attribuer une part principale dans une réforme qu'avant lui on jugeait presque impossible.

Je parlerai suivant l'occasion des ministres du premier consul; mais il en est deux qu'il est bon d'introduire avec plus de soin sur la scène, et dont la physionomie se distingue au milieu de cette uniformité d'obéissance. L'un et l'autre eurent une grande part au mouvement qui l'investit de l'autorité absolue, et une plus marquée au mouvement qui l'en fit descendre. Je veux parler de M. de Talleyrand, ministre des affaires étrangères, et du conventionnel Fouché, ministre de la police.

L'abbé de Talleyrand Périgord, que la révolution trouva évêque d'Autun et membre influent, mais non orateur distingué, de l'assem-

blée Constituante, était un de ces hommes à qui la nature même semble avoir imprimé le sceau du diplomate. On eût dit qu'elle l'avait formé avec prédilection pour le faire passer avec dextérité à des rôles contraires, et présider avec calme à des révolutions. Il était d'une ancienne famille. Un accident l'avait rendu boiteux dans son enfance, ce qui fut cause que ses parents lui imposèrent l'état ecclésiastique, en dépit de ses inclinations peu canoniques. L'école philosophique vit en lui un adepte qui lui convenait à merveille; elle le flatta, il y répondit par de gracieuses avances. Il pressentait que là était l'avenir de la nation. Nommé agent du clergé pour son revenu temporel, il signala son intelligence dans les spéculations d'affaires. Il parut à l'assemblée Constituante avec le titre, mais non avec le caractère d'évêque. Sa défection aux intérêts de son ordre fut signalée entre toutes, puisqu'il ne craignait pas de prendre l'initiative de la dépossession des biens du clergé. Il ne renonça point pourtant à officier, en qualité d'évêque, à la magnifique et touchante cérémonie de la fédération du 14 juillet. Il sut s'en tirer avec bienséance. C'était un ami de Mirabeau ; il paraissait exercer sur lui l'ascendant d'un grand seigneur et d'un

esprit fin et caustique. Il connaissait le faible du héros de la révolution, et ce fut lui qui décida l'éloquent tribun à se ranger secrètement au parti de la cour, qui les ménageait l'un et l'autre, tout en les détestant. Après la fatale et prématurée dissolution de l'assemblée Constituante, M. de Talleyrand se fit nommer ambassadeur de France en Angleterre. C'était un port qu'il s'assurait dans un naufrage qu'un esprit aussi exercé devait prévoir. Il échappa ainsi aux proscriptions qui enveloppèrent la plupart de ses collègues. Il passa en Amérique, et à son retour il sembla prendre à tâche de dissiper les rêves d'âge d'or que notre imagination s'était formés sur la république naissante. Il nous convainquit que tout chez ce peuple n'était pas formé suivant le modèle des Franklin et des Washington. Il n'y avait pas un homme plus redoutable aux illusions que M. de Talleyrand. Ce fut sous le règne du farouche Directoire qu'il obtint son rappel en France : il le dut aux pressantes sollicitations de son amie madame de Staël ; elle décida Marie-Joseph Chénier à faire un rapport en sa faveur. Cette femme célèbre était alors très-inquiète et même très-irritée du mouvement royaliste qui paraissait emporter l'opinion publique. M. de Talleyrand entra dans ses vues. Madame de Staël lui

avait ménagé un puissant appui dans le directeur Barras. Bientôt il fut nommé, sous un tel régime, ministre des relations extérieures, ce qui parut une étrange dissonnance. Plusieurs de ses amis politiques étaient déportés ou menacés de l'être. Il ne réclama pour aucun d'eux, mais au fond du cœur il leur conservait de l'intérêt; et il attendait le moment pour un grand coup d'état tout à fait inverse du 18 fructidor. Sa dextérité, et surtout l'impassibilité apparente qui régnait sur sa figure et dans toutes ses paroles, le maintinrent au ministère presque jusqu'à la fin du règne du Directoire; mais, fatigué des brutalités du directeur Rewbel et de la révolution vandale que celui-ci avait opérée en Suisse, fatigué encore plus d'une anarchie qui n'avait plus de terme, il se lia secrètement avec les frères de Bonaparte; et les renseignements positifs qu'il donna décidèrent le guerrier à revenir en France pour saisir l'empire d'Occident, lorsque celui d'Orient lui échappait par la levée du siége de Saint-Jean d'Acre.

M. de Talleyrand, quoique déjà un peu avancé en âge, quoique boiteux, pouvait être considéré comme un Alcibiade diplomatique. Toute espèce de régime semblait lui convenir; il gardait pourtant une prédilection secrète pour la monarchie

représentative. Sa moquerie offensait rarement celui qui en était l'objet. C'était, comme on l'a dit de Pétrone, le suprême arbitre de l'élégance. Quand elle s'éclipsait, il la rappelait avec une fine discrétion ; quand elle tendait à renaître, il la prononçait avec faste. Il avait la religion du bon goût ; c'était celle dont il se piquait le plus.

Ses traits étaient gracieux, malgré l'immobilité de sa figure. Il pénétrait d'un seul mot la pensée de son interlocuteur ; et celle qu'on voulait lui cacher avec soin était la première qui s'offrait à son coup d'œil observateur ; il la faisait tout doucement éclore par quelques flatteries. Il excellait à faire parler les autres, et, pour lui, il se réservait de parler tard, avec esprit et avec effet. Il couvait assez longtemps une saillie qui paraissait lui échapper ; elle volait de bouche en bouche, et bientôt ce fut un calcul pour tous ceux qui voulaient mettre en vogue un mot plus ou moins spirituel, que de l'attribuer à M. de Talleyrand. Malgré de telles apparences, il y avait profondeur et ténacité dans ses desseins. Ceux mêmes qui ont pu l'observer de près ont pu remarquer en lui quelque éclat subit de la passion. Après les grands événements qu'il dirigea dans des circonstances fatales, personne ne peut

lui contester les qualités d'un esprit supérieur (1).

(1) Je crois devoir encore ajouter quelques traits au portrait d'un personnage qui devait avoir, surtout après la chute de son maître, une grande et salutaire influence sur nos destinées. Il ne faudrait pas le juger d'après l'épigramme cruelle que Marie-Joseph Chénier lança contre lui. La voici :

L'adroit Maurice, en boitant avec grâce,
Au plus dispos donnerait des leçons :
A front d'airain unissant cœur de glace,
Il fait toujours son thème en deux façons.
Dans le parti du pouvoir arbitraire
Furtivement il glisse un pied honteux ;
L'autre est tourné vers le parti contraire,
Mais c'est celui dont Maurice est boiteux.

Cette épigramme fort piquante offre, suivant l'usage, l'exagération du blâme commune aux productions de ce genre. Le mot *front d'airain* désigne l'impudence, et M. de Talleyrand observait les convenances autant que ses positions diverses et contrastantes pouvaient le permettre. Il n'était point d'ailleurs un cœur de glace ; il avait plus qu'aucun diplomate peut-être le don de cacher ses émotions, mais il était susceptible de passions assez vives. Un de mes amis, qui lui a entendu lire une partie de ses mémoires, dont il a ajourné la publication à un assez long terme, m'a dit que le tableau de sa jeunesse le présentait comme un assez brillant étourdi. Amoureux, lorsqu'il était au séminaire, d'une jolie actrice de la Comédie-Française, qui s'appelait mademoiselle Luzy, il franchissait fort lestement, lui boiteux, les murs du séminaire pour voler vers elle. Je veux réfuter ici une autre injustice contenue dans cette épigramme. M. de Talleyrand n'était point ami du pouvoir arbitraire, quoiqu'il s'y soumît

Le conventionnel Fouché offre aussi un caractère distinct qui ne peut échapper à l'histoire. Il était entré jeune dans cette congrégation de l'Oratoire, qui parut d'abord comme une succursale adoucie de Port Royal, et qui devint plus tard une succursale réservée de l'école philosophique. La révolution le trouva confiné dans le paisible emploi de professeur, qu'il exerça quelques années. Il en sortit avec impatience pour entrer dans les voies les plus âpres de la révolution. Rien, dans son caractère facile, dans ses manières engageantes, dans son esprit fin et subtil, n'annonçait la moindre disposition au fanatisme. Une fausse philosophie lui fit embrasser une politique encore plus fausse et plus désastreuse. Il servit les passions de la *Montagne* sans en être vivement atteint. Il vota la mort du roi, sévit contre les Girondins, et prit part à des missions sanglantes. Il accompagna quelque temps à Lyon Collot-d'Herbois, qui saisissait avec une joie barbare l'occasion de se venger des sifflets qui avaient

de bonne grâce sous le règne consulaire et impérial. Membre important de l'assemblé Constituante, il y partageait les principes de Mirabeau, et surtout ceux que ce grand orateur manifesta dans la seconde et la meilleure moitié de sa carrière politique; il eut le bonheur de les faire prévaloir sous la restauration et au travers d'une époque désastreuse.

accueilli dans cette ville le comédien boursoufflé; il tenait à prouver qu'il jouait, avec une vérité profonde, les rôles de tyran.

Ce terrible Collot, membre du comité de salut public, exerça dans cette ville la suprématie du crime. Il eut l'invention des massacres à la mitraille, et l'horreur s'en reporta toute entière sur lui. Fouché fut un des premiers qui, après la mort de Danton, osèrent concevoir le projet de renverser Robespierre et de rallier contre lui la *Montagne* effrayée. Le tyran, qui discernait ses ennemis du coup d'œil le plus sûr, dénonça plusieurs fois Fouché aux Jacobins, et l'on regarda comme un signe de son pouvoir décroissant que l'échafaud ne suivît pas de près une dénonciation sortie de sa bouche. Un mouvement intrépide et désespéré valut à Tallien la gloire et les fruits de la journée du 9 thermidor. Fouché en conçut un vif dépit, car il réclamait l'honneur d'avoir conduit et combiné de loin tous les éléments de cette révolution. En butte, à son tour, à la colère des thermidoriens, il fut obligé de se cacher quelque temps. Bientôt il fit remarquer un changement profond dans sa politique. Devenu ministre de la police dans la dernière année du Directoire, il se montra le surveillant habile et l'adversaire inflexible des Jacobins, qui, dans le club du Ma-

nége, menaçaient du retour de leur règne et de leurs fureurs. Il le fit fermer avec courage. On fut étonné de lui devoir cet important service. La facilité avec laquelle il opéra cette dissolution annonça un homme qui savait joindre la vigueur à la dextérité. J'ai dit, dans mes *Dix années d'épreuves*, que je lui dus, six semaines avant le 18 brumaire de sortir d'une prison où j'avais passé deux ans, depuis la journée même du 18 fructidor. Et pourtant il ne me connaissait que par des écrits et des actes où je m'étais montré très-hostile à son parti. Il s'attacha à la fortune de Sieyès, et ne fut point étranger aux intrigues par lesquelles ce directeur invita d'abord le général Joubert, et ensuite le général Moreau, à se mettre à la tête d'un mouvement contre le Directoire et la majorité des Cinq-Cents. Mais, dès qu'il se vit en présence de Bonaparte, il comprit que c'était là l'homme de nos destinées. Il prépara le 18 brumaire comme il avait préparé le 9 thermidor; mais ici l'effort était plus facile. Bonaparte voulait commencer un règne de clémence, et il ne craignit pas d'en confier l'exécution à un homme qui était convaincu que les proscriptions étaient devenues l'arme la plus inutile et la plus funeste à ceux qui voudraient y recourir.

Une autre pensée s'offrait à la politique du dictateur. Par un tel choix il semblait offrir un protecteur au parti révolutionnaire, qu'il ne fallait pas trop alarmer, et en même temps il lui imposait le surveillant le plus habile à connaître et à déconcerter ses manœuvres, et à séduire ceux des chefs qui sembleraient disposés à vendre, pour des honneurs lucratifs, l'abjuration de leurs sentiments et de leurs scrupules politiques.

La finesse poussée jusqu'à l'astuce était l'attribut de Fouché. Bonaparte en possédait les ressources, mais il la masquait sous la grandeur. Ces deux hommes se devinaient. Il s'agissait de faire succéder l'éblouissement à la terreur, et quoique Fouché eût été ministre de l'une, il pouvait aussi être un utile ministre de la séduction.

Entre les personnages dont la physionomie se distingue un peu dans ce régime uniforme, il en est deux qui, sans avoir été élevés au ministère, secondèrent très-activement et modifièrent quelquefois les pensées du maître. C'étaient deux membres encore assez jeunes de l'assemblée Constituante, l'un Rœderer, et l'autre Regnaud de Saint-Jean d'Angely, tous deux fort utiles aux desseins du premier consul par la flexibilité de leurs opinions politiques et l'art avec lequel

ils les coloraient. Rœderer excellait à les couvrir d'un vernis philosophique. Il brillait par l'analyse.

Écrivain courageux, il s'était montré dans la journée du 10 août un magistrat fort timide ou fort irrésolu, à en juger par le désastrueux conseil qu'il donna au monarque. Depuis le consulat ses idées monarchiques ne cessèrent plus de s'exalter. Il les exprimait d'une manière si peu déguisée, si tranchante, que le premier consul craignait de voir toujours compromis le secret de sa pensée et se gardait de lui montrer une faveur trop éclatante. Quand les jours de l'empire arrivèrent, Napoléon ne trouva que d'assez mesquines récompenses pour celui qui en avait été le plus actif promoteur et auquel il devait la savante organisation de l'ordre administratif, l'un des chefs-d'œuvre du consulat.

Regnaud de Saint-Jean d'Angely se piquait moins de profondeur, mais il avait défendu avec plus de zèle et de courage la cause presque désespérée de la monarchie et de Louis XVI. Son talent avait grandi, son élocution facile et quelquefois brillante tirait un grand charme d'une physionomie heureuse et d'un organe aussi pur, aussi pénétrant que sonore. Il était curieux de voir avec quelle assurance un peu hautaine ces

deux conseillers d'état, couverts d'un brillant costume et l'épée au côté, se présentaient soit devant le corps législatif, soit devant le sénat. L'orgueil du maître respirait tout entier dans ces deux mandataires, et les autres conseillers d'état se conformaient de leur mieux à ces manières impérieuses. Si quelques pauvres tribuns, dans le débat ouvert, se hasardaient à réchauffer quelques principes de la vieille révolution, ou même d'un libéralisme mitigé, il fallait voir avec quel dédain amer ils étaient réfutés par ces deux présidents du conseil d'état.

Encore un mot sur Regnaud de Saint-Jean d'Angely. C'est un portrait que Saint-Simon eût tracé avec sa joie maligne et sa sévérité janséniste; pour moi, je me borne à peindre en lui un type assez rare de *l'homme multiple, ondoyant et divers, suivant l'expression de Montaigne*. Il cédait quelquefois à des accès de violence, dont il avait à déplorer amèrement les suites. Le plus souvent il montrait une courtoisie pleine de grâce, et, ce qu'il y avait de mieux, une obligeance active, sincère et courageuse. Il était également infatigable dans les affaires et dans les plaisirs. Quelquefois vous auriez cru voir en lui un héros de sentiment, tel qu'ils étaient à la mode un peu avant la révolution. D'autres

fois il était momentanément emporté par ses fougues voluptueuses. C'était un ami sûr et un ennemi peu actif, peu dangereux. Il louait volontiers et blâmait sans amertume. Loin de Bonaparte, il était un homme libre et d'un sens aussi fin que profond; en sa présence, il était subjugué, ébloui, et devenait en quelques minutes l'interprète le plus spécieux de volontés qui, tout à l'heure, avaient causé ses vives alarmes ou même sa réprobation. Je n'ai vu aucun homme prédire avec plus de certitude et de douleur la catastrophe qui termina le règne du conquérant; et peut-être l'eût-il prévenue, si Napoléon avait eu la patience d'écouter des représentations si justes, si sincères, ou si le conseiller d'état avait eu le courage d'y insister fortement.

Rœderer et Regnaud de Saint-Jean d'Angely étaient les plus impérieux des organes du pouvoir; mais Rœderer y portait une morgue qui lui était naturelle, l'autre une morgue de convention qu'atténuaient des paroles flatteuses. Sa figure ne tardait pas à s'épanouir; celle de Rœderer restait sombre. Mais, sous ces dehors sévères, il était fidèle à l'épicurisme dont il avait vu le règne.

On pouvait s'étonner que, dans cette grande distribution d'emplois, un poste éminent n'eût

pas été réservé à Lucien Bonaparte, à l'homme dont le caractère et le talent avaient le plus brillé dans la journée de Saint-Cloud. Comme président du conseil des Cinq-Cents, sous les cris d'une assemblée furieuse qui brûlait de proscrire celui qu'elle appelait le violateur du sanctuaire des lois et le nouveau Cromwell, il avait rappelé l'immobilité intrépide de Boissy d'Anglas, et fait manquer ce terrible quart d'heure ou le *hors la loi* se prononce, en s'écriant avec l'accent du cœur; « Non! nulle force » humaine ne me forcera à mettre hors la loi mon » frère, honneur de la patrie! » Echappé lui-même au danger le plus pressant et rendu à ce frère de la tête duquel il venait de détourner le glaive législatif, il avait, par un discours enflammé de l'amour fraternel et du sentiment d'une gloire qui rejaillissait sur lui et sur toute l'armée, entraîné les gardes mêmes du Directoire à disperser avec ignominie ce corps législatif dont il était le président. Le héros d'Italie, quoiqu'il possédât au suprême degré l'éloquence militaire, n'avait pas exercé autant d'empire sur les soldats et les avait laissés indécis. Ce service était tel qu'il mettait l'orgueil en souffrance chez un homme qui n'aimait pas à être surpassé. La récompense se fit attendre.

Le ministère de l'intérieur convenait à merveille à Lucien Bonaparte, qui avait, comme son frère, une vive passion pour les monuments des arts, avec une vocation littéraire plus prononcée. Il ne lui fut pas donné d'abord. Le choix du premier consul tomba sur un savant. C'était rappeler le soin délicat avec lequel il avait joint à son titre de général de l'armée d'Égypte celui de membre de l'Institut.

Ce savant était Laplace, auteur du grand et mémorable ouvrage, nommé un peu fastueusement *Système du monde*. Le successeur de Newton se trouva comme lui très-peu propre au mouvement politique. Son indécision était extrême. Il hésitait et se consumait d'angoisses, avant d'engager sa signature sur des affaires d'une légère importance. Rien n'était plus antipathique au caractère du général que cette lenteur dans l'expédition des affaires et dans l'exécution de ses ordres absolus. Bonaparte parut se faire un reproche de dérober un tel homme à l'étude des mystères de la création, et congédia poliment son illustre confrère de l'Institut.

Lucien Bonaparte fut appelé à un emploi qui, outre ses attributions directement politiques, paraissait le faire présider à tout le mouvement intellectuel de la France. Lucien remplit ce

ministère avec zèle, avec discernement, et n'aurait pas manqué de lui donner de l'éclat dans le cours des prospérités merveilleuses de son frère ; mais celui-ci l'en détourna bientôt pour lui donner en Espagne une mission importante sans doute, mais qui le faisait descendre.

Quant à Joseph, l'aîné des frères, il inspirait, par l'aménité de son caractère, par sa facile confiance, et surtout par la médiocrité de ses talents, une amitié moins ombrageuse et plus communicative à son tout-puissant frère. Comme son ambition était fort modeste et se bornait presque au succès d'un homme aimable et assez agréablement lettré, il n'y avait nul danger à le placer bien haut ; aussi fut-il porté, au bout de quelques années, par la fortune toujours croissante du général, sur le trône de Naples ; et comme si ce n'avait été qu'un trop mince héritage pour le fils aîné d'un gentilhomme fort obscur de la Corse, il fut bientôt élevé jusqu'au trône d'Espagne, dont Charles-Quint et son perfide fils avaient fait l'épouvantail de l'Europe.

Deux jeunes frères du premier consul, deux rois futurs, Louis et Jérôme, attiraient à peine l'attention. Louis ne décorait d'aucun éclat extérieur un caractère grave et un peu mélanco-

lique, un esprit réfléchi, un grand fonds de rectitude et de probité. On lui destinait la main de la belle-fille du premier consul, mademoiselle Hortense de Beauharnais, jeune personne chez qui tout plaisait, tout intéressait, sans avoir rien d'éblouissant. Cependant la sympathie se prononçait peu et ne fut jamais complète entre ces époux. Jérôme était d'un caractère dissipé et peu fait pour soutenir l'éclat d'une si subite et si haute fortune.

Une mère judicieuse, madame Létitia Bonaparte, veillait sur cette famille de rois, de reines et de princesses. La mère du plus ambitieux des hommes était complétement exempte de cette passion. Elle bornait son crédit et n'en faisait que le plus discret usage. Plus la fortune élevait ses enfants, plus elle paraissait jeter un coup d'œil inquiet sur leur avenir, et dans son économie exacte, sans être sordide, elle avait l'air de leur ménager des ressources.

Parmi les sœurs du premier consul, je distingue d'abord celle qui était appelée à devenir reine.

Caroline Bonaparte était alors fort jeune, d'une beauté assez remarquable, et surtout par l'éclat et la pureté de son teint. Elle paraissait douée de cet esprit sérieux qui annonce le tra-

vail précoce de l'ambition. Le général Murat venait d'obtenir, en recevant la main de cette brillante sœur du premier consul, le prix de l'immense service qu'il avait rendu à Bonaparte dans la journée du 19 brumaire, en forçant le premier la salle du conseil des Cinq-Cents.

La dot de mademoiselle Caroline Bonaparte avait été fort modeste. M. de Bourienne ne l'évalue qu'à 30,000 francs. Un tel fait serait assez digne de la vie d'Épaminondas et de Scipion; mais ceux-ci ne montèrent point sur le trône. Il est vrai que, pour couvrir la modicité d'une tel dot, le premier consul avait exigé de Joséphine qu'elle cédât une partie de ses diamants à sa jeune belle-sœur, sacrifice accompagné de quelques pleurs qui ne rétablit point la bonne intelligence entre ces deux dames. La couronne de Naples couvrit depuis assez amplement l'exiguité de la dot donnée à la sœur du premier consul.

Élisa Bonaparte, l'aînée des sœurs, n'était point belle, mais elle avait de l'esprit, de l'instruction et du goût pour les lettres. Ses regards s'étaient arrêtés avec complaisance sur un littérateur distingué, M. de Fontanes, qui, jusque-là, ballotté par les vents contraires de la révolution, n'avait encore acquis qu'une renommée secondaire. Sa fortune, sous un tel patronage,

suivit des degrés rapides. Élevé bientôt au poste de président du conseil des Cinq-Cents, avec le privilége d'en être le seul organe, il sut, par la noblesse et l'élégance continue de sa parole et surtout une fois par un silence que le courage rendait éloquent, prêter un souffle de vie à ce corps inanimé. Élisa Bacciochi, c'était le nom de son époux, eut à se contenter d'abord de la principauté de Lucques, et ensuite de l'héritage des Médicis.

Madame Leclerc, autre sœur du premier consul, aurait pu prétendre au plus magnifique partage, si le prix avait été donné à la beauté. Ses traits et sa taille étaient à la fois d'une régularité rare et d'une délicatesse exquise, en sorte que les artistes voyaient en elle tantôt le type grec et tantôt le type français. Son esprit était peu cultivé, peu saillant, surtout peu sérieux. Facile dans ses liaisons, elle cédait volontiers au caprice, et ses choix s'en ressentaient. Sa coquetterie était d'un ordre assez vulgaire. On croit qu'elle ne ressentit ni n'inspira de passion profonde, malgré tout l'éclat de ses charmes. C'était une femme légère et souvent inconsidérée (1). Après la mort du général Leclerc,

(1) Madame Leclerc, devenue la princesse Borghèse, étant à Rome eut recours aux talents du célèbre sculpteur Canova.

qu'elle suivit dans la malheureuse expédition de Saint-Domingue, elle fut longtemps malade. Sa fortune s'arrêta à une brillante alliance avec le prince Borghèse, non sans quelque dépit de voir ses sœurs placées bien plus haut qu'elle.

Les frères du général vivaient dans une mésintelligence assez ouverte avec madame Bonaparte. Pendant l'expédition d'Égypte et peut-être même auparavant, ils avaient donné à leur frère des renseignements assez fâcheux sur la conduite de madame Bonaparte, et particulièrement sur ses liaisons avec le général Murat. Le brillant militaire avait en effet les prétentions d'un homme à bonnes fortunes, et, dans sa pétulance et sa vanité gasconne, il trahissait un mystère qu'il avait l'air de cacher soigneusement. Peut-être les soupçons jaloux de Bonaparte contre sa femme avaient-ils été excités par ses sœurs ; il est certain qu'il en parut fortement imbu à son retour d'Égypte et que des amis communs craignirent un fâcheux éclat. Mais

Celui-ci ne lui accorda pas un vêtement de plus qu'aux déesses de l'Olympe, que son ciseau faisait renaître. Étonnée de cette nudité artistique, une dame anglaise ne put s'empêcher de lui dire : « Eh quoi ! votre altesse impériale a pu poser ainsi ? — Oh ! reprit l'insouciante princesse, j'avais eu soin de bien faire chauffer l'appartement. »

une conspiration flagrante contre le Directoire l'en détourna prudemment. Bientôt tous les nuages se dissipèrent. Il avait eu pour Joséphine autant de passion qu'il est donné à un ambitieux d'en ressentir. Le temps et des soins de la plus haute nature et des fantaisies qu'il est si facile à l'homme puissant de satisfaire avaient affaibli cet amour; mais nulle femme ne remplaça Joséphine dans son cœur. Il goûtait dans son commerce un repos plein d'agrément. Avare de son intimité, il lui était doux et nécessaire de s'y abandonner quelquefois. La futilité de son aimable compagne ne lui déplaisait pas, car elle lui ôtait la crainte d'être dominé. Il devait tout à Joséphine, car elle lui avait apporté en dot le commandement de l'armée d'Italie, première base du trône auquel l'élevèrent concurremment son génie et sa fortune. L'aimable veuve du malheureux et brillant comte de Beauharnais exerçait beaucoup d'ascendant sur le directeur Barras. On ne sait pas précisément si son crédit précéda, suivit ou accompagna celui de madame Tallien auprès du même personnage. Il y avait une assez grande disproportion entre les moyens de séduction de ces deux dames. Madame Tallien était d'une beauté ravissante. Sa bonté, qui devint un moyen de salut pour la France et pour

l'humanité, était soutenue par des grâces persuasives, un brillant enthousiasme, et par toute l'éloquence qui s'échappe du cœur des femmes quand la pitié les inspire. Madame de Beauharnais n'était qu'une jolie femme, d'un commerce agréable, facile et obligeant. Elle avait à réparer pour sa beauté quelques outrages du temps ; elle y parvenait à force d'études. Sa toilette lui coûtait autant de soins qu'un plan de bataille à son époux. Bonaparte qui, au commencement de sa carrière, conservait les souvenirs de ses lectures favorites, *Werther* et *Ossian*, ressentit ou crut ressentir une vive passion pour la femme qui lui ouvrait la carrière d'une gloire immense. On prétend qu'il l'exprima en termes brûlants, mais ce genre d'éloquence était alors très-commun parmi les lecteurs passionnés de *la Nouvelle Héloïse*.

Madame Bonaparte et sa petite cour devinrent une aimable décoration pour le règne actif et bienfaisant du premier consul. On aimait à lui attribuer une assez large part dans les nombreux actes de conciliation et de clémence qui signalèrent cette époque fortunée. Le dictateur favorisait cette opinion avec complaisance et délicatesse ; mais je crois que tout émanait de la puissance de sa volonté. Joséphine accueillait avec beaucoup de grâce les brillants généraux

et surtout leurs aides de camp, les artistes, les gens de lettres, tous ceux des hommes politiques auxquels la nature et la révolution n'avaient pas donné des manières farouches et grossières. Soit au palais du Luxembourg, soit même aux Tuileries, soit surtout dans la modeste et délicieuse retraite de la Malmaison, où il me semble qu'un homme si grand par lui-même était mieux logé qu'à Versailles, son salon était ouvert à des conversations enjouées et à des jeux familiers que la gaieté française est si prompte à inventer ou à renouveler. Fière encore d'avoir porté un nom nobiliaire d'autrefois, elle accueillait avec empressement, avec distinction des personnes de cette caste qu'elle croyait pouvoir façonner à la soumission au gouvernement consulaire et au culte du grand homme. Elle ne pouvait les préparer au gouvernement impérial dont elle n'avait pas reçu la confidence. De leur côté, les royalistes, avec cette crédulité présomptueuse qui a toujours caractérisé ce parti, se flattaient de préparer par cette entremise le retour des Bourbons. Le premier consul devinait leur pensée et s'en moquait. Jamais homme ne fut plus en garde contre l'empire des femmes. Il ne pouvait les aimer que sous la condition de leur nullité politique. Ses amours, à la fois volages,

impérieux, expéditifs, intéressaient si peu son cœur, qu'ils ne pouvaient compromettre en rien ses résolutions.

Joséphine était inconsidérée dans ses dépenses, aimait à visiter les magasins, prenait l'empire de la mode; elle plaidait pour les proscrits, secourait les pauvres avec un même cœur, souriait à la littérature légère, montrait un tact assez délicat pour les beaux-arts, et remplissait enfin toutes les conditions d'une jolie femme française. On s'habitua à la nommer la bonne Josephine, et ce nom lui a été conservé jusqu'à nos jours. Ses dépenses, fruit du caprice et de la coquetterie, excitaient souvent l'humeur de son époux, et lui firent quelquefois craindre de fâcheux éclats; mais alors elle redoublait de séduction, et le premier consul, qui avait des accès de bonhomie, jouissait de se voir si tendrement aimé.

La cour encore modeste et frivole de Joséphine devint bientôt ou le modèle ou l'image de toutes les sociétés parisiennes. L'élégance remplaçait agréablement le luxe et se prêtait à la gaieté que le luxe bannit.

Joséphine allait même jusqu'à se permettre des accès de jalousie et prenait ainsi l'initiative sur celle qui pouvait encore traverser l'esprit de

son époux. Mais comme le cœur de celui-ci était à peine effleuré dans ces fantaisies voluptueuses, elle revenait facilement à sa douceur, à sa grâce habituelle. Elle était superstitieuse et se plaisait à consulter ces sibylles mercenaires, repoussantes, qui lisent non plus dans les révolutions des astres, mais dans un jeu de cartes, les plus bizarres caprices du destin. Sa crédulité était motivée sur une prédiction dont l'accomplissement marchait à grands pas. On lui avait annoncé en termes plus ou moins ambigus qu'elle serait reine et plus que reine, mais que là finirait son bonheur. Comme la première prédiction fut faite à madame Bonaparte au milieu de l'éclat des victoires de son époux et de son ambition assez bien manifestée, on ne peut rien voir de merveilleux dans le talent divinatoire de la pythonisse. On prétend qu'elle ajouta que Joséphine mourrait sur un fumier, prédiction dont je conteste l'authenticité; car la sibylle aurait par là manqué son salaire et se serait fait chasser avec ignominie.

Cette faiblesse féminine gagna les dames de sa cour. J'oserais presque dire qu'elle gagna son glorieux époux; car, sans consulter les sibylles ni l'oracle de Jupiter Ammon, il finit par se croire l'homme du destin. On est tou-

jours un peu dupe de l'illusion qu'on s'attache à répandre.

D'aimables qualités faisaient oublier cette faiblesse chez madame Bonaparte. Sa conversation, sans être saillante, était agréable et de bon ton. Jamais un mot amer ne sortait de sa bouche. Elle aimait la littérature légère et les beaux-arts, surtout dans leurs productions les plus fines et les plus délicates. Son goût pour les fleurs l'avait amenée à des connaissances botaniques. Sa pitié était active et quelquefois généreuse, lorsqu'il s'agissait de modérer les préventions ou les ressentiments de son glorieux époux ; voilà pourquoi elle obtint un titre plus beau et plus durable que celui d'impératrice, celui de la bonne Joséphine.

On eût dit que Bonaparte avait rapporté parmi nous tout le merveilleux des fables orientales, et que les fictions les plus fantastiques allaient recevoir une étrange réalité. Je m'aperçois que ces éphémères grandeurs et tous ces rêves des Mille et une nuits ont un peu réagi sur mon imagination en retraçant ces portraits. J'ai anticipé sur les destinées de ces divers personnages ; mais c'est ainsi qu'elles se reproduisent à l'esprit de leurs contemporains.

Je ne crois point devoir m'excuser sur les

anecdotes que j'ai introduites dans ce chapitre, elles forment la physionomie d'un peuple et d'une époque. Les anecdotes sont le sel de l'histoire, mais il ne faut pas trop prodiguer ce sel, ni lui laisser trop d'âcreté.

CHAPITRE IV.

GRANDES MESURES POUR L'INTÉRIEUR.

SOMMAIRE.

La presse périodique réduite à l'état de privilége. — Retour des déportés et des exilés du 18 fructidor. — De plusieurs émigrés constitutionnels. — La vaccine introduite en France par le duc de la Rochefoucauld-Liancourt. — Généraux dévoués au premier consul. — Amnistie de la Vendée et de la chouannerie. — Deux exécutions sévères et imprudentes raniment la haine des chouans. — Serments de haine qui auront leur effet. — Sage reconstitution de l'ordre administratif et judiciaire.

(1800.)

La renaissance du 18 brumaire fut plus paisible et plus longtemps savourée que celle du 9 thermidor. La mort de Robespierre et la chute de sa tyrannie parurent, il est vrai, comme le signal d'une résurrection ; mais elle était cruellement incomplète. Nous étions heureux de survivre et de retrouver des êtres que nous croyions perdus pour notre amour ; mais nous restions mutilés, décimés, sur un champ de bataille couvert de nos morts. Ce moment donna lieu à des reconnaissances touchantes, à des scènes pathétiques. Les souvenirs de la tyrannie la plus sanguinaire qui fut jamais se tempé-

raient un peu par ceux des actes de dévouement. Les femmes, qui en étaient les principales héroïnes, nous apparaissaient plus grandes qu'elles ne le furent à aucune autre époque. Mais que de places laissées vides dans la famille! que de regrets pour tant d'hommes qui avaient été l'orgueil de la patrie et pour tant de jeunes gens qui en avaient été l'espoir! Chaque réunion nous rappelait un deuil, chaque plaisir un remords. Nous étions en même temps sollicités à des efforts généreux. Il fallait encore disputer presque chaque jour notre vie et celle de nos concitoyens. D'un autre côté, nous étions obligés de recourir à un genre de courage plus difficile et plus noble pour nous opposer à des actes de vengeance. Ils éclataient trop souvent dans l'ouest et dans le midi. Les victimes échappées entraient dans une barbare émulation avec leurs bourreaux, et nous fûmes révoltés par des massacres de prisons, c'est-à-dire, par le plus odieux degré d'une lâcheté sanguinaire. Sous la dictature nouvelle notre sécurité était complète. Un seul homme se chargeait d'y pourvoir, et n'aurait pas souffert que son action tutélaire fût entravée par un concours tumultueux et anarchique. Cette sécurité était telle qu'elle nous conduisait malheureusement à l'incurie politique, et nous ramenait à la

première frivolité de nos goûts, que nous étions charmés de reprendre. Nos plaisirs étaient simples, faciles et embellis, sinon par un grand éclat de luxe, du moins par l'élégance qui vaut mieux, et par la cordialité qui en est le premier charme.

Plus de combats, plus d'écrits, plus de discours. La presse comme la tribune étaient condamnées à une insignifiance uniforme; car un grand nombre de journaux avaient été fort arbitrairement et sans motif supprimés par ordre du premier consul; et comme une pareille mesure pouvait d'un moment à l'autre se répéter pour ceux auxquels on n'accordait qu'une existence précaire, la presse périodique devint un monotone écho des louanges prodiguées par le sénat, le corps législatif et le tribunat. Elle n'avait un souffle de vie que par la critique littéraire.

Le plus grande signe de l'accablante lassitude de l'opinion libérale, ce fut l'indifférence avec laquelle elle vit s'opérer cette servitude imposée à la presse périodique. Mais il faut convenir qu'elle avait reçu un coup plus accablant au 19 fructidor, par la suppression de soixante-dix journaux, et la déportation à Synamary prononcées contre leurs auteurs, propriétaires et rédacteurs. Depuis cette époque, les journaux

démagogiques avaient seuls profité d'un reste de liberté apparente, et encore avaient-ils été réprimés plusieurs fois par des actes plus arbitraires que juridiques. Cependant cette mesure, reçue avec une légèreté apathique, eut de graves conséquences. Le premier consul avait renversé d'un souffle la seule barrière qui pût le détourner encore du pouvoir absolu.

Une telle inactivité d'action et de pensée eût été un véritable supplice, si les images d'une récente anarchie, jointes aux souvenirs de la plus exécrable terreur, n'avaient été présentes aux esprits. Mais qu'avait-on besoin d'agir et de parler, quand le premier consul accomplissait chaque jour des vœux qu'auparavant on n'avait jamais osé exprimer sans la crainte de l'échafaud et de la déportation?

Le gouffre pestilentiel de Synamary avait été bientôt fermé.

Quel était notre bonheur de voir successivement reparaître tout ce que la mort avait épargné des proscrits du 18 fructidor! les Portalis, les Barbé-Marbois, les Laffon-Ladébat, les Boissy d'Anglas, les Siméon, les Mathieu Dumas, les Camille Jordan, ornements et soutiens d'une tribune qui, après leur exil, resta non sans voix mais sans honneur. Ils sortaient, les uns des

sauvages forêts du tropique, les autres de la terre étrangère, et plusieurs de l'île française d'Oléron, où, dans les derniers temps, ils avaient subi un exil moins atroce. Le premier consul les en délivrait pour l'aider à réorganiser les finances, l'administration et l'armée, et pour réaliser la plus admirable de ses conceptions, le Code civil.

A leur suite on voyait revenir un grand nombre de vieux prêtres, échappés, les uns au massacre des Carmes et à la perpétuité des échafauds, et les autres aux sables brûlants de Synamary. Ce n'était pas tout : les ports de la France étaient ouverts même à plusieurs de ces évêques qui avaient reçu de l'aristocratie anglaise et du clergé anglican une hospitalité généreuse et en quelque sorte splendide : d'autres s'y trouvaient assez bien et ne se hâtaient pas de revenir. La joie de revoir leur patrie, et bientôt celle de voir les autels relevés, les pénétrait d'une vive reconnaissance qu'ils exprimaient dans le langage canonique en saluant le premier consul tantôt du nom du nouveau Cyrus et tantôt de celui du nouveau Théodose. Peu de flatteries étaient plus agréables à ses oreilles, quoique, suivant l'ingénieuse expression de M. de Talleyrand, il se fût déjà mis au-dessus de tout parallèle. Les prêtres se taisaient sur leurs plus ar-

dents persécuteurs, et s'en rapprochaient quelquefois non-seulement avec courtoisie, mais avec une onction touchante. C'étaient de beaux jours pour l'Église renaissante que ceux où les prêtres et les évêques n'ouvraient la bouche et ne levaient les mains que pour bénir.

En même temps les émigrés rentraient, d'abord en petit nombre et avec des précautions craintives, ensuite à grands flots avec tous les signes de la confiance. Les radiations se multipliaient ; mais le premier consul, dans la grandeur et la personnalité de ses idées monarchiques, voulait faire beaucoup plus en faveur des émigrés.

Les mœurs monarchiques renaissaient comme d'elles-mêmes ; elles semblaient inhérentes à Paris qui brûlait de retrouver sa splendeur, et qui, fatigué de secousses trop répétées et trop cruelles, revenait par une pente naturelle à la frivolité de ses goûts, à la mobile activité d'un luxe qui l'enrichit en le réjouissant. Ce fut non-seulement sans murmure, mais avec un vif plaisir, qu'on vit le premier consul, au bout de quelques mois, prendre possession, dans un grand appareil, du palais des Tuileries. Déjà il avait fait réparer de son mieux ce palais criblé par les boulets du 10 août, sali par tant de turpitudes révo-

lutionnaires, et d'où étaient sortis tant de décrets barbares de la Convention. Les murs étaient encore surchargés d'emblèmes du jacobinisme, de bonnets rouges et des images des républicains les plus farouches. *Otez toutes ces vilenies*, avait dit Bonaparte, sans songer que le temps n'était pas éloigné où il avait montré pour ces images un respect ou sincère ou commandé. Tranquille et ferme, il rêva tantôt à ses lois, tantôt à ses plans de bataille, tantôt à ses projets d'embellissements, dans un lieu où d'augustes captifs avaient passé tant de nuits inquiètes et dévoré tant d'outrages. De là il faisait, sur la place du Carrousel, des revues déjà étincelantes d'un luxe militaire que la république avait supprimé. Mais certes, à l'aspect de tant de généraux, grands gagneurs de batailles, et de ces jeunes guides de l'armée d'Italie dont les bulletins avaient rendu la gloire populaire, ce luxe nouveau était loin d'amollir les courages. A toutes les victoires passées l'imagination joignait des victoires plus merveilleuses, écrites sur le front penseur et dans les regards enflammés du héros de trente ans, qui, seul, se distinguait par l'absence du luxe. Si le peuple devinait en lui un monarque futur, on se disait : Au moins celui-ci n'apporte point avec lui des souvenirs de vengeance, et ne se

soumettra ni aux lois de l'étranger ni aux haines opiniâtres d'un parti. Cette pensée adoucissait les ressentiments de ceux des révolutionnaires qui n'avaient qu'un fanatisme de commande et de circonstance; c'étaient les plus nombreux; et c'est ainsi qu'on lui laissait faire une contre-révolution indigène, pour éviter celle qui viendrait du dehors, avec tous les effets de la vengeance.

Ce qui annonçait dans le premier consul un profond discernement de sa position, c'est que, dans ses actes et dans son accueil, il ne sacrifiait jamais les personnages de l'ordre civil à ceux de l'armée. Peut-être même dans son accueil avait-il envers ces derniers quelque chose de plus sévère, comme pour les maintenir dans les liens serrés de la subordination militaire. Il aimait à interroger familièrement et avec courtoisie d'anciens députés, d'anciens proscrits qu'il avait délivrés : il les écoutait avec un sourire bienveillant. S'il avait été satisfait de leur entretien, en les quittant il dictait des notes sur chacun d'eux et désignait le poste pour lequel il les réservait. De là vient le bonheur qu'il eut dans ses choix. Il se décidait difficilement à une disgrâce, et lors même qu'il l'avait exprimée, soit avec colère, soit avec brusquerie, il la tempérait le plus sou-

vent en confiant des emplois d'un autre genre à ceux qui paraissaient avoir encouru sa disgrâce.

Il avait fait un acte glorieux pour son caractère et fort utile pour sa politique, en exigeant de l'Autriche, dans les négociations du traité de Campo-Formio, qu'elle fît enfin sortir des cachots d'Olmutz le général La Fayette, ainsi que Bureaux de Puzy. Alexandre de Lameth, leur compagnon de captivité avait précédemment obtenu sa liberté sur les vives instances de sa mère. Rien ne pouvait être plus agréable au parti constitutionnel, et, d'un autre côté, c'était heurter les sentiments jaloux et les haines révolutionnaires des directeurs.

Le général La Fayette, retiré dans l'antique château et le beau domaine de Lagrange, n'annonçait aucune intention de rentrer sur la scène politique. Mais il gardait une admiration inflexible pour les principes et les œuvres de l'Assemblée constituante, et c'était avec un serrement de cœur que, par la constitution nouvelle et surtout par les actes de l'administration, il en voyait saper toutes les bases. Il paraissait seul adossé à cette colonne en ruines; et depuis, les événements les plus divers, les catastrophes les plus foudroyantes le trouvèrent immobile à cette place. Aussi résista-t-il à la reconnaissance qu'il

portait à son libérateur, à ses caresses les plus séduisantes.

Tous ceux des émigrés constitutionnels échappés aux massacres du 10 août, du 2 septembre et aux implacables barbaries du tribunal révolutionnaire, purent bientôt rentrer en France. Ainsi nous vîmes revenir l'excellent duc de la Rochefoucauld-Liancourt il rapportait toutes les observations philanthropiques qui avaient été l'étude constante et le charme d'un exil de huit ans. Il signala son retour par un bienfait plus précieux encore, l'introduction de la vaccine en France.

A peine, dans la séparation que la guerre avait mise entre les Anglais et nous, avait-il circulé un léger bruit de la merveilleuse découverte de Jenner, et l'on conçoit que cette découverte, due à une tradition populaire de quelque village anglais, avait trouvé beaucoup d'incrédules, même parmi les savants. Que de soins n'employa-t-il pas pour vaincre une résistance qui ajoutait tant de victimes à celles que moissonnaient les combats! Jamais événement ne dut être jugé plus providentiel, tant le genre humain avait besoin de réparer les pertes que lui causait le fléau de la guerre combiné avec celui des révolutions.

Le zèle philanthropique, depuis dix ans atterré par tant de prédications sanguinaires et par tant de massacres, se réveilla même avant l'appel du gouvernement. Des sociétés se formèrent et reçurent des dons assez abondants. On vainquit la résistance de quelques médecins incrédules. La Rochefoucauld n'épargnait ni son temps, ni sa plume, ni sa fortune, alors réduite assez bas, pour propager cette ardeur bienfaisante. La vaccine éprouva beaucoup moins d'obstacles et attira beaucoup moins de sots anathèmes que l'inoculation, dont elle était l'heureuse et triomphante fille. Jetons les yeux sur nos tables de mortalité, et nous verrons ce que le monde doit de reconnaissance à Jenner. Il sembla suscité par le ciel pour atténuer les ravages du démon de la guerre dans le moment où toute l'Europe subissait le plus ses fureurs calculées.

Quant au duc de la Rochefoucauld-Liancourt, qui fut parmi nous son fervent missionnaire, il sut être dans sa vie privée le créateur d'un grand nombre d'institutions dont la paix développe aujourd'hui tous les fruits. Rénovateur de la philanthropie, il fut infatigable dans ce genre de conquêtes, et trouva bientôt de dignes émules. Ils furent des savants et zélés

auxiliaires de la charité chrétienne dont ils tenaient leur première inspiration.

L'éclat et la variété des costumes laissaient peu regretter d'antiques splendeurs. Le premier consul se plaisait fort à ce genre de luxe auquel il avait donné une empreinte militaire, et les personnages de l'ordre civil s'en rapprochaient par l'épée de l'ancien régime. Peut-être avait-il voulu par là effacer une dissonance trop marquée entre l'ordre civil et l'ordre militaire. Ce qu'il y a de certain et ce qui me paraît admirable dans sa position, c'est qu'il ne sacrifia jamais l'un à l'autre. Tous les généraux présents à Paris, et ils y étaient en grand nombre, l'avaient en quelque sorte porté sur le pavois dans la journée du 18 brumaire. Nul ne lui avait rendu des services plus importants que le général Moreau, dont la gloire avait été quelquefois opposée à la sienne, mais qui, modeste et peu ambitieux, reconnaissait la supériorité de son génie militaire, et surtout celle de son génie politique. C'était aux généraux Murat et Lefèvre qu'il avait dû la fuite précipitée des membres du conseil des Cinq-Cents qui venaient de jurer tout à l'heure de mourir sur leurs chaises curules. On se souvient de l'à-propos militaire par lequel Lefèvre vainquit les scrupules des

grenadiers qui hésitaient à assaillir les représentants revêtus de leurs costumes rouges : *Tombons sur les manteaux rouges*, avait-il dit. Or, ce mot rappelait aux soldats l'uniforme d'un corps autrichien qui s'était fait peu estimer par sa valeur et détester par ses brigandages.

Bernadotte lui etait suspect; il n'avait pu le rallier à lui dans la journee du 18 brumaire. Il réussit non à étouffer, mais à contenir ses ressentiments secrets, et força ce général mécontent à servir plus d'une fois d'instrument à ses victoires.

Ce Bernadotte est encore un roi futur que je viens de rencontrer sur mon passage, et il ne le fut point par la grâce de Napoléon : plus heureux que le grand homme et ses frères, après un règne sage, il est mort le doyen des rois de son temps.

Le général Lannes, qui fut depuis regardé comme le Roland de ce nouveau Charlemagne, parut quelquefois balancé entre ses opinions républicaines et son amitié pour un héros qui le traitait presque d'égal à égal. Par la liberté de son langage et la brusquerie militaire de ses réprimandes, il se rendait souvent incommode au premier consul, dans lequel il ne voulait toujours voir que son ancien compagnon d'armes.

Seul, il avait conservé avec lui l'habitude du tutoiement. Vainement le premier consul affectait-il depuis quelque temps de n'en pas user à son tour; Lannes le poursuivait opiniâtrément de ce signe de fraternité. Cependant, le goût qu'il avait pour la dépense ou plutôt l'honorable besoin qu'il s'était fait de secourir soit ses vétérans, soit les malheureux que lui recommandait sa jeune et belle épouse, le forçait souvent de recourir aux libéralités du premier consul, et chaque fois que celui-ci s'y prêtait de mauvaise grâce, il avait des tempêtes à essuyer. Il fallait céder. Que refuser à un homme toujours prêt à lui dévouer sa vie? L'amitié l'emporta; il aimait trop et la guerre et la gloire pour quitter le drapeau d'un homme qui ne laissait chômer ni l'une ni l'autre. Il épousa bientôt une jeune personne d'une beauté remarquable et douée de toutes les vertus aimables qui font le bonheur d'un époux. Les années de bonheur étaient comptées pour lui. Le coup qui l'emporta, au sein d'une victoire, lui sauva l'horreur de voir la chute de son téméraire ami et les désastres de l'armée.

Augereau s'était déclaré contre Bonaparte dans le conseil des Cinq-Cents et à la journée du 19 brumaire. Le général victorieux tendit la

main à son ancien camarade, ne souffrit pas que son nom fût porté sur une liste de proscrits, et se servit encore de sa rare valeur; mais l'amitié resta toujours fort ébranlée dans le cœur d'Augereau.

Le général Jourdan avait paru se joindre aux députés qui, dans la journée du 19 brumaire, avaient demandé la mise hors la loi du vainqueur de l'Italie. Celui-ci s'indigna de voir sur une liste de proscrits le vainqueur de Fleurus.

La liste des généraux qui lui étaient dévoués surpassait de beaucoup celle des secrets et timides adversaires qu'il pouvait encore compter dans l'armée. C'étaient le général Berthier, qu'on regardait comme son fidèle Achate; le fougueux Murat, maintenant son beau-frère; Marmont, Junot, Duroc, Caulaincourt et Bessières, dont les noms avaient paru avec tant d'éclat. Aux dons de la valeur, du savoir et du coup d'œil militaire, ils joignaient les uns des manières nobles et gracieuses, les autres une étourderie brillante qui annonçait la franchise du cœur. Jeunes, ils voulaient et savaient plaire. Ils aimaient le luxe, la dépense et les beaux-arts. Un nombre infini de jeunes officiers se formaient sur leur modèle. Ils avaient beaucoup plus de fanatisme pour Bonaparte, c'est-à-dire

pour la gloire, que pour la liberté. Déjà leurs noms étaient populaires, grâces à l'éclat pittoresque et aux élans poétiques des bulletins d'Italie et d'Égypte. Une cour peuplée de tels guerriers élevait bien autrement les jeunes âmes que la cour de Versailles, lorsque après la guerre de sept ans on voyait circuler tant de généraux jaloux, acharnés à faire battre leurs rivaux, et tant de colonels qui n'avaient pas rougi d'être absents de leurs corps dans des jours de bataille. Mais déjà les loisirs des quartiers d'hiver importunaient ces jeunes guerriers : ils ne se croyaient qu'au commencement de leur carrière. A la pensée de l'Italie et de l'Allemagne perdues, ils éprouvaient le frémissement qu'ils lisaient dans les yeux de leur ardent général.

Ce fut comme par un pouvoir magique que le premier consul toucha et guérit la plus grande plaie qui dévorait alors la France et menaçait de la faire tomber dans la dissolution la plus abjecte et la plus cruelle, c'est-à-dire, la chouannerie, et cet esprit de brigandage, de meurtre et de vengeance qui ramène les nations les plus florissantes à l'état de barbarie. Le bruit de son retour et de son avénement au pouvoir avait jeté le trouble, la discorde et l'intimidation parmi les chefs les plus aguerris de ces hordes

malfaisantes qui reportaient notre imagination vers les souvenirs affreux des *Routiers*, des *Pastoureaux* et des *Tard-venus*. Les populations qui leur prêtaient de l'aide, en détestant leurs ravages, comprirent qu'elles allaient trouver un refuge sous le bras puissant de l'homme des victoires. Leurs sanguinaires exploits, c'est-à-dire, leurs assassinats derrière des haies, leurs vols des diligences et des caisses publiques, leurs incendies se ralentirent; les villes qu'ils avaient si souvent dévastées reprirent courage pour leur opposer une milice civique qui pouvait se rallier à de vieux bataillons tirés des colonnes mobiles. Des proclamations pleines d'un esprit de tolérance et même de respect pour les ministres du culte catholique attiédirent le fanatisme, touchèrent des cœurs qui se lassaient et s'épouvantaient à la fin de parler le langage le plus contraire à l'Évangile. Les actes touchants par lesquels le premier consul annonçait un nouveau règne de la foi, les honneurs funèbres rendus à la mémoire et aux restes du pape Pie VI, mort captif à Valence, toutes les églises rendues au culte et recevant une nouvelle affluence de fidèles, touchaient le cœur des curés du Poitou et ébranlaient leur résistance. Celui d'entre eux qui avait joui du plus grand empire

et sur ses confrères et sur les chefs et les soldats vendéens dans leurs jours les plus glorieux, le curé Bernier se montra l'agent le plus actif et le plus adroit de cette pacification. Bonaparte n'eut pas de peine à gagner ce prêtre ambitieux en lui faisant espérer la mître épiscopale. Un peu d'or versé avec discernement contrebalança auprès de plusieurs chefs l'effet des guinées anglaises qui restaient souvent entre les mains des intrigants cupides chargés de les distribuer.

Les derniers compagnons des Lescure, des La Rochejacquelin, les d'Autichamp, les Scepeaux, les Suzannet, n'avaient mèlé qu'avec regret leurs armes à celles des chouans, qu'il était si facile de confondre avec des voleurs de grand chemin. Ils voyaient avec un dépit amer qu'aucun prince de la maison de Bourbon n'était venu se joindre à eux, soit dans le plus grand éclat de leurs succès, soit dans leurs efforts les plus désespérés, tandis que les deux prétendants de la maison de Stuart, le père et le fils, s'étaient intrépidement jetés au milieu d'une poignée de montagnards écossais, et que le second, debarqué avec sept hommes d'armes, par une victoire mémorable avait paru mettre en péril la maison de Hanovre. Aussi furent-ils les premiers à se résigner à une paix, à une soumis-

sion qui, du moins, allait empêcher la Vendée, dévastée et incendiée de toute part, de devenir un affreux repaire de loups et de brigands. Ils se rendirent avec une noble assurance au palais des Tuileries. Bonaparte honora en eux le courage héroïque qui avait illustré leur drapeau, mais qu'avaient suivi tant d'effroyables calamités.

Le premier consul leur annonça l'intention de réparer, autant qu'il serait en lui, les ruines d'une contrée vouée, pour prix de sa gloire, à une si profonde désolation. Il tint parole, et au bout de quelques années, Bonaparte, devenu empereur, put recevoir des témoignages de gratitude et même d'enthousiasme de ces valeureux paysans qui voyaient reconstruire le toit de leurs chaumières et levaient d'abondantes récoltes dans les champs qui avaient reçu l'horrible engrais du sang humain versé avec tant d'abondance.

Pendant le cours de ces négociations, le général Hédouville d'abord, et ensuite Brune, nommé général en chef des armées de l'Ouest, avaient poussé avec vigueur leurs colones mobiles à travers les bandes d'insurgés qu'ils coupaient de toutes parts. Plusieurs des chefs de chouans qui occupaient l'autre rive de la Loire,

et parmi eux, le général Bourmont, MM. d'Andigné, Châtillon et Turpin, entrèrent en négociation. L'Anjou, le Maine, une grande partie de la Bretagne, le Perche et la Normandie où l'insurrection ne faisait que de naître et n'avait pas pris encore de vastes développements, suivirent l'exemple du belliqueux Poitou. Plusieurs commandants, officiers et soldats, prirent du service dans les armées et crurent pouvoir le faire avec honneur, lorsque le gouvernement s'appela l'empire. M. de Bourmont se fit remarquer entre tous par les variations de sa conduite et de sa fortune. Elle lui réservait la magnifique conquête d'Alger.

Le Morbihan et toute cette partie de la Bretagne où la langue celtique et les mœurs bretonnes se conservaient dans leur âpre et fière originalité, persévéraient encore dans une révolte tristement signalée par un brigandage sans frein et sans but, qui ne pouvait plus amener de résultat politique et achevait la désolation de leur terre natale. Tel était l'empressement du premier consul à compléter cet acte de pacification, qu'il invita le plus intrépide et le plus indomptable des chouans, Georges Cadoudal, à venir en conférer avec lui au palais des Tuileries et lui fit expédier un sauf-conduit. Georges

Cadoudal n'hésita pas à prendre la diligence pour se rendre à ce formidable rendez-vous. D'un autre côté, ce tête-à-tête inspirait des alarmes aux amis de Bonaparte; et son aide de camp, le général Rapp, voulut laisser la porte ouverte pour veiller sur son général. L'entretien fut sans résultat, il n'y eut point de fusion entre ces deux barres de fer. Georges Cadoudal put rejoindre tranquillement ses bandes du Morbihan, qu'il continua de diriger sous le titre pompeux de lieutenant des armées du roi.

Une sévérité immodérée et peu judicieuse troubla ce grand acte d'amnistie. On peut y trouver une cause d'un sinistre événement, d'un forfait épouvantable qui devait éclore à la fin de cette année 1800. Le comte Louis de Frotté, quoiqu'il ne commandât qu'une faible portion de troupes sur les confins de la Bretagne et de la Normandie, avait été l'un des derniers à se soumettre et l'avait fait avec des signes d'une irritation hautaine. Les soupçons parurent confirmés par une lettre que l'on trouva sur l'un de ses amis et dans laquelle il déclarait se soumettre avec regret à la nécessité, mais ne renonçait pas à l'espoir de recommencer la guerre sous de plus favorables auspices. L'intention était manifeste, mais nul fait n'avait encore suivi.

Cette lettre interceptée fut mise sous les yeux du premier consul dans un moment où quelques présomptueux royalistes voulaient le représenter comme prêt à céder le trône aux Bourbons. Elle lui avait causé une vive impatience. Il fit traduire le comte Louis de Frotté devant une commission militaire, qui, trop prompte à servir une colère irréfléchie, le fit fusiller dans les vingt-quatre heures.

Quelques jours après, le comte Louis de Toustain, âgé de dix-huit ans, fut arrêté à Paris sur le soupçon peu plausible, dans de telles circonstances, d'être venu acheter des armes pour les chouans. Traduit à une commission militaire, il fut condamné et subit la mort, comme l'avait fait M. de Frotté, avec une fermeté rare. En le voyant, tous les yeux étaient mouillés de larmes. On s'affligea que son extrême jeunesse et de puissantes sollicitations n'eussent point déterminé le premier consul à lui faire grâce. Mais les chouans, et surtout leurs chefs, s'indignèrent et ne virent plus dans la pacification et l'amnistie qu'un piége affreux pour les faire paraître successivement devant des commissions militaires. Il fut prononcé de sinistres serments de vengeance dans les forêts druidiques de la Bretagne : « Il n'est plus temps,

» disait Georges Cadoudal, de diriger nos coups
» contre les bleus ou même contre les patriotes
» qui ont servi les atrocités de Carrier. Une seule
» tête à frapper nous tient lieu de beaucoup
» de combats inutiles. Bonaparte nous fait
» passer par les armes; que les nôtres aillent
» jusqu'à son cœur. C'est à Paris qu'il faut cher-
» cher la delivrance de la Bretagne et de l'Eu-
» rope. C'est la mort qu'il nous réserve; mou-
» rons du moins après avoir vengé nos compa-
» gnons et offert à notre roi le moyen le plus
» sûr pour remonter sur le trône. Bonaparte
» rétablit la royauté, il n'y manque plus que le
» roi legitime! »

Ainsi s'exhortaient à un grand assassinat des hommes depuis longtemps exercés à des meurtres inutiles. Les agents de l'Angleterre, guidés par une politique inhumaine et trop sûrs de ne pas déplaire à M. Pitt, échauffaient de telles dispositions. Les esprits s'exercèrent sur la construction de machines infernales, et ce nouveau genre de crimes vint bientôt s'ajouter à ceux qui nous avaient si longtemps glacés d'horreur.

Cependant l'administration marchait déjà sur des ressorts plus simples et plus puissants. L'Assemblee constituante avait commis une faute capitale en detachant du pouvoir exécutif

les corps chargés de l'administration locale, sous le nom de départements, de districts et de municipalités; elle avait rendu leur action collective, c'est-à-dire embarrassée, confuse et presque irresponsable. Enfin, par une plus grande faute, elle avait réservé tous les choix aux assemblées électorales; c'était affaiblir et en quelque sorte annuler le grand bienfait qui devait résulter, pour l'unité d'action, de la division départementale. L'autorité, ainsi disséminée, ne se faisait plus sentir tantôt qu'avec mollesse et indécision et tantôt qu'avec brusquerie et violence. Elle regardait toujours en bas, jamais en haut. L'harmonie dans cette sorte de républiques fédérales n'était plus possible pour les grands travaux qui intéressent la prospérité nationale et demandent une direction commune. La responsabilité n'était nulle part. Cette anarchie administrative corrobore ce que j'ai dit plus haut sur l'état de dégradation des routes et des chemins vicinaux et doit expliquer l'impunité des dommages causés aux forêts, soit nationales, soit particulières. On conçoit aussi quelle facilité trouvaient les villages pour accroître leurs biens communaux, soit aux dépens des propriétaires émigrés, soit aux dépens de ceux qui, restant dans leurs possessions, craignaient d'être punis de leur ré-

sistance par une inscription fatale sur la liste des émigrés. Il serait trop long d'énumérer tous les genres de désordres qui devaient en résulter. Ils étaient tels qu'ils lassèrent l'insouciance du Directoire; il s'efforça d'y remédier par l'établissement d'un commissaire spécial auprès des départements, mais son autorité restait faible et contestée.

Bonaparte, jaloux de tout ramener à l'unité, c'est-à-dire à lui-même, n'hésita point à supprimer tous ces rouages confus pour leur substituer une force qui vînt de lui et qui représentât l'ensemble de ses vues et l'énergie de sa volonté. Un préfet, et sous sa juridiction des sous-préfets, enfin un maire pour chaque commune, devinrent les agents directs du pouvoir. C'était une des opérations des plus hardies qu'il pût tenter. Rien ne ressemblait plus aux intendants d'autrefois et à leurs subdélégués que ces préfets et leurs sous-préfets; et l'on sait combien les intendants avaient été les objets de la haine populaire. Bonaparte ne voulut point fléchir devant ce préjugé dont des hommes tels que Turgot, Trudaine, le bienfaisant Monthyon et plusieurs autres, démontraient l'injustice. Il eut lieu de s'en applaudir. L'institution des préfectures, affermie par des choix judi-

cieux, n'éprouva nul obstacle, ni sous son gouvernement, ni sous la restauration, ni sous la monarchie actuelle. Le premier consul laissa subsister des conseils de départements, de cantons et de communes, mais qui restaient bornés à des actes de surveillance ou de consultation.

Ce fut alors seulement que la plus grande conception de l'abbé Sieyès put porter les fruits les plus heureux, je veux parler de la division départementale substituée au régime des provinces, les unes privilégiées, les autres non.

Les choix des nouveaux administrateurs, tous nommés par le premier consul, furent en général d'un rare bonheur. D'anciens serviteurs de la monarchie y furent mêlés avec discernement à ceux dont le nouveau régime avait signalé les lumières et le zèle. Ce qui recommande surtout cette nouvelle organisation de l'ordre administratif dont deux révolutions n'ont pu ébranler les bases, ni compromettre les bienfaits, ce fut la création d'un comité contentieux au conseil d'État, qui décida une foule de réclamations, de procès, de différents, de rivalités, jusque-là soumises à l'autorité judiciaire dont les décisions divergentes manquaient d'unité systématique et trop souvent des informations nécessaires. Je n'ai plus rien à dire sur ce sujet, après

l'exposé lumineux, vaste et profond qu'en a tracé M. Thiers dans son *Histoire du Consulat*. il a enrichi l'histoire en y faisant entrer un genre de documents qu'on regrette de ne pas trouver dans l'histoire ancienne. C'est à Rœderer qu'il faut rapporter la principale gloire d'une organisation qui reste encore sans rivale dans l'Europe administrative.

Le premier consul procéda à la réforme non moins urgente de l'ordre judiciaire. L'Assemblée constituante avait supprimé les parlements, qui ne devaient plus être des objets de rivalité pour elle, puisqu'ils ne pouvaient plus réclamer aucune part, même indirecte, dans le pouvoir législatif. Elle les avait remplacés par des tribunaux mesquins, bornés dans leur juridiction, d'une autorité vacillante, et dont tous les membres étaient soumis aux élections populaires, ce qui les rendait indépendants du pouvoir exécutif, mais fort dépendants des plaideurs en credit Dominée par ses idées de nivellement, elle les avait rendus juges d'appel les uns des autres, et dépouillés de ces accessoires, de ces moyens d'appareil, de ces costumes qui préparent les esprits au respect. La législation n'avait jamais été plus confuse. Les lois feodales étaient tombées, mais elles étaient remplacées par les

lois révolutionnaires, et comme celles-ci se modifiaient, se contrariaient entre elles d'année en année, les décisions étaient arbitraires et dépendaient des penchants plus ou moins révolutionnaires de ses faibles magistrats. La faculté presque illimitée du divorce jetait une nouvelle confusion dans l'etat civil des époux et des enfants. Les lois pénales étaient fort mal réglées. Le jury donnait de trop fréquentes preuves de son ignorance, de ses passions, de ses préjugés et surtout d'une fatale mollesse, d'une indulgence quelquefois meurtrière qui se couvrait du nom de philanthropie. La justice de paix, salutaire institution de l'Assemblée constituante, avait des attributions trop étendues et des règles trop peu fixes, ce qui la faisait ressembler à la justice expéditive d'un cadi.

Qu'on jette les yeux sur l'ordre judiciaire tel qu'il existe aujourd'hui, tel que l'établit le premier consul, et l'on verra combien le sens lumineux et profond d'un seul homme peut l'emporter sur de vagues théories qui n'ont entre elles aucun lien systématique.

Le premier consul, pour donner du lustre aux tribunaux d'appel, eut soin de rechercher tout ce qui restait des anciens magistrats et de leurs fils; et par là fut maintenue une belle partie de

notre gloire nationale. Est-ce en effet une gloire à dédaigner pour la France, que celle d'avoir été la meilleure école de jurisprudence, et d'avoir offert les plus grands et les plus purs modèles de la magistrature?

Les parlements ont sans doute participé aux préjugés et quelquefois aux passions de leur siècle. Mais ils conserveront à jamais le triple honneur d'avoir préparé la ruine du système féodal, servi de barrière aux envahissements de l'autorité ultramontaine, et d'avoir tantôt consolidé et tantôt contenu l'autorité monarchique.

Je n'ai point esquissé dans ce chapitre les premières opérations par lesquelles le premier consul signala le retour de l'ordre dans les finances; il avait osé aborder ce chaos d'un coup d'œil ferme et intrépide, et tout montre qu'il avait voulu faire de leur restauration la pierre angulaire de l'édifice qui, dans sa pensée, devait dominer l'Europe. Les mesures que lui suggéra le ministre Gaudin furent sans doute aussi habiles que prudentes; mais c'est un genre de détail auquel le mouvement et l'intérêt historique ne se prêtent qu'avec peine. Pour moi, je vois les plus grandes opérations financières du premier consul dans les actes de vigueur et d'équité qui ramenaient le calme et provoquaient

la confiance; la suppression des deux odieuses lois des otages et de l'emprunt forcé furent la première lueur d'un crédit qui tendait à renaître; les meilleurs maisons de banque et de commerce lui offrirent dans ses besoins urgents un prêt de douze millions qui fut d'un grand prix, parce qu'il était volontaire et qu'il marquait toute la ferveur de la confiance dans le jeune et habile dictateur.

On juge combien elle dut s'accroître et s'affermir par tous les actes réparateurs que je viens de rappeler.

CHAPITRE V.

OUVERTURE PACIFIQUE REJETÉE.

(1800).

SOMMAIRE.

Noble lettre du premier consul au roi d'Angleterre pour ouvrir une négociation de paix. — Refus sec et arrogant du cabinet britannique. — Importante discussion qui s'ouvre au parlement d'Angleterre sur les ouvertures pacifiques du premier consul : Pitt triomphe de l'opposition. — Vaste armement qu'il prépare. — Dépenses énormes qu'il impose à la nation. — Le premier consul se dispose à la guerre. — Moyens qu'il imagine pour enflammer l'émulation de ses guerriers. — Distribution d'épées, de fusils et de sabres d'honneur. — La Tour d'Auvergne, premier grenadier de France. — Enthousiasme qui éclate aux revues. — Changement dans la politique de l'empereur de Russie. — Moyens habiles qu'emploie le premier consul pour exciter son dépit contre les puissances. — Maîtrise de l'ordre de Malte rêvé par Paul Ier. — Bonaparte s'établit aux Tuileries — Situation des armées d'Italie et du Rhin. — Glorieuse défense de Gênes par Masséna.

S'il y eut jamais un moment où nous crûmes voir se réaliser le type idéal du grand homme, ce fut en cette année 1800 qui venait clore ce dix-huitième siècle où la présomption humaine avait été si vivement exaltee et punie par d'épouvantables catastrophes. Bonaparte avait débarqué comme un conspirateur, mais il conspi-

rait avec nous. Notre imagination en faisait un envoyé du ciel. Cette apparition inattendue nous semblait l'indemnité et le dénouement de nos cruelles épreuves ; l'admiration élève l'âme de celui qui la reçoit, comme de celui qui l'inspire. Les idées de gloire et de servitude semblent se repousser.

Affamés de repos, nous semblions dire à Bonaparte : Ton génie a fait des merveilles et nous en promet bien d'autres, nous voulons te laisser tous les moyens de les accomplir. Jamais une possession de pouvoir ne fut mieux légitimée que celle du 18 brumaire. Nous venons de voir Bonaparte grand dans l'intérieur, il va l'être encore plus au dehors ; et ce qui ajoute au prestige d'opérations diverses, si compliquées et devenues si faciles à force de travail et de génie, c'est leur simultanéité.

Bonaparte, qui avait changé l'art de la guerre, voulut aussi changer les vieilles allures de la diplomatie. Le travail de la Constitution était à peine terminé, que le premier consul fit une double ouverture de négociation de paix avec l'Angleterre et l'Autriche, les deux seules puissances qui restassent encore sur le champ des batailles. La Russie tendait évidemment à s'en retirer. Voici la lettre qu'il adressa au roi de

la Grande-Bretagne, le 18 décembre 1799.

« Appelé par le vœu de la nation française » à occuper la première magistrature, je crois » convenable, en entrant en charge, d'en faire » directement part à Votre Majesté.

» La guerre qui, depuis huit ans, ravage les » quatre parties du monde, doit-elle être éter- » nelle? N'y a-t-il donc aucun moyen de s'en- » tendre ?

» Comment les nations les plus éclairées de » l'Europe, puissantes et fortes plus que ne » l'exigent leur sûreté et leur indépendance, » peuvent-elles sacrifier à des idées de vaine » grandeur le bien du commerce, la prospérité » intérieure, le bonheur des familles? Com- » ment ne sentent-elles pas que la paix est le » premier des besoins comme la première des » gloires?

» Ces sentiments ne peuvent pas être étran- » gers au cœur de Votre Majesté qui gouverne » une nation libre, et dans le seul but de la ren- » dre heureuse.

» Votre Majesté ne verra dans ces ouvertures » que mon désir sincère de contribuer efficace- » ment pour la deuxième fois à la pacification » générale, par une demarche prompte, toute » de confiance, et dégagée de ces formes qui,

» nécessaires peut-être pour déguiser la dépen-
» dance des États faibles, ne décèlent dans les
» États forts que le désir mutuel de se tromper.

» La France, l'Angleterre, par l'abus de leurs
» forces, peuvent longtemps encore, pour le
» malheur de tous les peuples, en retarder l'é-
» puisement ; mais j'ose le dire, le sort de tou-
» tes les nations civilisées est attaché à la fin
» d'une guerre qui embrase le monde entier. »

Il y a dans ce langage du héros de l'Italie et de l'Égypte, et du pacificateur de Campo-Formio, une grandeur saisissante.

A la fin si horriblement agitée de ce dix-huitième siècle, on se retrouve avec joie au milieu des plus belles et des plus douces inspirations qui caractérisèrent la philosophie de cette époque. La politique y fut-elle étrangère? Je ne puis le croire, mais elle était loyale, et les résultats pouvaient en être aussi heureux pour le monde que pour le caractère même du guerrier qui cédait à une si douce impulsion. Voici la réponse qu'au bout de huit jours, lord Grenville, ministre des affaires étrangères, adressa, non au premier consul, mais à son ministre Talleyrand.

« Le roi a donné de fréquentes preuves du
» désir sincère qu'il a de voir une tranquillité

» solide et permanente rétablie en Europe. Il » ne fait point aujourd'hui la guerre, il ne l'a » point faite, pour une vaine et fausse gloire. » Il n'a jamais eu d'autres vues que celles de » maintenir contre toute agression les droits et » le bonheur de tous ses sujets.

» C'est pour le maintien de ces droits et de » ce bonheur, c'est pour repousser une attaque » qu'il n'a point provoquée, qu'il a pris les ar- » mes, et qu'il est encore dans la nécessité de » faire la guerre, et il ne peut point espérer de » faire cesser ces dangers en entrant dans le mo- » ment actuel en négociation avec ceux qu'une » révolution vient de mettre si récemment en » possession du pouvoir en France ; il ne peut » pas en effet résulter aucun avantage d'une » semblable négociation en faveur du grand et » désirable objet d'une paix générale, jusqu'à » ce qu'il paraisse clairement que les causes qui » ont enfanté la guerre, et depuis l'ont prolongée » et renouvelée plus d'une fois, ont cessé d'agir.

» Le système auquel la France attribue avec » raison tous ses maux actuels est celui qui a » aussi entraîné le reste de l'Europe dans une » guerre longue, destructive, et d'une nature » inconnue depuis longtemps aux nations civi- » lisées.

» C'est pour la propagation de ce système, et
» pour le renversement de tous les gouverne-
» ments établis, que les ressources de la France
» ont, d'année en année et au milieu d'une
» misère sans exemple, été prodiguées et épui-
» sées. C'est à cet esprit de tout détruire indis-
» tinctement que les Pays Bas, les Provinces-
» Unies, les cantons suisses (anciens amis et
» alliés de Sa Majesté), ont été successivement
» sacrifiés. L'Allemagne a été ravagée; l'Italie,
» quoique aujourd'hui arrachée à ceux qui l'ont
» envahie, est devenue le théâtre d'une anar-
» chie et d'une rapine effrénées. Sa Majesté a
» été elle-même forcée de soutenir une guerre
» difficile et onéreuse pour l'indépendance et
» l'existence de ses États.

» Et ces calamités ne se sont point bornées
» à l'Europe. On les a portées jusque dans les
» parties du monde les plus reculées, et même
» dans des pays qui étaient si étrangers à la con-
» testation actuelle, par leur situation et leurs
» intérêts, que l'existence même d'une guerre
» semblable était peut-être inconnue aux peu-
» ples qui se sont trouvés soudainement livrés à
» toutes ses horreurs.

» Tant qu'un semblable système continuera
» de prévaloir, et tandis que l'on pourra pro-

» diguer, pour le maintenir, le sang et les tré-
» sors d'une nation nombreuse et puissante, il
» est démontré par l'expérience que tout moyen
» de défense sera inutile, si ce n'est celui d'hos-
» tilités franches et vigoureuses. Les traités les
» plus solennels n'ont servi qu'à préparer les
» voies à de nouvelles agressions; et ce n'est
» qu'à une résistance ferme qu'est due main-
» tenant la stabilité qui reste en Europe pour
» la propriété, pour la liberté personnelle, pour
» l'ordre social, et pour le libre exercice de la
» religion.

» En conséquence, jalouse de maintenir la
» conservation de ces objets essentiels, Sa Ma-
» jesté ne peut point placer sa confiance dans
» un simple renouvellement de protestations
» générales de dispositions pacifiques. Tous ceux
» qui ont successivement disposé des ressources de
» la France, et qui les ont employées à travailler
» à la destruction de l'Europe, ont mis en avant
» à plusieurs reprises de semblables protesta-
» tions, et ceux qui gouvernent aujourd'hui la
» France déclarent eux-mêmes que ces hommes
» ont tous été également, dès le principe, inca-
» pables de maintenir aucunes relations d'ami-
» tié et de paix.

» Sa Majesté éprouvera la plus vive satisfac-

» tion lorsqu'il lui paraîtra que le danger au-
» quel ses États et ceux de ses alliés ont été si
» longtemps exposés, aura réellement cessé;
» lorsqu'elle aura été suffisamment convaincue
» que la nécessité de la résistance n'existe plus ;
» qu'après l'expérience de tant d'années de cri-
» mes et de malheurs, des principes plus sains
» auront enfin prévalu en France, et que tous
» les projets gigantesques d'ambition et les
» plans perpétuels de destruction qui ont me-
» nacé l'existence même de la société civile, au-
» ront enfin été définitivement abandonnés.
» Mais la conviction d'un changement sembla-
» ble, quelque conforme qu'il puisse être aux
» vœux de Sa Majesté, ne peut résulter que de
» l'expérience et de l'évidence des faits.

» Le meilleur garant, le garant le plus natu-
» rel de sa réalité et de sa permanence, serait la
» restauration de cette dynastie de princes qui
» ont maintenu pendant tant de siècles la nation
» française en état de prospérité au dedans, et
» l'ont fait respecter et considérer au dehors.
» Un tel événement aurait écarté tout d'un
» coup, et écartera, dans tous les temps, les
» obstacles qui s'opposeraient à une négociation
» de paix. Il assurerait à la France la possession
» tranquille de son ancien territoire, et il don-

» nerait à toutes les autres nations de l'Europe, » tranquille et pacifiée, cette sécurité qu'elles » sont obligées de chercher aujourd'hui par » d'autres moyens.

» Mais quelque désirable qu'un tel événement » doive être à la France et au monde, ce n'est » point exclusivement à ce mode que Sa Majesté » borne la possibilité d'une pacification solide. » Sa Majesté n'entend pas avoir le droit de pres- » crire aux Français quelle sera la forme de leur » gouvernement, ni dans les mains de qui sera » placée l'autorité nécessaire pour gouverner » une grande et puissante nation.

» Sa Majesté ne s'occupe que de la sûreté de » ses États et de ceux de ses alliés et de la sû- » reté générale de l'Europe. Lorsqu'elle jugera » que l'on peut obtenir cette sûreté de quelque » manière, soit qu'elle résulte de la situation » intérieure de la France (situation de laquelle » sont nés tous les dangers), soit qu'elle pro- » vienne de toute autre circonstance qui pourra » mener au même but, Sa Majesté saisira avec » empressement l'occasion de concerter avec ses » alliés les moyens d'obtenir une pacification » immédiate et générale.

» Malheureusement une telle sûreté n'existe » point encore ; il n'existe point de preuves suf-

» fisantes des principes qui dirigeront le nou-
» veau gouvernement, il n'existe aucune base
» raisonnable qui puisse faire juger de sa soli-
» dité. Dans cet état de choses, il ne peut rester
» à présent à Sa Majesté d'autre parti que de
» poursuivre, conjointement avec les autres
» puissances, une guerre juste et définitive,
» mais que sa sollicitude pour le bonheur de ses
» sujets ne lui permettra jamais ni de prolonger
» au delà de la nécessité qui lui donna nais-
» sance, ni de terminer sur d'autres bases que
» celles qui pourront le mieux contribuer à as-
» surer leur tranquillité, leur constitution et
» leur indépendance.

» *Signé* GRENVILLE. »

A ce langage âpre et hautain, on se demande à quoi l'organe du gouvernement anglais croit répondre. Est-ce à une provocation guerrière ou à une ouverture pacifique? A qui s'adresse-t-il? Est-ce à un rhéteur sans nom que ses fureurs démagogiques viennent d'élever momentané-au pouvoir? Est-ce à un illustre guerrier qui, vainqueur de nos discordes, après l'avoir été des plus belles armées de l'Europe et de l'Orient, annonce le dessein de fermer le temple de la guerre? Quoi! une révolution qui vient de changer d'une manière si éclatante de direction

et de principes, est-elle toujours à ses yeux cette mère dénaturée qui ne cesse de sacrifier ses enfants pour atteindre ses ennemis? L'épreuve est récente, il est vrai, le succès en est encore incertain; mais un gouvernement qui se présente comme le génie tutélaire et le ferme appui de tous les autres, peut-il se dispenser d'applaudir à cette renaissance de l'ordre et même d'y concourir indirectement, tant que ses intérêts et son honneur n'en souffrent pas?

Lord Grenville parle au nom des alliés de l'Angleterre. Entre tous ceux que lui avait fournis la plus vaste coalition, combien lui en reste-t-il? Un seul, le cabinet de Vienne. Ne voit-il pas que nul moment n'est plus favorable pour stipuler en faveur de l'Autriche, qui vient de reconquérir, à l'aide de la Russie, ses possessions italiques? Ne faut-il pas, dans l'intérêt de cette puissance, se hâter de l'appeler à cette négociation, lorsque déjà le gouvernement français l'y provoque de lui-même?

Une paix est-elle possible lorsqu'on se dispute éternellement pour savoir quel a été l'agresseur? Le reproche de l'agression était-il mérité par la France? Est-ce que la convention de Pilnitz entre deux grandes puissances, est-ce que les armements sur le Rhin et la Moselle

n'avaient pas précédé de plusieurs mois la dé-déclaration de guerre faite par la France? et l'Angleterre n'a-t-elle pas la première, et sans aucun grief personnel, déclaré à la France une guerre dont elle a tiré un si grand parti pour dominer sans rivale sur les mers? N'est-ce pas à la faveur de cette guerre continentale qu'elle vient de compléter et d'affermir, par la défaite et la ruine de Typoo-Saïb, sa domination dans les Indes, et d'acquérir, dans ce pays si riche, si industrieux, un troupeau de cent millions de sujets façonnés de tout temps à l'esclavage? Ne pouvait-on répondre au gouvernement britannique : Ne couvrez plus votre ambition du voile d'un feint respect pour l'indépendance européenne et pour l'ordre social? Qu'avez-vous fait pour vos alliés et particulièrement pour l'Espagne et la Hollande? Après les avoir mal secourus dans le combat, vous avez lancé vos vaisseaux pour vous emparer de leurs dépouilles et joindre leurs riches colonies à celles qui font déjà votre immense partage. Est-ce au bout de huit ans de politique froidement intéressée qu'il vous convient de manifester votre intérêt pour le rétablissement de la monarchie des Bourbons? Affaiblir, diviser, épuiser la France, procéder par l'anarchie à son démembrement, voilà votre

pensée dominante. Toutes vos opérations guerrières l'ont prouvé; avare de secours pour la Vendée, lorsqu'elle était victorieuse, vous prodiguez vos guinées pour entretenir un esprit de brigandage et de meurtre parmi les restes de ces brillants chevaliers, et pour infecter les mœurs simples et fièrement agrestes des francs Bretons. Voilà les seuls vengeurs que l'Angleterre ménage à la cause des Bourbons.

Cependant l'orgueilleux Pitt préparait un autre genre de réponse à l'ouverture du premier consul; c'était le plus vaste armement qu'ait fait l'Angleterre; il devait être soutenu par les plus énormes dépenses qu'elle ait encore supportées; quarante millions de dépenses secrètes étaient réservés, soit pour les chouans, soit pour un vaste espionnage, soit pour des moyens de corruption dans toutes les cours et tous les cabinets, soit pour des intrigues politiques dont nous verrons bientôt l'explosion; cent millions de subsides étaient accordés à l'Autriche, deux cents millions devaient être ajoutés à l'impôt exorbitant, arbitraire, de l'*income-tax*, c'est-à-dire d'un dixième sur toute espèce de revenus que les impôts ordinaires pouvaient épargner; enfin, deux mesures plus effrayantes encore, la suspension de l'*habeas corpus*, c'est-à-dire de la

liberté civile, et la loi qui mettait les étrangers à la merci du gouvernement.

Je demande si l'autorité du dictateur parlementaire de la Grande-Bretagne n'etait pas alors plus absolue, plus onéreuse, plus oppressive que celle du dictateur consulaire de la France.

Je ne connais même aucun gouvernement despotique qui eut pu imposer de tels sacrifices et les continuer pendant seize ans. Tel est l'effet d'une discipline parlementaire établie sur des intérêts communs et des passions si terriblement excitées. Le peuple anglais, plus enorgueilli qu'enrichi par le monopole du commerce de l'univers et par la création de merveilleuses machines qui laissaient son industrie sans rivale, faisait alors cause commune avec une aristocratie intelligente et rusée qui trouvait dans les lois céréales des moyens de s'indemniser des sacrifices qu'elle paraissait prodiguer.

L'opposition se ressentait toujours du coup fatal que lui avait porté depuis dix ans la défection de l'éloquent Burke, dans son courroux immodéré contre les premiers excès de la révolution française. C'etait surtout le régime sanguinaire de la Convention nationale qui avait placé l'opposition anglaise dans une situation

fausse et contrainte. A mesure que l'ordre renaissait en France, elle reprenait de la vigueur. Malheureusement un tel ordre n'était nullement favorable à la liberté, ce qui était pour elle une nouvelle cause d'embarras et de scrupules. Il n'en est pas moins vrai que les discours de Fox, de Sheridan, de Ershine, de Tierney, de lord Grey et de lord Holland, dans cette lutte si prolongée, peuvent être considérés comme les arrêts définitifs de l'histoire, tant la morale publique y était éloquemment vengée d'une politique inexorable, insidieuse et trop facilement portée à des moyens illégitimes. L'ouverture pacifique d'un général, digne objet de leur admiration, et la réponse froidement inhumaine du cabinet de Saint-James, fournissaient à ces orateurs un texte favorable pour tonner contre cette prolongation obstinée des fléaux de la guerre. Chacun d'eux redoubla de talent et de verve pour la cause de l'humanité et pour les intérêts mêmes de la patrie. Jamais Sheridan ne fit sentir plus amèrement la puissance de ses sarcasmes. Leur indignation devait être fortement excitée, soit par le flegme altier du premier ministre, soit par les diatribes inconvenantes de son second, Henri Dundas, contre un homme qui éclipsait toutes les renommées contemporaines.

L'éloquence de Pitt plana majestueusement sur cet orage. Il se plut à faire sur l'ambition gigantesque de Bonaparte des prophéties que malheureusement l'événement justifia; mais il faut convenir qu'alors elles était bien témérairement hasardées, et peut-être même ne furent-elles accomplies que par l'effet des obstacles que lui suscita la politique anglaise; elle ne lui fournit que trop l'occasion d'accroître ses triomphes. La fortune fut le plus pernicieux de ses flatteurs, Pitt triompha complétement dans cette séance, qui se prolongea fort avant dans la nuit. Le nom de Bonaparte jetait un secret effroi dans l'âme des superbes *torys*, qui avaient essayé le le dédain contre le soldat de la révolution, qui en devenait le modérateur suprême. Les uns revenaient silencieux, les autres exprimaient hautement leurs chagrins sur la grandeur et peut-être sur l'inutilité des sacrifices nouveaux qu'ils s'étaient imposés.

Le premier consul n'eut point à se repentir de cette ouverture pacifique; elle redoubla pour lui la faveur du peuple français, lorsque la paix était le premier de ses vœux et de ses besoins. Ses moindres avantages eussent été de nous conserver la Belgique, peut-être la Hollande et la rive gauche du Rhin; et l'effet de cent victoires

poussées trop loin a été de nous les faire perdre.

Les coups d'éclat convenaient surtout au génie de Bonaparte. Si dans l'administration intérieure il consultait le bon sens, la précision des détails pratiques et même les anciennes traditions, lorsqu'elles étaient favorables à son instinct despotique, il lui fallait au dehors du grandiose, du merveilleux, pour charmer les Français et tenir l'étranger dans la stupefaction et l'épouvante. Cette préoccupation ne pouvait le quitter. Il s'indignait à la pensée que Souvarow, ce guerrier doué sans doute du génie militaire, mais tout empreint encore des mœurs de la barbarie et de celles de la servitude politique, avait repris en six mois une conquête qui lui avait coûté deux ans de travaux héroïques. Mais tout annonçait qu'il n'aurait point à se mesurer avec le héros moscovite.

Un brusque changement s'était opéré dans l'esprit de l'empereur Paul Ier; il cédait à ce genre d'enthousiasme qui avait été si fatal à son père, le malheureux Pierre III.

Le roi de Prusse, Frédéric II, près de succomber à une coalition insensée et redoutable, formée contre lui, lorsqu'il venait d'être accablé par les armées moscovites, déjà maîtresses de sa capitale, avait dû son salut à l'admiration

qu'il avait inspirée de loin à Pierre III, qui venait de monter sur le trône. Rien ne contrarie plus les calculs politiques que les élans d'enthousiasme chez un prince irréfléchi. Pierre III eut bientôt à se repentir d'avoir cédé à ce sentiment. Le souvenir de la catastrophe qui lui avait enlevé son père n'empêcha point Paul Ier d'être ému d'une même admiration pour un héros supérieur au grand Frédéric, et la même destinée l'attendait. Un autre mobile poussait Paul Ier à se détacher d'une coalition dont ses armées avaient fait presque seules la gloire et les succès : on verra dans la note suivante qu'il était peu pénétré de respect pour les princes ses alliés et qu'il n'était pas sans défiance artificieuse de l'Angleterre (1). Il avait eu occasion de réfléchir,

(1) L'empereur Paul Ier exerçait fort librement, soit ses observations moroses, soit son esprit caustique, sur tous les rois, qu'il appelait officiellement ses frères. Nombre de personnes ont entendu comme moi un récit que faisait M. le comte de Ségur, père de l'éloquent historien de la campagne de Moscou, et qui lui-même a prouvé son talent historique. Voici ce que lui disait le comte de Ropstokine, qui est devenu si fameux par l'incendie de Moscou. Il était ministre des affaires étrangères lorsque Paul Ier entra dans la coalition contre la France et s'engagea à lui fournir une puissante armée. Le lendemain, ou peu de jours après, cet autocrate parut soucieux à ce même ministre, qui prit sur lui de lui en demander la cause : « Ce n'est pas sans raison, répondit-

surtout après la défaite des Russes dans la Suisse, que c'était un rôle gratuitement onéreux de s'établir le vengeur des rois qui ne s'engageaient

» il, que vous me voyez l'esprit embarrassé; je fais des réflexions tardives sur ce traité, et qui ne lui sont nullement » favorables. On n'a cessé de me représenter les soldats » français comme persévérant dans leur première indiscipline, et pourtant je les vois partout victorieux. D'où sortent donc ces Pichegru, ces Moreau, ces Bonaparte, qui » ont deviné si promptement l'art de la guerre ou plutôt qui » en inventent un nouveau?

» La république française a payé fort mal les services de quelques-uns d'entre eux. Eh bien, ils trouvent des successeurs » qui les surpassent. Nous en sommes réduits maintenant à » triompher de l'absence de Bonaparte, enfermé en Égypte; » mais durera-t-elle toujours? et ne peut-il pas s'élever » bientôt un autre Bonaparte? Ces républicains sont animés » d'un fanatisme assez semblable à celui des Arabes, lorsque » par leurs conquêtes ils se substituèrent à l'empire romain.

» Si, du moins, la royauté était aujourd'hui représentée » comme elle le fut au temps de Charles-Quint, de François Ier, de Henri VIII, de Soliman, de Louis XIV, de Guillaume III, de mon grand-aïeul, de Charles XII, de Sobieski, » de Frédéric II et de ma mère! Le péril qui menace partout la royauté demanderait de tels défenseurs; mais je » jette les yeux autour de moi et je vois presque partout des » trônes misérablement occupés. Entre mes deux voisins, le » roi de Danemarck est fou, le roi de Suède est bien près de » l'être, à ce que l'on dit. La reine de Portugal est folle, le » roi d'Angleterre a été fou, et l'on craint pour lui une rechute. N'écrit-il pas quelquefois au lieu de son nom, » GEORGES, le ridicule nom de Gorgibus? et l'on me mande

pas envers lui à beaucoup de reconnaissance et ne lui promettaient rien pour prix de son assistance victorieuse. Le bouillant Souvarow se

» qu'il y a peu de temps, lorsque son ministre Pitt lui pré-» senta le discours de la couronne, à l'ouverture du parle-» ment, il exigea, de la manière la plus impérieuse, que l'on » trouvât le moyen d'y placer le nom de *Peacock* (c'est-à-dire » d'un paon), et l'on juge bien qu'il fut impossible d'ima-» giner un tour de rhétorique pour satisfaire cette fantaisie » royale. »

L'empereur Paul Ier s'exprimait moins sévèrement et toutefois avec peu d'obligeance et de justice sur l'empereur d'Autriche, François II, et sur le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume. Puis il s'amusait des familiarités du roi de Naples avec ses lazzaroni, auxquels il aimait à vendre les produits de sa pêche, et sur l'incurie débonnaire du roi d'Espagne, Charles IV, qui s'avisait de prendre non-seulement pour son ministre, mais pour son confident et son ami intime, un jeune fat, amant déclaré de la reine sa femme. Puis passant en revue les chefs des cabinets actuels, il n'accordait qu'au ministre Pitt des talents supérieurs : « Mais, » ajoutait-il, ce sont ses talents mêmes que je redoute; un » ministre anglais n'a jamais d'autres vues que la domina-» tion anglaise. Tous les rois dont il prétend soutenir la cause » ne sont dans ses mains que des instruments qu'il fait con-» courir à son but. J'y veillerai de près; mais je crains » d'être enlacé dans les liens d'une politique si adroite et si » profonde. »

Il me semble que cet entretien explique assez le changement de politique où se laissait entraîner l'empereur Paul Ier, après les exploits si mal récompensés de Souvarow et des armées russes.

plaignait vivement d'avoir été mal secondé par l'Autriche dans cette invasion téméraire. Son maître, prince fort peu endurant, avait profondément senti ce grief auquel il en mêlait d'autres. Il voyait avec colère l'Autriche prendre pour elle seule le profit des victoires communes, qui étaient dues surtout au génie impétueux de Souvarow et à la constante fermeté des armées russes. En effet, l'Autriche se mettait fort tranquillement en possession d'une grande partie de la péninsule. Paul Ier, fort confus de contribuer ainsi à grands frais d'hommes et d'argent à l'agrandissement d'une puissance rivale, crut trouver dans l'île de Malte une indemnité agréable à son imagination chevaleresque et importante pour ses desseins sur l'Orient.

L'ordre religieux et chevaleresque qui avait perdu ou plutôt livré cette admirable forteresse créée par la nature et par tout ce que l'art a de plus habile, errait dispersé par l'Europe en survivant à sa vieille gloire. Ces chevaliers n'avaient plus qu'à choisir entre la tache d'une trahison et celle d'une terreur panique; peut-être ces deux causes avaient-elles concouru à une reddition si prompte. On répétait partout en Europe ces mots de quelques officiers français : *Nous ne serions jamais entrés à Malte, si*

l'on ne nous en eût ouvert les portes. Elle était bloquée depuis deux ans par les vainqueurs d'Aboukir. Plus de secours à espérer, soit de la France, soit de l'Égypte. On pouvait calculer d'avance le moment où, par défaut de vivres, elle tomberait malgré les efforts d'une vaillante garnison et de son habile et intrépide commandant, le général Vaubois. Quelques chevaliers retirés à Saint-Pétersbourg et favorablement accueillis par Paul, lui suggérèrent l'idée de recouvrer ce prix des victoires des armées russes, et enflammèrent son imagination en lui offrant le titre et la puissance de grand-maître de l'ordre, qu'il aurait la gloire de ressusciter. Malte, après Constantinople, était le plus beau poste pour commander à la Méditerranée, et quels moyens n'offrait pas cette île pour attaquer Constantinople par mer, tandis que les armées russes la presseraient par terre! Ce plan etait chimérique. Le pape n'aurait jamais laissé passer sous les lois d'un empereur schismatique un ordre qui faisait profession d'être si exclusivement dévoué à la foi romaine. Les chevaliers et leurs nobles familles eussent été arrêtés par cette même antipathie. Mais un obstacle plus direct encore et plus invincible venait de l'Angleterre, jalouse à la fois de Constantinople,

comme d'une proie qu'il fallait arracher à la Russie, et de Malte qu'elle allait bientôt tenir dans ses serres pour ne plus la laisser échapper. Aussi M. Pitt se garda-t-il bien de flatter les prétentions du futur grand-maître, et livra cette chimère à la dérision de ses publicistes soldés. L'orgueil tartare en fut révolté. Bonaparte en triompha et fut charmé de voir que sa conquête éphémère pouvait lui servir à rompre une coalition si redoutable. Bientôt il put connaître les éloges que Paul Ier faisait d'abord avec réserve, et bientôt sans contrainte, de son génie militaire et de son art de gouverner. Plus le vieux despote observait la marche du premier consul, plus il croyait reconnaître en lui l'instinct despotique; heureux s'il avait su imiter les ménagements que celui-ci gardait dans l'autorité absolue. Fougueux, irréfléchi comme l'avait été son malheureux père, il se laissa éblouir par le plus habile des séducteurs politiques, qui affectait de lui prodiguer, mais avec un peu moins de sincérité, tous les éloges qu'il en recevait. Bonaparte provoqua sa magnanimité par celle dont il usa envers les Russes prisonniers de guerre. Sans attendre aucune demande, il les renvoya dans leur patrie au nombre de plusieurs mille, pourvut à tous les besoins de leur route,

et répara aux frais de la France le délabrement de leurs habits. Un si noble procédé toucha le cœur d'un souverain qui unissait des élans de générosité à des mœurs âpres et farouches. Par des voies indirectes d'abord, et puis par une correspondance suivie, il échauffait ses ressentiments légitimes contre l'Angleterre et l'Autriche. Il ne manquait pas sans doute de flatter à la fois l'ambition et la vanité du futur grand-maître de Malte. Ce manége politique servit plus que ne l'auraient fait une ou plusieurs victoires remportées sur les armées russes. Elles se retiraient de l'Italie au moment où le premier consul concevait le moyen le plus hardi d'aller y chercher les armées autrichiennes et de les y accabler du plus grand coup de foudre dont il les eût encore frappées.

Bien avant d'entrer en campagne, il n'omettait rien pour réchauffer l'enthousiasme militaire. Forcé de respecter encore la rigidité des institutions et des mœurs démocratiques qui répugnent à toute espèce de distinctions, il faisait briller son esprit d'invention et d'à-propos dans les honneurs qu'il imaginait. Il existait dans les rangs obscurs de l'armée un brave, un savant, un sage qui, sans recherche, sans affectation, reproduisait ce que les mœurs antiques offrent

de plus pur, de plus rigide et de plus désintéressé. Je ne puis dans mes souvenirs historiques lui trouver qu'un modèle. Vous eussiez dit Socrate lorsqu'il servait sa patrie comme le soldat le plus vulgaire et le plus distingué par sa calme bravoure. Il portait le nom le plus brillant dont on peut s'honorer à la guerre, la Tour d'Auvergne, et descendait en ligne directe, mais bâtarde, de Turenne. Il servait depuis le commencement de la guerre, se montrant toujours le premier au danger, le plus endurci à la fatigue, le plus strictement subordonné à ses chefs, et refusait toute espèce de grade. Jamais on ne prit plus de précautions pour échapper aux honneurs et même à la gloire. Elle finit pourtant par l'atteindre. Son nom répété de bouche en bouche parvint au premier consul, quoiqu'il n'eût point le bonheur de l'avoir sous ses ordres. Il imagina pour lui le seul honneur que ce sage ne pût refuser, en le nommant le premier grenadier de l'armée, titre plus précieux pour ce guerrier philosophe que celui de maréchal de France. Le nom de grenadier français avait toujours été proferé avec honneur; mais cet honneur, par une telle distinction, parut centuplé! En s'occupant du petit-fils, Bonaparte n'avait pas oublié l'illustre aïeul. Les restes de Turenne

avaient échappé aux fureurs sacriléges des vandales de 1793. Il les fit conduire avec une grande pompe à l'hôtel des Invalides. Bonaparte paraissait ressembler plus au grand Condé par ce don que Bossuet a nommé les illuminations soudaines, et cependant on voit, par ses mémoires, que sa plus grande admiration militaire était pour Turenne, et que la dernière campagne sur le Rhin avait été l'objet le plus profond de ses méditations militaires.

Dans les premiers mois de cette année 1800 mourut le général Washington, que l'histoire représente en quelque sorte comme le créateur de la république des États-Unis, et qui en fut du moins le plus intrépide soutien, et le régulateur le plus judicieux et le plus désintéressé. Le premier consul ordonna un deuil public pour honorer la mémoire de ce modeste grand homme. Washington avait abdiqué le poste de président du congrès, qui ressemblait un peu à une royauté élective, et qui, pour lui, pouvait n'être pas temporaire, car ses concitoyens voulaient l'y maintenir sans scrupules et sans alarme. Bonaparte, en l'honorant, semblait dire : « Soyez tranquilles, » je l'imiterai jusqu'au bout. » C'était dans un moment où cette déclaration s'offrait à propos pour rassurer les esprits sur le faste assez royal de

sa prise de possession du palais des Tuileries. Le désir de se substituer aux Bourbons paraissait se trahir dans la prise de possession de ce palais, et pourtant le public n'en parut que fort peu offensé. « Que veut-il? se disait-on. Que lui importe un titre aussi vain que périlleux! N'a-t-il pas plus de pouvoir que Louis XIV lui-même? » Et c'étaient les partisans déclarés du dictateur qui tenaient alors ce langage. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'opinion publique ne l'appelait point et ne l'appela jamais à la royauté. On ne voulait qu'une dictature. Bonaparte ne fut jamais populaire comme empereur, il l'était beaucoup plus à titre de grand homme. Sa jubilation, en entrant dans ce palais, éclata par ces mots : *Nous voici donc aux Tuileries; il s'agit d'y rester*. Dans ce palais élégant, qui communique au Louvre par une galerie où les beaux-arts ont déposé leurs chefs-d'œuvre agrandis par les tributs les plus précieux qu'avait levés l'épée de Bonaparte, tout nourrissait son orgueil, tout enflammait son rêve de royauté (1). Il y avait mis

(1) Il semblait de toute convenance que les deux consuls Cambacérès et Lebrun eussent aussi leur logement au palais des Tuileries, et Bonaparte ne manqua pas de leur en faire l'offre, quoique avec peu d'insistance. Lebrun, quoique homme d'esprit, l'accepta et ne tarda pas à s'en repentir.

une profonde adresse à choisir ce moment pour faire porter à la nation française le deuil du fonda-

Cambacérès, plus fin courtisan, refusa cette offre avec la modestie la plus touchante. Il prévoyait que dans ce palais il serait incessamment soumis au coup de sonnette du maître, et les deux secrétaires du premier consul, Maret et Bourienne, en connaissaient toute l'importunité. Il reçut pour dédommagement un hôtel aussi brillant que commode. Là, il pouvait se livrer à l'orgueil de la représentation auquel il était assez puérilement sensible.

Les solliciteurs abondaient à son hôtel, car il avait et il posséda toujours le secret d'être la première source des grâces, sous le consulat comme sous l'empire.

Il n'était pas fâché, d'ailleurs, qu'il régnât un peu plus de mystère dans ses plaisirs, qui n'étaient pas d'un genre très-régulier; sa table était vantée, elle était exquise, grâce aux soins et aux profondes études d'un ancien magistrat, autrefois son collègue, M. d'Aigrefeuille. Le repas pouvait s'y prolonger, au grand plaisir des courtisans, qui, lorsqu'ils étaient invités à dîner chez le premier consul, y éprouvaient le supplice de Tantale.

Le repas, quoique abondant et recherché, était expédié en quinze ou vingt minutes. La contrainte et l'ennui entrèrent au palais des Tuileries dès que le premier consul en prit possession. Heureusement on avait encore pour se dédommager la jolie maison de campagne de la Malmaison, où madame Bonaparte laissait régner une aimable liberté à laquelle son époux souriait quelquefois. On y jouait d'ingénieux vaudevilles, composés en l'honneur de ses triomphes, et dans lesquels s'épanchait la reconnaissance pour les bienfaits publics que

teur d'une nouvelle et grande république. Comme il voulait ne pas s'engager trop avant, il choisit pour prononcer l'éloge de ce républicain fidèle un littérateur fort enclin aux idées monarchiques, et dans lequel il avait démêlé l'esprit du courtisan, M. de Fontanes. Le panégyriste glissa légèrement sur l'abdication du président des États-Unis, et se garda bien de la proposer pour modèle au dictateur.

Il serait trop long d'énumérer tous les stimu-

chaque jour voyait éclore. De jolies femmes y composaient, y chantaient des romances où la valeur guerrière était célébrée comme aux temps de la chevalerie. Mademoiselle de Beauharnais, qui de belle-fille du premier consul devint bientôt sa belle-sœur, en épousant son frère Louis, brillait dans la romance. De là on passait à des plaisirs plus vifs, tels que des proverbes et des charades en action. Un jeune peintre, Isabey, d'un talent fort aimable, singulièrement inventif, était ordinairement l'âme de ces jeux et de ces petits drames improvisés.

Un jour, cette société brillante et légère s'était échappée dans le parc et y jouait à un jeu d'écolier, qui consistait à sauter à l'improviste sur les épaules les uns des autres. Un survenant, fort étranger à ce jeu, se présenta; le jeune peintre, qui le prit pour un acteur de cette partie de plaisir sauta légèrement sur lui. Ce survenant n'était autre que le premier consul lui-même. Il ne put cacher son émotion en se voyant si brusquement assailli; mais quand il vit le trouble et l'effroi du jeune peintre, il montra la même modération que Turenne, après un genre de méprise assez semblable.

lants que Bonaparte savait donner à une armée qu'il allait conduire à de si grands exploits. Dans ses fréquentes revues, il savait reconnaître ou se faire nommer ses vétérans d'Italie, les charmait en prononçant leur nom et en leur rappelant des occasions où il avait remarqué leur bravoure. Il n'y avait pas une fibre du cœur du soldat français qu'il ne connût et ne fît tressaillir à volonté. Au grenadier, il donnait un sabre, un fusil d'honneur; au général, une épée qu'il avait portée dans telle bataille; à un autre, un cheval enlevé aux mamelouks, des pelisses ravies à des vizirs, à des pachas. Tout fermentait de gloire, et des héros s'improvisaient même chez les jeunes gens qui assistaient en curieux à ces scènes militaires.

L'ouverture de la campagne de 1800 allait offrir un noble spectacle aux juges exercés des grandes opérations guerrières. L'honneur devait en être partagé entre les deux plus grands généraux d'une époque si glorieuse, Bonaparte et Moreau. Le premier voulait, par des succès qui tinssent du prodige, légitimer sa puissance nouvelle aux yeux du peuple et de l'armée; le second avait quelque chose à recouvrer de sa gloire première. Il avait été malheureux en Italie, où le Directoire l'avait placé d'abord sous les or-

dres de Scherer, général inhabile et désastreux. Son brillant courage et surtout l'effort de son habile tactique n'avaient guère réussi qu'à sauver l'honneur de la retraite. A cette époque, son nom était compromis aux yeux des uns, parce qu'il avait livré la fatale et coupable correspondance de Pichegru avec les agents du prince de Condé ; aux yeux des autres, parce qu'il l'avait livrée tard. Il n'avait point à se glorifier du rôle qu'il avait joué dans la journée du 18 brumaire; car Bonaparte ne l'avait chargé que de l'emploi peu honorable de tenir sous clef les directeurs dans le palais du Luxembourg. Mais son cœur, après tant de traverses, s'ouvrait à la joie. Il rentrait dans sa gloire. Il allait reprendre le commandement de l'armée du Rhin et revoir des généraux, des amis, tels que Gouvion-Saint-Cyr, Sainte-Suzanne, Lecourbe, à jamais illustrés par la défaite et la fuite du terrible Souvarow; Richepanse, Decaen, Dessoles, et le général Ney, destiné à tant de gloire et à une fin si cruelle. Tous hommes d'action, hommes de devoir, nés pour la discipline, savants et même inventeurs en tactique, républicains sans affectation romaine, une parfaite harmonie régnait entre eux. Leurs officiers, leurs soldats reproduisaient quelque chose de leur noble physionomie. Ils avaient

une foi calme dans la victoire comme dans les talents de leurs chefs.

Quel bonheur pour le général Moreau, éprouvé depuis deux ans par la fortune et même par quelques fâcheux retours de l'opinion, d'être encore à la tête d'une pareille armée! et quelle joie pour elle de revoir le jeune émule des talents de Turenne! Il la retrouvait différente de ce qu'il l'avait laissée. Un affreux dénûment n'avait point ébranlé sa constance. De glorieuses cicatrices perçaient à travers leurs vêtements déchirés et les ennoblissaient. Pour les généraux de l'armée d'Italie, Bonaparte était un maître presque adoré; pour ceux de l'armée du Rhin, Moreau était un ami profondément estimé. Tous brûlaient de rehausser leur gloire. Jamais une émulation plus vive n'avait régné entre deux armées qui semblaient offrir les caractères distinctifs des hommes du Nord et de ceux du Midi, et jamais l'émulation ne laissa moins apercevoir les pensées honteuses et coupables de la jalousie. On commence à croire aux vertus républicaines quand on songe à nos armées. Malheureusement il ne faut guère les chercher que là. Le courage civil est d'un plus difficile apprentissage que le courage militaire, et il est plus aisé de garder une

consigne que l'amour et le respect à la loi.

Le général Bernadotte commandait dans l'ouest l'armée qui devait achever de réprimer les troubles de la chouannerie et repousser les descentes des Anglais.

Le général Suchet couvrait la frontière de la France dans le département du Var.

Quant à Massena, il restait assiégé par terre et par mer dans Gènes avec les débris de l'armée d'Italie. Ce glorieux vainqueur de Souvarow, après avoir sauvé notre territore d'une invasion qui allait s'opérer par les treize cantons, sur une frontière mal fortifiée, avait été chargé de repousser celle que les Autrichiens, jusque-là toujours vainqueurs dans cette campagne, allaient tenter sur le comté de Nice et sur la Provence. Depuis cinq mois, il tenait en échec, dans la rivière du Levant, une armée de soixante-dix mille hommes commandée par le général Mélas. Il profitait de tous les accidents des lieux escarpés qu'il avait à couvrir pour recommencer chaque jour un combat horriblement inégal, et ne permettait aux Autrichiens que les progrès les plus lents et les plus chèrement achetés. Le général Soult, qui avait partagé ses travaux et sa gloire à Zurich et dans les Alpes, se montrait comme lui indomptable,

jusqu'à ce que, gravement blessé, il tomba prisonnier dans les mains des Autrichiens. Masséna, privé de tout renfort, de tout secours, de tout approvisionnement nouveau, avait à la fois à se défendre contre soixante-dix mille hommes, contre les vaisseaux anglais dont les canons foudroyaient les remparts, et contre la famine et le désespoir quelquefois furieux d'un peuple qui ne pouvait plus résister à ce fléau que suivent toujours des maux contagieux. Depuis deux mois ses soldats ne se nourrissaient plus que de la chair de leurs chevaux. Il fallut ensuite recourir à la chair des animaux immondes, comme supplément nécessaire une ration de deux onces d'un pain détestable, qu'il fallait partager avec la population affamee de la ville et des nombreux prisonniers que Masséna gardait encore et que les Autrichiens refusaient de sustenter : quand je veux nommer les plus grands exemples de la constance militaire, je me rappelle Masséna à Gênes, Ney dans la campagne de Russie ou Palafox à Saragosse.

L'heure approchait où il serait forcé de capituler. Mais quelles que fussent ses souffrances et celles de ses soldats, il s'applaudissait en pensant que chaque jour de retard offrait de favorables chances à un libérateur, à un

vengeur tel que le héros de l'Italie et de l'Égypte.

Cependant Mélas, pressé par les ordres de sa cour, les instances et les reproches arrogants de ses alliés les Anglais, avait voulu faire une démonstration sur le territoire français, dont le comté de Nice faisait encore partie, et avait envoyé le général Elsnitz avec quinze mille hommes, pour attaquer Suchet, dont les forces étaient inférieures. Celui-ci se replia d'abord, mais il saisit une occasion favorable pour prendre l'offensive avec vigueur et le battit. Ce fut un premier affaiblissement pour l'armée autrichienne.

CHAPITRE VI.

MARENGO.

SOMMAIRE.

Le premier consul fait son plan de campagne pour reconquérir l'Italie d'un seul coup. — Il annonce un camp de réserve à Dijon, affecte de le laisser dégarni, l'établit en effet près de Genève. — Admirable secret de ses opérations. — Le général Moreau agit d'abord, passe le Rhin, remporte deux victoires importantes à Enghen et à Maestrich. — Le premier consul passe le Saint-Bernard avec trente-cinq mille hommes, tandis que le général Moncey passe le Saint-Gothard avec quinze mille. — Le fort de Bar emporté. — Reddition de Gênes aux Autrichiens. — Victoire de Montebello remportée par le général Lannes. — Bataille de Marengo. — Un coup de désespoir du général autrichien paraît d'abord lui réussir. — L'armée française plie, mais sans désordre. — Arrivée, dévouement et mort du général Desaix. — Charge victorieuse du général Kellerman. — La victoire est complète. — Mélas capitule aux conditions les plus dures.

(1800.)

Je doute qu'aucun homme ait possédé autant que Bonaparte cette sinultanéité de conceptions diverses, cette espèce d'ubiquité de l'esprit qui voit toujours avec plus de sûreté, quand il voit de plus loin et de plus haut, et qui redouble de puissance au milieu des obstacles de la nature, des tempêtes de la société et des horreurs de la guerre. Le voyez-vous, couché

dans son cabinet sur une excellente carte militaire? Comme s'il était sur les lieux mêmes, il gravit les Alpes les plus escarpées, traverse les lacs et le Rhin, se glisse sous la voûte des rochers formidables et sous des forts inaccessibles avec toute son armée, remplit son office à lui, général des armées d'Italie, et celui du général de l'armée du Rhin, observe avec celui-ci la position du général Kray dans la Souabe et celle du général Mélas, errant avec lenteur mais avec confiance, autour de l'Apennin et de Gênes, l'un et l'autre défendus par l'imperturbable Masséna. Il sait ce que son génie audacieux lui inspirera sur les lieux mêmes et devine ce que Moreau tentera avec un génie plus circonspect. Oh! comme il bénit cette Suisse, que la fortune et le courage de Masséna, de Lecourbe et de Soult ont laissée en notre possession! D'un côté, Moreau pourra tomber sur le flanc du général Kray, lui couper peut-être ses communications avec Vienne, ou du moins le rejeter sur Ulm et Ratisbonne. Mais lui! quel grand coup il va frapper! Quelle stupéfaction pour l'Autriche, pour l'Europe et pour cette dédaigneuse Angleterre! C'est une armée sinon invisible, du moins inaperçue, ou plutôt regardée comme fabuleuse, qui va du grand

Saint-Bernard se précipiter, plus fougueuse que l'Éridan, sur les plaines fertiles de l'Italie, délivrer les patriotes milanais des prisons autrichiennes et de la *schlague* allemande; et se rapprochant, se concentrant, faire au général Melas de sa conquête une prison, lui fermer le retour sur Mantoue et sur Vienne, tandis que le général Suchet le contient du côté de la France. Et cependant tout l'effort de cette secrète combinaison reposa sur une grande difficulté morale et politique, un secret important à garder pendant plusieurs mois, en présence d'une foule de témoins, prompts à le trahir par indiscretion ou à le pénetrer par intérêt. Bonaparte sut s'en rendre maître tantôt par de faux récits, plus souvent par de fausses indications. Que deviendra cette armée si, lorsqu'elle gravit le grand Saint-Bernard, l'armée autrichienne se deploie au sommet et peut joindre à toutes ses foudres les éclats de rochers, qui formeront bientôt des avalanches? Il faut ici que la fortune seconde le génie; plus il met d'ostentation à annoncer sa formidable armée, plus il est assuré que de nombreux espions mis en campagne vont le convaincre de fanfaronnade. Le simulacre est à Dijon et peut paraître pitoyable. La véritable armée à Genève et autour du lac Léman, est

disséminée en différents corps. Si les espions poussent jusque-là leurs recherches et s'assurent de leur existence, les ennemis ne voudront y voir que du renfort pour l'armée du Rhin. Ce qui confirmera leur opinion, c'est que le grand dépôt de l'artillerie est établi à Auxonne. Bonaparte jouit du plaisir de voir son armée de réserve un objet de risée dans toutes les cours de l'Europe, et son camp de Dijon, figuré dans les caricatures anglaises par un invalide à jambe de bois donnant la main à un enfant en guenilles et grotesquement armé; quand lui-même aurait inventé cette caricature, elle n'aurait pas mieux réussi. Mélas, trompé par les rapports de ses propres espions, est entretenu dans sa sécurité et n'attend que l'inévitable et prochaine reddition de Gênes pour opérer en France cette invasion que n'a pu effectuer le redoutable Souvarow.

Ce qui vient confirmer l'erreur des ennemis et leur fait oublier le danger qui menace l'Italie, c'est que la campagne s'ouvre d'abord avec vigueur, dès les derniers jours d'avril, par la puissante armée de Moreau. On l'estime forte de cent trente mille hommes; c'est celle qui vient de signaler sa constance et sa vigueur sur les montagnes, les gorges, les défilés de la Suisse,

sous les fusils et les fourches des petits cantons, animés à la fois d'un enthousiasme religieux et républicain, et enfin sous les efforts savants des armées austro-russes. C'est celle qui a vu fuir devant elle Souvarow ; elle va reprendre l'offensive dans cette Allemagne où elle a remporté des succès glorieux mais peu durables.

Voici que de grandes opérations de stratégie et de tactique viennent déconcerter mon inexpérience militaire. M. Thiers, qui sait suppléer à la sienne par une sagacité rare et de vastes études, les présente souvent avec cet esprit lumineux qui le caractérise, mais ne les prodigue-t-il pas quelquefois avec trop de complaisance et au-delà des bornes de l'intérêt principal de l'histoire? Son admiration pour Bonaparte n'est-elle pas trop exclusive et ne le conduit-elle pas à quelque injustice envers le général Moreau ? Il s'agit ici d'une campagne où tout fut succès pour ce dernier général, elle a été terminée par une de ces éclatantes victoires qui sont les grands coups de théâtre des opérations militaires. Ce n'est plus le circonspect Moreau qu'on croit voir à Hohenlinden, c'est Bonaparte lui-même, dans toute la vigueur et l'originalité de ses conceptions et dans la grandeur des résultats.

M. Thiers, trop fidèle à répéter contre Mo-

reau les reproches et les arrêts de Bonaparte, juge irrité et peut-être jaloux, le condamne dès ses premières opérations : c'est-à-dire le passage du Rhin sur les trois ponts de Bâle, de Brissac et Shaffhouse; il voudrait que Moreau eût passé le fleuve sur ce dernier point, avec toute son armée pour accabler l'armée autrichienne du premier coup et lui couper ses plus importantes communications; mais quoi! Moreau a su, par d'habiles manœuvres, tromper un général vigilant, et il a passé le fleuve sans obstacles. Ses forces, il est vrai, sont disséminées; mais celles des ennemis ne sont pas plus concentrées. Moreau, par la vigueur de ses mouvement, de ses attaques, saisit tous les avantages de l'offensive et même de la conquête.

Une bataille ou plutôt une suite de combats très-compliqués s'engage à Enghen, près de Stokach, où sont déposés les magasins abondants de l'armée autrichienne. Les deux généraux en chef y assistent. La division Richepanse, qui avait commencé une double attaque en consultant plus son courage que ses forces, restait exposée à un feu meurtrier; d'autres corps, engagés dans des combats partiels, ne pouvaient lui porter secours, lorsque Moreau fait pour elle une puissante diversion en attaquant le

village d'Enghen, qui devient le centre de la bataille et allait être le gage de la victoire. Moreau s'en était emparé et l'avait perdu; mais revenant à la charge avec une impétuosité foudroyante, il tua, prit ou dispersa tout ce qui défendait ce poste, et força, aux approches de la nuit, le général autrichien à lui ceder le champ de bataille et à se retirer vers Ulm, en laissant cinq mille prisonniers à son ennemi. Sa perte, en hommes mis hors de combat, n'était pas loin de ce nombre; l'armée de Moreau en comptait deux mille. Une seconde bataille s'engage peu de jours après dans la vaste pleine de Mœskirch. Kray a résolu de reprendre l'offensive; mais, malgré l'énergie de ses efforts, il n'a pu ébranler qu'un moment les colonnes françaises. Partout elles ont repris l'attaque; lorsque Moreau arrive comme à Enghen, avec un puissant corps de réserve, remporte une victoire dont les résultats sont aussi prononcés que ceux de la première; ils eussent été beaucoup plus importants et eussent décidé le sort de la campagne tout entière, si le général Gouvion-Saint-Cyr eût pu prendre part à l'action et rendre le triomphe aussi complet qu'il devait l'être. Ici, M. Thiers élève de nouveaux reproches contre le vainqueur; il l'accuse de n'avoir pas pressenti cet effort vigou-

reux d'un général qui ne veut pas survivre à sa gloire. Il oublie que tout à l'heure le même reproche devra être adressé à Bonaparte lui-même et dans un moment qui pouvait être beaucoup plus fatal. Quant à Gouvion-Saint-Cyr, il est à présumer que les ordres du général Moreau lui arrivèrent trop tard, peut-être qu'ils furent interceptés ou enfin qu'il s'éleva des obstacles sur la route assez longue qu'il avait à traverser.

Je laisse cette vaillante armée et je la rejoindrai dans son plus beau triomphe à Holenlenden. Maintenant approchons-nous des Alpes.

Bonaparte a quitté Paris non comme un général en chef qui vient prendre le commandement de son armée (la Constitution de l'an VIII lui défend cet emploi), mais comme un ami qui vient éclairer de ses conseils le général Berthier, auquel il défère ce titre. Il annonce à son conseil d'État que son absence ne sera que de dix à douze jours, et il ajoute : « Cambacérès, vous » présiderez le conseil en mon absence. S'il se » passait quelque chose, je reviendrais comme » la foudre. J'espère que dans quelque temps » on parlera de moi à Vienne et à Londres! »

Il marche; ses guides, pépinière de héros, et sa garde consulaire, qui l'a élevé à l'autorité suprême et qui deviendra sa garde impériale, l'ont

précédé. Que lui importe l'état misérable de son camp de Dijon? c'est un fantôme qui a rempli son rôle. Son armée est ailleurs, et tous les anneaux s'en rejoignent successivement depuis Dijon jusqu'à Genève et de Genève jusqu'à l'extrémité de son lac. Un machiniste de l'Opéra n'est pas plus sûr de rassembler en même temps et d'un coup de sifflet toutes les pièces qui vont former un coup d'œil magique. Carnot et Berthier, ces deux grandes intelligences d'administration militaire, ont tout réglé pour la marche et même pour l'instruction de ces jeunes corps guidés par des vétérans. Et déjà Marescot, Gassendi et Marmont avaient pris toutes les dispositions pour le transport de l'artillerie et des bagages. Ses habiles instructions ont été parfaitement suivies et quelquefois surpassées en vigilance. Sa nouvelle armée monte à peine à trente-cinq mille hommes, mais elle attend un corps de quinze mille que Moreau a détaché de sa puissante armée qui, sous le commandement du général Moncey, doit pénétrer en Italie par le Saint-Gothard. Près d'un tiers était fourni par la dernière conscription, et c'était au milieu des fatigues de la route qu'on l'instruisait au maniement des armes. A l'appel du héros de Lodi et d'Arcole, tout brillait d'ardeur et de confiance.

Bonaparte s'arrête à Coppet, près de Genève, pour saluer M. Necker et juger un homme dont autrefois la popularité avait surpassé la sienne même.

Le résultat de l'entretien fut qu'aucun des deux ne convint à l'autre. L'homme de finances trouva le brillant général trop sèchement positif, et celui-ci le trouva trop enclin encore à des conceptions libérales. Sa fille, madame de Staël, en avait ranimé chez lui la passion, qui s'était fort attiédie pendant les désordres révolutionnaires.

Tandis que Bonaparte établissait son état-major à Lausanne, déjà l'avant-garde, sous les ordres du général Lannes, entrait dans le Valais et se dirigeait vers le grand Saint-Bernard. Les érudits penchent à croire que c'est par ces effrayantes hauteurs qu'Annibal avait opéré son merveilleux passage des Alpes, et ces rapprochements plaisaient à l'imagination d'un homme qui prenait une grande place entre tous les héros de l'histoire.

Bonaparte avait fait explorer le grand Saint-Bernard par Marescot, général distingué du génie. Celui-ci, à son retour auprès du premier consul, montrait quelque incertitude. « Eh » bien, dit le général impatienté, peut-on pas-

» ser enfin? — Oui, répondit Marescot, mais » avec de grandes difficultés. — Eh bien, reprit » Bonaparte, passons. » Les difficultés existaient surtout pour le transport de l'artillerie. Le général Marmont, commandant de ce corps, qui assistait à l'entretien, résolut le problème en faisant démonter les pièces et en les introduisant dans des sapins creusés, dont on rejoignait les deux moitiés. Cette opération se fit avec une promptitude et une intelligence qu'on ne pouvait guère attendre que des soldats français.

Bonaparte, depuis plusieurs jours, avait fait transporter d'amples provisions de bouche à l'hospice du mont Saint-Bernard, fondé pour secourir et retirer des abîmes de neige les voyageurs égarés, sublime invention de la charité chrétienne, et beau témoignage de l'intelligence humaine, qui dresse et dirige l'instinct des chiens de Terre-Neuve à sauver des hommes menacés de la mort la plus lente et la plus cruelle.

Le 16 mai, l'avant-garde, sous les ordres de Lannes, franchit le Saint-Bernard, au milieu de toutes les horreurs d'un desert glacé et de torrents qui viennent souvent barrer le passage. Voyez ces soldats, tantôt franchissant des rochers presque à pic, tantôt les descendant à

la vue des précipices qui donnent le vertige; sautant, à l'aide d'un bâton ferré sur de profondes crevasses qui ont souvent englouti les voyageurs et leurs guides; travaillés de sollicitude pour leurs compagnons qui s'égarent et frissonnant à la vue de ceux qui tombent dans le gouffre; attelés en bon ordre à ces sapins creusés qui roulent les canons dans leurs flancs; tremblant qu'une pierre qui tombe ou qu'une boule de neige qui va toujours se grossissant, ne devienne une terrible avalanche, et qu'un fusil qui part imprudemment ne détache une partie de ces formidables murailles; rêvant quelquefois que l'ennemi embusqué les attend au sommet; tantôt silencieux pour mesurer tout le péril et les moyens d'y parer, tantôt le défiant par leurs chants guerriers; passant de la rigueur du froid aux ardeurs de l'été, et se laissant rouler à la descente sur un tapis de neige bordé de précipices. Eh bien, voilà les épreuves que subissaient, presque au même jour, deux armées françaises. Car il ne faut pas oublier qu'un corps de quinze mille hommes, détaché de l'armée du Rhin, sous les ordres du général Moncey, eut à franchir, peu de jours après, le Saint-Gothard, et l'on peut conjecturer que ce fut avec plus de péril, soit par la na-

ture des lieux, soit parce que les ressources de tout genre s'offrent plus abondamment à une armée que le général en chef, que le souverain anime de sa présence. Le passage du grand Saint-Bernard dura trois jours. Bonaparte n'y arriva que le troisième, et put goûter quelque repos à l'hospice. Toutes les pensées qui l'agitaient ne l'empêchèrent pas d'interroger ces bons et secourables religieux, et, en s'occupant de leur sort, de veiller au salut des voyageurs à venir.

Je ne dois pas omettre un trait caractéristique du soldat français. 2,000 francs de récompense avaient été promis aux soldats qui rouleraient les pièces de canon, ct ces braves les refusèrent.

On a passé le grand Saint-Bernard, et pas un soldat autrichien ne s'offre encore. La route est à peu près libre jusqu'à Milan. Elle le serait même encore jusqu'à Turin; mais Bonaparte sent qu'il donnera de plus graves inquiétudes à Mélas, en se plaçant ainsi sur ses derrières, en forçant la prison des patriotes milanais et réchauffant dans cette ville l'enthousiasme républicain fortifié par un sentiment de vengeance. Que fait pourtant le général Mélas? au moment où les Français s'avancent pour l'invasion de l'Italie, il

se croit maître de réaliser enfin ce que son cabinet lui demande depuis longtemps, l'invasion de la France. Déjà il s'est rendu maître de Nice; il va fondre sur la Provence, peu garnie de troupes. Son incrédulité sur la formation d'une armée de réserve est restée la même. Il se glorifie de n'être pas tombé dans le piége qu'on lui tendait. Sa confiance et sa joie s'exaltent parce que Gênes est aux abois, et que Masséna, cédant aux dernières horreurs de la famine, a consenti à capituler; il ne l'a fait le 21 juin qu'aux conditions les plus honorables. Cette armée, réduite au plus à quinze mille hommes, sera transportée sur les vaisseaux anglais pour être rendue à la France.

Mélas, dégagé de ce puissant obstacle qui l'a retenu six mois sur l'Apennin, ne voit plus rien qui l'arrête; il espère prouver qu'un général chargé de soixante-seize ans peut rivaliser avec l'heureux conquérant de l'Italie et de l'Égypte. Il rejettera au loin le général Suchet, qui déjà a reculé devant des forces triples des siennes. Il convoite Marseille, tandis que Bonaparte occupe déjà Milan, après s'être emparé d'Ivrée et de Novarre. Quelle est la stupéfaction du général autrichien, lorsqu'il apprend que cette armée de réserve, qu'il croyait fantastique, a passé les

grand Saint-Bernard et marche sur Milan! Tous les rêves brillants ont disparu de la tête du vieillard. Il ne songe pas un moment à continuer son invasion, pensée que Bonaparte, à sa place, eût peut-être réalisée. Il se rend en poste à Turin. Il y apprend que le fort de Bard, qui domine la vallée d'Aoste, et dont la position était regardée comme inaccessible, a capitulé après une résistance de quelques jours. Nos soldats avaient porté leurs canons sur le mont Albarèdo, par le même moyen qui leur avait réussi sur le Saint-Bernard.

Cependant la nécessité et le désespoir suggérèrent à Mélas une résolution héroïque. L'occasion lui semble belle d'engager une bataille rangée dans un terrain où il peut déployer avec avantage sa cavalerie. Il sait, et ses renseignements ne l'ont point trompé, que cette armée de réserve est composée de deux tiers de conscrits qui n'ont pas encore vu le feu. Mais il oublie que ces corps inexpérimentés sont commandés par des généraux, des officiers et des vétérans qui ont tant de fois rompu les colonnes autrichiennes.

Tandis qu'enfermé dans Alexandrie, il concerte avec son conseil de guerre les moyens de sortir d'une position que chaque jour rend plus

difficile, il apprend la nouvelle d'une défaite que vient d'éprouver le général Ott à Montebello. Elle était sanglante, et le général Lannes venait de montrer, outre sa merveilleuse bravoure, les talents d'un militaire consommé. Un mot que le vainqueur dit en parlant de cette action, peint avec une terrible énergie les horreurs de la guerre : « J'entendais dans ma » division les os craquer comme la grêle sur les » toits. »

L'armée de Mélas se trouvait, par l'effet de cette bataille, affaiblie de cinq à six mille hommes; mais elle surpassait encore d'un cinquième, à ce que l'on croit, l'armée de réserve, dont les corps étaient disséminés, sans laisser pourtant entre eux de trop grandes distances.

Le général Moncey, qui venait de passer le Saint-Gothard avec d'horribles difficultés, était encore à quelques jours de marche. Bonaparte n'aurait pas appris avec plus de joie l'arrivée d'un renfort inespéré de dix mille hommes que celle du général Desaix, qui revenait seul de l'armée d'Égypte, impatient de prendre part aux nouveaux exploits de Bonaparte, pour lequel son admiration comme son dévouement étaient sans bornes. C'était un guerrier aussi brillant que modeste, aussi capable d'affections pro-

fondes que d'élans héroïques. La voix de l'armée et même celle des vaincus reconnaissait en lui un général humain et désintéressé; aussi les mameloucks, qu'il avait plusieurs fois vaincus, lui avaient donné le surnom du *sultan juste*. Bonaparte n'avait pas un compagnon auquel il ouvrît son cœur avec plus de confiance. C'était avec lui qu'il jouissait le plus du bonheur de se sentir aimé. Il lui donna le commandement d'une division qui se trouvait assez éloignée du champ de bataille, mais qui, conduite par Desaix, allait devenir le plus puissant corps de réserve.

L'Autriche ne se lassait pas, malgré une triste expérience, d'opposer de vieux généraux au jeune et bouillant Bonaparte. Il se jouait de leurs vieilles ruses de guerre par des stratagèmes plus hardis et plus neufs. Mais le dépit d'être trompés et vaincus les portait à de beaux coups de désespoir. Ainsi, dans cette même Italie, le vieux général Beaulieu, battu à Montenotte, tente, peu de jours après, une surprise nocturne sur le camp du vainqueur. Ainsi, le vieux Wurmser, plus heureusement inspiré, se venge d'une défaite en forçant tous les obstacles pour se jeter dans Mantoue, dont il soutint si longtemps le siége.

Mélas, dans une position bien plus critique encore, cède à un transport dont il peut tout attendre. On a voulu le chasser d'un seul coup de l'Italie. Ne pourra-t-il d'un seul coup exterminer cette armée, qui joue un jeu si hardi et qui ne s'appuie sur aucune forteresse? Ses généraux, animés d'un même enthousiasme, le communiquent aux soldats. Mélas va sortir impétueusement d'Alexandie et fait jeter deux ponts sur la Bormida.

Dès le point du jour, 16 juin, l'armée autrichienne fond sur les divisions françaises, mal préparées à cette attaque, mais qui la soutiennent avec vigueur. La vigilance de Bonaparte a été trompée cette fois, ou plutôt il a été abusé par un rapport infidèle. Il avait chargé un officier d'aller en reconnaissance, pour voir si l'ennemi ne tentait pas de passer la Bermida. Cet officier, vraisemblablement, ne poussa pas assez loin ses recherches. Bonaparte, tranquillisé par une réponse négative mais infidèle, n'avait pas opéré un assez prompt ralliement de ses divisions.

Le 12 juin, il est réveillé par le bruit du canon qui gronde sur l'une et l'autre rive de la Bormida. Il juge que Mélas, maître d'une armée de trente-cinq mille hommes, tente un coup

décisif, et, comme lui, va jouer le tout pour le tout.

Bonaparte s'est élancé rapidement de San-Juliano vers le village de Marengo, autour duquel l'action principale est engagée. La division Gardanne a bien soutenu le premier choc, mais elle commence à faiblir. Celle de Victor rétablit le combat, mais elle va s'ébranler sous les charges multipliées de la cavalerie autrichienne et sous le feu de soixante pièces d'artillerie, lorsque Lannes accourt, plein du feu de sa victoire de Montebello. Il vient couvrir le village de Marengo, qui devient le centre des opérations et semble devoir être le gage de la victoire. Mais seize ou dix-huit mille, qui forment les deux corps de Victor et de Lannes, commencent à fléchir sous les efforts acharnés de trente-cinq mille Autrichiens, et Marengo est emporté par eux.

Par l'effet de cette occupation, Victor est en pleine retraite. Lannes se voit bientôt débordé sur ses deux flancs et environné d'un demi-cercle de feu. Ses jeunes soldats se déconcertent et fuient sur San-Juliano. Mais ses vieilles bandes, intrépides comme lui, défendent leur position. Voici le général en chef qui vole à leur secours avec la garde consulaire et une nouvelle division. La mêlée est furieusement en-

gagée; les deux généraux en chef y prennent part. Mélas a eu deux chevaux tués sous lui et a reçu une légère blessure. Bonaparte a eu sa botte coupée par une balle. Comme il s'est fait reconnaître par le brillant état-major qui l'accompagne, Mélas croit qu'il donne avec sa réserve et ne craint plus d'engager la sienne. C'était un piége que lui avait tendu le premier consul. Il voulait que Mélas employât toutes ses forces et que la division Desaix, en arrivant, trouvât l'ennemi fatigué et affaibli. La réserve de Mélas, composée de six mille grenadiers hongrois, sous le commandement du général Zach, s'avance, non pas pour assurer la victoire que Mélas regarde déjà comme certaine, mais pour en presser ardemment les suites. Cependant Bonaparte a lancé au milieu de la plaine, sillonnée par tant de feux, deux mille hommes de la garde consulaire. Elle se maintient avec une constance que Bonaparte, ce brillant historien des batailles, a qualifiée d'une manière si pittoresque, en l'appelant une colonne de granit. Il est deux heures et demie, et Mélas, qui voit plusieurs corps en retraite, quoique dans une retraite lente et bien ordonnée, fier d'une victoire dont il ne doute plus, se retire trop tôt du champ de bataille et cède à l'empressement

de transmettre cette nouvelle à son gouvernement. Cependant la victoire n'était pas encore certaine. Dans tous les cas, elle était faible et cruellement achetée. Une victoire n'est rien encore quand elle n'est pas poursuivie avec vigueur, et c'est là qu'excellait le génie de Bonaparte. Mais le général autrichien était blessé et succombait aux fatigues de l'un des plus grands efforts que la nature eût pu produire dans un corps de soixante-seize ans. Tandis qu'il écrit sa dépêche avec jubilation, Bonaparte assis au pied d'un arbre cherchait à l'horizon tous les signes de l'arrivée de Desaix. Préoccupé de l'idée fort vraisemblable que Mélas, se voyant couper ses communications avec Mantoue, en jetterait dans Gênes, où la flotte anglaise pourrait lui envoyer des secours urgents, dès le matin, il avait envoyé Desaix et sa division à Novi, sur la route de Gênes, pour lui disputer le passage. Oh! comme il maudit alors cet excès de prévoyance! Les courriers qu'il a dépêchés pour rappeler Desaix vers lui pourront-ils l'atteindre, et ne seront-ils point interceptés? Tout le succès de la bataille, celui d'un plan de campagne sublime de hardiesse dépend donc de la diligence ou du bonheur de ses courriers! Heureusement Desaix a prévenu leur arrivée; il a entendu,

plein de trouble, le bruit de la canonnade qui devient plus terrible et plus fréquent. Il juge alors qu'il s'agit d'une grande bataille engagée près de la Bormida, et prend le parti que son expérience militaire, que la gloire et l'amitié lui suggèrent; il revient sur ses pas, se rapproche de la grande armée. Avec quels transports de joie Bonaparte aperçoit les nuages de poussière qui lui annoncent l'arrivée d'un secours d'où dépend toute sa fortune! Desaix s'est élancé le premier. Bonaparte le voit et l'embrasse, mais leur entrevue est soucieuse; Desaix promène ses regards sur cette plaine où tout respire, mais surtout du côté des Français, la fatigue du combat : « Eh bien, qu'en pensez-» vous? dit Bonaparte. — C'est une bataille » perdue, lui répond le franc guerrier; mais il » n'est pas tard et nous avons encore le temps » d'en gagner une seconde. » Bonaparte s'élance au-devant de la division libératrice qui défile, il multiplie ces mots qui ont tant de prix sur le cœur des soldats : « Enfants, leur dit-il, sou-» venez-vous que j'ai toujours couché sur le » champ de bataille. »

C'était une noble tradition parmi les généraux français, depuis la guerre de la révolution, de marcher en tête des colonnes dans les mo-

ments décisifs. Desaix n'était pas homme à y manquer. Il avait exprimé le matin de cette journée de tristes pressentiments, mais avec une gaieté militaire : « J'ai trop longtemps fait la » guerre en Afrique, disait-il, les boulets d'Eu- » rope ne me connaîtront plus. » Il voyait sa division faible, fatiguée d'une marche faite sous un soleil ardent, peut-être même un peu découragée par les fuyards assez nombreux qu'elle avait rencontrés sur sa route, et cependant on eût dit qu'il marchait à une victoire certaine.

Tandis qu'il attaque avec furie l'armée qui se croit victorieuse, les généraux Lannes, Vatrin, Victor et Gardanne courent sur les derrières pour remettre de l'ordre dans les colonnes ébranlées. Aucun d'eux ne voudra manquer à la seconde bataille. Mais quel malheur ! Desaix vient d'être frappé mortellement d'une balle ! Le général Boudet le remplace. L'ennemi croit triompher par la mort de Desaix. Le général Zach, à qui Mélas a remis le commandement, est à la tête de six mille grenadiers hongrois, l'élite de l'armée autrichienne. Ce corps a déjà souffert et s'irrite de recommencer le combat quand il croit n'avoir plus qu'à ramasser des fuyards. Mais l'impétuosité des Français s'est ralentie et l'on commence à craindre pour la

division qui a perdu son héros. Dans ce moment le général Kellermann est saisi d'une de ces inspirations qui changent la fortune des combats. Commandant de la grosse cavalerie, forte de huit cents hommes, d'autres la réduisent à cinq cents, il avait chargé plusieurs fois pour couvrir la retraite; car, suivant la relation officielle, l'armée française avait reculé quatre fois et était autant de fois revenue à la charge. Il voit le moment où la division Boudet recule, où l'ennemi la poursuit avec le désordre qui naît de la fatigue et de la confiance. Jamais charge de grosse cavalerie n'eut un effet plus merveilleux. La colonne autrichienne est coupée sur plusieurs points. En vain le général Zach et son état-major courent de tous côtés pour la rallier. Ils sont coupés à leur tour et n'ont plus d'autre ressource que de se rejeter sur la division Boudet, qu'ils poursuivaient tout à l'heure, et qui, profitant d'un désordre si manifeste, a repris toute son ardeur, les cerne et les fait prisonniers. Tout a disparu d'une colonne si formidable. La cavalerie de la garde consulaire, commandée par Bessières, et bientôt les troupes ralliées par les généraux Lannes, Vatrin, Gardanne et Victor, culbutent des postes disséminés, ferment le passage de la Bormida à

différents corps qui tombent en leur pouvoir, et s'emparent de quarante canons. Il est cinq heures du soir ; Marengo, jonché de morts, est repris sans difficulté. Le champ de bataille est en notre pouvoir.

Bonaparte avait souvent remporté des victoires plus complètes et plus signalées. Je ne vois plus ici les immenses colonnes de prisonniers d'Arcole et de Rivoli. Eh bien, c'est d'une bataille si disputée et quelque temps perdue, qu'il va tirer les fruits les plus merveilleux : l'Italie et le trône de France; l'Italie, dans un assez bref délai; le trône de France, un peu plus tard.

La nuit couvrait déjà ce terrible champ de bataille, lorsque les généraux harassés, mais triomphants, viennent féliciter leur chef sur ce merveilleux succès. Un nuage de tristesse obscurcit son front victorieux. Comme on s'en étonne : «Ah! Desaix!» répond-il, avec de profonds soupirs. C'était Achille pleurant Patrocle. Il assiste avec eux à un souper qu'un monastère voisin a fait préparer pour le vainqueur, et peut-être n'était-ce pas pour celui-là. Bonaparte félicite plusieurs de ses généraux ; mais il n'adresse que ces mots à Kellermann : « Et vous, » général, vous avec fait une assez belle charge. »

On eût dit qu'il était oppressé par l'extrême importance du service. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'à l'étonnement de l'armée, il ne le nomma point général de division sur le champ de bataille : « Et pourtant, écrivit Kellermann, je » lui ai mis la couronne sur la tête. » Son secrétaire intime, Bourienne, qui l'avait suivi dans cette journée, rapporte qu'il changea trois fois le récit de la bataille. De toutes ses victoires, c'était celle qui lui appartenait le moins en propre. Il avait été surpris par une attaque imprévue et il avait eu deux libérateurs, Desaix et Kellermann; mais le merveilleux recommence dans le parti qu'il va tirer de ce succès.

Le lendemain, on l'avertit qu'un des généraux ennemis, le prince de Lichtenstein, qui avait été un moment son prisonnier dans la bataille, vient traiter avec lui. Oh! qu'il va faire payer cher aux Autrichiens les atroces douleurs qu'il a ressenties en voyant quatre fois son armée battre en retraite, et en apprenant la mort de son héroïque ami, le général Desaix! Tous les résultats qu'il s'est promis du passage du grand Saint-Bernard s'offrent à sa pensée, comme s'ils étaient réalisés; ils le seront, puisqu'il le veut, et que son ennemi ne sait plus rien vouloir.

Le prince de Lichtenstein resta interdit quand il entendit stipuler des conditions telles que celles-ci : « Que l'armée française occuperait » dans trois jours les citadelles de Turin, Milan, » Pizzighitone, Arona, Plaisance, Ceva, Sa- » vonne, Urbain, les places de Coni, d'Alexan- » drie, la seconde citadelle de l'Italie, et enfin » Gênes, qui venait de coûter à l'armée autri- » chienne un siége de quatre mois. » A tous les cris de surprise du négociateur, à tous ces témoignages d'indignation, Bonaparte répondait avec flegme : « Que voulez-vous! le général Mélas, » en passant la Bormida, a joué le tout pour le » tout. Avec un vainqueur généreux, il ne per- » dra pas tout. Je lui assure sa libre retraite sur » Mantoue. Il doit juger sa position. Je connais » le faible état de défense et d'approvisionne- » ment de toutes les places que je lui demande. » Ne sait-il pas que l'armée du général Moncey » s'avance sur ses derrières? »

Pour comprendre qu'une telle capitulation a pu être acceptée, il faut savoir que Bonaparte était parfaitement instruit par un espion habile de l'état de dénûment où se trouvaient les forteresses d'Alexandrie et presque toutes les autres places. Mélas, cerné de tous côtés, manquait de vivres et ne pouvait plus en recevoir de l'escadre

anglaise. Par la convention signée à Alexandrie, le 16 juin, les Autrichiens s'engageaient à remettre aux Français toutes les places fortes qu'ils occupaient ; les châteaux de Tortone, d'Alexandrie, de Milan, d'Arona, de Plaisance, devaient être remis du 16 au 20 juin (27 prairial-1er messidor) ; les châteaux de Ceva, de Savone, les places de Coni et de Gênes, du 16 au 24 juin ; le fort d'Urbin, le 26. L'armée autrichienne devait être divisée en trois colonnes, qui se retireraient l'une après l'autre, au fur et à mesure de la livraison des places.

Les approvisionnements accumulés par Mélas, en Italie, étaient partagés par moitié : l'artillerie des fonderies italiennes était concédée à l'armée française, l'artillerie des fonderies autrichiennes à l'armée impériale. Les impériaux, après avoir évacué la Lombardie jusqu'au Mincio, devaient se renfermer derrière la ligne suivante : le Mincio, la Fossa-Maëstra, la rive gauche du Pô, depuis Borgo-Forte jusqu'à l'embouchure de ce fleuve dans l'Adriatique. Peschiera et Mantoue restaient à l'armée autrichienne.

J'abuse de la liberté des rapprochements et j'anticipe encore une fois sur des faits ultérieurs qui seront le dénoûment de cette histoire.

L'empereur Napoléon, à la bataille de Waterloo, se trouva, comme le général Mélas, dans une position fort difficile. Comme lui, il fut victorieux, non pas seulement jusqu'à deux heures, mais jusqu'à sept heures du soir. L'arrivée inattendue du général Blucher changea pour lui la fortune, comme la charge inattendue de la grosse cavalerie de Kellermann avait arraché la victoire à Mélas; et l'empereur y perdit pour la seconde fois le trône qu'il avait conquis à Marengo.

CHAPITRE VII.

NÉGOCIATIONS. HOHENLENDEN. PAIX.

SOMMAIRE.

Joie du public après le retour du premier consul, redoublée par le bruit qui avait couru de sa défaite. — Projets conçus un moment par quelques hommes publics de former un consulat de Moreau, de Bernadotte et de Carnot. — Complot formé par quelques jacobins pour assassiner le premier consul à l'Opéra. — Arrestation de deux d'entre eux dans cette salle. — Négociation ouverte avec la cour de Vienne pour la paix. — Congrès de Lunéville. — Arrivée du comte de Cobenzel à Paris. — La négociation traîne en longeur, c'est à la victoire à la décider. — Moreau tranche les difficultés par la victoire de Hohenlenden. — Paix de Lunéville.

(1800.)

Et nous aussi, nous semblions éprouver à Paris toutes les sollicitudes du champ de bataille, tant le sort de notre patrie, celui de l'ordre social et le nôtre, dépendaient du grand coup de dés que le premier consul jetait en Italie. Nous eûmes aussi à supporter pendant quelques heures toutes les angoisses de la nouvelle d'une bataille perdue. En effet, quelques courriers du

commerce avaient annoncé le malheureux commencement de la bataille et disaient notre armée en pleine retraite. On prononçait même le mot de déroute. Déjà les mécontents républicains parlaient de la nomination de trois consuls de caractère et de principes bien différents des consuls actuels; c'étaient le général Moreau, Bernadotte et Carnot, cet inflexible républicain. Le cœur des royalistes se rouvrait à d'autres espérances qui n'eussent pu se réaliser que par de nouveaux flots de sang et de nouvelles années d'anarchie. Une joie sinistre se lisait sur leurs visages, lorsqu'au milieu des acclamations d'un peuple enivré, on vit arriver un courrier du gouvernement, tout chargé de lauriers, qui criait victoire, et annonçait la reprise de Gênes et la reddition de vingt forteresses. La foule le suivit jusqu'aux Tuileries en criant : *Vive Bonaparte !* Dès que les dépêches sont ouvertes, elles circulent ; on croit errer dans les champs du merveilleux, le merveilleux est authentique. Les alarmes qu'on vient éprouver donnent à la joie une explosion plus vive. On se fait un plaisir d'en accabler ceux dont le front soucieux exprime des espérances trompées. Le soir, Paris est spontanément illuminé, et les chants de victoire retentissent fort avant dans la nuit.

Bientôt le vainqueur, après avoir proclamé de nouveau la république cisalpine à Milan, où il est reçu avec ivresse par un parti longtemps opprimé, rentre en France et suit une marche triomphale, surtout depuis Lyon jusqu'à Paris. Il a pris un soin particulier des habitants de cette ville, victimes de leur résistance héroïque à la tyrannie des hommes du 31 mai. Importuné des ruines qui donnent un aspect sinistre à la seconde ville de France, il annonce l'intention de faire disparaître ces lamentables vestiges de barbarie, et pose la première pierre d'une nouvelle place Bellecour. A Paris, il redouble l'enthousiasme qui s'est manifesté si franchement à son arrivée, en promettant une paix prochaine, et l'on croit aux paroles de celui qui a dicté le traité de Campo-Formio, quand le gouvernement de l'état n'était point entre ses mains. Cependant il s'informe de tout ce qui s'est passé dans son absence, et surtout des dispositions qui se sont manifestées chez certains personnages sur la nouvelle de sa défaite. Il frémit, mais n'exprime sa colère que par un amer sourire, lorsqu'on lui parle du projet de nommer trois nouveaux consuls d'opinion républicaine : Moreau, Bernadotte et Carnot. Il ne peut accuser d'intelligence dans ce complot subit deux d'en-

tre eux; Moreau et Bernadotte étaient occupés à l'armée; Carnot, ministre de la guerre, était présent à Paris. Son véritable crime était de cacher peu son aversion pour tout ce qui annonçait une royauté prochaine. Bonaparte lui retira le ministère de la guerre pour le rendre à Berthier.

On vit un fait étrange.

Pour avoir trop fait ressentir et paru seconder les dispositions de son frère à s'emparer du trône, Lucien Bonaparte fut disgracié presque en même temps que le républicain Carnot. Un pamphlet avait paru et circulé librement avec tous les signes d'une haute protection, sous ce titre : *César, Cromwell, Monck, et Bonaparte.* C'était un phénomène depuis le 18 brumaire qu'un écrit dont le titre annonçait une grande pensée politique. Mais on était loin de s'effrayer pour l'auteur, quel qu'il fût. En voyant cet écrit annoncé, vanté, proclamé, on se croyait sûr d'y trouver la pensée du pouvoir.

Ce pamphlet serait encore une œuvre remarquable, même en l'isolant du but pour lequel il fut produit. Les rapprochements historiques y sont tracés d'un style vigoureux, brillant et rapide. On l'a longtemps attribué à Rœderer. M. Thiers, qui paraît mieux informé, l'attribue

à Fontanes. Quoi qu'il en soit, il fut écrit, si ce n'est sous la dictée, du moins d'après des entretiens avec le premier consul, et en notant plusieurs des expressions qui lui étaient échappées. Rien ne manquait à l'éloge, et les autres noms n'étaient rapprochés de lui que pour lui être sacrifiés. Le ministre de la police Fouché prétend avoir reconnu sur le texte original plusieurs phrases écrites de la main même de Bonaparte, et ce n'étaient pas celles où il était le moins exalté. L'intention de l'opuscule était manifeste, c'était de lui faire décerner la couronne. Les événements ultérieurs prouvent que Bonaparte était fort préoccupé de cette pensée, et qu'il voulait du moins y préparer les esprits.

Le premier consul fut averti par une rumeur assez générale que l'ouvrage réussissait peu, et qu'on était loin d'adhérer encore à ce vœu de transformer la dictature en monarchie et peut-être en monarchie absolue. La joie de la victoire de Marengo était arrêtée par cette inquiétude. Bonaparte prit le parti de désavouer et de disgracier un frère auquel il devait trop. Le pamphlet inopportun fut ainsi présenté comme l'ouvrage ou du moins comme l'inspiration de Lucien, impatient de porter son frère sur le trône, et le premier consul eut l'air de s'y être

refusé. Chacun en crut ce qu'il voulut. Il fallait un prétexte, et le premier consul nomma Lucien ambassadeur en Espagne. Il le chargeait d'y conduire une négociation qui n'était pas sans importance et dont je parlerai plus tard. Une des instructions secrètes qu'il donna à son frère fut celle-ci : « Profitez de ce poste pour soigner votre » fortune. »

La disgrâce de Lucien éclata sans colère, mais pour durer toujours. Ce fut là le prologue d'un drame assez froid, assez triste, que Bonaparte joua encore pendant plus de trois ans avant de se saisir violemment d'un titre qu'il avait la faiblesse d'ambitionner, qui n'ajoutait rien à son pouvoir et diminuait sa grandeur réelle.

Cette ambition pouvait seule le résigner au rôle de temporisateur qui convenait mal à sa nature. Il craignait alors, non sans raison, les fureurs républicaines et les Brutus de carrefour. Ceux d'un ordre plus élevé restaient subjugués par sa gloire et plus encore par les emplois importants dont il les gratifiait, et par les honneurs sous lesquels il espérait faire plier leur fierté républicaine. Le ministre Fouché l'aidait merveilleusement à faire ces conquêtes.

Toutefois il ne fallait pas trop brusquer les

scrupules et la pudeur de ces hommes qui avaient usé les termes les plus énergiques de la langue dans leurs serments et leurs imprécations contre la royauté. Au-dessus de ces républicains qui avaient porté avec tant de fierté et de rudesse le titre de montagnards, s'élevaient des hommes plus réfléchis, plus fermes, quoique moins violents dans leurs principes, et qui tenaient beaucoup de la nuance des girondins; c'était les Daunou, les Chénier, les Andrieux, les Benjamin Constant, et plusieurs autres qui se trouvaient maintenant armés du titre, mais non de l'autorité redoutable de tribuns. Les deux premiers avaient concouru à la rédaction de la constitution de l'an VIII; mais, sortis de la position difficile qui les avait fait concourir au pouvoir du premier consul, ils cherchaient les moyens d'en restreindre l'autorité. Une faveur douteuse dans le public accompagnait leurs faibles actes d'opposition. La classe moyenne, qui sortait d'une oppression subie depuis huit ans, aimait à s'abandonner à un sentiment de reconnaissance qu'exaltait l'admiration. Alarmée de nouveau par les espérances que les jacobins avaient placées dans une défaite, elle voyait dans la victoire de Marengo un second acte de délivrance. On y trouvait un gage de la paix; elle

était assurée puisque Bonaparte l'avait promise.

Les idées abstraites, les théories politiques cédaient partout le champ à l'esprit positif que Bonaparte faisait rayonner de sa gloire. La souveraineté du peuple si odieusement usurpée par les tyrans de 1793, les principes mêmes de 1789 n'étaient plus que des rêves effacés par un magnifique réveil. Quelques esprits seulement gardaient le dépôt de ces doctrines avec une fidélité discrète, mais immuable. Le pauvre simulacre du gouvernement représentatif devait bientôt tomber sous les nouveaux coups que le premier consul allait porter au Tribunat, constant objet de ses défiances.

Le ministre Fouché conduisait la police en homme habile, veillait à ne pas la rendre inutilement tracassière, et tirait plus de parti d'une liberté admise pour les propos qu'il ne l'eût fait d'un nombre infini d'émissaires. En effet, les agents de police, pour mériter ou pour escroquer un infâme salaire, se montrent plus prestes à inventer des trames dangereuses qu'à les explorer. Bonaparte, curieux à l'excès, était tellement avide des informations, même les plus futiles, qu'il multipliait les polices. Outre celle de Fouché, le gouverneur de Paris, Junot, et le préfet de police avaient chacun la sienne.

Elles se contrariaient souvent. Le premier consul, saturé de soupçons, fulminait souvent contre les polices et se gardait bien d'en supprimer aucune. Voilà, ce me semble, le côté le plus fâcheux du pouvoir absolu. Mais ce qui échappe aisément aux recherches les plus habiles de la police, ce sont les coups de désespoir du fanatisme. Ce n'était pas seulement dans les landes sauvages et désolées de la Bretagne, c'était aussi dans de sombres réduits de la capitale, que des furieux s'exaltaient par la pensée d'un grand attentat qui remplirait leur pays de stupeur et d'épouvante. Le premier consul venait de montrer, pas sa victoire de Marengo, à quel point le destin lui restait fidèle. « Eh bien, semblaient » dire ces furieux, il sera plus beau de casser par » sa mort les arrêts du destin. » Tel homme, devenu par la pauvreté, la honte et les remords, insouciant de la vie, se flattait d'accoler son nom à l'immortalité de sa grande victime. Ici c'était au nom du roi, là au nom de la république que les esprits sombres s'acharnaient à la conception d'un attentat qui, désastreux pour tous et objet de la commune horreur, pouvait assouvir leur rage, mais non satisfaire à leur ambition. Le sentiment national était ouvertement prononcé contre les chouans et les jaco-

bins; car ces deux partis ne conspiraient en effet que pour le retour du chaos politique. Ces jacobins s'étaient promis de faire tomber l'horreur de l'attentat sur les royalistes si la victime désignée succombait, et, de leur côté, les chouans, après le succès de leur complot, se proposaient bien de pousser le cri d'extermination contre les jacobins, qu'ils auraient représentés comme seuls capables d'un crime si monstrueux. On ne sait si, dès lors, il existait quelque intelligence entre des hommes qui ne pouvaient s'entendre un jour que pour s'exterminer le lendemain. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'épouvantable conception d'une machine infernale appartint d'abord aux jacobins, et que les chouans en furent les atroces plagiaires.

Les clubs étaient fermés, mais leur esprit vivait dans de nombreux et ténébreux conciliabules. La mort de Bonaparte était le seul mot d'ordre; on variait sur les moyens. Les uns voulaient le tuer dans un spectacle, d'autres dans une revue, d'autres dans ses courses à la Malmaison, d'autres enfin envisageaient sans horreur l'expédient d'une machine infernale qui ne pouvait le tuer sans lui donner pour escorte un nombre indéterminé de victimes indifférentes

à leur haine. Ils empruntaient ce moyen à l'histoire d'Angleterre. C'était renouveler, après deux siècles, la fameuse conspiration des poudres conçue par les papistes anglais pour se délivrer à la fois d'un faible monarque et des deux chambres d'un parlement fidèle à la réforme. Ce moyen, le plus atroce de tous, agitait également les esprits des conspirateurs bretons.

Quelques-uns des jacobins s'étaient arrêtés à la pensée de frapper le premier consul au spectacle. Les conjurés n'étaient qu'en petit nombre, mais ils comptaient sur le renfort des sociétés affiliées. C'étaient Aréna, le frère de ce député corse qui, animé d'une haine personnelle contre Bonaparte, l'avait disait-on, menacé d'un poignard dans la journée de Saint-Cloud; Ceracchi, sculpteur italien d'un talent assez distingué, républicain enthousiaste jusqu'à la férocité; son compatriote Diana, animé des mêmes sentiments; un nommé de Merville, jacobin assez obscur, et enfin un homme qui avait porté le plus exécrable de tous les titres, celui de membre du tribunal révolutionnaire, le peintre Topino le Brun, élève et ami de David. Le lieu, le jour du meurtre avaient été convenus. C'était dans sa loge, à l'Opéra, que Bonaparte, l'objet de l'enthousiasme public, devait être

assassiné par une arme à feu. L'un des conjurés, de Merville, avait été employé au comité de salut public sous le patronage du conventionnel Barrère, si odieusement célèbre par ses facéties joyeuses sur la guillotine dont il ne cessait de vanter les miracles au nom du comité de salut public. Le 18 brumaire l'avait fait sortir de l'ombre où il s'était prudemment retranché. Il se montrait admirateur passionné du premier consul et tâchait de mettre l'enchère sur les éloges dont le grand homme était comblé, mais non rassasié. Le premier consul avait accepté ce tribut peu signifiant pour sa gloire. De Merville, qui connaissait les dispositions nouvelles de son ancien ami, s'était bien gardé de lui déclarer un complot qui l'eût fait frémir, sinon d'horreur, au moins de peur. Mais comme Barrère lui annonçait l'intention de se rendre tel jour à l'Opéra, il employa de si vives instances pour l'en détourner et manifesta tellement son trouble, que Barrère conçut des soupçons, qu'il se hâta de venir communiquer au ministre de la police.

Mais, dans le même temps, un indice beaucoup plus sûr de la conspiration parvenait au premier consul. Les conspirateurs avaient voulu s'adjoindre un militaire et avaient jeté les yeux

sur un officier nommé Harel. Celui-ci se prêta tellement à l'ouverture qui lui fut faite, qu'il reçut la confidence entière et prit le parti d'en faire le rapport non au ministre de la police, mais au premier consul lui-même, par l'entremise de son secrétaire intime, Bourrienne. Bonaparte ne fut pas fâché de saisir une occasion de sévir contre des hommes acharnés à poursuivre sur lui la vengeance des 18 et 19 brumaire.

« Il est dangereux, disait Fouché, de laisser » un complot s'approcher de si près de l'exécu» tion, lorsqu'on peut à la fois l'arrêter et même » le punir d'après des preuves directes. Pour » conduire une conspiration près du but qu'elle » veut atteindre, le gouvernement se compro» met par les agents qu'il y fait entrer, par les » engagements que ceux-ci sont forcés de pren» dre, les serments qu'ils profèrent, les armes » et l'argent qu'il fournissent, par la confiance » qu'ils inspirent et font souvent renaître » quand les conjurés cèdent au découragement. » Le rôle que ces agents ont à jouer ensuite de» vant les tribunaux révèle leur turpitude, com» promet l'autorité. Il est difficile de savoir au » juste quand a commencé leur feinte partici» pation. Le public, s'il est mal disposé, ainsi

» qu'il arrive souvent, aime à trouver en eux les
» premiers instigateurs. Il n'aurait tenu qu'à
» moi, depuis un an, de fournir à la justice cri-
» minelle vingt procès de ce genre. J'ai mieux
» aimé faire avorter ces complots ébauchés, en
» montrant qu'ils n'échappaient point à ma sur-
» veillance. La sécurité publique s'est mainte-
» nue, et les mécontents, se soupçonnant tous
» entre eux, n'ont pas pris la consistance de
» conspirateurs redoutables. Le plus sûr moyen
» de multiplier les conspirations, c'est d'en par-
» ler sans cesse et d'en voir partout. »

Ces représentations partaient d'un esprit aussi juste que subtil; mais comme Fouché pouvait être soupçonné de conserver l'intérêt pour des hommes dont il avait partagé les principes et les excès, elles étaient suspectes dans sa bouche. Sa politique parut trop circonspecte au premier consul et au zèle ardent des généraux Lannes, Duroc et Junot. On laissa s'échauffer la conspiration. Les conjurés, dont la confiance était surtout exaltée par le secours et les promesses perfides de Harel, convinrent du jour, du lieu et de l'heure où le crime serait exécuté. Le premier consul devait être assassiné dans sa loge à l'Opéra. Bonaparte, après avoir mis toute sa police sur pied, et doublé sa garde, se rend

à l'Opéra, où il est accueilli avec les acclamations accoutumées. Bientôt on apprend l'existence et la fin d'un complot contre la vie du premier consul, dans cette même salle où tout respirait le luxe et le plaisir. Deux des conjurés, Ceracchi et Diana, sont arrêtés comme en flagrant délit, et les autres le sont à leur domicile.

La nouvelle de cet attentat, proclamé avec de grands signes d'alarme et d'agitation, jeta d'abord du trouble dans le public, disposé plus que jamais à prendre feu dès qu'il s'agissait d'un crime médité par des jacobins. Mais quand on sut que le premier consul, averti d'avance, avait suffisamment pourvu à sa sûreté, que deux des cinq ou six conspirateurs présumés avaient été seuls arrêtés à l'Opéra, qu'on n'avait trouvé sur eux aucune arme, l'intérêt se ralentit, sans se porter du côté des accusés, parce qu'ils appartenaient à un parti détesté, et surtout parce que l'un d'eux avait été membre du tribunal révolutionnaire.

Un crime plus atroce, conçu par une autre faction, allait bientôt succéder à cette vaine et folle tentative, mais l'ordre des dates ne me force pas d'en parler encore, et j'aime bien mieux passer du champ de bataille de Marengo à celui de Hohenlenden, d'un triomphe

de Bonaparte à un triomphe non moins éclatant de Moreau, et enfin à une paix glorieuse, obtenue par ces deux grands coups du génie et du savoir militaire. Les jours où les Français s'occupaient avec l'exaltation de l'orgueil national des exploits et du parallèle entre Condé et Turenne, semblaient revivre, mais agrandis par l'importance des conquêtes. Cette paix avait paru s'annoncer plutôt et comme un résultat immédiat de la merveilleuse campagne d'Italie. Le vainqueur ne parlait que d'arrêter le cours de ses conquêtes. Pour prélude à une paix générale, il offrit une suspension d'armes sur le continent et sur la mer. Un grand intérêt politique lui faisait presser ardemment un armistice. Il devenait urgent de faire passer des secours à l'île de Malte, pressée par l'escadre anglaise et par la famine. Le général Vaubois, après avoir montré dans cette place autant de constance, de fermeté et de ressources que le général Masséna en avait déployé dans les murs de Gênes, se trouvait réduit aux mêmes extrémités. Le premier consul jetait aussi des regards inquiets sur son armée d'Égypte, qui, privée des secours de la mère-patrie, aurait bientôt à se défendre contre une armée anglaise, secondée par toutes les forces de l'empire ottoman. L'Italie, si

promptement recouvrée, ne pouvait le consoler de la perte prochaine de deux conquêtes si importantes pour la gloire de son nom et la prospérité commerciale de la France. Mais ce n'était pas un gouvernement tel que le cabinet britannique que l'on pouvait tromper sur le but de l'armistice proposé. M. Otto, chargé de conduire cette négociation à Londres, où il avait été accepté comme ministre plénipotentiaire, traité d'abord avec quelques égards, fut ensuite éconduit avec une hauteur que les Anglais aiment à rendre plus blessante par l'ironie.

La négociation pacifique prenait une tournure plus favorable du côté de la cour de Vienne, encore atterrée par la capitulation de Mélas. Le comte de Saint-Julien était arrivé à Paris, chargé par cette cour de pouvoirs qu'on jugeait suffisants pour traiter de la paix. Le premier consul, qui brûlait de laisser l'Angleterre isolée à son tour et sans alliés sur le continent, accueillait avec facilité ou suggérait avec finesse des propositions qui permettaient à l'Autriche de se racheter de ses défaites aux dépens de plusieurs États d'Allemagne.

Quoique M. Pitt fût le seul en Europe qui affectât de n'être point découragé par le désastre de Marengo, ses inquiétudes étaient graves. Au

malheur de voir l'Autriche céder à la nécessité et se détacher de l'Angleterre, se joignait un danger plus directement fatal pour son pays. Tout lui était connu des relations chaque jour plus intimes que le premier consul entretenait avec l'empereur de Russie, aveugle adorateur du grand homme. Il craignit que le czar, fasciné par les projets grandioses que Bonaparte présentait à son imagination ardente en cajolant son étroit génie, n'entrât d'un côté dans le projet d'une ligue des puissances du nord contre la domination maritime de l'Angleterre, et de l'autre côté ne se dirigeât vers la pensée plus hardie de lui enlever l'empire des Indes. Les intrigues du cabinet britannique fomentèrent à Saint-Pétersbourg des mécontentements qui devaient trop tôt éclater par l'une de ces révolutions orientales ou plutôt par l'un de ces attentats qui frappent le despote et non le despotisme. A l'égard de l'Autriche, M. Pitt eut à faire jouer de plus légitimes ressorts. Il s'agissait de réveiller la fierté germanique abattue par la défaite de Marengo et par un déplorable armistice. Il trouvait dans le baron de Thugut un premier ministre dévoué à sa direction. C'était un de ces hommes d'État qui cachent sous des formes pesantes, de la finesse, de la clair-

voyance et de la tenacité. Son orgueil avait été exalté par la série de victoires que les armes autrichiennes avaient obtenues, l'année précédente, dans cette même Italie aujourd'hui si compromise.

Son crédit était grand sur la jeune impératrice, et celle-ci avait beaucoup de pouvoir sur son époux, qui, marié plusieurs fois, portait toujours de la passion dans sa fidélité conjugale. Le baron de Thugut s'aidait de cette faveur et de l'ambition présomptueuse des jeunes archiducs pour lutter contre les conseils pacifiques du héros de la famille, de l'archiduc Charles, qui, très-versé dans l'art de la guerre, savait apprécier les merveilleuses ressources du génie de Bonaparte et de l'enthousiasme qu'il excellait à produire. Les jeunes princes ne voulaient voir dans Mélas qu'un général qui, au moment même d'une victoire certaine, avait été frappé d'une sorte de paralysie intellectuelle, fruit de l'effort extraordinaire que la nature avait dû produire chez un vieillard de soixante-seize ans. Mais n'avait-il pas prouvé que Bonaparte n'était pas invincible? ne venait-il pas de fournir un nouveau témoignage de la supériorité de la tactique allemande sur l'impétuosité française? Était-ce le moment de céder à un usurpateur qui ne

jouissait encore que d'un pouvoir temporaire et qui, traître aux lois de sa patrie, devait bientôt succomber sous les ressentiments et les complots des républicains révoltés.

La presse britannique ne cessait de faire un tel commentaire de la bataille de Marengo et de l'armistice d'Alexandrie. Pitt inondait l'Allemagne de pamphlets rédigés avec tout ce que la haine a de plus inventif et de plus amer. La cour de Vienne flottait dans une incertitude perpétuelle. Le baron de Thugut fut d'abord assez puissant pour faire rejeter avec hauteur les préliminaires de paix auxquels le comte de Saint-Julien venait de souscrire. Mais bientôt l'empereur s'effraya d'avoir à suivre encore des conseils trop violents. L'état désastreux de ses finances et les misères de son peuple le touchaient autant que les sages représentations de l'archiduc Charles. Le crédit de la jeune impératrice baissa pour se relever bientôt. Le baron de Thugut fut congédié et remplacé par le comte Louis de Cobentzel, au grand contentement des amis de la paix. Il semblait être né pour les grandes conciliations des peuples et des rois. Ses manières affables et distinguées, son commerce facile, ses propos enjoués, ses saillies délicates, l'élégante facilité avec laquelle il par-

lait notre langue, et enfin des goûts et des talents frivoles, joints à des études solides et variées, lui donnaient un air de parenté avec ce que la cour de Versailles, dans ses plus beaux jours, avait offert de plus brillant et de plus aimable. Nommé ministre, il sembla mettre sa joie et son orgueil à négocier la paix sans intermédiaire et n'hésita point à se rendre au congrès de Lunéville. Le premier consul avait indiqué, pour cette réunion diplomatique, cette jolie ville où le roi de Pologne, Stanislas, avait longtemps tenu sa modeste cour.

Le comte de Cobentzel put être d'abord un peu mortifié de n'y trouver aucun diplomate. Il continua sa route jusqu'à Paris, et ne craignit pas d'avoir à lutter de politique avec un homme qui entendait cette science aussi bien que l'art de la guerre. Bonaparte, de son côté, se promettait de dépister toutes les ruses du vieux et fin diplomate. On resta quelque temps en observation de part et d'autre. Ce n'étaient que fêtes, que congratulations, que spectacles. Le premier consul se plaisait à faire briller sa cour martiale et pourtant élégante, devant un homme qui avait étudié l'aimable cour de Louis XVI, et la cour voluptueuse et rusée de l'impératrice de Russie. Cobentzel ca-

-chait la patience allemande, et Bonaparte l'opiniâtreté corse sous des dehors français; et de plus ce dernier avait pour auxiliaire le souvenir de ses victoires, le prestige d'une parole brève, brillante et fertile en images. Toutes les séductions jouèrent autour du diplomate, et, quoiqu'il ne fût plus jeune, les femmes se mirent de la partie. On faisait cercle autour de lui pour écouter ses anecdotes piquantes ou joyeuses. Un air d'hilarité se montrait sur toutes les figures dès qu'on le voyait entrer : on lui prêtait des bons mots, ce qui est en France le plus haut signe de faveur pour l'homme à la mode. Tout ce jeu fut inutile, quand il fallut ouvrir sérieusement les négociations, Cobentzel parut redevenir un Allemand empesé. Il ne montrait que scrupules à traiter sans un allié aussi fidèle, aussi généreux que le cabinet britannique. Ce qui le rendait si indécis, si lourd, c'est qu'il craignait que, dans son absence, l'impératrice et l'archiduc Jean, enflammés d'une passion malheureuse pour la guerre, ne reprissent leur ascendant et ne lui infligeassent la même humiliation qu'au comte de Saint-Julien, dont les actes pacifiques avaient été si durement désavoués. Il se mit à insister pour que le congrès s'ouvrît à Lunéville avec le concours de toutes les puissances inté-

ressées. Il s'y rendit avec Joseph Bonaparte, à qui son frère laissait l'emploi glorieux de traiter de la paix. Il y vint des diplomates de toute espèce, mais d'un ordre inférieur. Cobentzel, qui voulait toujours traîner en longueur, pour diminuer l'effet prestigieux de la victoire de Marengo, feignait d'attendre un plénipotentiaire du cabinet de Saint-James, qui était bien résolu de n'y point paraître.

Les craintes du comte de Cobentzel sur les nouvelles variations de sa cour se vérifièrent. Le parti de la guerre reprenait le dessus. L'archiduc Jean se flattait d'égaler et même de surpasser la gloire de son frère l'archiduc Charles, dont les conseils prudents étaient repoussés avec dédain. Tout reprenait un air chevaleresque à la cour de Vienne. L'impératrice recommençait à broder des drapeaux de ses mains, quoique plusieurs décorassent à Paris l'hôtel des Invalides. On tâchait de réveiller l'enthousiasme hongrois, comme au temps de Marie-Thérèse. Les magnats de cette contrée, dont quelques-uns étaient supérieurs en richesse à plusieurs souverains de l'Allemagne, et même à quelques rois du Nord, levaient des régiments et lançaient nombre de leurs serfs à la guerre. Les dames de la cour distribuaient des écharpes. L'air ne

retentissait plus que de chants belliqueux. Les bardes allemands épuisaient leur verve pour rivaliser avec la terrible Marseillaise.

Sans faire tant de fracas, Bonaparte, qu'importunaient les lenteurs du congrès, fournissait noblement à son rival de gloire, Moreau, les moyens de frapper en Allemagne un coup aussi décisif que celui de Marengo en Italie. Ce général était venu le trouver à Paris, et leurs entretiens pendant deux jours avaient amené de grandes combinaisons stratégiques. Un corps de douze ou quinze mille hommes, commandé par le général Augereau, devait seconder ses opérations par le Tyrol, et déjà ses communications avec la grande armée étaient établies. Macdonald, à travers les glaciers de Splengen, lui fournirait une seconde réserve.

Moreau avait usé avec vigueur et promptitude de deux victoires fortement disputées, par lesquelles il avait ouvert la campagne, et déjà s'était emparé de Munich; de son côté l'Autriche n'avait jamais fait un armement plus formidable. L'armée de l'archiduc Jean était forte de cent vingt mille hommes, celle de Moreau de quatre-vingt mille. Mais on sait combien les estimations de ce genre sont contestées. L'armée autrichienne prenait hardiment l'offensive, malgré la rigueur

de la saison. C'était le 5 décembre, la neige tombait à gros flocons. Je vais citer le rapport officiel du général Moreau, admirable par sa précision.

« J'ai le plaisir, mon cher général, de vous » rendre compte d'un événement bien glorieux » pour l'armée que je commande, et d'un grand » avantage pour la république.

» Par ma dépêche d'hier, en vous rendant » compte du combat du 10, je vous annonçais » le rassemblement de l'armée, et mon projet » de reprendre l'offensive.

» Hier au soir, le corps du général Grenier » était rassemblé entre Hohenlenden et Harto- » fen. La division aux ordres du général Gran- » Jean, dont le général Grouchy a pris le com- » mandement, appuyait sa gauche au village de » Hohenlenden, les divisions Richepanse et » Decaen à Ebersberg.

» Je m'attendais à être attaqué par l'ennemi, » et j'avais donné l'ordre aux généraux Riche- » panse et Decaen de déboucher par Saint-Chris- » tophe sur Matenpot, et de tomber avec vigueur » sur les derrières de cette armée. Ce mouve- » ment s'est exécuté avec autant d'audace que » d'intelligence.

» L'ennemi a commencé son attaque sur Ho-

» henlenden, environ à sept heures et demie du
» matin; on s'est borné à le contenir jusqu'à
» l'instant où un moment d'hésitation m'a fait
» juger que l'attaque du général Richepanse
» commençait.

» J'ai ordonné au général Grenier de com-
» mencer la sienne. Le général Ney s'est porté
» avec vigueur dans le défilé, et a rencontré à
» moitié chemin de Matenpot le général Riche-
» panse. Tout ce qui était engouffré dans le
» bois, étendu d'environ une lieue et demie, a
» été tué, pris ou dispersé.

» L'attaque du général Ney était soutenue par
» la division du général Grouchy, qui venait de
» culbuter la réserve des grenadiers ennemis
» qui avait cherché à déborder sa droite. Ses
» attaques ont été dirigées par les généraux
» Granjean et Boyer.

» Le mouvement des généraux Richepanse
» et Decaen a éprouvé les plus grands obstacles.
» Obligé de marcher par des routes étroites et
» entièrement entourées d'ennemis, le général
» Richepanse s'est trouvé séparé des autres trou-
» pes, avec cinq ou six bataillons et un régiment
» de chasseurs; mais, sans regarder derrière lui,
» il a marché au milieu de l'armée ennemie,
» sans s'inquiéter du peu de troupes qu'il avait,

» et a joint la tête de la division du général » Ney, conduite avec une égale intrépidité par » l'adjudant-commandant Ruffin. Le général » Valter a été grièvement blessé à cette attaque. » Le général Decaen est parvenu à faire péné» trer les Polonais au soutien du général Ri» chepanse.

» Pendant que le succès se déterminait au » centre, un corps de troupes, marchant de Was» serbourg sur Ebersberg, a forcé le général » Decaen à changer de front à droite pour l'ar» rêter. Il fut repoussé dans le plus grand dés» ordre.

» L'affaire paraissait complétement décidée » à trois heures, lorsqu'un autre corps, mar» chant du Bas-Inn, a voulu déboucher par » Burkrain sur Hohenlenden; comme on s'at» tendait à un effort sur la gauche, l'ennemi » ayant eu la veille beaucoup de troupes dans » la vallée de l'Isen, le lieutenant-général Gre» nier avait laissé en position les divisions Le» grand, Bastout et la réserve de cavalerie, qui, » au moment où elles allaient prendre l'offen» sive, ont été elles-mêmes attaquées. On a fait » revenir à leur soutien quelques troupes du » général Ney, et des autres divisions qui se » sont trouvées sous la main.

» Les généraux Legrand et Bastout, après » avoir repoussé ces attaques et avoir eux- » mêmes abordé l'ennemi avec une grande vi- » gueur, enfin, après plusieurs efforts, les ont » culbutés avec une perte d'une partie de leur » artillerie. Le général Bastout a été blessé à » cette attaque; le général Bonnet l'a sur-le- » champ remplacé.

» Cette affaire a été tellement générale, qu'il » n'y a pas un corps dans l'armée française qui » n'ait combattu, et certes il en a été de même » de l'armée autrichienne. La neige tombait à » grands flots pendant toute l'action.

» Nous avons pris environ quatre-vingts bou- » ches à feu et deux cents caissons, dix mille » prisonniers, un grand nombre d'officiers, » parmi lesquels sont trois généraux. La pour- » suite a duré jusqu'à la nuit. J'estime notre » perte à un millier d'hommes, tués, blessés ou » prisonniers; celle de l'ennemi est incalcula- » ble. Tous ont fait leur devoir; je ne puis don- » ner d'éloges particuliers à aucune des armes; » artillerie, infanterie, cavalerie méritent les » louanges les plus fortes et les plus vraies. Les » états-majors se sont particulièrement distin- » gués.

» Le corps du général Lecourbe qui s'était

» emparé de Rosenheim, le 10, a été chargé de » couvrir l'Inn et de défendre tous les débou- » chés du Tyrol.

» Le chef de l'état-major vous rendra un » compte très-détaillé de cette bataille d'Hohen- » lenden, lieu déjà connu par la convention qui » nous cédait les trois places. La république » doit connaître les corps et les militaires qui » s'y sont particulièrement distingues. Il vous » instruira également des détachements que » l'ennemi a faits derrière notre gauche, et aux- » quels nous n'avons pas fait grande attention. » L'armée est fière de son succès, surtout par » l'espoir qu'il contribuera à accélérer la paix.

» Salut et amitié.

» MOREAU. »

Tel est, dans sa noble simplicité, le récit fait par le vainqueur de l'une des plus importantes et des plus habiles victoires qui soient signalées, je ne dirai pas seulement dans les annales françaises, mais dans les annales militaires de tous les pays. D'extrêmes difficultés en rehaussent le mérite et la gloire. Nos soldats avaient à lutter non-seulement contre un ennemi supérieur en nombre, qui était à portée de toutes ses ressour-

ces, tandis que Moreau était fort éloigné des siennes, mais encore contre une saison ennemie, qui a bien rarement permis d'importants succès à la guerre. Les plus fortes combinaisons de la tactique et de la stratégie s'y trouvent jointes à de vifs élans d'enthousiasme. Joignons-y quelques détails.

L'âme de Moreau semblait répandue dans chacun des généraux qui secondent et complètent ses manœuvres. Voyez comme leur coup d'œil militaire triomphe de l'obstacle d'une neige épaisse et constante qui peut les exposer aux plus fatales méprises. Ils se devinent et semblent se rendre un compte exact de tous les pas que l'un fait vers l'autre. Aussi les voyez-vous transportés de joie quand ils s'abordent et s'embrassent. Ni eux ni leurs soldats ne se permettent le moindre doute sur le succès. Ils ferment toute issue aux corps autrichiens qui se sont enfoncés dans le bois. Aperçoivent-ils sur les hauteurs des cavaliers, des grenadiers qui se présentent en bon ordre pour délivrer leurs compagnons, nos fantassins d'une taille chétive vont traîner à leur suite ces grenadiers à la haute stature et ces cavaliers si bien montés.

Richepanse, apercevant un corps de six mille grenadiers hongrois qui débouche d'une colline

et se prépare à une attaque désespérée, se tourne vers ses soldats et leur dit : « Que pensez-vous » de ces hommes ? — Ils sont morts, » répondent nos soldats. Ne croit-on pas entendre des Spartiates?

Après Moreau, le plus grand honneur de cette victoire appartient aux généraux Richepanse et Decaen, qui ont décidé la victoire en se portant avec tant de hardiesse et de promptitude sur les derrières de l'armée autrichienne. Que dire ensuite du général Ney, qui, par la plus terrible attaque sur le centre, a jeté le gros de l'armée autrichienne dans un bois et un défilé inextricable? Les généraux Drouet, Grenier, Legrand, Grouchy, d'Hautpoult, enfin tous, par leur commune ardeur et leur haute intelligence, ont assuré cette victoire qui a mis plus de vingt mille Autrichiens hors de combat et qui leur a coûté la perte de leur bagage et de presque toute leur artillerie.

Napoléon, dans ses mémoires de Sainte-Hélène, a élevé de graves reproches contre les dispositions prises par Moreau. M. Thiers juge que la bataille a été témérairement engagée par le général et que ses ordres manquaient de précision et de clarté; mais la vigueur de l'exécution et la grandeur des résultats finissent par le subjuguer. J'ai entendu dire à de grands militai-

res qu'Austerlitz pouvait seul rivaliser avec Hohenlenden.

Si Bonaparte eût remporté la victoire de Hohenlenden, peut-être n'eût-il voulu dicter la paix que dans les murs de Vienne. Tel fut du moins l'usage de l'empereur Napoléon. Mais fallait-il laisser un si brillant avantage à son rival de gloire? Qu'importe d'ailleurs cette conjecture, qu'on peut regarder comme inofficieuse, mais que le caractère de Napoléon justifie assez! Alors il était animé d'un vif amour de la paix, qui lui conciliait tous les cœurs et favorisait les progrès de son ambition.

Moreau avait poursuivi sa victoire et passé l'Inn, où il n'avait rencontré de résistance sérieuse que dans ce même corps de gentilshommes sous les ordres du prince de Condé. Déjà il était maître de Lintz, lorsque l'archiduc Jean, plus battu que ne l'avait été le général Mélas, fit proposer un armistice. Moreau y accéda. La plupart de ses généraux en murmuraient. « *Eh quoi!* lui disaient-ils, *n'êtes-vous pas sûr de nous conduire à Vienne? — Il est beau, sans doute,* répondit Moreau, *d'entrer à Vienne, mais il vaut mieux dicter la paix.* » On ne sait si cette réponse lui fut suggérée par sa propre sagesse, ou si elle était le résultat des instructions

du premier consul; elle ne peut qu'honorer l'un et l'autre.

Moreau dicta des conditions qui servirent de base au congrès de Lunéville, où les deux négociateurs, Joseph Bonaparte et le comte de Cobentzell, étaient restés pendant que la guerre se rallumait avec tant de fureur. L'archiduc Charles aurait pu prévenir ce grand désastre de l'armée autrichienne, si on ne l'eût éloigné du commandement. Il consentit à se charger d'une négociation pénible.

Le traité fut signé le 9 février 1801. Voici quelles en étaient les conditions les plus importantes.

L'Autriche reconnaissait l'incorporation définitive de la Belgique à la république comme à Campo-Formio, et la rive gauche du Rhin, dans toute son étendue. La cour de Vienne admettait aussi les républiques Cisalpine, Ligurienne, Batave et Helvétique; l'Adige servait de limite aux possessions allemandes en Italie. Enfin, la Toscane était cédée à la France en toute propriété, à la charge, par le premier consul, d'en disposer au profit d'une puissance indépendante. Il n'était plus question des indemnités de l'Autriche en Italie; mais, dans les articles secrets, on reconnaissait ses prétentions

sur quelques-unes des légations romaines. On renouvelait ainsi les clauses stipulées dans les préliminaires signés à Paris par le comte de Saint-Julien.

Le canon des Invalides, qui avait tant de fois tonné pour des victoires, annonça plus joyeusement encore une paix qui rappelait celle de Campo-Formio, due également à Bonaparte. Mais ce nouveau traité avait un avantage de plus que le précédent. On devait le regarder comme le précurseur d'un traité avec l'Angleterre qui, voyant brisées à coups de canon toutes ses alliances continentales, et privée de tout moyen d'agression contre la France, avait à redouter ses entreprises sur tant de points divers de son immense domination maritime, sur le Portugal, que l'Espagne elle-même allait envahir; sur l'Irlande, à demi révoltée, et peut-être sur Londres même.

L'enthousiasme et l'amour des Français pour l'auteur de ces subites merveilles était encore accru par l'effroyable danger que lui avait fait courir l'attentat de la machine infernale, qui ne fut désastreux que pour des vieillards, des femmes, des enfants fort étrangers au destin de Bonaparte. J'en parlerai dans le chapitre suivant. Chaque tête s'était sentie menacée dans la

sienne. Aussi les fêtes eurent-elles quelque chose de plus que la magnificence dont le même homme les fit briller depuis. C'était une cordialité qui éteignait tout souvenir fâcheux. Oh! qu'ils avaient bien tenu leurs promesses ces guerriers éprouvés, ces jeunes héros qui étaient partis au printemps pour l'Italie et pour l'Allemagne! Leur gloire se reflétait sur le front de leurs jeunes épouses, telles que madame Moreau, madame Murat, madame Marmont, madame Junot. « Nous étions si heureuses, dit cette » dernière dans ses mémoires, que nous croyions » de la meilleure foi du monde nous aimer » toutes. »

Telle était la brillante clôture de ce dix-huitième siècle, d'abord attristé par les revers qui accablèrent la vieillesse morose de Louis XIV, et par une dévotion que le monarque et les jésuites commandaient à coups de lettres de cachet; de ce siècle novateur où la mollesse de l'action n'arrêtait point et favorisait l'audace des pensées, où se méditait la réforme de l'état social au milieu des éclats de la folie et de tous les raffinements des plaisirs licencieux, où une philosophie nouvelle prit par degré, et presque à son insu, la force d'une ligue et l'ardeur d'une croisade, de ce siècle où le bruit

des grelots ne permettait pas d'entendre celui des tonnerres lointains qui grondaient à l'horizon, de ce siècle noblement conjuré contre le fanatisme, la barbarie, la cruauté, et qui dans les dix dernières années de son cours devait passer des entreprises et des illusions les plus généreuses aux fureurs les plus délirantes et les plus atroces, et tomber enfin de Mirabeau jusqu'à Robespierre, ou se relever de Robespierre jusqu'à Bonaparte.

CHAPITRE VIII.

MACHINE INFERNALE.

SOMMAIRE.

Complot des chouans pour la machine infernale. — Fatale explosion qui coûte la vie à un grand nombre de personnes. — Le premier consul est sauvé. — Il se rend à l'Opéra. — Ses soupçons et ceux du public se dirigent contre les jacobins. — Les chouans entretiennent cette erreur. — La fureur de Bonaparte éclate sans mesure devant son conseil d'État. — Paroles violentes qui lui échappent. — Le ministre Fouché menacé d'une disgrâce. — Sa fermeté, sa vigilance, son adresse. — Il parvient à découvrir les preuves et les véritables auteurs de cet attentat. — On les arrête. — Cependant le premier consul obtient un sénatus-consulte qui condamne cent trente-quatre jacobins à la déportation. — Condamnation et supplice des auteurs de la conspiration de l'Opéra. — Ceux de la machine infernale subissent la peine de leur crime, et l'arrêt de déportation n'en est pas moins exécuté envers cent trente-quatre jacobins.

(1800—1801.)

Le 27 décembre, 5 nivôse du calendrier républicain, qui allait bientôt tomber avec la république, tout respirait à Paris le plaisir et cette sécurité que le 18 brumaire nous avait enfin rendue. J'ai dit qu'elle n'avait été que faiblement troublée par la tentative de meurtre dont l'Opéra avait dû être le théâtre. Le danger avait

été paré aussitôt que dénoncé, et les conspirateurs étaient tombés dans un piége dressé par le gouvernement même. Aréna, Ceracchi, Diana, Topino le Brun et trois autres de leurs obscurs complices avaient été traduits devant le tribunal criminel de la Seine, et condamnés à mort sur des preuves qui, aujourd'hui, paraîtraient insuffisantes.

Nous voulions nous persuader que l'enthousiasme public formait autour du premier consul une barrière désormais impénétrable aux efforts désésperés des factions.

Toute la société élégante se mettait en mouvement pour aller entendre le magnifique oratorio que Haydn a consacré aux merveilles de la création. Déjà les loges brillaient de l'éclat des diamants, de la beauté des dames, et de ces parures grecques qui voilaient si peu leurs charmes. Tout à coup une épouvantable explosion, semblable à un tremblement de terre, glace d'effroi tous les cœurs. Déjà l'on ne fait aucun doute que ce ne soit un attentat dirigé contre le premier consul. On revient, rempli d'horreur et d'alarmes, lorsqu'on le voit entrer, suivi de sa femme et de sa belle-fille, mademoiselle de Beauharnais. Il est donc sauvé! et le ciel, prodigue pour lui de miracles, l'a fait échapper,

lui et les siens, à l'explosion d'une machine infernale, qui couvre toute la rue Saint-Nicaise de ruines, de morts et de blessés, et en à ébranlé toutes les maisons. Il se montre plus troublé d'horreur que de crainte. On l'applaudit avec transport; mais l'effroi n'est pas dissipé, il se peint dans les regards de madame Bonaparte et de sa fille. On craint que les auteurs de ce crime n'aient pratiqué une mine sous cette vaste salle. Peu à peu elle se dégarnit. Quel plaisir goûter encore à un spectacle d'où l'on pouvait entendre, sinon les cris des victimes, du moins ceux des familles désolées. Eh! ne devait-on pas craindre que des amis, des parents, ne se fussent trouvés dans la rue, théâtre du crime! Le premier consul, qui n'avait voulu que rassurer par sa présence le public dont il était aimé, tint à se montrer inébranlable, et parut encore prêter quelque attention à des chants que les acteurs et les musiciens expédiaient avec précipitation. Mais la fureur était dans son âme.

Vingt personnes avaient été tuées, et quarante-six blessées grièvement. On varie sur les causes qui firent le salut du premier consul. Je l'ai souvent entendu attribuer à l'ivresse du cocher, qui avait lancé ses chevaux avec une vitesse inaccoutumée.

Comme cet attentat succédait d'assez près au complot de Ceracchi et d'Aréna, le cri public se prononça contre les jacobins. Cette accusation devenait plus plausible, parce que, un mois auparavant, la police avait saisi une machine infernale à peu près semblable, et dont l'inventeur était un jacobin, nommé Chevalier, qui, depuis, expia sur l'échafaud cette odieuse conception. Les accusateurs les plus ardents des jacobins étaient ceux qui connaissaient les véritables auteurs du crime. C'était ainsi que les chouans accomplissaient leur serment de vengeance prononcé dans les forêts de la Bretagne. Chacun de nous peut mettre au nombre des plus cruels événements de sa vie ces moments où nous avons appris un nouveau genre d'attentats, qui prouve la progression de la scélératesse humaine. Je ne connais point de tourment plus affreux, si ce n'est le remords.

Un assez grand nombre de chouans s'étaient rendus à Paris à la faveur de la pacification. Plusieurs d'entre eux étaient accueillis dans des familles nobles, qui croyaient voir en eux des héros de la fidélité. Les guinées anglaises fournissaient à leur entretien, et peut-être ont-elles servi à payer le plus atroce de leurs crimes. Georges Cadoudal, décoré par le prétendant du

titre de lieutenant général, était retourné dans le Morbihan pour y réorganiser la révolte, y avait ranimé des troubles assez sérieux dans lesquels il avait signalé sa sauvage bravoure et ses ressources comme chef de partisans. Il laissait à sa place, à Paris, dans Limoelan, un lieutenant peut-être plus forcené que lui-même. Saint-Réjeant, ancien officier de marine, qui avait échappé aux sanglantes exécutions de Quiberon, était aussi un de leurs chefs les plus aguerris. Carbon, véritable homme des forêts, était pour eux un instrument obscur et dévoué. L'instruction criminelle ne leur a donné d'autres complices qu'un nommé Joyaux, homme sans importance. Ils devaient être peu nombreux par la nature même de cet épouvantable secret. On s'entretenait à Paris de l'exécrable invention d'une machine infernale imaginée par Chevalier, et dont l'explosion devait seconder les projets des vieux *terroristes;* ils en connurent le modèle. Saint-Réjeant se chargea de l'imiter, en y faisant quelques changements. Ainsi, les chouans s'étaient rendus plagiaires du procédé d'extermination imaginé par des jacobins; et trente-quatre ans après, d'autres révolutionnaires, animés des fureurs régicides, renouvelèrent, pour notre effroi, l'horrible attentat

des chouans, avec un même désastre inutile pour leur cause.

Telle était la foi de Bonaparte et la nôtre dans la pacification de l'Ouest, que les chouans ne s'offrirent point à sa pensée; car il voyait partout des Ceracchi et des Aréna. Il s'était hâté de convoquer le sénat, le corps législatif et le tribunat, pour des mesures de sûreté et de répression que tout annonçait comme formidables et surtout comme fort arbitraires. La manière dont il avait répondu aux différents corps qui venaient lui témoigner l'indignation universelle contre l'attentat en était le présage et en quelque sorte le programme. Toutes ses expressions fulminantes étaient dirigées contre les jacobins, sous les noms de terroristes et de septembriseurs.

Ces tremblements de terre, ces volcans faits de main d'hommes n'ébranlent pas seulement des murailles, ils bouleversent le cœur et la raison. Peut-on comprendre cette froide frénésie qui lance au hasard l'homicide sur des êtres indifférents, sur des êtres touchants et respectables, pour frapper un seul homme dont la mort sera le signal des guerres civiles les plus atroces? Conçoit-on cet homme de fer, qui veille auprès de la machine infernale où il va mettre le feu,

lorsqu'il voit passer au-dessus de la traînée de poudre l'enfant joyeux, le vieillard mutilé au service de la patrie, un jeune couple qui vient de recevoir la bénédiction nuptiale? Peut-être ennoblit-il sa cruauté par le danger qu'il court; mais croyez qu'il fera tout pour s'y soustraire lui-même et qu'il compromettra le succès de son crime par l'intérêt de sa sûreté. Que pensez-vous de celui de ses complices qui a passé une longue suite de jours et de nuits à forger cet instrument d'extermination, et qui, maintenant, se tient à l'abri du danger? Que pensez-vous des agents qui, pour servir une faction ou un gouvernement étranger, ont payé ces épouvantables apprêts? Eh bien, que pensez-vous enfin de Saint-Réjeant, qui, chargé de mettre le feu à la machine, confie, pour une petite somme d'argent, le soin de garder le cheval et la charrette à une petite fille de quinze ans, qui tomba, victime de sa crédulité? C'étaient des Bretons, armés pour l'église, qui recouraient à ces moyens qualifiés par eux-mêmes d'infernaux. Pourtant nulle de nos provinces n'est plus renommée pour sa loyauté que cette patrie de Duguesclin. Voilà où conduit l'esprit de faction poussé à ses dernières fureurs.

L'indignation exprimée dans tous les discours prononcés au nom des grand corps de l'état était très-propre à exciter le premier consul à des mesures violentes qu'on semblait déjà lire dans ses yeux flamboyants. Aussi, le lendemain, devant son conseil d'état, quelque habitué qu'il fût à se contraindre, il ne sut garder aucune mesure. Lorsque rien n'indiquait encore les auteurs du crime, il prononça sans hésitation, « qu'un at-» tentat aussi épouvantable ne pouvait provenir » que des auteurs des massacres du 2 septembre » et de ces scélérats qu'on trouve dans tous les cri-» mes de la révolution. La justice des tribunaux » serait ici trop lente et trop peu sûre. *Il faut* » *égaler le nombre des coupables à celui des victi-* » *mes et déporter tous leurs adhérents. Je ne veux* » *pas laisser miner successivement tous les quar-* » *tiers de Paris.* Qu'on ne me parle plus de » maximes d'une philanthropie inhumaine dans » ses résultats, ni des scrupules des métaphy-» siciens et des légistes. Je puis braver ces dan-» gers, chaque événement prouve que je suis » protégé par la main de Dieu, qui veut ren-» dre à la France le repos, l'ordre et la gloire. » Mais je dois assurer par les mesures les plus » énergiques la sécurité de tant de familles pai-» sibles. Je dois vengeance aux infortunés de

» la rue Saint-Nicaise. Nous avons devant nous » pis que des Catilina. Le premier consul de la » république française ne manquera point à la » fermeté que déploya le consul romain contre » ceux qui voulaient incendier Rome et l'inon- » der de sang. »

Dans une allocution aussi emportée, aussi despotique, on reconnaissait peu le langage de Cicéron dont il venait de citer l'exemple. Quand il prononça ces mots : *il faut égaler le nombre des coupables à celui des victimes,* on se souvint qu'il avait étudié de près, en Egypte, la justice orientale.

De ces conférences du premier consul avec son conseil d'état, tristes à lire, tristes à rapporter, il sortit une mesure qui semblait nous dire par son arbitraire, par son iniquité : *Vous êtes encore sous la révolution*. Cette mesure n'était autre chose qu'une édition revue et corrigée de cet arrêté des trois consuls Sieyès, Ducos et Bonaparte, qui condamnait à la déportation près de cent révolutionnaires signalés, les uns par des actes de cruauté et les autres seulement par leur opposition au 18 brumaire, arrêté dont l'opinion publique, justement alarmée, était parvenue à faire suspendre l'exécution. Peu de noms étaient changés. Ce n'était pas qu'on eût découvert au-

cun indice de leur participation à l'attentat de la machine infernale; mais plusieurs avaient souvent été les objets de l'horreur publique. On les craignait, et le premier consul ne se montrait pas exempt d'une crainte personnelle. Une mesure si évidemment arbitraire excita quelques scrupules dans le conseil d'état. Celui qui les exprima avec le plus d'énergie fut l'amiral Truguet, et sa résistance ne fléchit ni sous les emportements ni sous les sarcasmes du premier consul. D'autres conseillers d'état demandaient, au moins, que cette mesure reçût la sanction du sénat, du corps législatif et du tribunat. Mais Bonaparte voyait toute son autorité et toute sécurité publique compromises si l'un des corps venait à la rejeter. Cambacérès réussit pourtant à lui persuader qu'au moins la sanction du sénat conservateur, chargé par la constitution de l'an VIII de veiller au maintien de la liberté civile, était nécessaire. On pouvait d'ailleurs la regarder comme certaine. On était sûr de trouver un puissant défenseur de cette mesure dans le sénateur Sieyès, qui en avait pris l'initiative un an auparavant, et qui se piquait assez de constance dans ses haines ainsi que dans ses craintes. On eut recours à cette sanction et on l'obtint avec une extrême facilité.

Ainsi, avant toute instruction du procès, cent trente-trois hommes, sous le nom de terroristes, furent condamnés au gouffre de Synamari. On croit que la plupart y périrent; du moins aucun d'eux ne reparut sur la scène politique (1). Cependant Bonaparte eût dû se souvenir, dans l'amertume de son âme, que lui-même, après un éclatant fait d'armes, au siége de Toulon, avait été rayé des cadres de l'armée, sous l'imputation très-injuste de terrorisme.

Un seul homme n'avait pas partagé l'opinion tranchante du premier consul et du public

(1) Voici comment la police le faisait annoncer :

« On a saisi cette occasion pour s'assurer des caractères » turbulents qui figurent depuis trois ans dans les clubs et » les groupes jacobins ; on a emprisonné depuis le 3 nivôse : » Talot, ex-législateur; Derem, ex-législateur; Félix Lepelle- » tier de Saint-Fargeau, le ridicule général Charles de Hesse, » le fameux Lecointre de Versailles, Mehée le septembriseur, » secrétaire de la commune du 10 août, et depuis secrétaire » de la guerre sous Carnot; Bergoing, ex-législateur; Mamin, » assassin de la princesse de Lamballe; Mesbecq, garçon per- » ruquier, septembriseur; Chrétien, limonadier; Bota, secré- » taire privé de Barras; Bassin, ayant une maison d'éducation; » Moïse Bayle, ex-conventionnel ; Duhamel, patriote exalté, » soupçonné pour avoir proposé il y a quarante ans, pour » le service des armées, une machine infernale pareille à » celle qui a servi aux conspirateurs. »

Il est évident qu'une note aussi grave avait été commu-

contre ce parti détesté, c'était le ministre de la police, Fouché; mais on le regardait comme suspect de complicité ou de faiblesse et d'aveuglement pour les Jacobins, dont il avait d'abord suivi la bannière. Ses soupçons, qu'il n'exprimait qu'avec une certaine réserve, s'étaient portés sur les chouans. On s'impatientait d'une incrédulité qu'on disait affectée. Les serviteurs les plus dévoués de Bonaparte éclataient en murmures contre le ministre et lui faisaient porter une rude peine du fâcheux début de sa carrière politique. Cependant, de jour en jour, tandis que les courtisans paraissaient se réjouir

niquée au premier consul, et même il est vraisemblable qu'elle était sortie de son cabinet. Des inconvenances cruelles y sont accumulées. Pourquoi flétrir sous le nom de *terroristes* des députés qui n'étaient guère connus que par leur opposition plus ou moins violente au 18 brumaire? Pourquoi diffamer par des imputations non prouvées ceux que l'on déporte sans jugement? D'où vient cet effroyable mot *septembriseur* appliqué à des hommes qui n'ont point été condamnés juridiquement à ce titre? Parmi les noms qu'on vient de voir citer avec tant d'outrages, il en est plusieurs qui n'ont point été inscrits sur la liste de déportation, d'autres dont la peine a été modérée à une simple surveillance, et enfin quelques-uns qui ont occupé des emplois sous le gouvernement consulaire et même impérial.

La liste des 133 déportés ne contient guère que des noms obscurs et fort oubliés aujourd'hui.

de sa disgrâce prochaine, il montrait plus d'assurance, persistait dans ses dénégations et ne divulguait rien. Il avait remarqué d'abord un mouvement inquiet parmi les chefs de la chouannerie. Plusieurs avaient délogé et se cachaient avec de grandes précautions, quoique leur confiance dût renaître par la méprise opiniâtre du premier consul. Ceux des chouans qui lui étaient plus particulièrement désignés se cachaient encore. Cependant, d'autres qui craignaient moins d'être compromis se présentaient à lui et venaient lui fournir des indices contre les Jacobins. « Vous me paraissez mieux » informés que moi, leur disait-il avec un sou- » rire amer; mais il est tel de vos amis qui » pourrait fournir de plus sûrs renseignements. » Je serais charmé d'en conférer, par exemple, » avec MM. de Limoelan et de Saint-Réjeant. » Invitez-les à venir me les communiquer. » Ces paroles causaient un souci manifeste aux accusateurs. Déjà Fouché savait par quel homme avait été fait l'achat du cheval, de la charrette et de la poudre. Enfin, ce fut sur les renseignements les plus positifs qu'il fit arrêter Saint-Réjeant, Carbon et Joyaux, et les signala dans son rapport, ce qui n'empêcha point l'exécution de l'arrêté qui condamnait à la déportation

quatre-vingts hommes d'un parti contraire.

L'exécrable Carbon, qui avait acheté le cheval et la charrette, avait trouvé asile chez une personne pieuse, dans la retraite de mademoiselle de Cicé. Certes, elle était bien loin de penser qu'elle recevait l'auteur d'un tel attentat; car elle déclara, avec le pur accent de la vérité, qu'elle et d'autres religieuses ses compagnes, en apprenant ce crime, avaient tremblé pour leur propre retraite, et qu'elles s'étaient mises en prières pour le salut du premier consul. Mais elle avait cédé à la recommandation d'un personnage qu'elle ne voulut jamais nommer. Eloquemment défendue par M. Bellart, elle fut absoute. Ce qui redoubla l'horreur, ce furent des lettres produites à l'audience, dans lesquelles Limoelan, instigateur du crime et qui avait réussi à s'échapper, et Saint-Réjeant, qui avait construit et chargé la machine, se désolaient d'avoir manqué l'illustre victime, sans exprimer ni remords ni pitié pour celles que leur rage ne cherchait pas, mais qu'elle devait nécessairement atteindre. Comme Carbon se plaignait de la mauvaise qualité de l'amadou, « Moi, disait Lemoelan, j'aurais mis le feu avec » un tison allumé. » Carbon et Saint-Réjeant furent condamnés à mort.

L'instruction de ce procès avait fourni une preuve complète que les Jacobins étaient étrangers à l'attentat, et cependant le premier consul n'éprouva pas le plus léger scrupule pour faire exécuter le terrible et monstrueux sénatus-consulte qui en condamnait trente-quatre à une inhumaine déportation. Ceci passe les bornes de la dictature et la fait un peu reparaître telle que Sylla en avait offert l'odieux exemple, quoiqu'il y eût ici beaucoup moins de violence et de cruauté. Il est désolant pour l'histoire d'inscrire un tel acte dans cette heureuse et brillante période où le génie fut toujours appelé au secours de la bienfaisance et d'une équité magnanime. Les soupçons de Bonaparte, quoique injustes, étaient partagés par le public et s'appuyaient même sur une forte vraisemblance; mais il les avait exprimés en homme peu maître de lui-même, et, comme je l'ai dit, en publiciste qui avait fait ses études dans la justice orientale. Quoique l'on fût animé d'une horreur persévérante contre des hommes qui, placés dans des postes assez obscurs, avaient contribué avec une rage servile à peupler les prisons, à répandre le sang le plus précieux sur des échafauds, on s'acccordait à blâmer le sénatus-consulte, mais on n'en était pas suffi-

samment révolté. C'était une chose triste et inquiétante que d'entendre le plus habile soldat de la révolution traiter de chimères et de niaiseries philanthropiques des maximes humaines que la philosophie du dix-huitième siècle a eu le bonheur de propager dans le monde.

Quant au second consul Cambacérès, on peut ici lui adresser deux reproches sévères : le premier, de n'avoir pas joint sa voix à celle de Portalis et de plusieurs autres conseillers d'état qui proposaient des mesures de sûreté beaucoup moins rigoureuses; le second, d'avoir fait donner à un tel acte la sanction du sénat conservateur. N'était-ce pas un effrayant sophisme que de lui attribuer ce privilége d'arbitraire, précisément parce qu'il était chargé par la constitution de veiller à la liberté civile?

Cet événement ne fit pas naître, mais accéléra et aggrava la création de tribunaux spéciaux. Ici l'on commence à retrouver un souffle de vie dans le tribunat. Il n'osa point, il est vrai, réclamer contre le sénatus-consulte de déportation, malgré sa flagrante iniquité; mais l'opposition s'éleva avec force contre la création des tribunaux spéciaux. Benjamin Constant, dont madame de Staël enflammait le courage, fit briller son talent de discussion en attaquant les tribu-

naux exceptionnels, toujours importuns à des esprits frappés des souvenirs du terrible tribunal révolutionnaire. Il convenait cependant que cette création était marquée par beaucoup plus de prudence et d'humanité; mais il ne pouvait s'empêcher d'y voir une porte ouverte à la tyrannie; ce qu'il exprimait avec des ménagements habiles, en y entremêlant des éloges mérités. Ici cet orateur était privé d'une arme dont il fit toujours un spirituel mais trop fréquent usage, c'était celle du sarcasme. S'il y eut jamais un homme qui fût au-dessus des traits de l'ironie, certes, ce fut Bonaparte. Le tribun Daunou seconda puissamment son collègue. Rédacteur passif d'une constitution qui renversait la sienne, il revenait alors au premier objet de ses pensées, à sa première création, et tout annonce qu'il lui fut fidèle jusqu'à la fin de sa vie.

Le tribunat, comme je l'ai dit, ne prononçait son vote sur un projet de loi qu'en décidant s'il l'attaquerait où le défendrait par trois de ses orateurs devant le corps législatif. La majorité pour le défendre ne fut, dans une création si importante, que de quarante-neuf voix contre quarante-une, et Bonaparte en conçut une violente colère, qu'il devait trop tôt faire éclater. La

décision du corps législatif lui fut plus favorable ; car la loi fut adoptée par cent quatre-vingt-douze contre quatre-vingt-huit.

Mes lecteurs m'excuseront d'avoir négligé de mentionner les actes de ces corps délibérants. De telles discussions étaient trop peu sérieuses pour entrer dans l'histoire, qui craint la monotonie officielle, surtout quand elle est montée sur le ton du panégyrique.

CHAPITRE IX.

VASTES OPÉRATIONS DIPLOMATIQUES.

SOMMAIRE.

Bonaparte conçoit une ligue des puissances maritimes du nord et du midi contre la domination anglaise, que Pitt soutient avec vigueur. — Ambassade de Lucien Bonaparte à Madrid. — Ses séductions auprès de la reine et du prince de la Paix. — L'Espagne fait la guerre au Portugal. — Prise d'une forteresse. — Négociation ouverte, rompue et reprise avec le Portugal, qui paye chèrement sa rançon. — Reddition de l'île de Malte aux Anglais. — L'empereur Paul Ier se met à la tête de la ligue maritime des puissances du nord. — Caractère violent de l'autocrate. — Conspiration formée contre lui. — Assassinat de ce prince. — L'escadre anglaise passe le Sund et se présente devant Copenhague. — Combat furieux qui se livre près de ce port. — Victoire des Anglais. — Le Danemark est forcé de renoncer à la ligue du nord. — Combat glorieux de l'amiral Libois dans la Méditerranée.

(1801.)

Soit au milieu des sollicitudes causées par de tels attentats, soit au milieu des fêtes plus ingénieuses que magnifiques qui célébraient la paix continentale conclue à Lunéville, le premier consul s'occupait des moyens les plus vastes et les plus habiles non-seulement de forcer l'Angleterre à la paix, mais d'ébranler fortement sa souveraineté sur les mers. La fortune le seconda

mal dans cette entreprise, et pourtant cette paix fut obtenue. Il serait plus exact de dire que les deux peuples en goûtèrent pendant quelque temps les douceurs éphémères. Ni l'un ni l'autre des gouvernements ne s'y prêtaient avec les sentiments qui la consolident.

C'était un implacable antagonisme que celui de Bonaparte et de Pitt. Pour lutter contre le plus grand guerrier des temps modernes, Pitt, qui n'était ni guerrier ni marin, avait sous ses ordres les plus formidables escadres qui eussent paru dans le monde, les marins les plus expérimentés et les plus intrépides, et Nelson, qu'on pouvait regarder comme un Bonaparte marin. Une nouvelle et vaste ressource le fortifiait dans la pensée de prolonger la guerre au risque d'avoir encore à tenir plusieurs grandes puissances de l'Europe à la solde de l'Angleterre : c'était le génie de plusieurs mécaniciens qui avaient merveilleusement perfectionné les filatures de coton, et surtout celui de Watt, qui créait par la vapeur une foule de colosses, dociles instruments de l'industrie. Les bénéfices d'un commerce délivré de presque toute concurrence s'accroissaient chaque jour, et les capitaux se versaient abondamment dans des emprunts dont la masse épouvante l'imagina-

tion, et dont l'intérêt était servi avec une fidélité scrupuleuse. Je parlerai plus tard de la découverte de Fulton.

Pitt régnait sur les deux chambres par la hardiesse et la précision de son génie financier, par une élocution solennelle, fleurie, surtout parlementaire. Sa grande ressource était de manier avec vigueur le préjugé d'une haine nationale contre la France. Elle s'était accrue chez les plus superbes aristocrates par leur horreur contre la révolution française. Il s'en montrait comme le vivant et unique paratonnerre, ce qui le faisait aussi régner sur les rois. Cette haine, honorée du nom de patriotisme, le dégageait de tout scrupule politique et moral. Je ne puis présumer qu'il eût une connaissance positive d'attentats tels que celui de la machine infernale. Ce qu'il y a de certain, c'est que ses auteurs et tous les dévastateurs de l'Ouest étaient à sa solde. Peu accessible aux séductions de l'amour, il cédait le soir à l'intempérance, alors fort commune en Angleterre. Au moins il y mettait du mystère, et son seul compagnon était son collégue Henri Dundas. Son valet de chambre eut souvent à relever de la position la plus abjecte l'homme de qui dépendaient les destinées du monde. Mais il reprenait le matin toute la lucidité de son es-

prit. Sa volonté était moins ardente, mais non moins opiniâtre que celle de Bonaparte. Ainsi que celui-ci, il n'était ni tendre ni cruel; mais ce que tous les deux conservaient de philanthropie, ils ne l'appliquaient point à la guerre. Tous deux étaient nés dans une île. L'Angleterre n'avait pas un citoyen plus désintéressé, plus intègre et plus habile dans son administration, ni plus passionné pour l'orgueil et la souveraineté du pavillon britannique.

A voir la grandeur et l'habileté des ressorts que Bonaparte faisait alors jouer contre la domination maritime de l'Angleterre, on eût dit que cette pensée s'emparait de toutes ses facultés. Quelle joie pour lui de pouvoir maintenant opposer au colosse maritime de l'Angleterre le colosse continental et même les flottes de la Russie ! Car les ressentiments du czar contre le cabinet britannique s'étaient envenimés depuis que celui-ci refusait avec impudence et déloyauté la restitution de Malte aux chevaliers de cet ordre, dont Paul s'établissait grand-maître. Le général français, Vaubois, avait enfin capitulé après un blocus de deux ans. D'un autre côté, l'enthousiasme du czar pour Bonaparte avait encore redoublé depuis le prodige de Marengo, et il était charmé que ses alliés ingrats fussent

privés de cette Italie reconquise si gratuitement par les armées russes. Les vastes projets que lui présentait son nouvel ami pour enrichir et presque pour doubler son gigantesque empire étaient faits pour exalter sans mesure une imagination portée au grandiose, quoiqu'il n'eût rien de grand dans le caractère ni dans l'esprit. Il s'agissait pour lui d'enlever l'Hindoustan aux Anglais et à cette compagnie de marchands qui, par l'habileté de ses intrigues, bien plus que par l'éclat de ses armes, réalisait l'entreprise manquée par Alexandre, et tenait sous ses lois l'empire de Tamerlan. On pouvait, par la promesse d'un beau partage, obtenir du schah de Perse le passage à travers ses états pour marcher à cette conquête. Bonaparte allait jusqu'à offrir trente mille Français pour concourir à cette entreprise. Mais la difficulté était de les faire pénétrer jusque-là. Il ne me paraît nullement probable ni qu'il voulût tenir une promesse aussi hasardée, ni qu'il voulût faire un cadeau aussi magnifique à une puissance continentale si formidable pour toutes celles du globe, lui surtout dont l'ambition embrassait une grande partie du continent. Par cet appât vraisemblablement chimérique, il amenait le czar à le seconder dans un projet plus sérieux; c'était celui de recommencer cette neu-

tralité armée des puissances du nord, qu'un ministre de Louis XVI, le comte de Vergennes, avait fait déclarer vers la fin de la guerre d'Amérique et qui en avait hâté le dénoûment. La Suède et le Danemark, ces deux puissances qui avaient su rester neutres pendant la guerre de la révolution, et que, par cette raison, l'Angleterre avait peu menagées dans leurs intérêts commerciaux, entraient ardemment dans cette ligue et promettaient de fermer le Sund eux bâtiments anglais. L'empire que le premier consul prenait sur les rois de l'Europe en proférant le cri de la liberté des mers, était tel que le roi de Prusse concourait à ces projets hostiles contre l'Angleterre, et qu'excité par le premier consul, il s'emparait sans formalité et sans prétexte du Hanovre, propriété héréditaire du roi de la Grande-Bretagne.

Ce n'était pas tout : le cabinet de Madrid, cédant aux conseils impérieux et aux promesses artificieuses du premier consul, faisait une invasion dans le Portugal, puissance descendue à un tel point de faiblesse, qu'on ne la considérait plus que comme une ferme anglaise. Mais l'Espagne, sous les lois de Godoï, nommé assez ridiculement prince de la Paix, s'approchait encore plus de sa décadence et de sa servitude que

le Portugal qu'elle voulait soumettre à ses lois. Là se révélait le secret de la mission extraordinaire de Lucien Bonaparte à Madrid. C'était un séducteur qui s'approchait d'une cour amollie, indolente, et d'un ministre sans talents, pour en faire d'abord les dociles instruments et ensuite les victimes de l'immenso ambition de son frère. La fortune de Godoï pouvait être comptée parmi les plus bizarres caprices du destin. Il ne la justifiait que par un extérieur agréable et des dehors polis. Qu'à ce titre il eût pu plaire à une reine portée à l'amour et peu faite pour l'inspirer, rien n'était moins étonnant; il l'était un peu plus que son crédit survécût aux fantaisies qui, chez cette princesse, prenaient toujours un peu le caractère de la passion ou du moins de l'emportement. Mais ce qu'on expliquait mal, c'est qu'il inspirait une confiance exclusive, absolue, et presque de l'admiration, à un roi dévot, d'une humeur sévère et soupçonneuse. C'était précisément sur ces soupçons que le prince de la Paix fondait sa faveur immuable. Il les dirigeait contre les fils du monarque, contre ses parents et les grands du royaume. Quelque mésintelligence simulée entre la reine et lui le rendait encore plus nécessaire au roi, qui daignait prendre alors le rôle d'un médiateur,

et revenait enchanté de la docilité de la reine.

Au milieu des somptuosités de l'Escurial et des retraites plus délicieuses d'Aranjuez et du Buen-Retiro, la cour de Madrid se plongeait en paix dans l'immuable ennui que la maison d'Autriche a légué dans ces lieux à la maison de Bourbon. La reine fut charmée de voir le jeune Lucien Bonaparte arriver à franc étrier pour témoigner de son empressement à s'approcher de leurs majestés. Il fit de son mieux pour imiter les manières sémillantes du chevalier de Grammont. Il réussit du moins à se dégager de la roideur républicaine. Il affectait de s'extasier quand le roi jouait quelques notes sur son violon; il assistait avec un extrême plaisir au carnage des lapins et des faisans dans les chasses royales, et applaudissait de tout cœur soit aux exploits du torréador, soit à la belle défense du taureau.

Les séductions les plus habiles de l'ambassadeur ne tardèrent pas à jouer autour du prince de la Paix; et celui-ci se pavanait en apprenant quelle haute estime le premier consul accordait à ses talents. C'était une bonne fortune pour le favori que de se voir ainsi recherché par le grand homme. Il voulait s'en faire un rempart contre le mépris que les grands d'Espagne et même le peuple faisaient de sa personne. Lu-

cien Bonaparte était chargé d'exalter l'ambition d'un favori qui, monté bien haut, cherchait, suivant l'usage, tous les moyens de monter encore. On lui réservait une petite souveraineté dans les Algarves, qui le mettrait à l'abri des vicissitudes de la fortune et des mécontentements du peuple.

Mais il fallait, sans délai, attaquer dans le Portugal un indigne vassal de l'Angleterre; et quelle gloire pour lui s'il mettait la Péninsule entière sous les ordres de son maître! C'est alors que ses nombreux ennemis seraient désarmés par la jubilation de l'orgueil castillan. Si cette conquête exigeait quelque nouvelle levée d'hommes, il ne fallait pas que cette petite difficulté arrêtât un projet si nécessaire pour affranchir l'Europe et l'Espagne de la domination maritime des Anglais. Le premier consul mettait à sa disposition une armée de trente mille hommes, qui traverserait amicalement l'Espagne pour se porter sur le Portugal et seconder les exploits du prince de la Paix.

Celui-ci n'eut pas de peine à communiquer à son maître l'enthousiasme dont il était rempli pour une conquête qui devait tant ajouter à leur gloire commune; seulement l'équité murmurait contre cette invasion. Charles IV n'avait pas

le moindre prétexte d'agression contre son très-pacifique voisin, le prince du Brésil, nommé régent depuis la longue démence de la reine sa mère, et Charles IV était dévot; mais les confesseurs des rois lèvent trop facilement ces sortes de scrupules.

Une seule chose gênait le roi et son ministre dans ce plan; c'est qu'il ne leur paraissait pas très-sage de laisser traverser paisiblement une partie de l'Espagne à une armée française de trente mille hommes. Le prince de la Paix crut parer à cet inconvénient en se portant rapidement sur le Portugal. Il s'avança par l'Estramadure; et ne trouvant presque aucun obstacle, il fit le siége d'Olivença, place assez forte, qui se rendit après quelques jours de tranchée ouverte. Peut-être allait-il se porter sur Lisbonne, lorsqu'il apprit que l'armée française, dont il redoutait le secours, pénétrait en Espagne, sous la conduite du général Leclerc, beau-frère du premier consul. Aussi troublé que le prince de Portugal, il consentit facilement à un traité, par lequel ce prince cédait quelque territoire et la place d'Olivença. L'ambassadeur français avait souscrit, on ne sait sous quelles conditions secrètes, à ce traité qui trompait tous les projets ultérieurs du premier consul. Sa colère fut ex-

trême. Il déclara que ce traité ne pouvait engager la république française, qui n'y était point intervenue; et il donna l'ordre au général Leclerc de continuer sa marche. Le cabinet de Madrid ne fut pas moins effrayé que celui de Lisbonne d'une marche qui pouvait ressembler à une invasion ou du moins la précéder. Tous deux s'adressèrent à Lucien Bonaparte pour conjurer l'orage. Il fallait décider le prince régent à désarmer le premier consul par de nouvelles satisfactions. Il en obtint deux. La première et la plus importante, c'était que le régent ferait fermer aux Anglais les ports de Lisbonne et de Porto; et la seconde, qui ne manquait pas non plus d'efficacité, c'était que le prince régent payerait à la France vingt millions de francs. On prétend que, pour prix de cette négociation, Lucien Bonaparte reçut quelques millions, qui lui furent payés en diamants du Brésil. Heureuse l'Espagne! heureuse la France! heureux Bonaparte lui-même, s'il se fût contenté de cette courte et fructueuse visite dans la Péninsule!

Ainsi, l'Angleterre, qui, depuis dix ans, dirigeait presque tous les cabinets de l'Europe en flattant leurs ressentiments contre la France, en réveillant leurs alarmes, et surtout en ai-

guisant leur ambition, se voyait abandonnée de tous. L'empereur de Russie annonçait les projets les plus funestes à la grandeur maritime de l'Angleterre. La Suède et le Danemark sortaient de leur longue et prudente neutralité pour seconder les projets du czar. Le roi de Prusse s'emparait du Hanovre, sans donner aucun motif plausible à cette agression; et voilà que les cabinets de Madrid et de Lisbonne cédaient également, l'un à la séduction exercée par le premier consul, et l'autre à la violence de ses armes. Un changement si prodigieux était l'ouvrage d'un seul homme et d'une seule année. M. Pitt et ses collègues, si arrogants naguère dans les réponses qu'ils avaient faites aux ouvertures pacifiques du premier consul, sentaient la nécessité, mais éprouvaient quelque honte de parler aujourd'hui de paix. La fierté du premier ministre, de ce moteur opiniâtre de la guerre, ne pouvait se prêter à conduire une telle négociation. D'un autre côté, pouvait-il se laisser accabler par des faits si contraires à ses prévisions, s'exposer aux foudres de Fox, son éloquent et implacable contradicteur, et enfin engager une lutte parlementaire dont l'effet serait de livrer le pouvoir à une opposition qui n'était pas loin d'adhérer aux

principes de la révolution française? Il résolut de sortir inopinément du ministère, pour en confier le dépôt à des amis fidèles et complaisants qu'il lui serait facile de rappeler sous sa bannière, du moment où il verrait l'heure de rompre une paix fragile et menteuse. Mais il voulait se ménager une retraite honorable. Quoique marchant à la tête du parti tory, surtout depuis la révolution française, il avait, soit par conviction, soit par hauteur d'âme, paru persévérer dans des principes que ce parti repoussait avec horreur, comme provenant de l'école philosophique, et blessant les préjugés et les intérêts nationaux de l'Angleterre. L'émancipation des catholiques irlandais, ou du moins toutes les mesures qui pouvaient graduellement l'amener, avaient trouvé en lui un partisan fidèle. Mais son puissant appui était ici regardé comme sans conséquence. Il se laissait battre sur ce point avec une parfaite résignation. Il remit cette question sur le tapis, et proposa au roi Georges III une mesure d'adoucissement pour la position politique des catholiques irlandais. Il était bien sûr d'être repoussé avec une opiniâtreté invincible par le roi, qui se déclarait lié par son serment. De son côté il affecta une même tenacité d'opinions. Il résulta

de ce choc simulé, que ce cabinet, si ferme et d'une durée déjà si remarquable, fut dissous. Les autres ministres, sans partager ses sentiments sur l'émancipation des catholiques, se retirèrent avec leur chef.

M. Addington, homme d'état habile mais faible, orateur mesuré mais peu énergique et peu brillant, ami très-dévoué de Pitt, fut chargé de composer un cabinet qui devait remplir cet intérim et amener une paix de courte durée. Mais Pitt ne voulait pas qu'on se pressât de la conclure : en quittant le ministère, il léguait à son successeur de puissants moyens d'action contre la France et ses nouveaux alliés. Une des plus puissantes escadres qu'eût armées l'Angleterre allait partir sous les ordres de Parker et de Nelson, pour rompre violemment la neutralité armée des puissances du Nord, pour forcer le passage du Sund, et jeter l'effroi chez les puissances de la Baltique par l'incendie de Copenhague. Pitt ne s'était pas occupé avec moins d'ardeur des moyens de reprendre l'Égypte sur les Français. Ce plan avait été conçu d'une manière si vaste et si dispendieuse qu'il annonçait à quel point ce ministre était frappé des dangers où sa politique altière avait engagé son pays. On faisait venir de l'Inde, pour cette expédition, un

corps assez nombreux de cipayes. La Turquie épuisée y concourait avec ses mauvaises troupes si cruellement battues à Héliopolis. Enfin la politique anglaise avait ouvert des négociations en Russie, non pas avec l'empereur, mais avec les grands, que fatiguaient à la fois les violences de son caractère et la fougueuse inconstance de sa politique; et c'était de là que devait partir l'événement le plus décisif pour le salut de l'Angleterre; cet événement était un crime. L'histoire ne fournit point de renseignements certains sur la part que put y prendre le gouvernement britannique. Toutefois on peut la conjecturer.

Tandis que l'escadre anglaise sous les ordres de Nelson forçait le passage du Sund et allait livrer sous les murs de Copenhague le plus épouvantable combat pour exercer la plus sinistre vengeance, voici ce qui se passait à Saint-Pétersbourg. Paul Ier était d'un caractère sombre, qui s'explique facilement par la mort de son père. Il paraissait un Ninias qui croissait auprès d'une Sémiramis; soupçonneux, il était l'objet de mille soupçons. Les favoris de sa mère lui étaient odieux; ceux-ci, pour ne point éveiller les inquiétudes de l'impératrice, répondaient aux rudesses du czarowitz par des airs hautains. C'était peut-être pour adoucir cette humeur farouche

que Catherine lui avait donné pour épouse une princesse allemande qui joignait aux dons de la beauté, à des manières nobles et pleines d'une affabilité séduisante, un esprit cultivé et le penchant à la bienfaisance qui devenait l'attribut des femmes les plus distinguées du dix-huitième siècle. Ce fut peut-être aussi pour le même objet qu'elle le fit voyager en France avec son aimable épouse, sous le nom du comte et de la comtesse du Nord. La cour de Louis XVI était alors dans son plus aimable éclat. On juge bien que tous les succès furent pour la comtesse du Nord. Quant à son époux, il retrouvait sans plaisir, à Versailles et à Paris, ces manières polies et enjouées qui, à la cour de sa mère, lui avaient paru des indices de fausseté et de trahison. Ceux qui purent l'approcher reconnurent en lui un esprit assez cultivé, mais bizarre et caustique. Quand il monta sur le trône, il fit trembler les vieux et les jeunes favoris de l'impératrice. Mais leur ligue était puissante, et Paul I[er] eut la prudence de ne pas les envoyer par brigades peupler la Sibérie. Tout respirait la contrainte dans cette cour où auparavant s'étaient montrés, au milieu de quelques exploits dignes de Louis XIV, les mœurs de Louis XV unies aux opinions voltairiennes. A la différence des Allemands, il n'est

rien que les Russes ne sachent imiter, surtout en fait de grâces et d'élégance. Mais l'horreur de la révolution française confondait alors tous les sentiments, et nulle part elle n'avait plus de profondeur que dans le cœur de l'autocrate. De là une inquisition farouche et tracassière qui se portait sur les habitudes les plus futiles de la vie privée. Le ridicule se mêlait avec la terreur dans ses ukases, et l'un porte toujours malheur à l'autre. Les seigneurs russes, façonnés par Catherine II aux manières françaises, pouvaient difficilement s'abstenir d'épigrammes; ils frémirent quand ils virent Paul Ier punir quelques-uns d'eux par l'exil en Sibérie. Ces dispositions fâcheuses furent suspendues pendant la guerre contre la France et les exploits de Souwarof en Italie. L'orgueil moscovite en fut flatté; mais on s'étonna de ne point voir venir de conquêtes après ces exploits. Les Russes les aiment avec ardeur, les méditent à loisir, et surtout les suivent avec persévérance, comme pour voiler à leurs propres yeux leurs chaînes domestiques; vous diriez des Romains sous les Césars. Le changement politique du czar et son enthousiasme pour Bonaparte fournirent un aiguillon et une lueur d'espoir aux mécontents. Paul leur parut avoir hérité de cet esprit maniaque qui avait

été si fatal à son père Pierre III, si follement adorateur du grand Frédéric, dont il occupait les plus belles provinces. Ils ne pouvaient concevoir cette alliance avec des Français lorsqu'on les punissait du knout ou de l'exil pour avoir imité quelques modes françaises; ils virent dans leur empereur non-seulement un illuminé, mais une dupe, et ils le craignirent moins. Comme le commerce avec l'Angleterre est extrêmement fructueux pour la Russie, qui lui fournit les matériaux les plus nécessaires à son immense marine, les murmures se répandirent jusque dans plusieurs classes de la nation, restées jusque-là immobiles et muettes dans leur esclavage; ce qu'il y eut de plus fatal, c'est que l'empereur fut bientôt amené à un esprit de défiance et de soupçon contre sa famille, soit d'après son propre caractère, soit d'après des insinuations perfides. Les éloges dont on comblait son aimable épouse et surtout son fils aîné, le grand-duc Alexandre, l'importunaient visiblement.

Les traits nobles et gracieux du jeune prince, un air de candeur et de modestie répandu sur toute sa personne, des manières ouvertes, un esprit juste et agréablement cultivé, révélaient en lui des qualités bienveillantes dont Catherine avait fait au moins régner l'image dans sa cour

polie. Elle avait fait du czarowitz l'objet de ses plus tendres prédilections, avait appelé auprès de lui des instituteurs habiles, et n'avait pas craint en eux quelque teinte de l'esprit philosophique. De ce nombre était le colonel Laharpe, suisse du canton de Vaud, et lié avec plusieurs de nos hommes de lettres. Celui-ci devint bientôt suspect au czar, c'est-à-dire au plus mortel ennemi des doctrines libérales; il fut renvoyé et joua un rôle dans la révolution que le directoire fit subir à la Suisse pour l'amour du trésor de Berne. Mais les meilleures leçons que reçut le prince durent être celles de sa mère, dont toutes les bouches répètent encore l'éloge.

Quelques mécontents s'étaient entendus et ligués à Moscou, où ils échappaient un peu mieux à la sinistre police du czar. Dans un état où la parole la plus légère est punie comme un crime, les hommes violents sont tentés de le couvrir par un crime en action. Le régicide est celui qui étonne le moins les imaginations à la cour de Russie, parce que l'usage est de le traduire en *coup de sang*. L'assassinat de Pierre III, ainsi que d'autres, avait été non-seulement impuni, mais triomphant. Funeste leçon! Pleins de leur odieux projet, les conjurés revinrent à Saint-Pétersbourg, cherchèrent et trouvèrent bientôt des

complices parmi les seigneurs qui croyaient lire dans les yeux de l'empereur la menace d'un prochain exil dans la Sibérie. A leur tête se trouvait le comte Subow, l'un des jeunes favoris de la vieille impératrice, qui avait eu plusieurs fois à subir les rigueurs du nouveau maître, Paul Ier. Il affectait la plus vive reconnaissance pour le pardon tardif qu'il en avait obtenu ; mais, lui, il ne pardonnait pas. Le comte Pahlen, gouverneur militaire de Saint Pétersbourg, à qui Paul Ier avait confié la sûreté de sa personne, connut la conspiration, soit par l'effet de ses propres recherches, soit de la bouche des conjurés eux-mêmes, et il en devint l'agent le plus redoutable et j'ajoute le plus scélérat. Ici la trahison, loin d'être provoquée par le ressentiment, devait être désarmée par la confiance. On voit combien il y a peu de sûreté pour la vie d'un despote, surtout quand à ce titre il joint celui de tyran. Cette trahison ne peut s'expliquer que par une conjecture qui n'est point prouvée ; seulement on peut présumer que le comte de Pahlen avait eu quelquefois à frémir de l'une des violentes incartades du czar, et qu'il s'était dit : *Avec un tel homme je ne pourrai jamais éviter l'exil en Sibérie.*

Quoi qu'il en soit, sa trahison fut dirigée sur un plan infernal. Il s'attacha d'abord à rendre

le fils suspect au père, et le père redoutable au fils. Il lui fit donner par une voie détournée quelques avis assez obscurs sur une conspiration dirigée contre lui. Le czar manda son ministre, qui ne parut point effrayé des éclats de sa colère. « Oui, l'on conspire, dit-il, je le sais ; je suis la » trace des conjurés, sire. Quelques-uns de ceux » qui me sont indiqués sont d'un rang qui ne » permet pas la précipitation. » Il désigna le grand-duc et même l'impératrice. Les plus faciles indices deviennent bientôt des preuves aux yeux d'un homme nourri dans une éternelle défiance. Pahlen, à l'aide de ces renseignements qu'il est facile à un chef de la police d'inventer ou d'amplifier, enfonça bien avant dans le cœur du monarque et du père le trait cruel dont il avait reçu la première atteinte. Le czar cède à son emportement et signe l'ordre qui relègue son fils Alexandre dans une forteresse, et l'impératrice dans un couvent. Puis il frémit lui-même d'une mesure si violente contre deux têtes augustes chères à la Russie. Il en suspend l'exécution. Mais Pahlen vient avertir le prince du danger qui le menace, et lui révèle une conspiration qui tend non à assassiner l'empereur, mais à lui faire signer une abdication qui peut seule satisfaire et sauver l'empire.

Peu de moments après, Bennigsen vint trouver le grand-duc, pour lequel il professait le plus absolu dévouement. C'était un général distingué par sa bravoure et ses talents militaires, doué d'une force herculéenne, emporté dans toutes ses passions, capable d'actions héroïques, mais dissimulé comme on doit l'être après un long séjour à la cour d'un despote. Il déclare au prince que la crainte de le voir sacrifié par son père comme le czarowitz Alexis le fut par le czar Pierre l'a décidé à entrer dans une conspiration dont le but est de déposséder un tyran que la nation ne peut plus supporter. Je m'y mêle, ajoute Bennigsen, par un autre motif : c'est pour sauver des jours que les conjurés pourraient trancher ou par haine ou par crainte. Ce général reçut-il pour prix de cette promesse quelque sorte d'acquiescement? Le présuma-t-il? Osa-t-il s'en passer? Nous manquons ici de documents authentiques.

Dans la nuit du 23 au 24 mars 1801, huit des conjurés, maîtres du palais par la double trahison de Pahlen et de Bennigsen, pénètrent dans l'appartement de l'empereur. Un domestique cosaque qui veillait auprès de lui est tué, en poussant le cri de trahison, cri qui reste sans écho dans le palais. L'empereur est frappé de

ce bruit, ne doute plus que les conjurés ont pénétré dans le palais, et entendant qu'on force la porte de sa chambre, il se cache derrière un paravent. Les conjurés sont glacés de terreur en voyant l'appartement vide. Le plus acharné de tous, Platon Souboff, ne peut s'empêcher de s'écrier : Nous sommes perdus! Mais Bennigsen a découvert le malheureux prince, et lutte avec lui pour le forcer à signer l'acte de son abdication; Paul se défend avec toute la vigueur du désespoir. Bennigsen, fidèle à la promesse qu'il a faite au grand-duc Alexande, s'abstient le plus qu'il peut de lui porter le coup mortel et de laisser un sanglant témoignage de son crime. Cette même crainte est ressentie par les autres conjurés; mais enfin, l'un d'eux termine cette lutte prolongée entre deux hommes également vigoureux, en passant son écharpe autour du cou de l'infortuné monarque, et l'étend sans vie. L'empereur Alexandre est proclamé. Tristes prémisses du plus beau règne que le ciel ait accordé à cet immense empire, et l'un des plus mémorables de l'histoire (1).

(1) Il est évident que les versions doivent varier sur un attentat de ce genre, commis dans un empire où le secret officiel, prescrit par l'échafaud ou par l'exil en Sibérie, peut être gardé pendant plus d'un siècle, et où chacun se tait

Quand la mort de Paul Ier fut annoncée au premier consul, suivant le protocole ordinaire, sous le nom d'apoplexie foudroyante, il fit inscrire dans *le Moniteur* ces lignes, que leur précision et leur réserve même rendaient éloquentes :

« Paris, le 26 germinal (an IX).

» Paul Ier est mort dans la nuit du 23 au 24 » mars ! ! !

» L'escadre anglaise a passé le Sund le 31 !!!

» L'histoire nous apprendra les rapports qui » peuvent exister entre ces deux événements ! ! ! »

sur ce que chacun sait parfaitement. Toutefois il n'existe plus aucun doute sur les circonstances principales de cet attentat.

M. Thiers adopte une version que je crois très-hasardée. Suivant lui, ou plutôt suivant l'auteur anonyme dont il a les mémoires, le jour même de l'attentat, le comte Pahlen aurait réuni à dîner soixante principaux personnages de l'empire, au nombre desquels se trouvait Platon Subow, Bennigsen et quelques autres conjurés, et les aurait échauffés par les vins les plus stimulants. Une telle imprudence est fort peu présumable. Les conjurés ainsi échauffés auraient pu trahir leur redoutable secret en présence de témoins fort intéressés à le porter à la connaissance de l'empereur. Je doute aussi qu'il se soit mis à la tête d'une bande de conjurés qui seraient restés soit en dehors du palais, soit de l'appartement théâtre du crime. Ce Pahlen, doué d'un génie infernal pour les conspirations, semblait avoir pris toutes ses mesures pour profiter de l'événement, quel qu'il fût, et se présenter ou comme l'âme du complot, ou comme le vengeur du prince.

Ainsi se trouvait perdue la plus habile et la plus vaste conception de son génie politique.

Une dame française, célèbre par sa beauté et les agréments de son esprit, madame de Bonneuil se trouvait à Moscou au sacre de l'empereur. Dans une lettre qu'elle écrivit à Paris, elle avait glissé cette phrase, où une femme élégante semblait avoir été illuminée d'un rayon de Tacite :

« Devant l'empereur marchaient les assassins » de son grand-père, à côté de lui ceux de son » père, et derrière lui les siens. » Montesquieu, le plus puissant flétrisseur du despotisme, aurait bien profité d'un pareil coup de pinceau.

Bonaparte, privé d'un tel allié, craignait tout pour le succès de la coalition des puissances maritimes du nord contre la domination de l'Angleterre. Mais un autre événement dont il apprit presque simultanément la nouvelle avait déjà proclamé la fin de cette ligue. C'était la vengeance foudroyante que Nelson avait exercée sur le Danemark, pour le punir d'une tentative d'indépendance. La marine anglaise ne comptait pas de fait plus éclatant, si ce n'est la victoire d'Aboukir. On l'avait regardé depuis cet exploit comme un nouveau Marc-Antoine s'oubliant auprès d'une nouvelle Cléopâtre. Il s'était

épris d'une courtisane qui, par sa beauté et par un genre d'attraits qu'une société de bon goût admet peu, c'est-à-dire par des poses artistiques et trop voluptueuses, avait fasciné lord Hamilton, ambassadeur d'Angleterre à Naples, au point de lui donner son nom et sa main. Je ne sais si sa passion durait encore, mais il souffrait avec une déplorable complaisance l'amour dont elle s'enflamma pour le héros d'Aboukir. Elle en fit bientôt son captif. Il oubliait tout pour elle, et comme elle était devenue l'amie de la reine de Naples, Caroline, alors réfugiée à Palerme, il se mêla à des intrigues peu dignes de lui pour la ramener à Naples. Caroline parvint en effet à y rentrer à l'aide d'un soulèvement de lazzaroni et des habitants de la campagne. Elle y exerça des vengeances implacables, souffrit et seconda toutes les violences dont est capable une multitude ignorante et superstitieuse. Cette reine avait tout à craindre du courroux de Bonaparte, redevenu dominateur de l'Italie. Elle eut l'art d'intéresser à son sort le malheureux Paul Ier, et comme le premier consul se faisait alors une loi politique de souscrire à tous les désirs, d'adhérer à toutes les recommandations de son nouvel et puissant ami, il parut oublier son ressentiment ; mais il s'en souvint

depuis, et ne se contenta pas de la chasser du royaume de Naples, pour en faire un apanage de sa famille; il la poursuivit longtemps de sa plume aussi tranchante que son épée. Il aimait à la désigner sous les noms de Jézabel ou de Frédégonde.

Nous allons retrouver Nelson sous les murs de Copenhague.

Ce formidable marin avait toujours le secret de prendre le premier rang dans toutes les occasions de gloire. L'escadre anglaise, qui allait franchir le Sund, était sous les ordres de sir Henri Parker par les droits de l'ancienneté et du grade. Nelson servait sous ses ordres. Mais le plan qu'il avait conçu pour attaquer la flotte danoise était d'une telle hardiesse que l'amiral aima mieux lui en laisser l'exécution.

Le gouvernement britannique n'avait rien négligé pour frapper de stupeur les états qui se piquaient de l'orgueil d'avoir encore un pavillon indépendant. La souveraineté des mers acquérait chaque jour pour lui l'autorité d'un fait. Il voulait en user avec toute la rigueur d'un droit. Sa maxime était celle-ci : *Qui ne marche pas avec moi est mon ennemi*. Les puissances maritimes faisaient un effort malheureusement tardif pour se soustraire à cette de-

mination insolente. L'étourdissement où les jetait la révolution française les avait laissées spectateurs indolents et muets de ce mouvement qui mettait toutes les mers du globe sous le pouvoir d'une seule nation. Le ministre Pitt avait d'abord compris l'avantage qu'une situation si violente promettait à son ambition nationale. Peu d'années s'étaient écoulées depuis que, sous Louis XVI et dans le cours de la guerre de l'indépendance américaine, l'Angleterre avait vu fléchir ses prétentions à la souveraineté des mers. La marine française, sans se relever encore jusqu'aux jours glorieux des Duquesne et des Tourville, s'était mesurée avec honneur contre celle qui, depuis le combat de la Hogue, l'avait humiliée et presque anéantie. Le bailli de Suffren, surtout, par trois victoires mémorables, avait appris à l'Angleterre qu'elle pouvait être menacée jusque dans son empire des Indes. Maintenant le gouvernement britannique regardait comme sa conquête plus ou moins prochaine tout vaisseau qui sortait des ports de France, et même tout bâtiment neutre qui ne se soumettrait point à son arrogante oppression. L'orgueil britannique était intraitable sur ce point. La souveraineté des mers devenait pour tout Anglais la première loi, la première condition du senti-

ment national. Peu s'en fallait qu'on ne lui donnât la valeur d'un droit divin. L'opposition elle-même entrait avec ardeur dans ces sentiments. Le principe tutélaire des états neutres que Bonaparte voulait faire prédominer, c'est-à-dire celui qui déclare que le pavillon couvre la marchandise, était regardé à Londres comme une révolte audacieuse qui ne pouvait recevoir un trop prompt châtiment.

La flotte anglaise, qui venait rompre la ligne du nord, avait traversé le Sund avec peu de danger et des pertes peu sensibles; les batteries de la suédoise se taisaient pendant que celles de la côte danoise lançaient assez vainement leur feu; car les Anglais se mettaient à l'abri en côtoyant de près un rivage où rien ne les menaçait. On n'a point encore suffisamment éclairé la question de savoir si cette inaction des Suédois fut l'effet d'une lâche incurie ou d'une trahison soldée. L'impétueux Nelson voulut se porter sans hésitation contre l'escadre danoise qui défendait la rade de Copenhague. L'amiral Parker, qui avait profondément réfléchi sur les dangers de cette attaque dans une mer si terrible, essaya vainement de l'en dissuader. Nelson, quoique subordonné à cet amiral, ne se rendit ni à l'autorité de ses conseils ni à celle de son commande-

ment. « Laissez-moi dix vaisseaux, dit-il, et je » me charge de l'entreprise. »

Parker, soit vaincu par cette obstination, soit ébloui par la confiance, le génie et la fortune du vainqueur, finit par lui dire : « Je vous accorde douze vaisseaux au lieu de dix que vous » m'avez demandés; mais revenez victorieux. »

Le prince régent de Danemark avait déployé dans ses moyens de défense plus de force qu'on ne pouvait en attendre d'une puissance tombée depuis longtemps à un rang subalterne. Il paraissait se souvenir qu'autrefois les barques danoises, montées par des hommes intrépides, s'étaient rendues redoutables à toutes les nations de l'Europe et encore plus à l'Angleterre. Deux vaisseaux de ligne protégeaient l'entrée du port de Copenhague. Quatre vieux vaisseaux, retenus par des chaînes de fer, des batteries formidables établies sur un ouvrage nommé les Trois-Couronnes, nombre de chaloupes canonnières, et plus encore les dangers connus d'une mer terrible, formaient une ligne de défense qui eût paru infranchissable à tout autre qu'au vainqueur d'Aboukir.

L'entreprise de Nelson s'ouvrit sous des auspices peu favorables. Trois de ses vaisseaux échouèrent dans les passes dangereuses de la

Baltique; mais rien n'ébranlait sa constance, et ce fut avec neuf vaisseaux seulement que, le 2 avril, à dix heures du matin, il vint attaquer la flotte danoise. On vit rarement une bataille navale aussi obstinée, aussi terrible. La batterie des Trois-Couronnes causa surtout d'effroyables dommages aux Anglais. Le capitaine Riou, chargé de cette attaque, redoublait ses efforts avec une constance héroïque, lorsqu'enfin il fut coupé en deux par un boulet. Plusieurs vaisseaux anglais étaient fortement endommagés et beaucoup de leurs intrépides marins subissaient le sort du capitaine Riou.

Cependant, à travers tant d'obstacles, Nelson avait désemparé des vaisseaux danois, fait sauter quelques-unes des batteries de la côte danoise, pris des chaloupes canonnières, et lançait des bombes jusque sur la ville de Copenhague, lorsque l'amiral Parker, témoin d'une résistance si opiniâtre, donna, dit-on, à Nelson le signal de cesser l'attaque. Celui-ci s'indigna de l'ordre de son chef, et si l'on en croit un récit fait par des Anglais, il joignit une ironie amère à sa désobéissance.

En effet, on dit qu'il se fit apporter sa lunette, et, la plaçant sur un œil qu'il avait glorieusement perdu dans l'une de ses campagnes,

il dit : « Je ne vois pas les signaux de Parker; » et reprit l'attaque avec plus de furie. Les lois de la discipline anglaise sont si terribles qu'on peut révoquer ce fait en doute. Venons rapidement aux résultats, et supprimons des détails fort peu intelligibles pour tous ceux qui, comme moi, sont étrangers aux opérations navales. Nelson réussit enfin à répéter sa brillante manœuvre d'Aboukir et à se placer entre l'escadre et la côte danoise; il avait brisé les chaînes qui liaient des vaisseaux embossés et fait fuir une galiote à bombes qui avait causé de grands dommages à son escadre. Le régent, éprouvant des craintes sérieuses pour sa capitale, dont plusieurs maisons brûlaient déjà ou s'écroulaient sous le bombardement, demanda et obtint une suspension du feu, et entra en conférence avec Nelson, qui, deux fois, eut l'intrépidité de pénétrer dans la ville de Copenhague, où tant de familles désolées l'accablaient d'imprécations. On croit que cette négociation, qui dura quatre jours, ne se termina pas à l'avantage des Anglais, et que le prince régent ne consentit à se retirer de la ligue maritime que parce qu'il apprit l'assassinat de Paul Ier, ce qu'on appelle en Russie une appoplexie foudroyante.

Le combat avait duré quatre heures; la terre

tremblait sous d'incessantes détonations; les flots soulevés, rougis par les boulets comme par les feux d'un volcan, offraient partout des carcasses fumantes de vaisseaux incendiés, et nombre de nageurs ensanglantés qui tâchaient de ranimer leurs forces pour regagner le rivage, et n'arrivaient à la vue de leurs toits que pour les voir s'écrouler sous les bombes. Ils tendaient les bras à leurs parents, à leurs amis, qu'ils voyaient, avec horreur, mutilés comme eux-mêmes. Tels étaient les effets du coup de trident frappé par l'Angleterre. Jamais la souveraineté des mers n'avait été proclamée avec un orgueil plus tyrannique, ni soutenue par une intrépidité plus froide, plus constante, ni par de plus audacieuses manœuvres, ni enfin achetée par un plus grand sacrifice de capitaines, d'officiers, de soldats et de matelots.

Mais une autre ligue maritime contre l'Angleterre existait dans le Midi, et un grand mouvement dans la Méditerranée avait dû, dans la pensée du premier consul, correspondre au mouvement de la Baltique avec une offensive plus déterminée. La France mettait en mouvement l'Espagne, comme si le traité de famille eût existé encore dans toute sa force; et l'on avait déjà procédé, ainsi que nous l'avons vu,

aux moyens d'y faire accéder la cour de Lisbonne. Mais l'Espagne était aussi loin que le Portugal même des souvenirs de sa grandeur maritime. Sa coopération fut loyale, mais nôtée par des signes d'impéritie navale, qui semblaient rendre cette alliance plus funeste qu'utile. En effet, avec une coopération plus intelligente de la marine espagnole, on pouvait attendre un brillant résultat d'une victoire que le contre-amiral Linois venait d'obtenir à Algésiras sur l'amiral Samnarez. Avec trois vaisseaux de ligne il avait repoussé dans le mouillage l'attaque de six vaisseaux anglais, et s'était emparé d'un vaisseaux de 74, *l'Annibal*. Ce succès, quelque faible qu'il fût encore, frappa l'imagination, parce qu'il était inespéré après dix ans de revers continus sur les mers. On voulait y voir un signal de renaissance pour notre marine. Cette joie fut de courte durée. On apprit bientôt que la flotte espagnole, qui devait se joindre à la nôtre, s'était laissé surprendre et couper par l'escadre anglaise; que, dans la confusion d'un combat nocturne, les vaisseaux espagnols avaient tiré les uns contre les autres, et que cette méprise fatale, étourdiment prolongée, les avait livrés, pour la plupart, au pouvoir de l'ennemi.

Nous eûmes bientôt à triompher encore, mais non moins vainement, de la prise d'un vaisseau anglais de 74 par l'amiral Gantheaume, ce même marin qui, par un coup de fortune prodigieux, avait pu ramener Bonaparte de l'Égypte en France, pour changer la destinée de l'Occident. Le premier consul ne pouvait partager cette joie, car il voyait, avec un profond chagrin, que la prudence de cet amiral, bien instruit de la proximité des escadres anglaises, ne lui avait pas permis de débarquer en Égypte des secours d'hommes, de munitions et d'argent, devenus plus que jamais nécessaires à la possession de sa glorieuse conquête. C'était la seconde tentative de ce genre dans laquelle cet amiral avait échoué. Seulement la fortune lui avait procuré un faible dédommagement par la prise d'un vaisseau de ligne qui marchait isolé.

Si l'Égypte devait nous échapper, ce qui devenait trop probable, sa possession actuelle était un puissant moyen de négociation avec l'Angleterre, et pouvait la forcer à des restitutions importantes tant à la France qu'à ses alliés.

CHAPITRE X.

HÉLIOPOLIS. TRAITÉ D'AMIENS.

SOMMAIRE.

Sombre découragement qui règne dans l'armée d'Égypte après le départ de Bonaparte. — Portrait du général Kléber. — Dans son irritation il écrit au Directoire une lettre où Bonaparte est peu ménagé. — Interceptée par l'Angleterre, elle est envoyée au premier consul. — Kléber négocie avec Sidney-Smith pour le retour en France. — Les honorables conditions qu'il y met sont rejetées. — Il se résigne et se contente d'obtenir pour son armée le libre retour en France. — Cette convention est rejetée par le cabinet anglais. — Indignation de Kléber et de l'armée. — Mémorable victoire d'Héliopolis. — Assassinat de Kléber par un fanatique, et ses suites désastreuses. — Le général Menou lui succède. — Son portrait. — Il prend de mauvaises mesures contre l'expédition anglaise, perd la bataille de Nicopolis et s'enferme dans Alexandrie. — Nelson échoue dans son attaque contre la flottille de Boulogne. — Vœux du peuple anglais pour la paix. — Elle est signée à Amiens avec les conditions les plus glorieuses pour la France.

(1800.)

Le départ subit et presque clandestin de Bonaparte pour la France avait causé de violents murmures parmi les généraux de l'armée d'Égypte. Le plus irrité de tous était le général Kléber, auquel lui-même avait remis le commandement en chef. De tous ces généraux français, Kléber

était celui qui avait le plus résisté à l'ascendant de Bonaparte sans se permettre toutefois aucun acte d'insubordination. Il faut se former une idée de cet homme remarquable. Né Alsacien, soldat de bonne heure, il avait dû, ainsi que la plupart de ses illustres compagnons, tous ses grades à sa valeur et à ses talents militaires. La révolution française avait produit à l'armée une forte race d'hommes. Si Kléber fût né dans les temps barbares qu'on appelle héroïques, il eût paru un digne compagnon des Hercule et des Thésée. Sa stature aussi élevée que puissante et bien proportionnée avait été un sujet d'admiration pour les Orientaux, qui s'obstinaient à voir en lui le chef de leurs vainqueurs; car ils ne concevaient pas que tout pliât sous la taille exiguë et frêle alors de Bonaparte. La physionomie de Kléber respirait le feu martial et ne manquait pas de grâce. Il possédait au même degré le mépris de la fatigue et l'amour du danger. La gaieté de son caractère couvrait ce que son esprit avait de frondeur. Une prononciation fortement tudesque, qu'il avait conservée de l'Alsace, semblait rendre plus plaisantes ses saillies de caserne, où l'esprit remplaçait le goût et surtout la décence. Sa fierté instinctive, plus que sa réflexion, faisait le fond de son républi-

canisme. Il croyait pouvoir blâmer beaucoup, parce qu'il blâmait tout haut et en face. En admirant le génie de Bonaparte, il ne pouvait supporter en lui les manières d'un soudan d'Égypte. Quoique investi du commandement par le départ du grand général, il le blâmait presque comme une défection. Cette belle armée de l'Égypte qui dans cette contrée avait surpassé les exploits des Grecs et des Romains, se regardait comme orpheline, non par la mort, mais, ce qui était plus douloureux, par l'abandon de son glorieux chef. Le retour vers la patrie lui semblait impossible, ou, du moins, on ne pouvait l'acheter que par un sacrifice honteux : d'un côté la mer, de l'autre le désert lui paraissaient deux abîmes infranchissables. Jamais le regret de la patrie ne dut être plus poignant pour ses braves que dans le moment où ils apprenaient coup sur coup les nouvelles les plus désastreuses ; c'était surtout la perte presque entière de l'Italie, que ces mêmes soldats avaient conquise. Ils frémissaient d'apprendre bientôt une triple invasion des ennemis dans la France, par l'Italie, par la Suisse et l'Allemagne. Et ces ennemis ne rencontreraient plus sur le champ de bataille les vainqueurs de Lodi et d'Arcole. Qu'avaient-ils à faire dans l'Orient, quand la

France désolée, humiliée, appelait en vain le secours de l'élite de ses guerriers? Ceux mêmes qui étaient les plus fidèles à leur admiration et à leur reconnaissance pour Bonaparte se disaient tristement : Pourquoi nous a-t-il conduits ici? A ces regrets si dignes de militaires éprouvés, se joignaient ceux de la famille et ceux de tous les objets chéris, dont nul bâtiment n'apportait des nouvelles. Pouvaient-ils, sous un ciel ardent et dans ces plaines monotones et desséchées, ne pas regretter les bois, les prés, les fontaines et les jardins de cette France qui apparaît si belle au souvenir des exilés? Pourquoi nous y a-t-il abandonnés? Ces plaintes que les militaires ne savent guère exprimer sans quelques violences, venaient à chaque instant retentir aux oreilles du général Kléber, dont la rude franchise ne pouvait cacher ses ressentiments et ses tristes prévisions.

Cependant, chargé du destin de cette armée dans une situation si difficile, il remplissait tous les devoirs de l'administrateur vigilant, faisait observer la plus exacte discipline et s'étudiait à éblouir par des pompes orientales les musulmans déjà séduits par sa grande et noble mine. Il modérait aussi la confiance qu'ils avaient reprise en apprenant le départ de celui

qu'ils nommaient *le sultan de feu*; mais Kléber entraîné par les sentiments de l'armée, trop conformes aux siens, venait de prendre une résolution fort indiscrète. Il avait écrit au Directoire une lettre dans laquelle il articulait nettement les reproches qu'il croyait devoir adresser au général Bonaparte. Ce qu'il y avait de plus fâcheux, c'est qu'à cette lettre il avait joint un état cruellement exagéré du dénûment où se trouvait réduite son armée.

Cette dépêche, ainsi qu'il était facile de le prévoir et de le craindre, ne put traverser la mer sans tomber au pouvoir des Anglais, avec le bâtiment qui la portait.

Vraisemblablement Kléber avait donné l'ordre de détruire cette pièce à l'approche du danger de la capture; mais cet ordre ne fut pas exécuté, et les Anglais ne manquèrent pas à la mesure politique et au soin cruel d'en faire parvenir un *duplicata* authentique au premier consul. Il sut renfermer dans son cœur la profonde irritation qu'il en ressentit, et respecta dans l'indiscret général un homme désormais nécessaire au salut de son armée et de sa conquête.

Cependant la Porte Ottomane, stimulée par les Anglais, mettait en mouvement ses forces

d'Europe et d'Asie, et le corps autrefois redouté de ses janissaires, pour reconquérir l'Égypte. Déjà quatre mille d'entre eux, qui devaient être suivis de quatre mille autres, conduits par des vaisseaux anglais et protégés par leur artillerie, avaient débarqué par une branche du Nil, à une faible distance de Damiette. Le général Verdier, qui commandait dans cette place, n'avait avec lui que mille hommes. Il n'hésite pas et vient fondre en bon ordre et avec une ardeur impétueuse sur ce corps tumultueux, chez qui la bravoure est trahie par l'ignorance de l'art de la guerre. Son attaque est si foudroyante et sa victoire est telle que sur six mille janissaires, il en tue, blesse ou noie trois mille et fait le reste prisonnier. Admirable fait d'arme, qui semblait un beau prélude de la victoire d'Héliopolis.

Malheureusement le général Kléber était loin alors de rêver à ce grand triomphe qui devait lui assurer une gloire immortelle. Le retour de sa belle armée en France était l'objet de toutes ses pensées. On eût dit qu'elles avaient été devinées par le célèbre commodore Sidney-Smith, si connu pour avoir fait lever le siége de Saint-Jean d'Acre à Bonaparte lui-même. A la renommée d'un bon marin, d'un guerrier assez heureux, il voulait joindre celle

d'un habile négociateur, et pensait que sa patrie ne pourrait trop reconnaître le service qu'il espérait lui rendre en obtenant par un traité ce qu'à peine on pouvait obtenir par l'armement le plus dispendieux et d'énormes sacrifices, c'est-à-dire l'évacuation entière de l'Égypte. Il sut préluder par quelques bons offices et par des paroles engageantes à une négociation qui lui faisait espérer un si grand résultat.

Un événement fâcheux s'était passé à El-Arish. Les habitants de cette ville, placée à l'entré du désert, et par là d'une grande importance militaire, excités par des bandes turques qui s'y étaient jetées tumultueusement, avaient été poussés à la révolte.

Après un combat inégal, ils s'étaient emparés du fort, et suivant leur usage barbare, ils avaient égorgé les soldats de la garnison; quelques-uns seulement avaient été sauvés par des officiers anglais. Les regrets du pays et une sorte de spleen patriotique avaient fait des progrès dans l'armée; quatre mois s'étaient écoulés sans qu'on eût reçu aucune nouvelle de la France, tant les Anglais gardaient sévèrement la mer et les rivages. On ne savait pas même si Bonaparte avait pu atteindre ceux de sa patrie, et les Anglais faisaient circuler les nouvelles les plus sinistres.

On ne rêvait plus que désastres. Kléber se détermina à répondre aux avances faites par le commodore Sidney-Smith, qui s'avançait un peu légèrement comme ministre plénipotentaire des trois puissances unies pour le recouvrement de l'Égypte, c'est-à-dire la Porte, l'Angleterre et la Russie. Kléber n'aurait pas voulu négocier avec des barbares; mais un Anglais du caractère de Sidney-Smith lui inspirait plus de confiance. Les conditions auxquelles le général français consentait à évacuer l'Égypte furent d'abord très-altières : il voulait qu'on garantît à la France la possession de l'île de Malte, qu'on lui restituât les îles Illyriennes, qui venaient de tomber au pouvoir de la coalition, et enfin que son armée, qui se montait encore à vingt-deux mille hommes, pût être conduite par des vaisseaux anglais sur le point qu'il lui conviendrait de désigner.

De ces trois conditions, les deux premières étaient évidemment inacceptables, car elles excédaient de beaucoup les pouvoirs, d'ailleurs fort contestables, du négociateur anglais. Kléber fut obligé de les abandonner bientôt, et ne put même obtenir la troisième. La fatale convention d'El-Arish fut enfin signée le 1er janvier 1800, et les Français, pour prix de leur belle

conquête si longtemps et si admirablement défendue, n'obtinrent que leur retour dans leur patrie sur des vaisseaux anglais.

Ici l'historien doit gémir; mais faut-il s'écrier avec M. Thiers : « Cet exemple doit servir aux » militaires, et doit leur apprendre qu'il ne suf- » fit pas d'êtres fermes au feu, et que le courage » de braver les balles et les boulets est la moin- » dre des vertus imposées à leur noble profes- » sion ! »

Cet arrêt me semble bien sévère. N'est-il pas à présumer qu'une vive sollicitude pour le salut de la patrie et leurs compagnons d'armes fut le motif déterminant des membres du conseil de guerre qui approuvèrent unanimement, mais la mort dans le cœur, une si triste capitulation? Pourquoi ne pas leur supposer ce mobile, puisque ce fut celui-là même qui détermina Bonaparte à se séparer de sa conquête et des frères d'armes qu'il y avait conduits? Sans doute cette résolution signalée par de continuels coups de génie au dedans et au dehors fit notre salut et ajouta un grand titre à sa gloire; mais une armée de vingt-deux mille Français, conquérants d'Arcole et des Pyramides, conduite par des héros à la tête desquels marchaient fièrement Kléber et Desaix, ne pouvait-

elle pas déterminer pour la France un retour de la fortune et de la gloire sur quelques points quelle se portât? Et les Anglais eux-mêmes n'en témoignèrent-ils pas une crainte extrême pour le salut de leurs alliés sur le continent? Ne désavouèrent-ils pas avec autant de colère que d'orgueil l'œuvre de leur négociateur, qui avait cru par cette convention faire à sa patrie un présent plus fructueux et moins chèrement acheté que plusieurs victoires dans l'Orient?

En effet, le cabinet de Saint-James fulmina contre ce traité et contre le négociateur, et le désaveu fut conçu dans les termes les plus blessants pour l'indiscret commodore. Son honneur en fut tellement offensé, qu'il se hâta d'en informer le général français, et l'invita à ne pas donner suite à l'évacuation, déjà commencée, de plusieurs points et de plusieurs forts du territoire égyptien.

Kléber frémit en recevant cette nouvelle; mais bientôt il put s'en réjouir. L'indignation lui donna un essor de génie qui l'égala aux plus grands capitaines de l'histoire.

Aussi M. Thiers s'empresse-t-il de réparer une sévérité excessive par le tableau plein de feu qu'il fait de la victoire d'Héliopolis. A lui la gloire de retracer les manœuvres d'une ma-

nière aussi exacte que brillante. Fidèle à la méthode qui convient à ma faiblesse, je me contente d'indiquer des résultats, et j'en connais peu d'aussi éblouissants.

L'armée turque, forte de quatre-vingt mille hommes, s'approchait à grands pas pour prendre possession du Caire, et ne trouvait nulle part de résistance. Kléber avait fait entendre à son armée la harangue la plus entraînante pour des soldats français. Après les avoir fait ranger en cercle : « Eh bien, leur dit-il, le cabinet anglais » n'accepte point la convention d'El-Arish. » Savez-vous ce qu'il exige des hommes devant » lesquels ont tremblé les rois de l'Europe et » de l'Orient? Il veut que vous rendiez les armes. »

A ces mots, les armes s'agitèrent avec un bruit semblable à celui du tonnerre et avec un bouillonnement de fureur égal à celui des vagues de l'Océan. « Oui, reprit le général dès » qu'il parvint à se faire entendre de nouveau, » les Angais prétendent vous retenir captifs, en» chaînés, affamés sur les pontons de leurs vais» seaux, pour vous faire subir toutes les tortu» res de l'ennui, de la misère et du désespoir. » Soldats français, on ne répond à de telles in» solences, à une telle atrocité, que par des vic» toires. »

A la victoire! répètent les soldats; et ce seul cri ne cesse plus de retentir dans toute l'armée.

D'où venait à Kléber tant de confiance? c'est que, sans dégarnir des postes importants pour sa sûreté, il avait pu réunir dix mille hommes. Dix mille contre quatre-vingt mille ennemis, c'était juste la proportion des dix mille Athéniens contre quatre-vingt mille Perses aux champs de Marathon.

Le 20 mars 1800, l'armée sort du Caire et se développe dans une belle plaine, ayant le fleuve à gauche et le désert à droite, et en face des ruines d'Héliopolis.

A la faveur d'une nuit resplendissante, le général prend toutes ses dispositions; il va renouveler ces carrés autour desquels les mamelucks et leurs coursiers également intrépides ont si souvent trouvé la mort. Les soldats viennent se ranger d'eux-mêmes par une habitude qui leur rappelle de si glorieux souvenirs. « Tenez vous ferme chacun à votre poste, leur » dit le général; car je vous avertis aujourd'hui que c'est tout ce que vous possédez en » Égypte, et demain vous y posséderez tout. »

Ces carrés sont au nombre de quatre; deux sous le commandement du général Reinier, deux sous celui du général Friant; un cin-

quième, plus faible, n'est destiné qu'à leur porter secours ou renfort au besoin.

La cavalerie est au centre et deux lignes d'artillerie la protégent. La cavalerie française ouvre le combat, mais avec un faible succès. Celle des ottomans est exercée, et des corps de mamelucks lui communiquent leur ardeur; mais quand elle s'avance, elle est reçue par d'effroyables décharges d'artillerie. L'avant-garde de l'armée ottomane se porte alors sur les carrés et les attaque sur le front, sur les flancs, sur les derrières. Rien n'a fléchi. Les Turcs semblent retrouver partout un même ennemi terrible par son immobilité, une même muraille vivante hérissée de baïonnettes croisées. Si quelque vide se forme dans les rangs, il est aussitôt remplacé. Aux cris furieux des assaillants, répond un majestueux et redoutable silence. Tous ces soldats semblent grandir à mesure qu'on les approche. L'avant-garde ottomane est forcée de renoncer à des efforts où elle prodigue inutilement le sang de ses meilleurs cavaliers et de ses plus intrépides janissaires. Kléber a repris l'offensive, et s'empare d'un village où s'appuyait l'ennemi; mais sur la hauteur, on voit s'agiter mille drapeaux; c'est le gros de l'armée ottomane qui s'avance. Des armes d'un grand luxe étincèlent au soleil.

On peut reconnaître la haute stature du grand vizir, monté sur un cheval magnifique. Aux décharges de l'artillerie se mêlent des cris barbares qui roulent longtemps sur les rives du fleuve. Les carrés ont repris leur ordre de bataille sans la moindre confusion. Nos soldats se rient des boulets mal dirigés, qui volent par-dessus leur tête et vont se perdre dans la plaine. L'artillerie française joue à son tour et fait de grands ravages dans les rangs de cette multitude asiatique. Kléber est partout pour redoubler l'effroi des ennemis. Tantôt l'armée ottomane s'avance par groupes de tirailleurs qui se voient honteusement repoussés, tantôt par des masses pesantes qui bientôt sont rompues et jetées dans le plus grand désordre. Kléber en profite pour s'élancer avec sa cavalerie au travers des rangs dispersés, y fait de nombreux prisonniers, enlève artillerie et bagages. Les carrés à sa voix sortent de leur immobilité et deviennent une muraille ambulante. On s'empare des villages où les Turcs ont laissé leurs magasins et leurs nombreux blessés. Cette armée tout à l'heure si resplendissante d'un luxe guerrier et dont les chefs portent sur eux une partie de leur fortune, laisse de riches dépouilles aux vainqueurs. Telle est cette victoire d'Héliopolis, qui, rem-

portée cette même année 1800, vient former avec celle de Marengo et de Hohenlenden une trinité glorieuse. L'histoire ne m'offre aucun pays qui puisse fournir un aussi brillant exemple.

Cependant un corps de quatre ou cinq mille Turcs, quoique surveillé de près par le général Kléber, était parvenu, au milieu de ce grand choc, à pénétrer dans la ville du Caire pour y organiser, ou plutôt pour y soutenir une révolte déjà commencée par ses fanatiques habitants. Le général, après avoir achevé la ruine et la dispersion de cette multitude qui n'avait plus la forme d'une armée, revient sur la ville du Caire, et aidé des généraux Friant et Belliard, il force successivement tous les postes où s'étaient retranchés les révoltés et leurs auxiliaires, qui firent succéder à une rigueur nécessaire des actes de clémence, leva une forte contribution de guerre sur cette grande capitale, qui l'acquitta sans délai, remit son armée dans une situation plus florissante qu'elle ne l'avait été depuis la bataille des Pyramides, rangea l'Égypte tout entière sous ses lois, se fit un allié de l'un des chefs des mamelucks, Mourad-bey, perfectionna la puissante organisation que le général Bonaparte avait établie dans cette contrée, et attendit avec fermeté ou plutôt avec impatience le mo-

ment où une armée anglaise viendrait s'offrir à son tour à sa juste vengeance. Sa magnifique victoire d'Héliopolis lui semblait incomplète, puisque les insolents infracteurs du traité d'El-Arisch n'en avaient partagé ni la honte ni les désastres.

L'armée venait d'apprendre l'accueil triomphant qu'avait reçu le général Bonaparte à Paris, le pouvoir presque absolu qui lui était confié, et le commencement de ses grandes réformes administratives.

Si Kléber avait maudit d'abord l'orgueil inhumain qui avait déterminé les ministres anglais à refuser la restitution paisible de la haute et de la basse Égypte à la Porte-Ottomane, combien alors ne dut-il pas se féliciter d'une rupture qui était devenue pour lui et pour les siens une si belle occasion de gloire et de puissance! La joie renaissait partout, et la victoire avait guéri dans l'armée cette lente consomption que l'on appelle le mal du pays. Les soldats revenaient à leur espèce de culte pour Bonaparte, en y entremêlant toutefois celui du vainqueur d'Héliopolis. *On criait : viennent les Anglais! comme on criait : viennent les Turcs!* dans la nuit de la bataille. Le crime isolé d'un fanatique renversa d'aussi belles espérances et changea encore une fois les destinées de l'Orient.

Un jeune Turc, Suleyman, s'était exalté dans sa foi musulmane par des études et des rêveries extatiques, et par l'ambition d'égaler son nom à celui des disciples et des soldats les plus héroïques de Mahomet. Comme il revenait d'un voyage de la Mecque au Caire, il avait entendu sur la route les imprécations que lançaient les vaincus contre le général Kléber; il prit pour une inspiration du ciel la résolution qu'il conçut de tuer le général qui avait causé un si terrible désastre *aux fidèles*; il se persuada qu'à la vie d'un tel homme était attaché le salut de l'armée française. Il vint faire part de son dessein à l'aga des janissaires, qui le reçut comme un envoyé du ciel, et s'empressa de lui fournir les moyens d'accomplir un meurtre que Mahomet semblait avoir dicté. Suleyman revint au Caire, étudia pendant quelques jours les moyens d'exécuter son projet, et tout lui devenait facile, puisqu'il n'était nullement préoccupé du soin de survivre à son grand attentat. Le 14 juin, trois mois après sa victoire, Kleber se promenait dans un jardin avec l'architecte Protain, lorsqu'un jeune Turc vint se jeter à ses genoux en lui demandant l'aumône, et lui plongea plusieurs fois son poignard dans le cœur. L'architecte s'élança sur l'assassin et fut à son tour

renversé par un coup de poignard. Les gardes accoururent, et Suleyman, rendant grâce au ciel, se présenta fièrement et marcha au supplice, sans que les douleurs les plus atroces pussent ébranler sa constance ni modérer son triomphe.

L'armée retomba dans son chagrin, dans ses ennuis; mais la victoire d'Héliopolis ne lui permettait plus de songer aux conditions qu'elle avait acceptées pour son retour en France. A la perte cruelle d'un héros tel que Kléber se joignait le départ d'un héros tel que Desaix. Des rivalités étaient prêtes à éclater entre les généraux, et l'ancienneté fit tomber le commandement aux mains non du moins brave, mais du moins habile. Après le plus éclatant triomphe, l'Égypte était près de nous échapper.

Ainsi les grands desseins de Bonaparte sur le Midi et sur le Nord se trouvaient déconcertés par deux assassinats, celui de Kléber et celui de Paul Ier. Le cabinet britannique, très-certainement étranger au meurtre du général français, et qu'il faut absoudre de la mort de Paul, quoiqu'il en ait été soupçonné d'abord avec assez de vraisemblance, en recueillit les immenses avantages.

Le coup était fatal, mais peut-être n'eût-il

pas été décisif pour le sort de l'Égypte, si le commandement n'eût passé par droit d'ancienneté aux mains du général Menou. C'était un de ces membres de la minorité de la noblesse qui, aux états généraux, s'était rallié avec ardeur à la cause populaire. Il avait échappé à la proscription ingrate prononcée contre presque tous les membres de cette patriotique minorité, et avait obtenu du service dans les armées républicaines. Sa soumission fut mise à de rudes épreuves. Il fut dirigé contre l'armée vendéenne et placé sous les ordres de ces ineptes et barbares généraux Rossignol et Ronsin, dignes chefs de l'armée révolutionnaire qui ne s'était signalée que contre des citoyens désarmés, des femmes, des vieillards, des tombeaux, des autels, des cloches, et contre les plus simples monuments de la piété des villages. Leur ineptie militaire et leurs brigandages furent châtiés par d'infâmes déroutes. Menou parvint à se distinguer d'eux, sinon par le talent, du moins par le courage. Privé jusque-là de gloire, il vint la chercher dans l'expédition d'Égypte et se distingua à la prise d'Alexandrie. Bonaparte n'avait point de plus fervent adorateur; mais il poussa cet enthousiasme jusqu'à un degré de servilité qui le rendit ridicule et méprisable aux yeux de

l'armée. Bonaparte, disposé à la conquête de l'Orient, suivait la politique d'Alexandre et cherchait à complaire aux vaincus. La religion chrétienne prescrivait une barrière à ces concessions. Bonaparte la respecta peu. On connaît ces tristes proclamations où il s'incline un peu trop devant le prophète Mahomet. Il avait désiré que ses généraux fissent quelques alliances avec des familles musulmanes. Les généraux, les officiers et les soldats se bornèrent à des relations d'amour ou de volupté qui n'engageaient et ne trahissaient point leur foi. Le seul Menou procéda par une apostasie assez déclarée à son mariage avec la fille d'un maître des bains de Rosette. Les charmes de la jeune musulmane n'étaient pas assez remarquables pour qu'on pût voir dans cette union autre chose qu'un désir extrême de voler au-devant des volontés du général. On était assez républicain à l'armée pour blâmer des condescendances d'un caractère aussi suspect, et les brocards plurent sur le nouveau musulman Ab Dallah. Ses talents militaires étaient contestés. Son caractère inégal convenait peu à un commandement difficile. C'était par la brusquerie et l'opiniâtreté qu'il se dédommageait envers les inférieurs de sa complaisance de courtisan.

Quelque vif que fût chez les généraux l'amour de la patrie et de la gloire, ils témoignèrent assez nettement leur répugnance à servir sous le général Menou. Plusieurs revinrent en France en bravant les croisières anglaises. Les autres blâmaient assez hautement des mesures que la fortune condamna plus sévèrement. En effet, il était évident que, voulant couvrir trop de points à la fois, il avait trop disséminé ses forces. On ne pouvait être plus infidèle aux grands principes militaires de Bonaparte. Cependant l'heure avait sonné pour le débarquement des Anglais. Ils se présentèrent devant Alexandrie. La garnison trop faible fit de vains efforts pour s'opposer à leur débarquement, protégé par la puissante artillerie de la flotte. Il fallut se retrancher à Nicopolis sur les ruines d'un château romain. Menou accourut au secours des défenseurs d'Alexandrie, mais avec des forces inférieures à celles des Anglais débarqués, dont bientôt les Turcs allaient doubler le nombre. Il voulut reprendre l'offensive; mais, malgré les efforts désespérés des généraux Lanusse, Baudot et Rampon, il ne put sur aucun point rompre la ligne anglaise. Le général en chef de cette armée, Abercombrie, avait été tué dans cette attaque, ainsi que nombre de

ses officiers ; mais les généraux Lanusse et Baudot étaient blessés à mort. Cette bataille, quoique engagée entre un assez petit nombre de combattants, fut une des plus meurtrières pour les généraux et les officiers français, et Menou avait tout fait pour partager leur sort. Ils semblaient se faire honte de survivre à la première victoire dont les Anglais eussent à se glorifier sur terre depuis la guerre de la révolution. Aussi cette nouvelle fut-elle reçue à Londres avec cette patriotique ivresse qui souvent perpétue les succès, et, à dater de la bataille de Nicopolis, les armées anglaises reprirent le rang qu'elles avaient si longtemps occupé dans les annales militaires.

Je ne suivrai pas plus loin les détails affligeants, monotones et décolorés de cette campagne, dont le résultat fut l'abandon total d'une conquête brillante, mais nécessairement éphémère, tant que le pavillon britanique dominait sur toutes les mers du globe.

Notre orgueil national jouissait de faire remonter la civilisation à sa source. Il était beau à des Français de reprendre l'œuvre que les Ptolémées avaient tentée non sans gloire et sans succès. Cette visite militaire, faite par un autre Alexandre à l'un des premiers berceaux de la

civilisation, rapproche l'histoire ancienne de celle des temps modernes, et brille surtout d'un grand éclat poétique. Mais dans ses effets politiques, commerciaux, dans ses rapports avec notre puissance réelle, elle est loin de valoir la conquête d'Alger.

Que nous reste-t-il de cette expédition? un fleuron ajouté à notre gloire militaire; quelques récits dignes de l'épopée, un mot de génie dit par Bonaparte à ses soldats en face des pyramides, un voyage scientifique magnifiquement publié, monument de la science fait pour exercer les artistes et les antiquaires avec le beau péristyle qu'a érigé Fourrier dans une savante et noble introduction. Des trophées plus ou moins précieux, voilà ce qui nous reste également de tant d'autres conquêtes bien plus importantes que nous pouvions regarder comme plus assurées. Mais dans cette même Égypte que nous abandonnions, que restait-il au bout de quelques années des conquêtes du grand Sésostris? quelques obélisques, et l'un d'eux console aujourd'hui notre vanité conquérante!

La paix vaut mieux, et Bonaparte, malgré les quatre grands revers dont sa politique extérieure, quoique si fortement combinée, avait été frappée dans un même mois, la mort de Paul Ier,

la victoire des Anglais dans le Sund, la perte de l'Egypte précédée de celle de l'île de Malte, marchait vers cette paix générale. Il allait l'obtenir dans ses résultats les plus glorieux et les plus utiles par le traité d'Amiens, traité malheureusement trop peu durable, et sur lequel nous ne pouvons jeter les yeux sans un profond regret d'une puissance perdue pour avoir été portée par l'ambition hors de toutes limites.

Ce qui favorisa cette paix et ces avantages, ce fut un échec que Nelson, le vainqueur d'Aboukir et du Sund, l'auteur des deux plus grands exploits de la marine anglaise, éprouva dans son attaque contre la flottille de Boulogne. Je n'avais pas eu occasion de parler plus tôt de ce grand armement.

A peine Bonaparte, à son retour d'Égypte, avait-il débarqué en France, que déjà l'on parlait d'une descente en Angleterre, dont il serait le chef. Il avait familiarisé les imaginations avec le merveilleux, j'ai presque dit avec l'impossible. A tous les motifs de vengeance que la guerre actuelle fournissait contre l'Angleterre, se joignaient les souvenirs les plus douloureux puisés dans nos annales. Les Anglais avaient occupé Paris sous un Lancastre, pourquoi Londres ne serait-elle pas occupée par un homme vain-

queur dans cent batailles, auprès desquelles celle d'Azincourt ne peut être considérée que comme une mêlée tumultueuse et le coup de grâce des armées féodales. Le cri d'une descente était proféré dans toutes les harangues officielles. L'éloquence des tribuns s'exerçait sur ce texte favori des conseillers d'Etat et de tous les publicistes dans les journaux et les brochures. Ce vœu était porté sur tous nos théâtres. Nos chansonniers en égayaient leurs repas anacréontiques. C'était au théâtre du Vaudeville un couplet de commande qui enlevait les applaudissements les plus rebelles. On invoquait Guillaume le Conquérant contre ses successeurs, comme si ce prince farouche avait eu quelque chose de commun avec les guerriers de notre âge.

Bonaparte, au fond du cœur, n'était point séduit par le prestige qu'il cherchait à répandre. En supposant même qu'un heureux coup de vent et des circonstances réunies à souhait favorisassent le débarquement presque idéal d'une armée de cent mille hommes, il calculait ce qu'une telle nation peut trouver de ressources dans ses richesses, dans sa vaste puissance, dans sa population et plus encore dans la force héréditaire et toujours croissante de sa fierté et de son esprit public. Dût-il pénétrer jusqu'à Lon-

dres, il se voyait cerné par les flottes anglaises, ainsi qu'il le fut dans l'Égypte. Là, du moins, il s'était vu un vainqueur emprisonné dans sa vaste conquête; mais ici la conquête avait d'étroites limites et pouvait être suivie d'un désastre accablant. Les immenses populations des villes industrieuses pouvaient servir de ralliement à des cultivateurs arrachés à leur prospérité paisible. De puissants forgerons pouvaient sortir par milliers de leurs brûlantes usines, les mineurs de leurs sombres souterrains, et lancer de tous côtés et le fer et la flamme sur les assaillants. Tous les ports pouvaient vomir des flots de marins furieux armés de mille foudres. Quelle tactique employer contre des armées inattendues qui eussent paru sortir des entrailles de la terre ou des contrées les plus lointaines? En divisant ses forces, on les livrait à des massacres partiels; en les concentrant, on n'avait plus de lignes d'opérations possibles.

La véritable pensée du premier consul était de faire peur aux Anglais pour le commerce dont Londres et tant de villes puissantes, telles que Liverpool, Manchester, Birmingham et tant d'autres, exerçaient le monopole. Une descente, quel qu'en fût le résultat ultérieur, pouvait causer aux Anglais un dommage que vingt années à

peine eussent pu réparer, et déterminer une banqueroute que la masse épouvantable de la dette présentait comme une conséquence forcée de ce choc furieux. Ne vous étonnez pas si cette peur pénétra dans la cité de Londres, malgré la faiblesse de l'armement que Bonaparte opposait aux dominateurs des mers. Il ne consista que dans une multitude de bateaux plats, un certain nombre de bâtiments légers et de chaloupes canonnières; mais c'étaient les vainqueurs de l'Europe, c'étaient Bonaparte et tant d'autres généraux fameux par des victoires remportées sur les Anglais eux-mêmes, qui devaient les monter. Les traits les plus vifs de l'*humour* anglaise, les sarcasmes des journaux et les caricatures avaient pu s'exercer sur ces *coquilles de noix ;* mais les soldats français paraissaient des géants après tant de victoires. Aussi le gouvernement britannique était vivement pressé de conclure la paix par les clameurs du peuple, et voilà ce qui avait déterminé Pitt à une retraite momentanée. Le ministère Addington résolut de faire un effort pour délivrer le peuple de cette terreur, et ce fut cet effort même qui redoubla les alarmes, et força pour un temps trop court la politique à souscrire au vœu de l'humanité. Qui eût pu penser que Nelson, après avoir forcé par la plus brillante

audace la rade de Copenhague, abîmé la marine danoise et rompu la ligue maritime du nord, viendrait échouer contre une masse confuse de bateaux plats, de cutters, de bricks et de chaloupes canonnières? Mais il ne pouvait ici s'avancer avec ses formidables vaisseaux ni s'approcher du port et de la flottille. Il lui fallut inventer une autre sorte d'armement beaucoup moins majestueux, mais analogue à la flottille et qu'il jugea suffisant pour la détruire. Les Français prévoyaient cette attaque et avaient garni la côte de batteries servies par les artilleurs les plus exercés et les plus intrépides. Nelson tente successivement, dans l'espace de quinze jours, deux attaques également infructueuses et désespérantes pour l'orgueil britannique. La première s'est faite avec quarante voiles composées surtout de bricks, de cutters, de brûlots et de chaloupes canonnières, et l'autre avec soixante voiles soutenues de loin par trois vaisseaux et deux frégates. Celui qui a pu rompre la ligne d'embossage d'Aboukir formée par des colosses maritimes tels que le magnifique vaisseau *l'Orient*, et devant qui sont tombées les chaînes de fer qui liaient la marine danoise, ne put, malgré des efforts désespérés, couper celles qui liaient de si faibles bâtiments, les batteries de terre, secondées par des

bateaux plats sur lesquels étaient montés nos grenadiers, et par des chaloupes canonnières dont le feu vif et nourri coulait bas plusieurs de ses bâtiments. Il fut lui-même obligé de gagner le large, la rage dans le cœur. Le commandant de la flottille, l'amiral Latouche Tréville montra des talents supérieurs dans ces deux engagements, et surtout dans le second, qui fut le plus terrible, et que Nelson voulait commencer la nuit pour en redoubler l'horreur. Notre perte fut légère et celle des assaillants fort supérieure. On ne pouvait concevoir dans la cité de Londres que Nelson eût été forcé de reculer devant ces *coquilles de noix,* éternels sujets de leurs risées, mais qui toujours leur avaient causé une terreur secrète. Et qu'aurait-ce été si la flotille de Boulogne avait compté plusieurs bateaux à vapeur alors inconnus à l'Angleterre, et dont l'Américain Fulton était venu offrir à la France, à Bonaparte, le redoutable effet? Aujourd'hui que toute l'Europe est familiarisée avec ce grand moyen de communication et de prospérité, et y voit le plus merveilleux, le plus utile complément de la découverte de la boussole, et que l'on en a déjà fait quelques applications redoutables dans la guerre maritime, on reste confondu que Bonaparte ait repoussé ce secours miraculeux

que la Providence semblait lui apporter dans ses desseins contre l'Angleterre, et tout Français est humilié que d'illustres savants, honneur de l'Institut, consultés par lui, sur cette invention, aient rejeté comme une folle entreprise un moyen qui offrait toute la simplicité et toute la grandeur du génie, et que les machines à vapeur de Watt, déjà si multipliées, rendaient fort concevable. Point de doute que les bateaux à vapeur, qui se passent de la faveur des vents, eussent pu fournir la solution du problème de la descente en Angleterre, et tromper sur plusieurs points la surveillance de ses escadres. Il y avait là probabilité d'un immense dommage causé à l'Angleterre, mais non celle d'une conquête. Est-ce que l'Angleterre, déjà si familiarisée avec l'emploi le plus gigantesque de la vapeur, eût tardé à la porter sur de nombreux et puissants bateaux? Est-ce que si les armées françaises, animées d'une haine furieuse, fussent parvenues à s'emparer pour quelques jours de Londres ou de Birmingham ou de Liverpool ou de Manchester, à piller ou dévaster les plus riches magasins du monde, à briser tant de métiers, tant de machines colossales par lesquelles l'Angleterre rendait toutes les parties du globe servilement tributaires de son industrie, à brû-

ler l'immense forêt de vaisseaux qui couvrent la Tamise, l'Angleterre, ivre de vengeance et communiquant sa rage à des peuples indignés et tremblants pour eux-mêmes, n'eût pas lancé bientôt sur nos ports des bateaux d'une dimension plus forte, plus chargés de foudres, de nouveaux soldats créés par la misère et conduits par une fureur implacable? Est-ce qu'elle n'eût pas dit à ces rois, à ces généraux étrangers, impatients de se relever de leur humiliation :

« Sortez d'une défensive mal concertée, qui » livre vos plus belles provinces aux Français; » portez la guerre dans leurs foyers. Mais, au » lieu de recourir à des attaques infructueuses » contre la triple ligne des citadelles de Vauban, » montez sur mes bateaux à vapeur chargés de » bombes et d'obus, et je vous conduirai bientôt du Havre jusqu'à Paris; et répondez au » *delenda Carthago* par le *delenda Lutetia.* »

Je respire et je viens trouver un refuge dans le traité d'Amiens. Plût à Dieu que c'eût été là le dénoûment réel de la révolution et de la guerre! Fatigué de la course difficile que j'ai faite dans ce chapitre, à travers des événements si variés dont le théâtre est si distant, dont la couleur est si contrastante, je me garderai bien de chercher d'autres entraves dans les filets de

la diplomatie. Le traité d'Amiens dit tout par ses résultats. Il proclame la gloire de Bonaparte. Mais il ne convient pas à l'équité historique de rapporter à un seul homme tout le mérite de cette paix. Son ministre, Talleyrand, put réclamer une grande part dans la négociation de ce traité malheureusement transitoire. M. Otto, ministre plénipotentiaire à Londres, n'eut qu'à suivre les instructions qui lui étaient données, courrier par courrier, par celui des relations extérieures. La base du traité fut un système de restitutions réciproques qui donnait aux deux grandes puissances un vernis de générosité. L'Angleterre, sans se faire presser beaucoup sur ce sujet, nous rendait la Martinique, Tabago, Sainte-Lucie, Saint-Pierre de Miquelon, et enfin Pondichéry, que les dominateurs de l'Inde étaient bien sûrs de ressaisir aux premières hostilités. De son côté, la France abandonnait ce qu'elle possédait encore dans l'Égypte; les Anglais n'en avaient point achevé la conquête. Quelque déplorable qu'eût été la défensive du général Menou, obstiné à diviser sa trop faible armée en petits corps, et, comme le disaient nos militaires avec dérision, *en petits paquets*, le courage des Français avait ralenti les progrès de l'armée anglaise. Le premier consul savait

mieux que tout autre que cette cause était désespérée. Ce qui le décida à signer les préliminaires de cette paix fut une missive du général Menou, qui ne lui cachait pas que ses derniers efforts seraient inutiles au bout d'un mois. Ainsi on ne cédait rien ici de ce que l'on possédait réellement. Quant à l'île de Malte, les Anglais consentaient à la restituer à cet ordre religieux et militaire, sous la protection d'une grande puissance qui ne pouvait être autre que la Russie. C'était une avance gracieuse que les deux cours paraissaient faire à l'empereur Alexandre, mais qui manquait complétement de sincérité de la part de l'Angleterre. L'événement ne tarda pas à le prouver.

La France faisait de bien plus larges restitutions en Italie; elle abandonnait Naples, les deux légations et la Toscane. Cet état florissant devait être donné à un prince de la maison de Bourbon de Parme, qui prit et garda le titre de roi d'Étrurie. Les républiques Cisalpine et Ligurienne étaient reconnues par l'Angleterre, ainsi qu'elles l'avaient été par l'Autriche. Quant au Piémont, le traité s'expliquait avec une obscurité calculée par le premier consul, dont la ferme intention était bien de garder cette clef de l'Italie, ainsi qu'il ne tarda pas à

le montrer. L'Angleterre, de toutes ses conquêtes coloniales, ne conservait que l'île de Ceylan, prise sur les Hollandais, et l'île de la Trinité, prise sur les Espagnols. L'une et l'autre étaient d'une haute importance. Les Anglais paraissaient et ne voulaient pas restituer le cap de Bonne-Espérance, et offraient d'en faire un port franc ouvert à toutes les nations. La Louisiane rentrait sous les lois de la France. Cette colonie n'était pas encore florissante comme elle l'est devenue sous les lois des États-Unis; mais l'Angleterre était bien aise, en laissant cette belle possession à la France, d'en faire, sous un gardien tel que Bonaparte, un boulevard contre l'ambition du congrès et un point d'arrêt pour la domination de cette puissance, qui, aujourd'hui, vise assez ouvertement, quoique avec lenteur, à prendre le sceptre du nouveau monde. Malheureusement, cet inflexible, ce grand Bonaparte trompa toutes les prévisions d'une sage politique en vendant aux États-Unis une colonie fondée et habitée par des Français, et en redoublant ainsi le regret qu'avait coûté à nos pères et que nous coûte encore la perte du Canada.

Qu'on joigne les avantages du traité d'Amiens à ceux du traité de Lunéville, qui nous assurait

la Belgique, la rive gauche du Rhin, la domination de la Hollande, et qui faisait de la riche Lombardie et de Gênes des satellites de la France assez dérisoirement honorés du titre de républiques, et l'on verra que la France avait atteint les dernières limites du territoire qui peut satisfaire à toute son ambition raisonnée.

CHAPITRE XI.

QUELQUES TABLEAUX DE L'INTÉRIEUR.

SOMMAIRE.

Succès de l'administration. — Établissement de la Banque de France. — Renaissance du commerce. — Le crédit se relève, mais n'est pas porté au point où il devait l'être. — Choix judicieux. — Heureuses communications du premier consul avec le Conseil d'État. — Agiotages diplomatiques pour les principautés allemandes. — Arrivée des Anglais à Paris. — Entretiens de Fox avec le premier consul. — Fêtes données au roi d'Etrurie.

(1800-1803.)

La voilà donc obtenue cette paix générale si vivement réclamée après une guerre de dix ans, qui surpassait de beaucoup en désastres la guerre même de trente ans! Heureuse la France! heureuse l'Europe, si cette paix avait été autre chose qu'une trêve imposée par une lassitude passagère! Malheureusement, aux yeux exercés, elle n'avait que ce dernier caractère. Pitt, caché dans l'ombre, frémissait de tant de concessions, de tant de sacrifices, plus pénibles encore pour son orgueil que pour l'orgueil britannique. Quant à Bonaparte, son ambition était-elle satisfaite au dehors? On peut en douter, puisqu'au dedans elle ne l'était pas même par une

autorité sans bornes. On pouvait remarquer dans le traité d'Amiens des réserves et des conditions ambiguës, soit pour la restitution de Malte et du cap de Bonne-Espérance du côté de l'Angleterre, soit pour l'état du Piémont du côté de la France. On avait été pressé de finir et de saisir un instant favorable; on semblait s'en reposer sur le canon pour trancher des difficultés que la diplomatie savait mal résoudre.

Les nouvelles victoires de Bonaparte et de Moreau avaient cruellement démenti les prédictions de Pitt au parlement, et l'humiliaient aux yeux de ses alliés, il n'avait plus à se prévaloir auprès d'eux des crimes de la révolution, puisqu'ils étaient fermement arrêtés, mais la haine contre la France vivait toujours dans son cœur. Il la tenait de lord Chatam, son père et son instituteur. Il nous rappelait Amilcar faisant prononcer à son fils Annibal le serment d'une haine implacable contre les Romains.

Profitons de ce moment favorable pour revenir à l'intérieur de la France, où tant de ruines se relèvent, où tant de germes d'une prospérité nouvelle commencent à se développer.

Mettons au rang des plus beaux triomphes du premier consul le jour où les rentiers furent payés en numéraire. Cette opération avait pré-

cédé même la paix de Lunéville, et c'est un des plus beaux éloges de l'administration consulaire. La révolution avait pesé de tout son poids sur la classe des rentiers, qui avaient placé en elle leurs plus vives espérances. Après avoir subi un payement dérisoire en assignats et en mandats territoriaux, ils avaient reçu l'aumône de dix pour cent sur le tiers de leurs capitaux, puisqu'on leur avait fait banqueroute des deux autres tiers. De silencieux suicides avaient été fréquents chez ces hommes dont les uns étaient parvenus à l'âge du repos, et dont les autres en avaient longtemps goûté les molles douceurs. On peut juger du degré de popularité dont le premier consul jouit parmi ces rentiers, qui formaient le premier élément, mais non l'élément le plus actif, le plus ferme, du parti modéré. Ce fut alors une chose merveilleuse de voir le tiers consolidé s'élever à soixante pour cent, taux qui serait aujourd'hui le signal ou la suite de grandes calamités.

Un nouvel établissement, dû au premier consul, donnait dès lors des signes de cette prospérité solide où devait l'élever le génie du commerce, qui prend ses plus belles inspirations dans la probité. Cette Banque de France dont le crédit a pu résister aux crises les plus inopinées

et surtout à deux invasions de la capitale et du royaume, prit, même en face de l'Angleterre, le premier rang sur toutes les banques du monde. Je ne connais pas chez un peuple une plus belle renaissance que celle de la probité. Je n'entends pas dire qu'elle fût éteinte dans une nation qui fait entrer la loyauté commerciale dans ses principes d'honneur; mais on juge quelle cascade de banqueroutes avaient dû occasionner les banqueroutes énormes de l'état et la faculté qu'il laissait au débiteur de s'acquitter à son exemple par les payements les plus dérisoires. Bonaparte avait conçu la plus profonde horreur pour les fripons dont l'armée avait été victime. Cette horreur l'emporta souvent au delà des bornes qui sont nécessaires pour établir et surtout pour relever le crédit. Il se constitua quelquefois à lui seul *chambre ardente*, pour faire expier des malversations ou des fraudes présumées, dont on ne pouvait plus fournir la preuve; il eut le tort de ne pas respecter envers quelques fournisseurs des services loyaux. Il parut toujours oublier qu'un gouvernement ne doit pas se rendre le juge des engagements contractés par lui-même ou par ses prédécesseurs. Voilà pourquoi, en dépit de ses nombreuses victoires et même en dépit d'une

administration exacte et vigilante, il put laisser à la restauration la tâche d'élever le crédit sur ses véritables bases, tâche aujourd'hui si bien perfectionnée. Non-seulement il n'emprunta point, mais il se priva de la ressource d'emprunter à propos. Dans la désastreuse campagne de Russie, il fut obligé de recourir à son trésor particulier, riche de trois cents millions, déposé dans les caves de son palais des Tuileries. L'énormité de cette somme surpassait de beaucoup les bornes de la prévoyance et n'enflammait que trop son génie conquérant. Cet usage oriental d'un trésor qui sépare le revenu du prince de celui de l'État a le grave tort de retirer de la circulation des capitaux qui entretiendraient partout la vie et le mouvement, et rien n'est plus condamné par l'économie politique, si ce n'est l'aveugle prodigalité.

Quoique le commerce, sous le consulat, fût gêné par beaucoup d'entraves, on vit s'élever de nombreuses maisons de commerce, dont le crédit devint héréditaire, et les véritables négociants formèrent une classe séparée des agioteurs.

Cependant l'ordre renaissait de toute part; un choix habile et judicieux des préfets consacrait cette institution si hardiment substituée

à celle des l'intendants sous l'ancien régime. C'étaient pour la plupart des hommes qui n'avaient suivi la révolution que dans ses meilleures phases. Le Conseil d'État était surtout l'instrument favori du premier consul pour ses grandes restaurations, et cependant ce corps gardait de son mieux tout ce qui pouvait rester d'esprit de liberté en France. Bonaparte souffrait dans ses conseillers d'état des objections qui lui paraissaient offensantes dans la bouche des tribuns. Il prenait une part très-animée à leurs discussions. Il aimait à y développer ses projets dans tout ce qu'ils avaient de grandiose ; d'autres fois il se tenait dans les bornes d'un sens exact, et brillait par le positif. Il écoutait avec plaisir les improvisations faciles et brillantes de Regnaut de Saint-Jean d'Angely, les théories profondes ou subtiles de Rœderer, d'excellents rapports des conseillers Duchâtel, Crétet, Berlier, de Ségur, Fourcroy, Bénézech et Boulay de la Meurthe. Il arrivait qu'entraîné par le désir de produire ses pensées et par le plaisir de les exprimer sous des images saillantes, mais quelquefois un peu triviales, il laissait la discussion se perdre dans le vague.

Cambacérès y remédiait par son esprit lumineux. Tout marchait plus vite et mieux quand

le second consul présidait. Bonaparte s'en aperçut et en témoigna quelque jalousie; dès lors le discret Cambacérès présida le conseil plus négligemment.

La paix continentale de Lunéville n'avait amené qu'un assez petit nombre d'étrangers à Paris. Les souvenirs de la terreur ébranlaient encore les esprits au dehors. On ne craignait point, il est vrai, d'actes de violence de la part du premier consul; mais son autorité absolue pouvait être subitement renversée par l'insurrection populaire et par une catastrophe aussi funeste, aussi atroce que celle du 10 août. Seulement on voyait circuler dans les bureaux des relations extérieures un flot de princes allemands, qui venaient chercher des indemnités pour leurs possessions perdues dans la guerre, et ne se faisaient pas scrupule de les obtenir souvent aux dépens de leurs voisins, de leurs illustres parents ou alliés, et prenaient grand plaisir à les faire *séculariser* ou *médiatiser*. Si ce fut une fatale épreuve pour la bonne foi allemande, elle ne fut guère moins funeste à la probité de plusieurs fonctionnaires. Tous les personnages voués aux intrigues se mirent en mouvement pour ce commerce lucratif de principautés, de baronnies, d'abbayes, de terri-

toires et de populations. Les spéculations de bourse cédèrent le pas à cet agiotage diplomatique, à ces distributions de châteaux, de domaines et de couronnes de comte, de marquis et de duc. On vit des fortunes s'élever subitement très-haut parmi ceux qui prenaient part à ces négociations; elles furent souvent dépensées avec une extrême rapidité. Quelques intrigants de cette époque se reposaient après avoir gagné un million, et attendaient leur dernier écu pour recommencer le même genre de fortune.

Ces opérations se développèrent sur une plus grande échelle sous l'empire. Napoléon en concevait une extrême impatience, et malheureusement elles le confirmèrent dans la défiance très-exagérée qu'il avait de la probité humaine. Il s'exprimait souvent à cet égard en termes fort durs et que démentaient beaucoup d'exemples qu'il avait sous les yeux. Il est très-vrai, et lui-même l'a dit dans ses Mémoires de Sainte-Hélène, qu'à peu d'exceptions près, les fonctions publiques furent remplies avec beaucoup d'intégrité sous le consulat et l'empire. On peut lui reprocher d'avoir trop souvent répété ce triste adage, emprunté de Machiavel, que les hommes ne sont menés que par l'*intérêt et la*

crainte. Est-ce que lui-même, en les asservissant, ne les conduisait pas par des mobiles tels que l'amour de la patrie, la gloire, l'honneur? Est-ce que la foi, l'exaltation religieuse ou patriotique ne surmontent pas souvent tous les calculs de l'intérêt personnel? La colère de Bonaparte contre les fournisseurs éclata par des amendes fort coûteuses, par des restitutions arbitraires, dont lui seul restait le juge; et quelques-uns de ses généraux n'en furent point exempts. L'histoire doit rejeter ces mentions inofficieuses. Les malversations ne sont que probables, et l'arbitraire des restitutions est prouvé par la forme même des jugements.

La paix générale d'Amiens appela un plus grand concours d'étrangers, et l'on revit enfin des Anglais à Paris; mais ce n'étaient point les familles opulentes, les grandes fortunes des Indes, qui venaient écraser de leur luxe nos humbles fortunes, qui commençaient à peine à se relever. Les torys, dont la haine s'était si fortement prononcée contre nous, conservaient leur défiance ou plutôt leur antipathie. Les whigs, au contraire, ne répugnaient point à visiter cette France qu'ils avaient admirée dans son généreux essor vers la liberté, et dont ils avaient plaint les égarements et les malheurs.

Des négociants, de paisibles et modestes propriétaires venaient à leur suite; à leur tête se présentait ce Fox, dont le nom se balançait glorieusement avec celui de son puissant rival. Son arrivée ne produisit point à Paris l'effet qu'on en pouvait attendre; ce qui prouve à quel point était tombé parmi nous l'esprit de liberté. On l'avait regardé longtemps comme le modèle de Mirabeau, par ses talents, ses passions et ses excès; mais, jusque dans ses désordres, il ne compromit point son caractère ouvert et généreux. Du reste, il prit peu de soin parmi nous pour obtenir une popularité qui ne courait point après lui. Il jugeait les productions de nos arts et surtout de notre industrie avec une froideur qui décélait l'orgueil britannique. Il ne nous a point fait connaître, du moins en détail, les entretiens qu'il eut avec le premier consul, et l'on doit le regretter. Seulement on sait que, découvrant en lui un penchant très-prononcé non-seulement pour garder son pouvoir dictatorial dans tout ce qu'il avait d'arbitraire, mais pour le perpétuer sous une forme monarchique, il fit de vains efforts pour l'en détourner. Le premier consul affecta de ne pas le comprendre, ce qui rendit le reste de l'entretien assez insignifiant.

Quant aux autres Anglais, nous verrons trop tôt comment ils expièrent leur confiance, et c'est une des plus tristes pages du consulat.

Un étranger illustre à un autre titre (ce n'était que celui de la naissance) vint à Paris, et fut l'objet d'une curiosité d'abord assez vive et de quelques fêtes qui, bien que peu somptueuses, n'en offrent pas moins un caractère digne de l'histoire. Cet étranger était un roi créé par Bonaparte encore républicain ou du moins s'annonçant comme tel; et pour comble d'étonnement, ce nouveau roi était un Bourbon, un descendant de Louis XIV, le prince Louis de Parme, que le premier consul, par une combinaison machiavélique, avait élevé, sous le titre de roi d'Étrurie, à cet humble trône que les Médicis avaient toujours rempli avec la magnificence qu'ils tiraient non de leurs richesses, mais de leur goût exquis pour les arts.

Les souvenirs de Rome se réveillaient dans tous les esprits; Rome créait des rois, mais à des conditions faites pour tuer la royauté à force de la dégrader. Cet autre Prusias était un prince d'une santé faible, d'une physionomie froide et insignifiante, d'un esprit inattentif et borné. Il était difficile de faire un meilleur choix pour

triompher des Bourbons dans un prince de leur sang. Sous ce point de vue la fête était vraiment républicaine, et il semblait qu'on eût l'intention de nous faire dire : « Voilà les Bourbons, voilà tout ce qu'il en reste. » Et cependant il eût été fort injuste de voir dans ce prince, timide et même un peu gauche, quelque image des deux frères de Louis XVI, dont l'un était un homme de beaucoup d'esprit, et l'autre un prince fort séduisant à plusieurs égards, et que les Français devaient saluer avec enthousiasme en 1814.
Des fêtes sans nombre auxquelles j'ai assisté sous ce règne de triomphe, nulle ne m'a paru plus piquante, plus originale, plus digne d'observation que celle qui fut donnée au roi d'Étrurie par deux ministres du premier consul, M. de Talleyrand, dans sa maison de campagne de Neuilly, et par le savant Chaptal, ministre de l'intérieur. Sous le voile du respect et même de l'empressement, une espèce de rire sardonique se démêlait sur les visages. Les plus satisfaits étaient ceux mêmes qui haïssaient le plus les Bourbons. Cette malice sournoise était une manière de faire sa cour au premier consul, qui, lui-même, peu de temps après cette hospitalité ironique, traça le portrait du pauvre prince qui en faisait l'objet de manière à le

couvrir de ridicule en présence même de son Conseil d'État. Dans le portrait satirique qu'il en fit il épargna pourtant la jeune reine d'Étrurie, qui, Espagnole, descendait aussi de Louis XIV, et suppléait aux dons de la beauté et même des grâces par un esprit assez vif et surtout judicieux.

C'étaient les Bourbons et non la royauté que le premier consul avait voulu tourner en dérision dans ses fêtes. Plusieurs courtisans s'y trompèrent. J'entendais partout murmurer ce vers si connu :

J'ai fait des souverains, et n'ai pas voulu l'être.

D'autres changeaient le vers de cette sorte :

J'ai fait des souverains, et j'ai bien voulu l'être.

Bonaparte ne tarda pas à donner raison à ces derniers interprètes.

La vie des grands hommes ne nous offre que trop les moyens de nous consoler dans notre médiocrité; nous la lisons avec un vif attrait, comme pour exhausser notre nature. Mais sitôt qu'elle prend les couleurs d'un roman officiel nous entrons en défiance, et nous disons aux panégyristes : « Grand homme tant qu'il vous » plaira, mais nous voulons voir l'homme ! » Nous

l'épions, avec une curiosité souvent maligne, dans ses loisirs, dans son intérieur et surtout dans ses amours. Nous semblons appeler un Saint-Simon pour charger d'ombres le tableau. Autre exagération! et triste résultat de l'histoire! Ne vaut-il pas mieux, comme Plutarque, raconter avec intérêt, avec feu, tout ce qui élève la dignité et la puissance morale de l'homme sur lui-même et sur ses semblables, et, comme lui, exposer avec sincérité, avec l'accent du regret, tout ce qui l'en fait descendre? C'est un grand bonheur pour l'histoire que les nombreuses allocutions du premier consul devant son Conseil d'État nous aient été conservées. Son génie est à l'aise devant ce petit nombre d'hommes distingués, dont il se rend en quelque sorte l'instituteur pour les façonner à ses desseins. Il se livre avec abandon à tout ce que la discussion offre d'important, et souvent il en franchit les bornes pour la porter plus haut; même en dissertant, il cause, il rêve, il va plus loin qu'on ne peut le suivre. J'ai entendu dire à quelques-uns de ses conseillers, ses plus chauds admirateurs, qu'il fatiguait quelquefois l'attention par l'abondance un peu confuse des résultats qu'il présentait coup sur coup. Un mot fort cavalier et fort commode

sortait souvent de sa bouche, c'était celui de *bavard;* et pour lui les mots de métaphysicien, d'idéologue et d'économiste en étaient parfaitement synonymes, ce qui décélait trop souvent son dédain pour les lumières nouvelles qu'il s'agissait de rectifier et non pas d'éteindre.

Je ne doute pas qu'au fond de l'âme quelques-uns de ses conseillers n'aient murmuré contre l'épithète qu'il prodiguait avec si peu de ménagement et de convenance. Mais souvent il s'élevait, par la vigueur, la précision et le tour heureux de ses pensées, au niveau des orateurs et des publicistes éminents.

Pour exprimer toute ma pensée, je dirai que si l'on y trouve des traits dignes de Montesquieu, on y trouve quelquefois des pensées qui font supposer une lecture assidue de Machiavel; mais il savait le modifier. Il était beau de lui entendre exposer l'enchaînement des combinaisons bienfaisantes qu'il achevait d'accomplir pour la France; mais, d'un autre côté, il était triste de lui voir décéler les pensées d'une ambition sans bornes.

J'ai craint de multiplier dans cette histoire des citations qui eussent rendu ma tâche trop commode. En voici une qui, je crois, offrira à la méditation de mes lecteurs et qui explique

fort bien les secrets de son élévation au pouvoir et de l'heureux usage qu'il en fit longtemps. La discussion roulait au Conseil d'État sur l'établissement de la Légion d'honneur, l'une de ses plus habiles et plus fortes combinaisons; il l'avait médité avec Rœderer, dont les vues législatives venaient souvent à son aide. L'un des deux (je suppose que ce fut Bonaparte), pour colorer cette institution dans laquelle les républicains ombrageux n'auraient pas manqué de voir un retour au règne féodal, poussa la finesse jusqu'à exiger des nouveaux chevaliers un serment de haine à la féodalité. Le conseiller d'État Mathieu Dumas venait d'exprimer ses idées sur ce sujet fort séduisant : voici la réponse du premier consul :

« Vos idées, général, dit-il à Dumas, pou-
» vaient être bonnes au temps du régime féodal
» et de la chevalerie, ou lorsque les Gaulois fu-
» rent conquis par les Francs. La nation était
» esclave, les vainqueurs seuls étaient libres,
» ils étaient tout, ils étaient militaires. Alors,
» la première qualité d'un général ou d'un chef
» était la force corporelle. Ainsi, Clovis, Char-
» lemagne, étaient les hommes les plus forts,
» les plus adroits de leur armée; ils valaient à
» eux seuls plusieurs soldats, un bataillon;

» c'est ce qui leur conciliait l'obéissance et le
» respect. C'était conforme au système militaire
» du temps. Les chevaliers se battaient corps à
» corps, la force et l'adresse décidaient de la
» victoire. Mais quand le système militaire changea, quand on substitua les corps organisés,
» les phalanges macédoniennes, les masses, au
» système militaire des chevaliers, il en fut autrement; ce ne fut plus la force individuelle
» qui décida du sort des batailles, mais le coup
» d'œil, la science. On peut en voir la preuve dans
» ce qui se passa aux batailles d'Azincourt, de
» Crécy, de Poitiers. Le roi Jean et ses chevaliers
» succombèrent devant les phalanges gasconnes,
» comme les troupes de Darius devant les phalanges macédoniennes. Voilà pourquoi nulle
» puissance ne put arrêter la marche victorieuse
» des légions romaines. Le changement de système militaire, et non l'abolition du régime
» féodal, dut donc modifier les qualités nécessaires au général. Dailleurs, le régime féodal
» fut aboli par les rois eux-mêmes, pour se
» soustraire au joug d'une noblesse boudeuse
» et turbulente. Ils affranchirent les communes
» et eurent des bataillons formés de la nation.
» L'esprit militaire, au lieu d'être resserré
» dans quelques milliers de Francs, s'étendit à

» tous les Gaulois ; il ne s'affaiblit point par
» là ; au contraire, il acquit de plus grandes
» forces. Il ne fut plus exclusif, fondé seulement
» sur la force individuelle et la violence, mais
» sur des qualités civiles. La découverte de la
» poudre à canon eut aussi une influence prodi-
» gieuse sur le changement du système militaire,
» et sur toutes les conséquences qu'il entraîna.
» Depuis cette révolution, qu'est-ce qui a fait
» la force d'un général? ses qualités civiles, le
» coup d'œil, le calcul, l'esprit, les connaissan-
» ces administratives, l'éloquence, non pas celle
» du jurisconsulte, mais celle qui convient à la
» tête des armées, et enfin la connaissance des
» hommes; tout cela est civil. Ce n'est pas main-
» tenant un homme de cinq pieds dix pouces qui
» fera de grandes choses. S'il suffisait pour être
» général d'avoir de la force et de la bravoure,
» chaque soldat pourrait prétendre au comman-
» dement. Le général qui fait de grandes choses
» est celui qui réunit les qualités civiles. C'est
» parce qu'il passe pour avoir le plus d'esprit
» que le soldat lui obéit et le respecte. Il faut
» l'entendre raisonner au bivouac; il estime plus
» le général qui sait calculer que celui qui a le
» plus de bravoure, car il mépriserait le géné-
» ral qui n'en aurait pas. Mourad-Bey était

» l'homme le plus fort et le plus adroit parmi
» les Mamelucks; sans cela, il n'aurait pas été
» bey. Quand il me vit, il ne concevait pas com-
» ment je pouvais commander à mes troupes; il
» ne le comprit que lorsqu'il connut notre sys-
» tème de guerre. Les Mamelucks se battaient
» comme les chevaliers, corps à corps et sans
» ordre, c'est ce qui nous les a fait vaincre. Si
» l'on eût détruit les Mamelucks, affranchi l'É-
» gypte, formé des bataillons dans la nation,
» l'esprit militaire n'eût point été anéanti, sa
» force, au contraire, eût été plus considérable.
» Dans tous les pays, la force cède aux qualités
» civiles.

» Les baïonnettes se baissent devant le prêtre
» qui parle au nom du ciel, et devant l'homme
» qui impose par sa science. J'ai prédit à des mi-
» litaires qui avaient quelques scrupules que
» jamais le gouvernement militaire ne prendrait
» en France, à moins que la nation ne fût abru-
» tie par cinquante ans d'ignorance. Toutes les
» tentatives échoueront, et leurs auteurs en se-
» ront victimes. Ce n'est pas comme général
» que je gouverne, mais parce que la nation
» croit que j'ai les qualités civiles propres au
» gouvernement; si elle n'avait pas cette opi-
» nion, le gouvernement ne se soutiendrait pas.

» Je savais bien ce que je faisais lorsque, général
» d'armée, je prenais la qualité de *membre de*
» *l'Institut*; j'étais sûr d'être compris même par
» le dernier tambour. Il ne faut pas raisonner des
» siècles de barbarie aux temps actuels. Nous
» sommes trente millions d'hommes réunis par
» les lumières, la propriété et le commerce : trois
» ou quatre cent mille militaires ne sont rien
» auprès de cette masse. Outre que le général ne
» commande que par les qualités civiles, dès qu'il
» n'est plus en fonctions il rentre dans l'ordre
» civil. Les soldats eux-mêmes ne sont que les
» enfants des citoyens. L'armée c'est la nation.
» Si l'on considérait le militaire abstraction faite
» de tous ses rapports, on se convaincrait qu'il
» ne connaît point d'autre loi que la force, qu'il
» rapporte tout à lui, qu'il ne voit que lui ;
» l'homme civil, au contraire, ne voit que le
» bien général. Le propre du militaire est de tout
» vouloir despotiquement ; celui de l'homme
» civil est de tout soumettre à la discussion, à la
» vérité, à la raison. Elles ont leurs principes
» divers, ils sont souvent trompeurs; cependant
» la discussion produit la lumière. Je n'hésite
» donc pas à penser, en fait de prééminence,
» qu'elle appartient incontestablement au civil.
» Si l'on distinguait les honneurs en militaires

» et en civils, on établirait deux ordres, tandis
» qu'il n'y a qu'une nation. Si l'on ne décernait
» des honneurs qu'aux militaires, cette préfé-
» rence serait encore pire, car, dès lors, la na-
» tion ne serait plus rien. »

CHAPITRE XII.

OPPOSITION. TRIBUNAT. CONSULAT A VIE.

SOMMAIRE.

L'opposition est lente à se former. — Les chefs lui manquent. — Ni Sieyès, ni Barras, ni Lafayette, ne remplissent ce rôle. — Motifs divers qui les arrêtent. — Madame de Staël veut être l'âme de l'opposition, et n'obtient que de faibles succès. — Dispositions des tribuns Benjamin Constant, Chénier, Daunou, Andrieux, Ginguené.—Un premier titre du Code civil est rejeté. — L'établissement des tribunaux spéciaux leur fournit une occasion d'éclater. — La majorité s'affaiblit dans le Tribunat et se relève au Corps législatif. — Débats ardents sur le mot *sujet* compris dans un traité avec la Russie. — Humeur du premier consul contre les tribuns. — Il se rend à Lyon pour y organiser la constitution cisalpine. — Il en est déclaré le chef. — Son retour à Paris.—Divers choix du Sénat et du Corps législatif qui le contrarient.— Il veut sévir contre plusieurs tribuns, et paraît méditer un coup d'état qui est détourné par le consul Cambacérès. — Les tribuns les plus marquants de l'opposition sont éliminés par un sénat docile.— Proposition d'une grande récompense pour le premier consul après la paix d'Amiens. — Le Sénat offre de proroger de dix ans l'autorité du premier consul. — Cette récompense lui paraît mesquine. — Il manœuvre si bien, de concert avec Cambacérès, que le peuple français est consulté sur le consulat à vie, qui lui est décerné par une immense majorité de votants.

(1802.)

Trois années s'étaient écoulées depuis le 18 brumaire, trois années signalées par de mémo-

rables victoires, par des négociations habiles et fortes que couronnait une paix magnifique; enfin par trois années remplies des actes d'un génie organisateur, et qui n'étaient pas pourtant exempts de quelques graves reproches. J'ai presque oublié, au milieu de l'éclat continuel de ce tableau, que nous vivions alors sous une sorte de régime représentatif, tant il était insignifiant ou dérisoire. Allait-il disparaître? L'effort de tout un peuple, de tout un siècle, était-il perdu? Nous rentrions sous des lois monarchiques beaucoup plus absolues que celles dont nous avions brisé avec violence le joug devenu léger. Cette ombre ou plutôt ce mensonge de liberté ressemblait à celle de la république romaine tombée sous les pieds de ses empereurs, ou au parlement d'Angleterre sous les fiers et tyranniques Tudor. C'est une dictature, disions-nous pour nous consoler ou nous étourdir, et ce régime est nécessairement temporaire. La troisième année ne devait pas finir sans nous enlever jusqu'à cet espoir.

Qui dit système représentatif, dit une délibération contradictoire et libre. L'opposition en est donc un élément nécessaire. Pouvait-elle s'établir alors? Il était beau de le tenter et bien difficile d'y réussir. Un parti d'opposition veut un

chef, c'est-à-dire une subordination des amours-propres inquiets et jaloux à un homme capable à la fois de concevoir un vaste système et de l'appliquer aux lieux, aux temps, aux personnes. L'opposition qui manque à de telles conditions devient révolutionnaire; elle ne renverse un gouvernement que pour être renversée à son tour par un parti qui en fait tomber les chefs, et qui souvent les sacrifie en exagérant leurs doctrines.

Il semblait d'abord qu'une opposition se trouvât toute formée dans le Tribunat, que c'était là l'objet spécial de son institution, et que l'on n'avait pas en vain évoqué ce vieux souvenir historique. Illusions pures! Ce nom même de Tribunat n'était plus fait que pour gêner, que pour déprécier une opposition constitutionnelle.

Le premier consul, malgré les hommages chaleureux et même emphatiques que lui prodiguaient les tribuns, croyait toujours sentir un vent séditieux qui soufflait de cette enceinte, que l'on avait placée au Palais-Royal, premier théâtre de la grande insurrection de 1789, ce que l'un des tribuns, M. Duveyrier, avait eu la maladresse de rappeler par un rapprochement assez fanfaron. Quand le Tribunat approuvait des actes de l'autorité consulaire, il paraissait au-des-

sous de sa mission et presque y forfaire. Se montrait-il ombrageux? on semblait craindre de voir bientôt le *Forum* en tumulte et en armes. Ce nom n'était donc qu'un contre-sens fort importun pour des magistrats qui n'avaient aucun pouvoir effectif. On aurait pu l'appliquer tout aussi bien à des journalistes, s'il y en avait eu d'assez courageux pour risquer leur ruine et leur liberté en bravant le dictateur.

Mais où trouver soit un chef, soit un moteur puissant et invisible de l'oppositon? Le chercherait-on au dehors?

Deux des acteurs principaux de la révolution existaient encore; l'un était Sieyès, créateur de la constitution et de ce sénat qu'il avait fait investir d'un pouvoir très-important en apparence, et que même il avait rempli de ses partisans les plus dévoués; mais son rôle était fini et son ascendant n'était plus qu'un vague et froid souvenir pour le grand nombre des sénateurs. Son silence même n'avait plus cette profondeur mystérieuse qui lui faisait attribuer des méditations de Lycurgue. C'était de sa constitution qu'on se servait pour le retenir dans l'ombre; il était battu par cette arme qu'il avait si laborieusement inventée. Le plus souvent, il ensevelissait ses chagrins dans sa magnifique terre de

Crosne, qui lui rappelait un marché peu glorieux, et ses amis ne respectaient que trop sa solitude. Un franc mécontentement, des paroles brèves, amères, mais le plus souvent obscures, c'étaient ses uniques moyens de rallier ses partisans, fort contents des douceurs et des honneurs de leur position actuelle.

On juge combien M. de Lafayette, le plus fidèle et presque le dernier adorateur de l'œuvre de l'assemblée constituante, devait être choqué des principes de la constitution nouvelle, qui marchait tout droit à l'absolutisme ! Mais un motif honorable, sans le forcer à un silence incomptatible avec la dignité de son caractère, l'empêchait de manifester son opposition avec éclat ; c'était la plus légitime et la plus profonde reconnaissance. Ne devait-il pas à Bonaparte, à ce glorieux arbitre du traité de Campo-Formio, sa sortie des cachots d'Olmutz et son retour dans sa patrie ? Il avait expliqué sans déguisement à son libérateur les douleurs de son cœur patriotique, et il n'avait point accepté l'emploi de sénateur, qui aurait mis dans une opposition cruelle les deux sentiments qui se combattaient en lui. Dans sa belle terre de la Grange, qui lui avait été rendue, il se consolait de son inaction politique par des travaux agri-

coles et les soins d'une judicieuse philanthropie. Il venait rarement à Paris, soupirait avec ses vieux amis, et ne cherchait point à s'en former de nouveaux.

Barras, chassé du siége directorial par un officier qui lui devait sa fortune et sa gloire, exhalait son dépit, ses fureurs avec une fougue indiscrète qui n'obtenait aucun retentissement. Cet homme d'action, si complétement inactif au 18 brumaire, méditait-il quelques intrigues, roulait-il quelques plans de conspiration? Rien ne le fait présumer, si ce n'est quelques relations qu'il s'était ouvertes avec les frères du roi et qui dataient même du temps de sa puissance; mais elles ne pouvaient avoir aucun résultat chez un homme sans talent et sans considération, oublié de tout ce qui faisait sa cour.

Ce rôle de chef, qui paraissait trop difficile à des hommes qui avaient exercé un grand pouvoir, une femme tenta de le remplir par les seules séductions de son esprit. C'était la fille de l'illustre Necker, madame de Staël. Qui pouvait l'exciter à s'engager dans cette espèce de duel politique, avec le vainqueur des rois et le dompteur des républicains? Une passion sincère pour la liberté et un vif amour de la gloire. L'exemple de madame Roland la séduisait Celle-ci,

avec moins de jeunesse, mais avec de la beauté, douée d'un esprif moins vaste, mais d'un caractère supérieur, avait été l'âme du célèbre parti des girondins. Son début n'avait pas été heureux, car elle avait attaqué, dénoncé avec violence, dans le faible et malheureux Louis XVI, une autorité qui semblait chaque jour expirante; mais elle fut sublime après une cruelle victoire dont presque seule elle voulut arrêter les fureurs et les désastres. Oui, sublime, dans cette lutte intrépide, plus sublime encore dans sa longue prison; et en marchant à l'échafaud, elle surpassa tous les exemples connus de présence d'esprit, de sérénité et de fierté inébranlables. Madame de Staël espéra éviter ses fautes et rendre un service plus éminent à sa patrie, en disant à un dictateur couvert de gloire et illuminé de génie : Voilà la borne où tu t'arrêteras. Elle croyait ainsi continuer la mission de son père, dans lequel elle voyait toujours le fondateur de la liberté, car son amour filial se prêtait à toutes les exagérations.

M. de Tracy a dit de madame de Staël qu'*elle avait plus d'esprit qu'elle n'en pouvait conduire*. On peut dire aussi qu'elle avait plus de passions diverses et contrastantes qu'elle n'en pouvait accorder : toutes entraient dans son cœur,

excepté les passions basses et haineuses. Personne ne savait et ne disait mieux qu'elle combien la célébrité est un fardeau insupportable pour les femmes, et cependant elle y cédait avec un attrait invincible. Elle aimait à produire tous ses avantages et cachait ses bienfaits. Une grande fortune lui permettait de les multiplier. Elle y mettait discernement et noblesse d'âme. Un amour profond ne la sauvait pas de la coquetterie et lui laissait une amitié exaltée pour l'aimable, le religieux et beau comte Mathieu de Montmorency. Rien n'était plus touchant que le tableau de cette amitié fraternelle, tant il y regnait de délicatesse et de vigilance. C'était le rayon le plus pur qui traversa cette âme orageuse.

Dans les jours qui précédèrent le 18 fructidor, elle avait montré un vif mécontentement de la tendance royaliste de plusieurs membres des deux conseils, quoiqu'elle y comptât nombre d'amis. Ces alarmes, elle les avait exprimées avec une vivacité qui n'enhardit que trop le Directoire à frapper un funeste coup d'état. Ses regrets furent vifs le lendemain de cette journée, c'est-à-dire le jour des déportations en masse. Elle ne put réussir qu'à sauver un petit nombre de ses amis de la liste fatale. Ce fut

à cette occasion que l'un d'eux, le comte de Jaucourt, dit ces mots : « Si madame de Staël se pro-» menait avec nous sur le lac de Genève, elle fe-» rait chavirer la barque, pour avoir le plaisir » de se jeter à la nage et de sauver l'un de nous. »

Son enthousiasme pour le vainqueur de l'Italie avait d'abord été très-vif; elle l'avait proclamé le premier des hommes. Pourtant le miraculeux retour du général la laissa partagée entre la joie et la crainte. Serait-il assez grand pour ne pas abuser du pouvoir où l'appelait une nation qui se livrait en quelque sorte à un libérateur ? Songerait-il à couronner sa gloire et les services qu'il allait rendre encore, à la manière de Washington ? Quand elle le rencontra dans une des fêtes qui se multipliaient, elle mêla à des louanges éloquemment exprimées un peu d'affectation à lui parler des vertus républicaines. Bonaparte, doué d'une si grande sagacité, devait sentir l'importance de captiver madame de Staël ; mais soit par l'embarras de répondre à une improvisation si vive, si éclatante, soit par l'aversion qu'il avait pour les conseils et la politique des femmes, il ne lui fit que des réponses glacées et lui parla tout à fait hors de propos des vertus du ménage ; ce qui parut à madame de Staël d'une excessive vulgarité ; elle

se retira avec un dépit amer, ce qui redoubla sa passion pour la liberté, elle en tint école.

La faculté de propager ses opinions indépendantes par des écrits lui était interdite, comme à nous tous, sous la dictature consulaire; mais il lui restait une arme puissante, c'était sa conversation. Jamais parole ne fut plus vive, plus brillante que la sienne. Ses écrits et même les derniers où son génie s'est le plus élevé, ne donnent qu'une idée imparfaite de cette abondance de mouvements passionnés, de cette fécondité de raisonnements, et enfin de cet éclat d'images, d'à-propos, et des traits d'esprit qui s'y mêlaient avec une grâce piquante.

Elle devenait presque belle à force d'être éloquente. Elle aimait à rassembler dans son salon des hommes d'opinions très-diverses et qui s'étaient mesurés avec plus ou moins de fougue sur les champs de bataille de la discussion publique. Elle cherchait à les ramener à une seule pensée, celle de résister aux progrès et surtout à l'affermissement de l'autorité absolue. La fusion s'opérait mal entre eux. Tel député qui revenait de Sinnamary, s'éloignait brusquement de tel autre qui avait voté pour l'y conduire. La haine et la jalousie étaient deux passions fort étrangères au cœur de madame de Staël. Elle usait ra-

rement de représailles contre les personnes de son sexe qui se vengeaient de sa supériorité par une médisance opiniâtre. Elle usait de la même obligeance pour des écrivains qui l'avaient cruellement blessée, pour peu qu'ils parussent disposés à réparer leurs torts (1). Mais dès qu'il s'agis-

(1) M. Michaud, qui depuis obtint un succès général par son *Histoire des croisades*, avait fait une critique amère jusqu'à la cruauté du roman de *Delphine*, de madame de Staël. Peu de temps après, il se rencontra avec cette femme célèbre dans le salon de madame Suard. Cette dame eut la maladresse et l'indiscrétion de révéler à madame de Staël le tort assez grave dont M. Michaud s'était rendu coupable envers elle. Il ne fut qu'un moment déconcerté; puis, avec une finesse d'esprit qui rendait sa conversation aussi polie que saillante, il s'excusa ainsi : « Que voulez-vous, madame! » c'était une mêlée; nous combattions dans les ténèbres, et » sans me comparer à un héros, j'ai eu le même malheur » que Diomède, j'ai blessé une déesse. » Madame de Staël trouva la réparation charmante et l'offense fut oubliée.

Ce roman de *Delphine* me fournit l'occasion de placer ici quelques mots sur la réputation littéraire de madame de Staël. Jusque-là ses succès avaient été contestés, et cependant on s'accordait à reconnaître en elle force de pensée, finesse d'observation, beauté de sentiment; mais l'effort du travail s'y faisait trop remarquer. On lui reprochait assez souvent de l'obscurité, de la recherche, défauts qui ne se faisaient jamais sentir dans sa conversation. Au milieu des horreurs de la révolution, elle avait fait un plaidoyer pour la reine Marie-Antoinette; c'est une des productions les plus éloquentes de cette époque et peut-être de notre langue.

sait de Bonaparte, elle ne pouvait contenir des traits mordants que la colère lui suggérait. On lui en a attribué un dont l'injustice est révoltante. On croit que ce fut elle qui le nomma *Robespierre à cheval*. Quand ce mot lui serait échappé après un acte coupable tel que le meurtre du duc d'Enghien, un blâme si cruel manquait son effet par son exagération. Elle s'était flattée que les tribuns se montreraient jaloux de répondre à ce qu'un pareil titre avait de menaçant; elle les trouva le genou en terre et l'encensoir à la main; mais par degré elle réveilla chez plusieurs d'entre eux des sentiments de fierté. Pour calmer leurs scrupules et leurs craintes, elle leur citait l'exemple de l'opposition anglaise. Elle avait étudié avec soin les traditions parlementaires de ce pays. Son père avait fait de vains efforts pour introduire parmi nous, en la modifiant, cette constitution consacrée par un siècle de grandeur et de prospérité. Quoique alors elle parlât de la république avec chaleur, il était aisé de reconnaître qu'elle se serait fort bien accommodée d'une telle monarchie, avec de telles limites. Ses goûts et ses habitudes étaient d'ailleurs assez aristocratiques. Mais rien n'était plus antipathique au caractère et au génie de Bonaparte que la condi-

tion d'un roi dont l'inaction était payée par de grands honneurs et par un revenu splendide.

Tous ses frais d'éloquence et d'habiles discussions expiraient souvent devant des auditeurs que le cours de la révolution avait emportés bien loin au delà des principes de Montesquieu et des barrières indiquées par le plus profond et le plus sage des publicistes. La plupart revenaient à des souvenirs dont le public se montrait fatigué, et qui n'excitaient en lui qu'une sombre défiance. Un seul journal d'opposition, eût-il été rédigé par une plume vulgaire, aurait produit un effet bien plus général et bien plus actif que tous ces traits d'éloquence et d'esprit, qui ne dépassaient pas l'enceinte étroite d'un salon.

Un parti d'opposition ne vit et ne se propage que par les journaux qu'on peut appeler ses éclaireurs. Or, ils n'avaient plus de paroles que pour la défense de l'autorité si faiblement attaquée. On leur permettait de se prononcer pour ou contre mademoiselle Georges ou mademoiselle Duchesnois. Ne devaient-ils pas être satisfaits d'un tel degré de liberté?

Celui des tribuns qui se prêtait avec le plus d'ardeur aux inspirations de madame de Staël était Benjamin Constant, esprit subtil et piquant,

vaste et profond, mais auquel il manqua souvent le don de persuader, parce qu'il arrivait trop rarement de lui-même à la persuasion. Il est un genre de malheur dont la jeunesse est en général exempte, c'est le doute; quant à Benjamin Constant, on pourrait presque dire qu'il était né sceptique. Une lettre pleine d'esprit et d'originalité qu'il écrivit à sa mère, à l'âge de douze ans, en offre un témoignage douloureux. On y trouve en quelque sorte un germe de spleen; cette disposition se manifesta dès ses premières contrariétés, ses premières traverses de famille, ses premières amours. Pour arracher de son cœur le froid serpent qui le glaçait, il se débattait avec force et cherchait une passion ardente, mais il ne pouvait parvenir à la fixer dans son cœur. L'illusion qu'il avait caressée tombait devant la finesse de ses observations et son penchant à la raillerie. Il cherchait à reconstruire un édifice péniblement élevé et trop tôt démoli. Ce trouble le conduisait à un certain dégoût de la vie, maladie dont les accès passagers persécutent souvent des jeunes gens trop enclins à l'attrait des vagues rêveries et qui finissent par en être les martyrs. Après des amours essayées qui n'étaient guère pour lui que des ébauches de roman, ses parents jugèrent à propos de l'atta-

cher à la cour d'un prince d'Allemagne qui n'était point d'un ordre vulgaire, car c'était le duc de Brunswick, l'un des héros de la guerre de sept ans. Son penchant à l'épigramme ne trouva que trop à s'exercer sur des courtisans qui n'avaient point la légèreté de ceux de Versailles. Il s'y fit beaucoup d'ennemis. Un mariage malencontreux, qui se termina au bout de six mois par un divorce, nuisit à sa considération aussi bien qu'à son repos. La révolution française avait développé en lui un amour de la liberté tel que le ressentaient alors les jeunes gens portés aux passions fières et généreuses. On juge avec quel déplaisir il dut se trouver à la cour d'un prince qui venait d'écrire contre la révolution française un manifeste furieux jusqu'au délire. Il partit, revint en Suisse ; mais un nouveau chagrin l'y attendait; c'était celui d'apprendre les odieux attentats qui avaient accompagné et suivi la journée du 10 août.

Dans une situation si propre à nourrir ses chagrins misanthropiques, il eut le bonheur d'être accueilli avec distinction par madame de Staël, qui ne manqua pas de reconnaître en lui un homme d'un esprit et d'un talent supérieurs. Son château de Coppet était alors le refuge d'une foule d'hommes distingués que, par des soins

aussi nobles qu'habilement combinés; elle avait soustraits aux haches de septembre.

L'âme de Benjamin Constant, si rebelle aux illusions, put s'ouvrir alors à un triple enchantement : l'amour, la gloire et la liberté ; car madame de Staël restait fidèle à ces trois objets de son culte, et le jeune adepte en reçut de vives étincelles. Quand le 9 thermidor calma cet épouvantable orage ou lui fit changer de direction, Benjamin Constant se présenta à Paris, et voulut par un écrit empreint de talent tenir la balance entre un parti dont les haines devenaient trop souvent vindicatives et celui qui, après avoir été barbarement oppresseur, était à son tour opprimé. Sa tendance politique ressemblait assez à celle des girondins. Aussi fut-il un adversaire déclaré du mouvement des sections au 13 vendémiaire. Inspiré par ses propre opinions ou par celles que lui communiquait madame de Staël, il applaudit comme elle à la journée du 18 fructidor, et condamna aussi bien qu'elle les déportations arbitraires qui signalèrent la vengeance du Directoire. Il paraissait et disparaissait avec madame de Staël. Ce fut une grande joie pour elle que d'avoir fait nommer tribun un homme qui lui était dévoué et qui allait devenir l'éloquent organe des prin-

cipes pour lesquels elle redoublait de zèle. J'ai dit éloquent ; il pouvait l'être en effet ; mais l'usage de l'ironie et des feintes concessions, en rendant son style plus piquant, lui ôtait de son autorité; jusque dans ses louanges on craignait souvent de sentir quelques piqûres.

J'ai suffisamment indiqué ailleurs le commencement de Marie-Joseph Chénier; personne ne paraissait plus né pour prendre au sérieux le rôle de tribun. Son humeur était plus altière que violente. Les scènes terribles de la Convention, la mort de son frère, le reproche odieux qu'à cette occasion l'esprit de parti avait lancé contre lui, sans vérité et sans bonne foi, avaient profondément navré son cœur. Le mélange de la vie littéraire et politique avait affaibli son talent pour l'une, sans le faire briller dans l'autre. Ce qui lui restait d'illusions démocratiques étaient fort modifiées; mais il ne pouvait consentir au sacrifice de la liberté sous la dictature que lui-même avait jugée nécessaire. Nous l'avons vu l'un des rédacteurs mécontents et boudeurs de la constitution de l'an VIII.

Daunou sentait amèrement le regret d'avoir prêté sa plume à une constitution qui se précipitait dans le pouvior absolu. Il évitait de rece-

voir par une faveur éclatante le prix d'une complaisance forcée.

Deux hommes de lettres adhéraient à cette opposition naissante sans y être entraînés par le dépit ni par l'ambition; c'était Andrieux et Ginguené; le premier surtout la secondait par des discours où l'on trouvait plus de vigueur, de logique et de savoir que l'on n'en attendait de l'auteur de la comédie si franchement gaie des *Deux Étourdis* et de quelques contes charmants.

Ce parti peu nombreux et surtout peu ferme visait à limiter et non à renverser l'autorité du premier consul. L'histoire doit un hommage à ceux qui n'ont pas désespéré de la liberté, sous un régime si ferme et si éblouissant. Ils échappaient aux récompenses quand elles pleuvaient sur tous les hommes publics qui montraient du zèle ou de la discrétion. Ils avaient à lutter non-seulement contre un pouvoir appuyé sur le génie, mais aussi contre l'opinion publique, séduite par tant de gloire et subjuguée par tant de solides bienfaits. Le règne de Napoléon devait trop tôt prouver combien cette opposition, si le dictateur l'eût respectée, serait devenue une sauvegarde pour lui-même et pour la France. Après avoir été victimes du plus effroyable incen-

die, nous étions toujours prêts à crier au feu, dès que de rares étincelles pétillaient sous nos yeux, et ce feu dont on redoutait à l'excès les ravages était pourtant le feu sacré.

S'il y eut jamais une occasion où l'éloquence des tribuns aurait pu se faire respecter et bénir, une occasion faite pour ouvrir la bouche même aux muets du Corps législatif, certes ce fut la déportation sans procès de cent trente jacobins. Moins ces hommes étaient dignes d'intérêt par les missions sanglantes qu'ils avaient remplies ou qu'ils s'étaient données à eux-mêmes, plus il était beau de consacrer le respect pour la loi et pour l'humanité en faveur de ceux qui les avaient méconnues. Cette grande occasion fut perdue, parce que le Sénat, cette autorité suprême, investie de pouvoirs extraordinaires, s'était empressé de satisfaire à la colère du premier consul. Ainsi trois corps délibérants se trouvaient avilis à la fois par l'expédient trop habile qu'avait imaginé le consul Cambacérès : le Sénat par une adhésion que l'histoire doit appeler, honteuse ; le Corps législatif et le Tribunat, par un silence forcé.

Vers le même temps le Tribunat eut à discuter une loi sur l'établissement des tribunaux spéciaux. Elle offrait plusieurs précautions sa-

gement ou adroitement combinées pour atténuer le reproche d'arbitraire et de violence ; mais ne pouvait-on les éluder facilement, et fallait-il remettre à un homme déjà surchargé de pouvoirs l'arme dont le cardinal de Richelieu avait fait un si violent usage ? Plusieurs tribuns présentèrent avec force et courage des considérations appuyées sur l'expérience des jours hideux de 1793 ; le Tribunat ne se décida qu'à une majorité assez faible à soutenir ce projet devant le Corps législatif. Comme le premier consul donnait des signes d'une profonde irritation, le Corps législatif s'empressa de le désarmer en lui offrant une majorité plus imposante.

Cette opposition si respectable manquait moins de mesure que d'à-propos ; ce fut avec étonnement et avec douleur qu'on la vit rejeter, sous de vains prétextes, qui n'étaient point exempts de chicane, tout un livre du Code civil présenté dans un rapport lumineux et profond par Portalis, l'un de ses principaux auteurs. Le public sentait la grandeur de cette entreprise et en faisait un des plus beaux titres de gloire du premier consul. Il y avait d'ailleurs urgence de remédier aux désordres d'une vieille législation fort aggravés par les lois révolutionnaires. Le premier consul prêtait une oreille com-

plaisante aux murmures du public. Il faisait craindre, par la violence amère de son langage, que la foudre ne s'échappât bientôt de ses mains; mais non, il se préparait une plus noble vengeance, un plus ferme bouclier, par la paix du monde. Tandis qu'elle se négociait avec l'Angleterre au congrès d'Amiens, déjà il avait obtenu une paix séparée avec la Russie. On ne pouvait y méconnaître le caractère d'une politique habile, prévoyante et flexible : je dis flexible, parce que Bonaparte avait réussi à dompter le courroux violent et fort légitime que lui avait causé l'assassinat de son fougueux ami Paul Ier. Heureusement le caractère de l'empereur Alexandre lui avait été dépeint sous de fidèles couleurs, et il sentait combien il serait imprudent de livrer par un langage et des mesures hostiles le plus immense empire de l'univers à l'influence artificieuse du cabinet britannique.

Par l'article 3 de ce traité, l'empereur et le premier consul s'étaient promis *de ne pas souffrir qu'aucun de leurs sujets se permît d'entretenir une correspondance quelconque, soit directe, soit indirecte, avec les ennemis intérieurs du gouvernement actuel des deux états; d'y propager des principes contraires à leurs constitutions respectives, ou d'y fomenter des troubles*. A ce mot de

sujets, tous les tribuns relevèrent fièrement la tête et parurent frappés d'étonnement et d'indignation. Les plus modérés ou ceux qui feignaient de l'être ne voulaient y voir qu'une erreur de rédaction; mais dans le fait on jugeait le mot sérieux et beaucoup trop sérieux. Quoi qu'il fût usité depuis longtemps dans les transactions diplomatiques, il était devenu hors d'usage pour la France, même avant la fondation de la république. N'était-ce pas une innovation hardie, une révélation d'un changement qui mettrait Bonaparte de pair avec les potentats les plus absolus de l'Europe? Une prévoyance qui n'échappait pas à l'instinct populaire ne devait-elle pas frapper ceux pour lesquels on avait renouvelé le vieux mot de tribun du peuple? Peu s'en fallut que le traité ne fût rejeté, ou du moins, pour me servir d'une expression plus juste, que les tribuns ne prissent la résolution (car c'était là tout leur droit) de le combattre devant le Corps législatif. De quelques hommages sincères que Benjamin Constant couvrît l'expression de ses ombrages républicains, il montrait à jour l'ambitieux dessein du premier consul. Chénier, dont le caractère se prêtait moins aux précautions oratoires, ne prononçait qu'avec un accent de rage le mot de sujet. « N'avons-nous, s'écriait-il,

» fait tant d'efforts, supporté tant de géné-
» reux sacrifices, livré tant de combats héroï-
» ques, versé tant de flots d'un sang si généreux
» que pour partager l'ignominie du mot de su-
» jet, avec ceux de ces despotes que nous faisons
» trembler sur leur trône ! Est-ce nous qu'on
» mettra de niveau avec les sujets, avec les serfs
» d'un autocrate ? » Les tribuns purent bientôt s'apercevoir que tandis qu'ils s'emportaient ainsi et réveillaient quelques souvenirs de nos jours orageux, le public restait froid ou paraissait disposé à prendre plutôt de l'ombrage contre eux-mêmes. Le Tribunat fléchit un peu, et, par une sorte de transaction commandée par la prudence, le choc le plus fatal fut évité. Ce débat orageux se termina, comme il arrivait souvent sous l'ancienne monarchie, par une plaisanterie fort piquante. Les hommes publics répétaient assez haut cette épigramme du poëte Lebrun :

Du grand Napoléon je suis l'admirateur :
Il me veut pour sujet, je suis son serviteur.

Mais le ressentiment de cette lutte passionnée restait au fond du cœur de Bonaparte. Il ne recourait, lui, ni à des ironies raffinées ni à des déclamations plus ou moins éloquentes. La colère lui suggérait des invectives peu dignes de

son rang, de son caractère et de son génie, et c'était un fâcheux rapport qu'il avait avec le dictateur littéraire du siècle précédent (avec Voltaire). On savait le premier consul occupé d'une négociation avec le pape pour le rétablissement du culte catholique; on n'en connaissait pas les dispositions, et de là des alarmes qui pouvaient gagner jusqu'au peuple, jusqu'à l'armée; car l'esprit irréligieux y paraissait plus enraciné que dans les classes plus vouées, par leurs loisirs ou leurs fonctions, aux plus hautes spéculations de l'intelligence. La liberté politique et civile n'existait plus guère que de nom. En serait-il de même de la liberté religieuse? C'était là un genre de sacrifice qu'on ne pouvait obtenir d'une génération élevée par Voltaire. Mais le premier consul avait pressenti cet obstacle, et loin de vouloir détruire la liberté religieuse, il prétendait la consacrer et poser par le concordat les bases d'une tolérance judicieuse qui pourrait raffermir la foi sans en faire le sujet d'une contrainte importune et souvent odieuse.

Le Corps législatif, à qui la parole était interdite, montra par un acte indirect, mais significatif, qu'il partageait ces alarmes. Il fit choix pour son président de l'homme qui, après le baron d'Holbach, avait porté le plus loin le froid

délire de l'athéisme. C'était l'ex-conventionnel Dupuis, auteur du volumineux traité de l'*Origine des cultes*, ouvrage d'un matérialisme déclaré, dont je parlerai dans un des chapitres suivants.

Ce choix donna beaucoup d'humeur au premier consul, qui s'en vengea en usant de tout son crédit, ou pour mieux dire de son pouvoir, pour empêcher la nomination de Daunou au poste de sénateur. Le Corps législatif l'avait présenté pour son candidat, et le Sénat, pénétré pour lui d'une profonde estime, était très-décidé à le nommer. Sieyès l'appuyait vivement, et devait à sa fidélité ce gage de reconnaissance. Il fallut pour l'éloigner une savante intrigue, dans laquelle l'habileté de Cambacérès l'emporta sur celle de Sieyès; mais l'épée du premier consul pesait dans la balance.

Ce corps, modèle de complaisance, avait voulu aussi donner un indice de son opposition au concordat. Il venait d'appeler dans son sein l'abbé Grégoire, évêque constitutionnel de Blois, vengeur beaucoup trop ardent des solitaires de Port-Royal, qu'il rappelait moins par ses talents que par une piété sincère, des mœurs d'une grande austérité et par un savoir assez étendu. Il surpassait de beaucoup leur indépendance po-

litique. Sa haine contre Louis XIV, destructeur de Port-Royal, s'était étendue à tous les rois de sa race, à tous les rois de l'histoire ancienne et moderne. On se souvient des anathèmes qu'il prononça contre eux lorsqu'il appuya la proclamation de la république dans la Convention nationale. Cet homme, de mœurs si douces, égala ce jour-là les démagogues les plus forcenés par la violence abjecte de son langage. On juge combien un tel choix dut déplaire au premier consul, qui méditait le concordat, et qui, de plus, prenait fait et cause pour les rois au-dessus desquels il brûlait de prendre sa place.

Le premier consul, fatigué de ces débats, suspendit l'action de ces corps délibérants en leur envoyant plus de lois à discuter. Pendant cet intervalle, qui fut de plus d'un mois, il fit une absence de Paris, et se rendit à Lyon pour y organiser la république et la constitution cisalpine, de concert avec plusieurs Italiens d'un mérite distingué. Ce fut pour lui une occasion de recueillir sur toute la route, soit à son départ, soit à son retour, des témoignages de l'enthousiasme le plus vif. Voilà ce qu'il opposait aux timides bravades du Tribunat et aux signes de défiance qu'il venait

de recevoir, soit du Corps législatif, soit du Sénat.

Cette pauvre république cisalpine allait encore une fois subir son sort de république satellite. En d'autres termes elle allait disparaître aussi bien que la nôtre, puisqu'elle choisit pour son président, pour son premier arbitre, notre premier consul.

Je ne dirai qu'un seul mot de cette organisation ; elle était calquée sur la constitution de l'an VIII. Cet accroissement de puissance et tous les tributs d'admiration et d'amour qu'il avait reçus dans ce voyage l'affermissaient dans la résolution de frapper un coup décisif sur le Tribunat, pour tenir en respect les deux autres corps qui lui donnaient quelque ombrage. Mais le pouvait-il sans violer ouvertement cette constitution de l'an VIII, titre légal de sa puissance? Ses plus intimes conseillers étaient effrayés des mesures qu'il paraissait rouler dans son esprit, et qu'il trahissait quelquefois avec aussi peu de précautions que de scrupules. Il s'agissait d'un coup d'État, et c'était par l'emploi réitéré de ce moyen que le Directoire s'était perdu. Bonaparte, au 18 brumaire, n'avait-il pas dit : « Vous parlez de constitution! Où est-» elle? Qu'en avez-vous fait? Elle a disparu sous

» la violence de vos mesures arbitraires! » Ne pourrait-on pas un jour lui tenir le même langage? L'habile Cambacérès, frappé de ce danger, réussit à lui persuader qu'il était plus facile, pour satisfaire sa colère et accroître sa puissance, de mutiler le Tribunat que de le tuer. L'expédient qu'il proposa était des plus simples, le voici : la constitution de l'an VIII le fournissait. On était dans l'an X de cette république qui n'existait plus guère que dans l'almanach. Or, la constitution déclarait que les membres du Tribunat et du Corps législatif pouvaient être renouvelés dans l'an X, mais non auparavant. Il semblait qu'on ne pût douter de l'extrême complaisance du Sénat, qui avait rendu l'odieux sénatus-consulte de déportation contre cent jacobins. Il s'agissait seulement de le mettre à une nouvelle épreuve, et de faire exclure par lui-même ceux des membres du Tribunat qui avaient encouru la disgrâce du premier consul. Il était évident que cette exclusion, pour n'avoir rien d'offensant, d'arbitraire, de tyrannique, devait être faite par le sort, et jusque-là on avait toujours ainsi procédé. « Mais un corps aussi » auguste que le Sénat, aussi à l'abri de tous » soupçons, ne devait-il pas employer un moyen » plus rationnel, plus digne de son autorité,

» de sa profonde sagesse, et recourir au scru-
» tin? » Tel était le langage que tenait le consul Cambacérès. Le sénat paraissait flatté de ce signe de déférence, qui n'était pourtant qu'un nouveau gage d'asservissement. Pour s'assurer de la fidélité des sénateurs à n'omettre aucune des exclusions qui leur étaient commandées, Cambacérès parlait confidemment à ceux d'entre eux qui lui paraissaient atteints de quelques scrupules.

« Notre situation est grave, leur disait-il,
» plus grave que vous ne pensez. Vous voyez
» jusqu'où plusieurs tribuns ont poussé l'im-
» prudence. Ils croient encore parler devant la
» Convention ou le Conseil des cinq-cents. Les
» temps ne sont plus les mêmes. Tout alors
» était en désordre; tout est florissant aujour-
» d'hui. Une volonté forte, un esprit vaste et
» lumineux a ramené l'ordre au dedans, la vic-
» toire au dehors. Vous appréciez tous ces bien-
» faits; et moi, par ma position, je suis à por-
» tée de connaître tous ceux qui se préparent.
» Voulez-vous en arrêter le cours? Laissez dé-
» clamer les tribuns; ils feront avorter l'entre-
» prise la plus digne d'un grand siècle et d'un
» grand homme. Vous les verrez saper cet ad-
» mirable couronnement donné à la révolution

» française. Et ne gémissez-vous pas, la nation » n'est-elle pas indignée de voir cette entreprise » arrêtée dès son principe? Il faut marcher avec » la France, dont l'opinion se prononce. Eh! » que serait-il arrivé si le traité avec la Russie » eût été rejeté par la terreur affectée ou pué- » rile qu'a causée le mot de sujet? Qui de vous » ne sait que l'on peut dire et que l'on a dit » tout aussi bien les sujets d'une république » que les sujets d'un roi? La paix manquée avec » la Russie faisait manquer la paix avec l'An- » gleterre, la paix du monde. Ne sentez-vous » pas combien le noble cœur du premier consul » s'indigne de voir compromis par ces vaines » déclamations toutes les hautes et salutaires » pensées qu'il a conçues?

» Sénateurs, unissez-vous intimement aux » vœux, je ne dirai pas seulement du premier » consul, mais du peuple; écartez le faible ob- » stacle qui tient tout en arrêt, tout en sus- » pens. Le scrutin vous en offre le moyen le » plus facile. Il est pénible, sans doute, d'é- » carter des hommes dont nous avons longtemps » partagé les opinions, et dont nous honorons » le caractère, les talents et le patriotisme; mais » le bien public l'exige. Quand leur fougue du » moment sera calmée par l'avertissement salu-

» taire qu'ils recevront de vous, vous les verrez » rentrer dans des principes plus sages, plus » élevés, et mieux correspondre avec les senti» ments qui vous animent. »

Ces considérations étaient habiles et justes en plusieurs points; on pense bien qu'elles n'ébranlèrent pas des hommes d'un caractère rigide ou d'opinions avancées, tels que Lanjuinais, Cabanis, Volney, Tracy; mais une forte majorité se réunit pour exclure les tribuns Chénier, Benjamin Constant, Andrieux, Ginguené et leurs adhérents. Le Sénat, investi du double pouvoir d'éliminer et de remplacer, ne manqua pas à choisir des tribuns de l'humeur la plus accommodante.

Par cet expédient, on s'était procuré les avantages d'un coup d'État, sans en avoir manifesté la violence, toujours dangereuse pour quiconque l'emploie. Il est certain que l'action législative et bienfaisante du premier consul put suivre une marche plus libre et plus prompte, soit pour le Code civil, soit pour le concordat, soit pour le rappel des émigrés, soit pour l'établissement de la Légion d'honneur. Mais je crois qu'il existait des moyens moins despotiques de faire céder cet obstacle à des lois salutaires. L'expérience que nous avons faite depuis trente et

surtout depuis quinze ans du gouvernement représentatif, semble suffisamment le démontrer. En tuant le principe de l'opposition, on tuait celui même d'un gouvernement représentatif, fondé sur des débats animés et sincères (1).

Ainsi je me garde bien d'admirer l'expédient suggéré par Cambacérès.

Quelle que fût l'ivresse générale que causa la paix d'Amiens, on entendit avec surprise et avec une curiosité quelque peu inquiète, une proposition faite par M. Chabot de l'Allier, au Tribunat régénéré, c'est-à-dire plus que jamais asservi, et qui fut agréée par ce corps avec un assentiment unanime. *Elle consistait à inviter le Sénat à donner au premier consul un témoignage éclatant de la reconnaissance publique.*

« Quelle pouvait être cette récompense ? Du
» pouvoir ? n'en était-il pas comblé ? Des hon-
» neurs ? en était-il qui ne fussent au-dessous
» d'une telle gloire ? Allait-on renouveler les
» triomphes romains ? Nos mœurs les suppor-

(1) Peu de jours après cette élimination arbitraire, je vis entrer dans le salon de madame de Staël Benjamin Constant, qui portait encore son chapeau de tribun. On lui en fit l'observation : « Je le porte, dit-il avec son sourire ironique, » par reconnaissance pour le premier consul, qui veut bien » me laisser la tête.. »

» tenaient-elles ? Quelques esprits poussaient » plus loin leur pénétration maligne. Ne » voyez-vous pas, disaient-ils, que le nouveau » César est impatient d'une couronne et qu'il » attend un Marc-Antoine pour la lui décerner? » Il sera plaisant de voir Cambacérès remplir » ce rôle. Mais non, ce qui conviendrait mieux » au premier consul, ce serait que l'enthou- » siasme public le saluât du titre de roi et d'em- » pereur, et que le Sénat fût entraîné à le lui » décerner officieusement par un acte de sa ser- » vile toute-puissance. Ne voyez-vous pas qu'au » retour de Marengo, il attendait une récom- » pense de ce genre et que c'était là tout le secret » du *fameux parallèle entre César, Cromwell et Bo-* » *naparte ?* Mais le peuple se tait, ou n'exprime » qu'une satisfaction calme et profonde. Le Sé- » nat est fort embarrassé de donner un élan » qu'il voudrait recevoir; quelque pudeur ar- » rête encore ceux qui ont tant de fois proféré » le cri de haine à la royauté et dont plusieurs » l'ont trop bien attesté par leurs actes. »

L'événement a prouvé que ceux qui exprimaient cette dernière conjecture lisaient fort bien dans l'âme de Bonaparte. Les vieux partisans de la royauté constitutionnelle, exempts pour la plupart de scrupules sur un changement de dynastie,

paraissaient désirer une institution monarchique qui mît fin au pouvoir dictorial, et qui, en rétablissant les libertés nationales, leur donnât une garantie plus ferme que le courage du Sénat.

Un fait singulier, mais que je puis attester d'après de nombreuses conversations encore présentes à ma mémoire, c'est que les modérés de diverses époques, et même ceux qui avaient rempli ce rôle difficile à la Convention, coïncidaient alors dans le vœu d'une monarchie libérale, dût-elle se rapprocher un peu de la constitution anglaise. On ne peut nier que ce changement n'eût été bien préférable à la fondation de l'empire, assez violemment opérée deux ans après, dans des circonstances plus sombres, et lorsque la faveur publique pour le premier consul s'était fort altérée, non sans de justes motifs.

J'indique ici le commencement d'une opinion qui, se développant tout bas dans le cours de plusieurs années, mais surtout à l'époque de nos désastres militaires, devait amener la fin de nos troubles et poser une digue imposante à l'autorité absolue. Plusieurs des confidents et des ministres de Bonaparte, plusieurs des sénateurs, des conseillers d'État et des tribuns, en étaient imbus, mais tous sentaient que ce serait l'œuvre du temps. Il fallait pour qu'un tel changement

fût possible, qu'après avoir ressenti l'extrême lassitude d'un gouvernement anarchique, la nation éprouvât, même après de grands bienfaits, celle d'un gouvernement absolu, condamné par ses fautes et par les malheurs extrêmes qu'elles avaient amenés.

Telles étaient les conjectures, les espérances ou les craintes qui agitaient le public. Quant au Sénat, il était fort intrigué du mode de récompense qu'il avait à décerner. Sa perplexité redoublait par la réponse assez vague, assez insignifiante, qu'avait faite le premier consul à la députation du Tribunat qui lui faisait part de la résolution prise par ce corps. Chacun venait consulter Cambacérès, qui pour la pénétration ne le cédait à personne, mais à qui Bonaparte ne révélait pas entièrement ses desseins et ses vœux. Enfin après beaucoup d'irrésolution, on crut avoir trouvé le tempérament le plus heureux, en prorogeant le pouvoir du premier consul de dix années au delà du même nombre d'années qui lui étaient accordées par la constitution.

Qu'ariva-t-il ? c'est que le premier consul trouva l'offre bien mesquine et ne put cacher son dépit à son confident Cambacérès. Il fit pourtant à la députation du Sénat une réponse assez noble et tournée à l'antique.

« Dans les trois années qui viennent de s'é-
» couler, la fortune a souri à la république ;
» mais la fortune est inconstante ; et combien
» d'hommes qu'elle avait comblés de ses faveurs
» ont vécu trop de quelques années !

» L'intérêt de ma gloire et celui de mon bon-
» heur sembleraient avoir marqué le terme de
» ma vie publique au moment où la paix du
» monde est proclamée.

» Mais la gloire et le bonheur du citoyen
» doivent se taire quand l'intérêt de l'État et la
» bienveillance publique l'appellent.

» Vous jugez que je dois au peuple un nou-
» veau sacrifice ; je le ferai, si le vœu du peuple
» me le commande et si votre suffrage l'auto-
» rise. »

Les sénateurs ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils s'étaient trop fait le scrupule de blesser la modestie et le désintéressement du premier consul, et qu'il était fort disposé à supporter au delà du *sacrifice* qu'on lui demandait. Que faire ? il n'y avait plus moyen de revenir sur la résolution prise ; c'était déceler à la fois l'ambition du premier consul et leur excessive soumission. Mais Bonaparte trouva dans ces scrupules mêmes un excellent moyen d'obtenir plus qu'on ne lui accordait, c'est-à-dire le consulat à vie.

C'était de recourir aux suffrages du peuple et de lui poser la question dans le sens le plus large. Le Conseil d'Etat, dirigé par Cambacérès, arrangea cette affaire; mais rien n'est plus oiseux, plus triste que de donner les détails de cette comédie législative. Voici l'arrêté qui en sortit :

« Les consuls de la république, considérant » que la résolution du premier consul est un » hommage éclatant rendu à la souveraineté du » peuple; que *le peuple, consulté sur ses plus* » *chers intérêts mêmes, ne doit connaître d'autre* » *limite que ses intérêts,* arrêtent ce qui suit... » Le peuple français sera consulté sur ces deux » questions :

» 1° Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à » vie? »

Il faut dire que le Conseil d'État, dans son officieux projet d'arrêté, avait joint une seconde question :

« 2° Le premier consul aura-t-il la faculté de » se choisir un successeur? »

On ne pouvait établir une identité plus parfaite avec l'empire romain..

Voilà que Bonaparte est atteint d'un nouveau scrupule. *C'est trop*, disait-il; et s'abandonnant à une franchise assez déplacée, il parla de ses frères d'une manière désobligeante, et les repré-

senta comme peu dignes de le remplacer. On peut juger, d'après l'événement, que le véritable motif de ce refus était l'espoir qu'il conservait au fond du cœur d'être le fondateur d'une dynastie, ce qui révélait l'intention d'un divorce avec Joséphine. La première question fut donc seule posée et résolue. Le premier consul sera-t-il nommé consul à vie ?

Le résultat fut triomphant, au delà même de tout ce que l'on pouvait croire. Sur 3,577,259 citoyens qui avaient donné leurs suffrages, 3,568,885 avaient voté pour le consulat à vie, et un peu plus de 8,000 avaient émis un vote négatif.

Il me semble qu'une opposition plus nombreuse aurait donné encore plus d'autorité à ce chiffre magnifique en constatant plus de liberté.

Le Sénat, le Corps législatif, le Conseil d'État et le Tribunat s'étaient empressés d'apporter au premier consul leur adhésion en masse. L'unanimité sur un grand nombre de votants est un signe fort suspect de liberté, et il n'y a guère que le despotisme qui puisse l'obtenir. La confiance, sans être aussi universelle que ce chiffre le suppose, était générale et même excessive; l'admiration était sans bornes chez plusieurs, et

mêlée de crainte chez un certain nombre. Sans contredit, il y avait alors plus de huit mille citoyens qui concevaient des alarmes pour la liberté, non-seulement parmi les républicains, mais parmi les amis de l'ordre constitutionnel et monarchique. Les absents devenaient par là suspects d'une opposition secrète plus dangereuse qu'une opposition déclarée.

Le Sénat était embarrassé de n'avoir émis qu'un vote de dix ans et d'avoir cru aux protestations de désintéressement du premier Consul. Il sentait plus ce chagrin que le juste dépit d'avoir vu son arrêt suprême cassé par le conseil d'état. Il se reprochait d'avoir laissé à Bonaparte la peine de prendre un vaste accroissement de pouvoir qu'on ne lui avait pas décerné. Ce fut pour consoler ce Sénat si humble et si soumis que Cambacérès imagina de lui laisser la vérification des votes, soin que ce grand corps reçut avec reconnaissance et justifia par son zèle; mais il lui tardait d'effacer la tache de sa circonspection, et il résolut de satisfaire complétement le premier consul sur d'autres objets de son ambition. Le fidèle Cambacérès lui en suggéra bientôt les moyens et lui ouvrit un nouveau champ pour exercer sa vaste complaisance. Malheureusement on ne lui laissa pas l'honneur de

l'initiative. Tout fut délibéré d'abord au Conseil d'État, et Bonaparte prit une part très-animée, c'est-à-dire une part suprême, à une délibération qui mettait son pouvoir au niveau de celui de Louis XIV, sauf un titre qu'il avait résolu de s'adjuger bientôt.

Sieyès eut le déplaisir de voir supprimer par le Sénat, tout peuplé de ses adhérents, ces listes de notables, débris informe de ses créations constitutionnelles. Elles furent remplacées dans leurs attributions électorales par des conseils d'arrondissement et de département nommés à vie. En sorte que trois millions et demi de Français, si zélés pour le pouvoir de Bonaparte, en furent récompensés par de nouvelles exclusions, de nouvelles limites données à leurs droits d'électeurs éligibles. Ce même sénat fit un acte judicieux et de couleur très-monarchique en conférant au premier consul le droit de faire grâce, que nos assemblées révolutionnaires n'avaient placé nulle part, comme pour étouffer le sentiment de miséricorde et de magnanimité chez les Français.

Le premier consul venait de faire un emploi si brillant de son génie politique, qu'on jugea convenable de lui laisser le droit de voter exclusivement les traités, et on se délivrait ainsi

des scrupules qu'avait montrés le Tribunat sur le mot SUJET. Ces pauvres tribuns devaient porter une nouvelle peine de leurs téméraires ombrages. De cent il furent réduits à cinquante, et par une nouvelle organisation, ce corps si redouté et si peu digne ne l'être devint une succursale du Conseil d'État.

Par compensation le Sénat fut accru de vingt membres nouveaux, et, ce qui était d'une bien autre importance, du droit de modifier, de compléter la constitution à volonté : il fallait sous-entendre, suivant la volonté du premier consul. Il restait encore des récompenses à décerner au second et au troisième consul, dont les noms figuraient dans les actes publics, à côté d'un nom si glorieux. On nomma Cambacérès et Lebrun consuls à vie.

On va me reprocher d'avoir rappelé avec trop de légèreté des actes si importants, mais heureusement si éphémères. Je ne me suis pas même fait le scrupule d'avoir dérogé à la gravité historique, en laissant percer quelques teintes de dérision.

Il ne faut pas que l'histoire enseigne même aux libérateurs de leur patrie les moyens d'arriver sans secousse et sans opposition au despotisme.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE III.

CONSEILLERS ET FAMILLE DE BONAPARTE.

CHAPITRE IV.

GRANDES MESURES POUR L'INTÉRIEUR.

CHAPITRE V.

OUVERTURE PACIFIQUE REJETÉE.

CHAPITRE VI.

MARENGO.

CHAPITRE VII.

NÉGOCIATIONS. HOHENLINDEN. PAIX.

CHAPITRE VIII.

MACHINE INFERNALE.

CHAPITRE IX.

VASTES OPÉRATIONS DIPLOMATIQUES.

CHAPITRE X.

HÉLIOPOLIS. TRAITÉ D'AMIENS.

CHAPITRE XI.

QUELQUES TABLEAUX DE L'INTÉRIEUR.

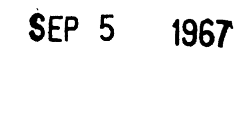
CHAPITRE XII.

OPPOSITION. TRIBUNAT. CONSULAT A VIE.

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.

Paris.- Imprimerie Dondey-Dupré, rue Saint-Louis, 46, au Marais.

SM


SEP 5 1967